هكذا من الأصل

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 457

42 PAGES

— MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1978

Moscou s'opposerait à tout débat sur l'Argentine à l'O.N.U.

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,75 ; Danemark, 3,75 kr. ; Espagne, 40 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 L; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 24 esc. ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

A Pékin, les luttes de tendances s'accentuent

La démaoïsation au nom de Mao...

A peine M. Hua Kuo-feng est-il rentré de sa tournée spectaculaire dans les Balkans et en Iran, à peine les rares lampions célébrant le deuxième anniversaire de la mort de Mao Tse-toung se sont-ils éteints, que la lutte politique au sein de la direction chinoise semble reprendre de plus belle.

Une fois de plus, c'est le maire de Pékin, membre du bureau politique du P.C.C., M. Wu Teh, qui est la cible. Les attaques qui se poursuivent depuis des mois ont atteint ces derniers jours une intensité rarement égalée, et l'on a vu apparaître, pour quelques heures, dans les rues de la capitale des « dazibaos » — affiches à gros caractères — disant crûment : « A bas Wu Teh, à bas le comité révolutionnaire noir dirigé par Wu Teh. »

Le cas de M. Wu Teh dépasse sa propre personne et pose le problème de l'équilibre entre les deux tendances qui se partagent — ou se disputent — le pouvoir à Pékin. Avec le soutien de M. Hua Kuo-feng, chef du gouvernement et du parti, le bureau politique avait décidé au début de l'été de maintenir M. Wu Teh à son poste. Aujourd'hui, ce consensus est remis en cause.

Nul doute que derrière ce nouveau conflit on retrouve l'influence grandissante de M. Teng-Hsiao-ping. Vice-président du parti et du gouvernement, mais aussi chef d'état-major de l'armée, M. Teng paraît plus que jamais décidé à démanteler les acquis du maoïsme et à mener le combat contre ceux qui, aux côtés de Mao Tse-toung ou sur ses instructions, se sont opposés à sa ligne « révisionniste » depuis les années 50.

Cette volonté de revanche s'exerce tout naturellement contre M. Wu Teh, compromis dans la répression des manifestations d'avril 1976. M. Teng n'a pas oublié que le maire de Pékin fut très proche de la « bande des quatre ». Mais qui ne l'était pas alors, à commencer par M. Hua Kuo-feng ? M. Wu Teh ne serait-il pas un symbole, et ne voudrait-on pas, à travers lui, s'en prendre au président Hua en personne ? Ce n'est sans doute pas une coïncidence si le processus de réhabilitation de Liu Shao-chi — ancien président de la République, « Khrouchtchev chinois » dont M. Teng était le bras droit et qui fut le principal rival du Grand Timonier — a connu un regain d'intensité au moment même où M. Hua se trouvait à l'étranger.

M. Hua aura besoin de son habileté et du prestige acquis sur la scène internationale pour défendre ses positions. Car le paysage politique chinois a beaucoup changé ces deux dernières années : la réhabilitation de centaines de milliers de cadres purgés au cours des années 50 et 60 n'a pas manqué de renforcer le camp des « modérés » regroupés autour de M. Teng. Celui-ci semble aussi pouvoir compter sur l'appui de militaires dont le rôle dans la vie publique s'est notablement accru. Concurremment, on assiste à un vieillissement de l'équipe au pouvoir, dans un régime déjà fort gérontocratique.

Il est inévitable que les spectaculaires revirements de la « ligne » chinoise aient des conséquences à l'intérieur du pays. Comment s'engager à fond pour une politique dont on ne sait combien de temps elle restera orthodoxe ? D'où le « suivisme » dénoncé par M. Teng, voire le désintérêt d'une partie de la population pour les affaires politiques.

Jusqu'où pourra-t-on aller dans le processus de démaoïsation au nom de Mao Tse-toung ? Un affrontement est-il inévitable entre ceux qui veulent en finir une fois pour toutes avec un fantôme encombrant et ceux qui ont été formés dans son entourage ? Pour le moment, le seul sujet qui semble encore échapper à la controverse est la politique étrangère, plus que jamais axée sur l'antisoviétisme.

M. Wu Teh mis en cause

Le maire de Pékin, M. Wu Teh, qui doit accueillir la semaine prochaine dans la capitale chinoise son homologue parisien, M. Jacques Chirac, a été à nouveau critiqué lundi 11 septembre par des affiches évoquant notamment son passé pendant la révolution culturelle et les événements d'avril 1976.

Ces attaques, nous indique Alain Jacob, notre correspondant à Pékin, témoignent de la fragilité des compromis intervenus il y a trois mois entre les deux lignes suivies par les dirigeants chinois : celle qui vise à suivre la politique de Mao Tse-toung et celle qui consiste à renoncer, sans le dire, à une partie de cette politique.

Pékin a célébré de façon très discrète, samedi, le deuxième anniversaire de la mort du Grand Timonier. La télévision a diffusé une pièce où, pour la première fois, Mao Tse-toung est représenté physiquement par un acteur. La pièce a pour personnage central la première épouse du fondateur de la République populaire, Yang Kai-hui. Un acteur a expliqué que la veuve de Mao Tse-toung, Mme Chiang Ching, s'était opposée dans le passé à la diffusion de cette œuvre.

Le correspondant de l'A.F.P. à Pékin note à propos de la façon dont a été célébré cet anniversaire que « *la Chine a entrepris de rectifier l'image, autrefois imposante et paralysante de Mao, sans pour autant rejeter son héritage, mais en lui rendant un hommage plus humain* ».

AU JOUR LE JOUR

Raisons et déraisons

L'ordre qui règne à Téhéran, celui qui n'arrive pas à se maintenir à Managua, ont fait en quelques jours plus de victimes que la guillotine en France en un siècle.

C'est ce que je me disais en écoutant à la télévision Mᵉ Badinter plaider contre la peine de mort de la manière d'ailleurs la plus convaincante.

Pour notre espèce inquiète et prédatrice, qui n'a pas encore assumé les ambitions de l'homo sapiens, ce n'est pas tuer qui est le crime impardonnable, c'est de s'en justifier, soit par la raison d'Etat, soit par les exigences d'une justice abstraite et formelle.

ROBERT ESCARPIT.

M. Sadate marque son impatience devant le piétinement des négociations de Camp David

Au sixième jour de la conférence de Camp David entre MM. Carter, Sadate et Begin, le climat de la rencontre semblait, ce mardi 12 septembre, de plus en plus tendu, et la délégation égyptienne manifestait son impatience devant l'apparente minceur des résultats obtenus.

Depuis jeudi, aucune séance de travail n'a réuni les trois partenaires, et le président Carter s'est entretenu avec M. Sadate lundi en tête à tête après avoir rencontré, la veille, M. Begin. On s'attend que le sommet se termine — en toute hypothèse — à la fin de la semaine.

De notre correspondant

Washington. — M. Sadate n'est toujours pas satisfait, et les conversations sont bien près de l'impasse, telle est la conclusion que l'on peut dégager sans grand risque d'erreur alors que le sommet-marathon de Camp David entre dans sa seconde semaine. Sans doute, le porte-parole de M. Carter, M. Joddy Powell, a-t-il tenu à affirmer lundi 11 septembre qu'il ne serait « *pas approprié de parler d'impasse* ». « *Ni le pessimisme ni l'optimisme ne sont justifiés à ce stade* », a-t-il ajouté, rectifiant les propos plus encourageants tenus samedi. Sans doute encore est-il prématuré de préjuger le résultat final de la rencontre : la montée de la tension est normale au fur et à mesure qu'on se rapproche du dénouement, quel qu'il soit, et l'on peut se demander si et comment le président égyptien aura le cœur de faire à son « ami » Jimmy Carter l'affront d'une rupture.

Toujours est-il que les signes extérieurs de malaise relevés la semaine dernière se sont confirmés au fil du temps. MM. Sadate et Begin n'ont encore eu aucun dialogue en tête à tête et n'ont pris aucun repas en commun depuis le début de ce sommet. Le seul membre de la délégation israélienne avec lequel le président égyptien semble accepter de parler est le général Weizman, ministre de la défense : une photographie prise dimanche pendant la visite du champ de bataille de la guerre civile à Gettysburg montre les deux hommes côte à côte, tandis que M. Begin, seul derrière le groupe, semble plongé dans ses pensées.

MICHEL TATU.

(*Lire la suite page 6.*)

- **IRAN : les troubles se poursuivraient dans plusieurs villes (page 6).**
- **NICARAGUA : le pays semble s'installer dans la guerre civile (page 3).**
- **CUBA : M. Fidel Castro se rendra à Madrid dans moins d'un an (page 4).**

Les occasions de conflit se multiplient entre l'État et la Ville de Paris

• Aménagement du cœur de la capitale • Voie-express • Frais de police

La commission mixte Etat-Ville de Paris, chargée par le premier ministre de proposer une répartition équitable des charges financières entre le budget national et celui de la capitale, tiendra une nouvelle réunion jeudi 14 septembre. Des dossiers aussi épineux que ceux des contingents et des frais de fonctionnement de la police parisienne, l'aide sociale, les transports, la culture, les recettes du P.M.U., l'évaluation de la richesse fiscale de Paris, le financement des retraites des anciens agents municipaux, donneront lieu à d'âpres discussions entre les représentants de l'Etat et les amis du maire de Paris, M. Chirac.

La manière dont M. Chirac a mis en cause, lundi 11 septembre, le président de la République en déclarant que « l'abandon du projet de voie express rive gauche avait été une des grandes erreurs de notre temps » *commise* « par des démagogues et des incapables », *doit être assurément comprise comme un signe, venant après d'autres, de la tension latente entre le président du R.P.R. et le chef de l'Etat.*

Le maire de Paris est, d'autre part, décidé à reprendre en main le complexe dossier des Halles conformément à l'invitation qui lui a été faite par le gouvernement au début du mois d'août.

LES HALLES : le commencement de la fin...

par MICHÈLE CHAMPENOIS

A qui appartiennent les Halles ? Quatre ans après avoir manifesté avec éclat son attachement à la réalisation d'un grand jardin et à un aménagement de qualité au centre de la capitale, le chef de l'Etat a, cet été, « rendu » les Halles aux Parisiens.

Le message officiel précisant, après le conseil interministériel du 8 août, que l'« *opération des Halles relève de la compétence de la Ville de Paris* » a été entendu. M. Jacques Chirac reprend donc, sans grand enthousiasme, ce dossier compliqué. Le maire de Paris vient d'engager une série de consultations qui lui permettront de prendre, sans doute après son retour de Chine à la fin du mois, les décisions nécessaires au « bouclage » de l'opération. Le chef de l'Etat ayant virtuellement renoncé à faire construire aux Halles le grand auditorium de musique promis à la région parisienne. Il faut décider quelle forme on donnera au bâtiment prévu le long de la rue Pierre-Lescot et quel usage on en fera.

D'autre part, avant de définir des orientations plus précises pour le jardin, il faut savoir comment — et si — on utilise le sous-sol encore disponible près de la Bourse du commerce ? Va-t-on purement et simplement remblayer le trou, creusé il y a cinq ans pour les bureaux du centre de commerce international ?

Cette idée cocasse est, en effet, de plus en plus sérieusement prise en considération de divers côtés. Dans leur hâte d'en finir avec une opération complexe qui lasse l'opinion et de livrer le plus vite possible quelques arbres en pâture aux Parisiens, les responsables envisagent toutes les solutions qui permettraient de « simplifier » l'opération.

Comme tout aménagement urbain complexe, en plein centre d'une capitale, l'opération des Halles s'étale sur des années. L'écart très long entre les décisions prises et leurs conséquences sur le terrain, le désir légitime des hommes politiques d'imprimer leur marque, de modifier le cours des choses, à un moment ou à un autre, le désarroi du public et des habitants qui voient le quartier leur échapper, tout cela concourt à brouiller les cartes 6 hectares au cœur de Paris, au-dessus d'une gigantesque gare de métro régional, les grues, du béton : personne n'y comprend rien.

Deux éléments aggravent le malentendu et la déception. D'abord, un élément de forme. Ce qui sort de terre en premier, c'est l'intendance : les cheminées, les escaliers de secours, les sorties de voirie souterraine et l'absurde blockhaus de la centrale de climatisation.

(*Lire la suite page 37.*)

Les conditions d'une politique industrielle libérale

Tandis que chaque journée apporte désormais son cortège de licenciements et de suppressions d'emplois, M. Robert Boulin, ministre de l'emploi et de la participation, reçoit ce mardi 12 septembre, MM. Bergeron (FO), Edmond Maire (C.F.D.T.) et Bornard (C.F.T.C.) ainsi que M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., pour envisager avec eux les suites à donner aux récentes décision gouvernementales sur l'emploi.

M. Boulin a précisément à sa disposition le rapport préparé par MM. Bloch-Lainé et Janicot sur l'effet de l'aide publique en la matière, texte qui, après de sévères critiques, formule de nombreuses propositions de réforme (lire page 38 l'analyse de ce document). L'évolution du chômage est largement conditionnée par la restructuration industrielle qui a pris, cette année, une ampleur exceptionnelle. M. Giraud, ministre de l'industrie, présente mercredi 13 une communication à ce sujet au conseil des ministres. Quels peuvent être les objectifs et les conditions de réussite d'une politique libérale d'industrialisation ?

par PHILIPPE LABARDE

Chacun en est convaincu à l'hôtel Matignon, rue de Rivoli, au ministère de l'industrie, comme au siège du C.N.P.F. : le « dégraissage » de l'industrie française est un mal nécessaire qui ne doit pas être interrompu. « *Nous avons perdu trop de temps pour adapter l'outil de production à la nouvelle donnée de l'économie mondiale. D'abord parce qu'on a prévu avec retard la nécessité d'une telle opération ; ensuite parce que les échéances électorales ne s'y prêtaient guère* », commente un fonctionnaire.

Depuis les élections, on s'est rattrapé : faillites, mises en préretraite, suppressions d'emplois, fermetures d'usine, licenciements se sont succédé à une cadence accélérée. L'été n'a guère ralenti le mouvement ; la période se prête bien il est vrai à l'annonce de mauvaises nouvelles. L'automne ne se présente guère mieux. Outre le dossier sidérurgique qui entraînera ce que l'on nomme « *des révisions déchirantes* », tout porte à croire que la politique de libération des prix, par nature dure aux faibles, entraînera une augmentation du nombre des faillites, tandis que se poursuivront les reconversions et restructurations engagées dans la plupart des secteurs de l'économie française. Tout semble indiquer que 1978 se soldera par une nouvelle diminution des emplois dans l'industrie.

Ce n'est pas un phénomène nouveau, dira-t-on. C'est vrai ; la lecture des Comptes de la nation permet de constater que de 1974 à 1977, les effectifs salariés ont diminué de 110 000 dans les industries de biens intermédiaires, de 32 000 autres dans les industries de biens d'équipement, de 173 500 dans celles de biens de consommation courante, de 184 000 enfin dans le bâtiment ou le génie civil et agricole. Au total, ce sont donc près de 500 000 emplois qui ont ainsi été supprimés en quatre ans pour des raisons diverses. Ce qui est nouveau, c'est que le mouvement s'est incontestablement accéléré, avec la bénédiction, sinon l'appui discret, des pouvoirs publics.

Le raisonnement qui justifie cette évolution a le mérite de la simplicité : la France importe des matières premières indispensables ; il lui faut les payer, donc exporter. C'est la tâche de l'industrie, qui doit répondre au double défi des pays en voie d'industrialisation et des grands concurrents traditionnels. Pour y parvenir, elle doit être compétitive. Compétitivité : le grand mot est lâché. En clair, les firmes françaises doivent se retirer des secteurs dans lesquels elles ne sauraient résister durablement aux pays en voie de développement (industries de main-d'œuvre, première transformation).

(*Lire la suite page 40.*)

LES MUSIQUES DE GAUDEAMUS

Leçons d'intrépidité

Chez nous, c'est un proverbe qui l'affirme : « Impossible n'est pas français. » Un proverbe, rien de plus, dont il serait trop facile de démontrer la fragilité. Les Hollandais ne sont pas si affirmatifs, mais depuis qu'ils ont entrepris, gagnant chaque année un peu de terrain sur la mer, de bâtir dans le sable des villes imposantes et des paysages verdoyants, rien ne leur paraît excessif, et ils donneraient aux plus téméraires des leçons d'intrépidité...

Un festival de musique contemporaine consacré presque exclusivement à des compositeurs n'ayant pas encore trente-cinq ans et d'où sont exclus, sans arrière-pensée, ceux que l'on nomme ailleurs les « auteurs de référence » et qu'il serait plus juste, dans la circonstance, d'appeler des têtes d'affiche puisqu'ils sont là souvent pour attirer le public, c'est une gageure qui paraîtrait folle ailleurs, mais depuis trente ans qu'elle la tient, la fondation Gaudeamus trouve que c'est une chose normale. Evidemment, les concerts restent assez confidentiels et on se dit qu'avec un peu plus de publicité peut-être... Mais il faut être réaliste : même en Hollande, ce ne sont pas les jeunes compositeurs qui font courir les foules. Si on décide de les jouer malgré tout, on doit en prendre son parti.

Le premier titre de gloire de la fondation Gaudeamus, c'est d'avoir réussi à se donner les moyens d'une politique aussi hardie : la subvention annuelle versée par le gouvernement est d'environ 600 000 florins (un peu plus d'un million de francs), les concerts, répartis entre Amsterdam, Rotterdam, Utrecht et Hilversum, étant organisés en collaboration avec les diverses stations de radio qui en assurent la diffusion.

GÉRARD CONDÉ.

(*Lire la suite page 19.*)

Le Monde

idées

PHILOSOPHIE

« Heidegger et l'expérience de la pensée »

par PIERRE BOUTANG (*)

LE grand livre (1), jamais gros, rusé de s'avouer « fragments » lorsque les détours chez Kant, Hegel et Nietzsche l'ont en apparence éloigné de son projet, et qu'il débouche sur la pensée, sur son expérience chez Heidegger, je ne vais pas le prendre à la suite ni à la lettre ; c'est l'auteur qui prévient : « *Ce livre n'est pas un livre ; il n'y a ici ni commencement, ni suite, ni fin. Livre fragmentaire pour une lecture fragmentée. Refus de tout exposé d'ensemble.* » Faut-il croire aussi cet aveu : « *Rien sur la mort, si essentielle à l'être des hommes. Rien sur le rapport que les mortels, en tant que mortels, ne cessent pas d'entretenir avec les divins et les célestes. Rien sur ce que Heidegger appelle (...) le bon et par-là même salutaire péril : le voisinage de la pensée avec le chant des poètes (...). Enfin rien sur l'expérience saisissante d'une nouvelle parole ou plutôt d'une relation avec la parole...* » ?

Cela n'est pas tout à fait vrai, à la lettre ; reste que tout cela qui fut notre réel souci, et celui de Heidegger, se trouve en ce non-livre, paré et préparé, comme l'impensé, par sa condition silencieuse. D'ailleurs il faut bien commencer de lire ; trop facile de conseiller un commencement avec la deuxième partie, qui vibre et prononce presque sans discours... Mais *non* : prenez d'abord au bon tiers, à la page 237, avec deux personnes que nous avons inégalement connues : « *Brunschvicg parlait de l'imagination puérile de la chose en soi. Staline n'était pas moins sévère ! Même dénonciation d'un même phantasme : « Le monde, ironise Staline, est » rempli de choses en soi qui ne » pourront jamais être connues » de la science... Alors qu'il n'est » point dans le monde de choses » inconnaissables, mais uniquement de choses encore inconnues, lesquelles seront découvertes et connues par les moyens » de la science et de la pratique. » Ainsi pour les idéalistes et pour les matérialistes, la chose en soi est toujours cette lubie philosophique dont parlait Engels et que la pratique sinon la spéculation finiront bien par réfuter.* »

De là, de la chose en soi, et de ses critiques, pour vous préparer à la question de l'être, vous pourrez remonter dans « *l'aventure du concept* » et vers « *les inventions kantiennes* » : cheminement qui fut celui de Heidegger, sinon de Nietzsche et qui met plus d'ordre et de propos, en ce livre, que Birault feint de le vouloir.

Sur le retour à Kant

Nous aurons assisté, cette année, à deux beaux retours à Kant ; beaux même s'ils ne me persuadent pas, empêchant — d'ailleurs de manière inégale — le mouvement que leurs auteurs avaient, *en leur fond*, pour aller plus loin : Maurice Clavel dans son siècle chez Lucifer, et Birault dans les 350 premières pages de cette « expérience de la pensée ».

Chez l'un et l'autre c'est Hegel qui fait les frais. Il me semble que Birault est plus sévère, plus rigoureux encore, devant Hegel, que Maurice. Mais c'est un peu grâce à Nietzsche et Clavel au Christ. Je ne sais rien de plus fort (et cruel) que la page 186 sur le *maître* chez Hegel et chez Nietzsche avec ceci : « *Bien pauvre maître, en vérité, que ce maître devenu ou parvenu qui cherche dans le regard provisoirement apeuré de son esclave la conscience de sa maîtrise. Les maîtres véritables ont au contraire un instinct bien trop sûr et indéracinable de leur maîtrise pour vouloir encore être reconnus, et surtout reconnus par leurs inférieurs ! Ils ne veulent pas la reconnaissance, ils veulent la méconnaissance et parfois aussi l'amitié précaire, l'amitié stellaire de leurs égaux ou de leurs frères en solitude.* »

Birault voit bien, d'autre part — cela ne le gênerait nullement — qu'il ne s'agit pas chez Hegel de penser l'absolu à la lumière du dogme trinitaire, mais de « *concevoir la Trinité à partir du procès de l'absolu qui se pose, s'oppose et se repose en lui-même* ». Le Père Fessard, mort récemment, admirable à tant d'autres égards, a peut-être été dupe d'un Hegel impossible à baptiser. Mais Birault prête à Kant (pp. 158-159) deux intentions qui me font douter si le « retour » change quelque chose à l'essentiel (ce qui est essentiel, par exemple, pour Clavel et pour moi) : celle de l'hommage à cette « *religion sublime* » qui a « *enrichi la philosophie de concepts moraux plus déterminés et plus purs que ceux qu'elle avait pu inventer jusqu'alors* » ; la seconde de montrer « *que les concepts, une fois donnés, sont librement accrédités par la raison et admis comme des concepts qu'elle aurait pu et qu'elle aurait dû découvrir par elle-même. Le bâtiment étant achevé, l'échafaudage peut maintenant tomber.* Le siècle de la critique *procède à la destruction de cet échafaudage et à l'édification de ce bâtiment.* » L'échafaudage de l'Evangile et des Pères ? Ah le beau blasphème chez Birault ! Mais est-il de Kant et qu'est-il advenu du bâtiment ?

Cela, pourtant, justifie le retour à Kant, et s'accorde avec la lecture finalement au moins aussi « vraie » que les autres, mais géniale, des trois critiques : la mise à jour par Kant de la finitude d'un entendement humain non créateur, qui ne peut *poser*, dans le concept, que si le *donné* s'y prête sans usure, et ce don s'appelle *a priori* de la sensibilité — où *sensible* humilie à jamais et fonde l'humaine raison. Birault voit là une « invention » kantienne, ce qui est vrai par rapport à Descartes et aux Lumières, non à saint Thomas ni Aristote. De surcroît, en une démonstration *sinueuse et ferme*, il montre que, finalement, la chansonnette, que nous apprenions au lycée, des thalers réels et possibles, ne prouve rien *contre* un argument ontologique de l'existence de Dieu : d'abord c'est « existants » qu'il faudrait dire et les catégories modales du possible, de l'existence et de la nécessité n'ont d'usage que pour la constitution finie de l'esprit humain, où la pensée a besoin qu'il lui soit *donné*, où le verbe prononcé ne s'accomplit pas pour cela.

Ajouterai-je, pour mieux établir la fécondité probable du livre de Birault, que sa réflexion *sur la modalité* m'a *impérieusement* suggéré ce à quoi je n'avais jamais songé sous cette forme et qui pourrait aider à la compréhension des trois « extases » du temps chez Heidegger ? La subordination, en dernière analyse, de la définition des catégories modales aux dyades de matière et forme, détermination et indétermination, conduirait à ce paradoxe (ou ce scandale) d'un *possible* indéfiniment passé, d'un *existant* comme futur immédiatement proche (l'accord avec les conditions matérielles de l'expérience n'étant que l'écoute et le devancement, du côté de l'homme présent et aux aguets) ; et le « nécessaire » à la jointure de ce futur présent et de ce passé formel, sorte d'instant de l'entendement et de sa réflexion sur ce qu'il pose dans le monde... Que ce pressentiment soit paille ou grain, je sais ce qu'il doit à telles pages de *l'expérience de la pensée*.

Avec une « audace timide », comme il dit d'un autre, Henri Birault énonce les *cinq* figures (juste cinq) de la crise de la philosophie, du moins de celles qui n'aboutissent pas « *à une pure et simple répudiation de la philosophie et de la pensée* ». Timidité, car il s'en tient, pour ces réponses à la *crise*, « *aux plus nobles, aux plus solitaires, aux plus foncièrement inconciliables* ». Il écarte celles qui se formuleraient à partir des domaines non explicitement philosophiques : poésie, religion, science...

On pourrait donc « dépasser » la philosophie, vers la pensée : 1) comme Hegel, en muant le vieil amour du savoir en savoir absolu : 2) avec Marx en annulant par leur rencontre même un « devenir-monde » de la philosophie et un « devenir-philosophie » du monde (ce marxisme est fort peu althussérien et, au vrai, je ne sais trop où il loge, hors du rebord d'une fausse fenêtre) ; 3) par le refus kierkegaardien et la spéculation et la résignation aux « miettes », à l'« édification » ou à une « composition mimico-pathético-dialectique » ; 4) avec le renversement des arrière-mondes selon un Nietzsche « radicalisé » par Heidegger. Enfin et surtout — mais là il faut citer à la lettre — 5) *par* « *un dépassement pour ainsi dire répressif* de la métaphysique, qui, à la lumière et à l'appel d'une forme non philosophique de la pensée, cherche à remonter vers l'essence non métaphysique de la métaphysique ».

L'expérience de la pensée, irréductible à la réflexion philosophique et à la métaphysique qu'elle reproduit et métamorphose, en retrait, se décrit selon cette entreprise. Birault veut-il dire que la philosophie n'en est que la *figure* ? Oui, puisque, sans citer Pascal, il emprunte à Pascal ce que celui-ci dit du *figuratif* de la Bible, qu'elle « *porte* absence et présence... de la pensée » (Pascal entend : *de Dieu*). Mais quelle est la présence ? Le *calcul* et la *pensée méditative* dont Heidegger admet qu'ils sont tous deux légitimes et nécessaires — Birault rejette cet aveu en note de la page 363 — après *sans doute* un déclin accéléré de « *formes bâtardes* » de la « *grandiose mésaventure* » de la philosophie moderne ou classique qu'il nous faut bien, tout de même et en attendant, enseigner...

Absence et présence du Christ

La page 394, fondée sur les derniers livres de Heidegger, nous éclaire mieux : « *l'expérience de la pensée est l'expérience de la parole ; la parole est l'être, l'être est la parole* ». Mais quelle parole ? La divine ? Et pourquoi dans un seul *sens*, de l'homme au divin, non dans les révélations de Dieu à l'homme ? Une piété surgit, non inattendue pour Birault, qui cite ce texte d'*Unterwegs zur Sprache* : « *faire une expérience, qu'il s'agisse d'une chose, d'un homme, ou d'un dieu, cela signifie que quelque chose nous arrive, nous touche, vient sur nous, nous renverse et nous transforme* ». L'*impensé* est pris dans cette épreuve, l'impensé qui serait « *le simple, l'être lui-même, la vérité de l'être* ». Ne se déclare-t-il en nous et à nous, en notre finitude, que *par nous* ?

Un moment, dans sa postface, il cesse pourtant de m'émouvoir, sans m'irriter. C'est qu'il parle en critique *averti* de son propre livre :

« *Le livre commence* (mais il nous avait dit que ce n'était pas un livre et que ça ne commençait pas !) *par une courte poésie de Nietzsche. Il s'achève par le paragraphe 296 de* Par-delà le bien et le mal (...) *Pourquoi cette ouverture nietzschéenne, pourquoi ce final nietzschéen ? Parce que Nietzsche est le philosophe de la dernière conséquence, celui qui raconte « l'histoire des deux prochains siècles ». Parce que Heidegger est le penseur des commencements toujours-déjà transgressés et toujours encore non advenus. Entre les deux, il n'y a rien, sinon le monde des vérités dérivées et des conséquences sans prémisses, les derniers rayons d'un soleil depuis longtemps éteint, « le cadavre des idées chrétiennes qui empoisonnent le monde ». Entre les deux, le marais de la pensée, la foire culturelle, la ville dont le nom est die bunte Kuh... la vache multicolore.* »

Nous ne croyons pas qu'il n'y ait *rien* que décomposition ou foire culturelle *entre* Nietzsche et Heidegger. Nous croyons même que cet *entre* n'a aucun sens, sauf, bizarrement, en termes « historico-mondiaux » et hégéliens ou marxistes. Quel débat de *pensée* où l'on se traiterait réciproquement de cadavres, où l'on s'enverrait, comme chez Marx, aux « poubelles de l'histoire » ? D'ailleurs Birault admettait, quelque deux cents pages plus haut, cinq réponses, nobles, solitaires et incompatibles à la crise de la philosophie. Fragment, que fragment, et même pour un beau mouvement de « nietzscherie », la pensée *ne doit pas* muer aussi vite !

Certes, comme je le notais en 1962 à propos de Holzwege, le Christ est absent de l'œuvre de Heidegger. *Comment cela se peut-il ?* Comment ce surplomb d'un *être* qui se donne et qui pourtant se cache, comment ce dont et cette fondation qui par le combat de la « terre » et du « monde » décadent de la destinée d'un peuple, et, par-delà, de l'humanité entière, restent-ils, sous le regard têtu du « berger de l'être », étrangers à la passion du Christ ? Est-ce que la Croix n'est qu'un *échafaudage* comme pour les ordinaires chrétiens des « lumières » ? Pour les « *bergers de l'être* » — je pense aux deux dont j'ai écouté la parole, dans deux ordres différents, Maurras et Heidegger, — cette parole se complète mystérieusement par une « *lieutenance du rien* ». On dirait de sages ou de penseurs qui, ne fardant pas la mort, *appellent* (dans l'origine d'appeler il y a la *pulsion*), exigent par leur solidarité héroïque à ce poste, un être du christianisme comme vérité et vie : ils sont seuls incapables de le reconnaître dans la description qui s'en révèle à travers leur dire. Et Birault lui-même, tout à l'heure, avec la parole qui est l'être et l'être la parole, comment ne se souvient-il pas au moins du murmure de l'enfance, du « *je suis la vérité et la vie* » ?

Ecoutons encore Heidegger : après avoir décrit le combat où par la lutte de la *terre* et du *monde* apparaît le trait, forme du temple, limite religieuse qui laisse et fait être la nature, alors s'ouvre au monde une humanité historiale « *appelée à la bénédiction ou la malédiction, à la domination ou la servitude* ». Or la décision, prolongée dans un monde, reprise pourtant par la terre — la mort pour la résurrection — n'a jamais été accomplie ailleurs que *dans* l'événement chrétien. Il la décrit comme si elle pouvait se répéter dans les peuples, au sens des incarnations successives de l'esprit pour Hegel ; mais il n'ose dire que le peuple allemand en ait aujourd'hui reçu la charge. Il sait, d'autre part, que le peuple grec, qui a oublié et laissé hiberner cette vérité, comme le peuple juif qui l'a crucifiée sont hors de sa portée et, temporellement, de sa grâce. Lorsqu'à la fin du *principe de raison*, il envisage un salut pour l'homme de l'Occident (de ce soir ou de ce couchant dont la métaphysique grecque fut le matin), nous ne pouvons croire qu'il songe à une nation particulière, ni même à l'Europe qui, au sens matériel, indique plutôt *l'occultation de l'être* dans l'âge atomique.

La seule réalité que puisse évoquer pour nous cette prophétie d'ailleurs vague, c'est le peuple chrétien. Celui-ci devra sans doute réveiller l'instinct grec de l'être et de la chasse à l'être (que la *res* des Romains a sans doute endormi, bien avant les « lumières »). Surtout faudra-t-il qu'il retrouve le sens de l'incarnation, plaçant l'enfant-Dieu dans la crèche, l'élevant en croix, le mettant au monde, le portant en terre, laissant prendre par sa résurrection la place mystérieuse du *Rien* que la pensée de l'homme occupe en son attente. Le dévoilement chrétien fait mieux que de réveiller le pressentiment grec de la vérité. Il l'accomplit.

(*) Homme de lettres, maître de conférences à l'université Paris-IV (Sorbonne).

(1) Henri Birault, *Heidegger et l'expérience de la pensée*, Gallimard 1978, 632 p., 120 F.

● ERRATUM. — Par suite d'une regrettable erreur, l'article « Veilleur, où est la nuit ? », publié dans notre page Idées sur le Proche-Orient (*le Monde* du 5 septembre), a été signé Bernard Audigier. Son auteur était en réalité Pol Castel, également religieux. Nous nous excusons de cette confusion auprès des deux intéressés.

LAMENNAIS

par Jean LACROIX

IL *n'est sans doute pas d'écrivain plus* émouvant et plus actuel que Lamennais, né en 1782, mort en 1854, théologien et philosophe, dont la pensée et la vie, intimement liées, furent tragiques. De son vivant, Charles de Montalembert écrivait qu'il avait été trop loin mais entraîné par les motifs les plus désintéressés. Si ce prêtre avait voulu *embrasser le parti des rois et des puissants* il serait cardinal, mais, ayant préféré celui des pauvres et des opprimés, il s'était condamné à la misère et à l'abandon. Jusqu'en 1832, il était tenu dans la plus haute estime ; mais, ensuite, il rompit avec l'Eglise et fut soumis à toutes les condamnations et séparations. Aussi parle-t-on du premier et du second Lamennais. Auguste Comte le rangeait dans le groupe des « traditionalistes », avec de Maistre, de Bonald et « l'assistance poétique de Chateaubriand », mais en ajoutant bientôt, comme dans la quarante-sixième leçon du *Cours de philosophie positive* ; « avant sa conversion révolutionnaire ». En réalité, la vraie et double question est de savoir s'il n'y a pas eu chez lui *continuité et si la rupture avec Rome, pour* des causes en partie politiques, ne lui permit pas d'approfondir ses idées en comparant la théologie à la philosophie et à la science.

Lamennais a d'abord été « ultramontain », pour Rome, contre les évêques français « gallicans ». Dans son *Essai sur l'indifférence*, en 1817, il disait que la raison individuelle peut errer, mais que la raison générale est à l'abri de l'erreur. C'est du pur de Bonald, affirmant que prouver l'existence de Dieu c'est en anéantir la foi, et que la raison ne peut avoir que des opinions engendrant le doute. Lamennais défendait la foi commune et s'élevait contre les idées particulières. En 1832, *il* écrivait qu'il n'y avait « plus d'ordre héréditaire, plus de corporations, plus de maîtrise ». Mais ce respect de l'ordre et de la tradition du Moyen Age s'accompagnait d'une violente critique de la société actuelle. Tout est désorganisé : une nouvelle société est à bâtir. Le pouvoir spirituel est sous la dépendance du pouvoir temporel, l'Eglise est administrée comme des *douanes. L'argent corrompt tout. Dès cette* époque, Lamennais voulait la « liberté vraie ».

Ce principe restera l'ultime inspiration : l'indépendance du clergé dans l'ordre spirituel est une nécessité absolue. A partir de là, il réclamera la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté d'association, la suppression de tout budget ecclésiastique. L'année cruciale sera 1832. Lamennais a encore confiance en Rome.

Avec Lacordaire et Montalembert, il fait « le voyage des pèlerins de Dieu et de la liberté » pour s'expliquer avec le pape. Celui-ci ne le reçoit — tardivement — que pour le sermonner. La rupture s'ensuivra. Le 15 août 1832, l'encyclique *Mirari vos* le condamne, « sans accusation précise communiquée à l'accusé, sans enquête, sans débat, sans défense aucune ». Il se soumet cependant, son journal, *l'Avenir*, est suspendu. Mais, pour lui, Rome n'est plus dans Rome. L'Eglise n'est plus gouvernée que par des hommes qui n'ont pour but que les intérêts temporels. *Il* lui faut le dire. Au début de 1834, il publie les *Paroles d'un croyant*, que l'encyclique *Singulari nos* condamne le 7 juillet. C'est la *rupture définitive*.

***

L'Eglise a perdu le sens de l'histoire. L'autorité n'est qu'un vain mot hors des masses. « A toutes les époques, dans tous les siècles, rien n'a été faisable que ce qui était conforme aux croyances, aux opinions, au génie du temps. » Il n'y a plus à se soucier de l'Eglise, mais du seul Jésus, dont il est difficile de savoir s'il est devenu pour lui le plus grand prophète ou s'il est resté le fils de Dieu. Lamennais refuse tout dogmatisme. Les dogmes ne sont pas la vie. Le peuple seul importe. La religion doit devenir naturelle. C'est à partir du seul Dieu d'amour *qu'il* développera désormais sa philosophie. La vérité est historique, progressive. Puisque Dieu est charité, c'est la charité qui doit faire évoluer le christianisme vers un progrès illimité. D'ailleurs, il a toujours moins considéré le christianisme par son côté intérieur qu'en fonction de son influence sur les masses. Il identifie Eglise et corps social, voulant que *les peuples plus que les individus se rallient* au catholicisme, l'Eglise formant « la famille universelle, la grande cité d'où le Christ, roi *en même temps que pontife, domine le* monde, appelant de tous les points de l'univers les créatures libres à s'unir ». L'Eglise doit devenir le genre humain tout entier uni par cette charité qui demeure éternellement, la religion sera la manifestation, dans ses rapports avec l'homme, de la loi qui unit la création à Dieu. Lamennais prépare une *révolution chrétienne et populaire, celle de 1848*. Chateaubriand dira qu'il est devenu un « fidèle professant l'hérésie ».

Rousseau disait que le propre de la conscience est de s'ouvrir à Dieu et aux autres, de réaliser la transparence. Certes, Lamennais aussi défend la conscience. Thomas ne disait-il pas qu'il faut toujours lui obéir, même contre l'excommunication ? Mais, pour lui, la conscience libre est celle qui unit toutes les consciences populaires. Il lutte pour la démocratie : le peuple doit être le seul *souverain dans le* monde temporel. Mais, surtout, Lamennais a senti que ses condamnations prétendues religieuses étaient fondamentalement *politiques* : on met la foi *au service de la réaction. Des documents* décisifs, récemment publiés par Jean-Marie *Derré*, prouvent que le pape a été influencé par Metternich. Déjà, dans le troisième volume de ses *Affaires de Rome*, Charles Boutard avait montré Metternich « donnant des avis au Saint-Siège sur le ton d'un conseiller toujours écouté ». Ce conseiller voyait dans le catholicisme l'indispensable auxiliaire d'une « politique d'ordre ». Il a voulu guider le pape dans cette voie. Lamennais l'a pressenti sans le savoir exactement. Les documents publiés par Derré révèlent le pire.

***

En 1831, Metternich envoie à son ambassadeur à Rome, Lützow, une lettre pour la transmettre à Grégoire XVI. Il y dit que *l'Avenir* « confond l'égalité sociale avec l'égalité scientifique, défend les théories les plus subversives de l'ordre social ». Puis c'est un ensemble pour « renseigner exactement » le pape. Ainsi lui fait-il parvenir la copie de trois lettres, écrites notamment à *son frère par Lamennais* et recopiées par la police. Le pape reçoit les renseignements « avec le plus vif empressement et la *reconnaissance la plus sincère, tout en re*grettant de ne pas avoir les originaux qui, seuls, auraient permis une condamnation ». Le 1er novembre 1832, Metternich fait demander au pape un nouvel acte complétant *la première condamnation*. Le pape le prie de vouloir bien continuer à l'éclairer. La publication des *Paroles d'un croyant* est du *3 avril. Dès le 16 mai, toujours dans le* même but, Metternich écrit à Lützow que la mode de brûler les hérétiques et leurs œuvres est passée, mais qu'« il est permis de le regretter dans son application à un cas spécial ». Enfin, il charge, dans sa police, un subordonné de surveiller étroitement Lamennais. Ce subordonné choisit un policier, *qui séjournera à Paris sous le nom de* Braun et deviendra l'ami de Lamennais en faisant semblant d'avoir ses idées et rapportera tout ce que ce dernier pourra lui dire. Ces « relations » furent communiquées au Saint-Siège. « Lamennais, écrivait par exemple *ce policier*, est un esprit *très clair* et rusé. Dominé par une ambition insatiable, il est plein d'un grand désir de puissance *temporelle. Il corrompt la religion catholique* de façon invisible, mais d'autant plus pernicieuse. »

On ne peut certes déterminer exactement l'influence de ces communications sur le pape. Ses remerciements n'étaient peut-être que de politesse. Il n'en reste pas moins que toute condamnation aurait dû commencer par celle de tels procédés. Le seul *fait* de les recevoir mêlait aux raisons religieuses des sources politiques, voire policières. Sans les connaître dans le détail, Lamennais les a senties et en a profondément souffert. Ne peut-on alors supposer que, si tout était demeuré sur un plan religieux, il serait devenu sans doute un fidèle contestataire, mais non « *professant l'hérésie* » ?

Metternich et Lamennais, d'après les documents conservés aux archives de Vienne, par Jean-René Derré, P.U.F., un volume de 181 pages. Sur la vie et la pensée de Lamennais, cf. les livres de Louis Le Guillou (Armand Colin, six tomes, 260 F chaque tome).
Un séminaire sur Lamennais, réunissant les meilleurs spécialistes (notamment Derré et Le Guillou), sera prochainement publié au centre Thomas-More (La Tourette, Eveux 69210 L'Arbresle). — Cf. aussi, à paraître prochainement, un vol. de 680 pages, *Lamennais et l'Italie*, par Marie-Anne Rubat du Mérac.

LES DICTATURES EN AMÉRIQUE LATINE

NICARAGUA

Le pays semble s'installer dans la guerre civile

L'insurrection générale lancée samedi par les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale se poursuivait ce mardi 12 septembre dans l'ensemble du Nicaragua, qui semble s'installer dans la guerre civile. Les combats sont particulièrement violents à Masaya, à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale, où notre envoyé spécial a pu se rendre lundi. Mais on se bat également à Leon, à 90 kilomètres au nord-ouest de Managua, à Chinandega, à 130 kilomètres à l'ouest, et à Esteli, à 150 kilomètres au nord.

Le président a rencontré lundi tous les chefs militaires du pays, mais aucune information n'a été publiée sur le contenu de ses entretiens. Selon le Front élargi d'opposition, les modalités d'un départ éventuel du général Somoza ont vraisemblablement été évoquées au cours de cette réunion. Les insurgés sandinistes, de leur côté, ont rejeté catégoriquement la possibilité de former un gouvernement provisoire dirigé par M. Luis Pallais Dabayle, directeur du quotidien gouvernemental « Novedades » et cousin du président Somoza.

Le Venezuela a retiré lundi sa proposition de soumettre le cas du Nicaragua à l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) pour permettre au Costa-Rica de mener à bien une mission de médiation avec l'aide des seuls pays de la région, a-t-on appris lundi à Washington de source diplomatique.

M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a déclaré lundi que les Etats-Unis demandaient « à toutes les parties d'engager des discussions afin de créer un consensus national et de trouver une solution pacifique et démocratique ». — (A.F.P., A.P., Reuter.)

La bataille de Masaya

De notre envoyé spécial

Masaya. — Le petit matin au Nicaragua a un parfum de fleurs. Vers 6 heures, la brume flotte encore sur les plantations de bananiers et les champs de coton. Un char à bœufs sort d'un chemin creux, une femme attend, assise sur un sac de toile rouge, l'arrivée d'un hypothétique autocar. Du clocher de l'église de Masaya, construite dans le style colonial espagnol, ont doit pouvoir apercevoir le lac de cratère volcanique qui se trouve à proximité. Il est presque impossible, ce lundi 11 septembre, d'aller jusqu'à cette église.

A l'entrée de la ville, la rue principale est à demi barrée par des pavés. Des adolescents embusqués aux recoins des maisons courent, le corps plié en deux, pour traverser les carrefours. L'atmosphère du quartier Latin, une aube de mai 68. Pourtant, ce ne sont pas des pavés qui volent, mais des balles. En progressant comme eux d'une maison à l'autre, on se trouve bientôt à proximité d'une fusillade qui oppose militants ou sympathisants du Front sandiniste et la garde nationale, retranchée dans ce qui est à la fois le commissariat de police et la caserne de cette petite ville, située à une demi-heure de voiture de la capitale. Tirs de fusils de guerre, tirs plus aigus d'armes légères, courtes rafales de fusils mitrailleurs, de temps en temps explosion d'une bombe ou d'une grenade. Impossible de savoir qui tire sur qui.

Inévitable rencontre au bout d'un moment avec un groupe de sandinistes. Suspicion, examen des cartes de presse. Impossible de rester à cet endroit, disent-ils, mais ils offrent de nous emmener ailleurs.

Bref parcours en voiture à une allure démente dans une ville déserte. Arrêt brusque à un carrefour, qui se trouve à peu près dans l'axe du poste de la garde, mais à plusieurs pâtés de maisons de distance. Quatre guérilleros au coin du carrefour. Un peu plus loin, des « muchachos » — des « enfants », c'est ainsi que la population appelle les guérilleros — passent, portant à la hanche un sac plein de munitions. Plusieurs tiennent dans chaque main une de ces « bombes de contact » (généralement fabriquées au moyen d'un pot de nourriture pour bébés rempli d'un mélange détonant). Un autre a attaché une de ces bombes à un bâton de dynamite. Il a le visage des Indiens qui vivent à Monimbo, faubourg de Masaya. Un peu plus tard, les guérilleros arrivent avec un camion-citerne et distribuent de l'eau aux habitants dont les maisons n'ont pas été brûlées dans les combats ou mises à sac parce qu'ils étaient pro-somozistes.

La population a faim et reste sans eau et sans électricité depuis samedi soir. Les « muchachos » que nous avons vu étaient pour la plupart des « rebelles spontanés » que l'attaque des sandinistes samedi a précipités dans la rue avec un armement de fortune — revolvers de tous calibres, fusils de chasse à canon scié. Ils ont entre quinze et vingt ans. Ils sont guidés tant bien que mal, vu leur inexpérience, par des guérilleros plus expérimentés et plus âgés (entre vingt et trente ans environ).

Leur détermination est totale. Bien que les sandinistes aient utilisé dimanche et lundi des armes plus sophistiquées, il semblait lundi que les éléments les mieux entraînés du Front avaient déjà quitté la ville, laissant à quelques-uns des leurs seulement et aux jeunes « rebelles spontanés » le soin de fixer le plus grand nombre possible de gardes nationaux à Masaya pendant qu'eux-mêmes poursuivaient d'autres objectifs.

Nous marchons jusqu'au grand marché couvert, qui a totalement brûlé. Tout autour de nous les maisons incendiées fument encore, des pans de murs s'effondrent dans un nuage de poussière. Le centre de la ville est presque entièrement détruit. Nous arrivons dans un quartier pauvre, le « barrio San Miguel », dont les petites maisons en pisé sont intactes. Ici, les combattants circulent normalement dans la rue, vont boire un coca-cola à l'épicerie du quartier.

Pour la première fois, nous nous trouvons devant une foule qui ne dissimule pas un instant son opinion. Somoza, disent-ils, est une brute sanguinaire et son fils est encore pire que lui. Que font les Etats-Unis ? (Au Nicaragua, on attend toujours tout des Etats-Unis, le meilleur comme le pire.) Pourquoi ne font-ils pas pression sur l'O.E.A. pour que celle-ci oblige Somoza à partir ? Quant à la garde nationale, « *ce sont des gorilles comme dans le film* la Planète des singes, *qui tiennent les hommes en esclavage* ». Suivent des récits horribles de brutalités et d'assassinats, de répression à la suite des révoltes précédentes. Une remarque revient souvent : « *Nous voudrions des armes pour nous battre, mais nous n'en avons pas.* » Dans cette partie de Masaya, c'est la population entière qui se bat contre le régime.

« Nettoyer » la ville

Depuis une demi-heure, un avion passe à basse altitude, demandant aux habitants, au moyen d'un puissant haut-parleur, « *de rentrer dans les maisons, de ne pas se compromettre avec les insurgés, parce que la garde va entrer en action* ». Tout autour de nous, la population attend, échangeant des récits, amplifiés par la mémoire, des mitraillages passés. Quand nous partons pour sortir de la ville, nous sentons chez les hommes avec qui nous parlions un terrible sentiment d'injustice. Eux doivent rester et attendre que la garde « *nettoie* » la ville. Un peu plus loin encore, nous passons devant une maison où l'on aperçoit, dans la pénombre de la pièce commune, des cierges qui brûlent. Une femme assise sur un fauteuil nous invite à entrer. Sur la table de la salle à manger, recouverte par un drap, le corps de son mari. « *Il a été tué hier soir*, nous dit-elle, *au moment où il allait entrer dans la maison après avoir regardé dehors ce qui se passait. Il a un grand trou dans le dos. Le coup a dû être tiré par une automitrailleuse de la garde.* » Une femme déjà âgée, qui ne paraît pas autrement surprise de ce qui est arrivé. Dehors, le bruit de la fusillade continue.

Au moment où nous retrouvons la voiture, à l'entrée de la rue principale, la garde commence à combattre. Une automitrailleuse suivie de deux jeeps s'avance vers l'église. Les soldats mettent pied à terre et progressent de maison en maison. Les balles perdues sont de plus en plus nombreuses.

Le soir, vers 5 heures, il est devenu impossible de s'approcher à moins de 2 kilomètres de la ville. D'autres renforts sont arrivés; les hélicoptères sillonnent le ciel. On entend les rafales tirées par les mitrailleuses de la garde. Selon l'officier qui commande le point de contrôle sur la grand-route, les rebelles ont « *un armement plus solide que prévu et leurs francs-tireurs ont pour le moment l'avantage* ». Un civil, qui se tient à côté du poste de la Croix-Rouge — laquelle ne peut envoyer une ambulance que lorsque l'armée le lui demande — affirme : « *une fois la nuit tombée, ce sera pire* ». Les « muchachos » n'ont pratiquement aucune chance. Dans la nuit qui descend, deux fumées noires montent vers le ciel, celle d'un volcan tout proche et celle de la ville de Masaya, qui achève de brûler.

ALAIN-MARIE CARRON.

● *La CIMADE* lance un appel à la solidarité avec le Nicaragua à la suite d'un télégramme d'Ernesto Cardenal, prêtre et poète nicaraguayen, demandant « *l'envoi urgent d'une aide économique pour les victimes des derniers événements au Nicaragua et pour le peuple en lutte pour sa libération* ».

★ 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. C.C.P. Cimade 40 88 87 Paris (avec mention Nicaragua).

ÉTATS-UNIS

Des diplomates espagnols espionnaient au profit du Japon pendant la seconde guerre mondiale

Un réseau d'espionnage au profit du Japon, formé essentiellement de membres de la mission diplomatique espagnole, fonctionnait aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, et c'est grâce à l'interception des messages radio, dont le code avait été décrypté par les Alliés, entre les sous-marins allemands et leur base, qu'a été gagnée, au cours de l'année 1943, la guerre des lignes de communication maritimes dans l'Atlantique. Ces deux faits, parmi d'autres, ressortent des dizaines de milliers de pages de documents jusqu'ici secrets, qui viennent d'être remis aux archives nationales américaines par l'Agence nationale de sécurité, et dont le *Washington Post*, dans ses éditions du 10 et du 11 septembre, donne un aperçu.

Le réseau japonais avait été mis en place trois jours après l'attaque du 7 décembre 1941 contre Pearl-Harbor, grâce à une somme de 500 000 dollars laissée sur place après le départ des diplomates nippons. Le réseau était dirigé de Madrid et donnait des renseignements à Tokyo sur les mouvements de navires alliés en utilisant les observations des consuls espagnols à New-York, La Nouvelle-Orléans et San-Francisco. Les Etats-Unis, qui étaient parvenus à décrypter dès l'automne 1940 le code utilisé pour les communications entre les ambassades japonaises dans le monde, étaient au courant de l'existence de ce réseau, mais avaient décidé de ne pas le démanteler pour ne pas laisser voir aux Japonais qu'ils connaissaient leur code. Les Japonais, de leur côté, ont eu des soupçons à plusieurs reprises, mais n'ont apparemment pas changé leur code.

Les dépêches japonaises ainsi décodées font apparaître que, dans les derniers mois de la guerre, l'état-major nippon avait mis en place toute une stratégie fondée sur des armes qui impliquaient le suicide de ceux qui les utilisaient. Outre les célèbres pilotes d'avions « kamikaze », les Japonais avaient formé huit cents plongeurs sous-marins, dont la mission devait consister à se jeter avec des explosifs contre la coque des navires américains de débarquement sur les plages japonaises.

Il était prévu de préparer des centaines de milliers d'hommes à la lutte contre les Américains sur le sol même du Japon, l'accent étant mis sur ces techniques « suicidaires ». Mille combattants avaient pour mission de s'attacher des bombes autour du corps et de se lancer contre les chars.

Selon les documents remis aux archives qu'analyse le *Washington Post*, il apparaît d'autre part que les Alliés étaient également parvenus à décoder les communications entre les sous-marins allemands et l'amiral Karl Dœnitz. Cette « guerre électronique » se serait révélée beaucoup plus efficace pour les Alliés que le radar, qui venait tout juste d'être inventé. L'état-major allemand avait centré ses efforts sur l'élaboration de procédés pour déjouer les radars, et ne pensait pas que la cause de leurs échecs répétés s'expliquait parce que l'adversaire connaissait les messages échangés avec les sous-marins. L'insistance mise par l'amiral Dœnitz à diriger lui-même chaque mouvement des sous-marins s'est révélée très profitable aux Alliés.

Les documents rendus publics par l'Agence nationale de sécurité montrent cependant qu'à la fin de la guerre, mais trop tard pour influer véritablement sur l'issue du conflit, les techniciens allemands étaient parvenus à protéger efficacement les communications des sous-marins avec leur base. Expulsée pour l'essentiel de l'océan Atlantique, la flotte allemande de sous-marins était encore puissante ailleurs, et virtuellement invaincue au moment de la défaite de l'Axe.

A L'ONU

L'Union soviétique s'opposerait à tout débat sur l'Argentine à la sous-commission des droits de l'homme

De notre correspondante

Genève. — La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, composée de vingt-sept experts désignés à titre personnel (et non représentants des Etats comme c'est le cas pour la commission des droits de l'homme), réunie depuis le 28 août au Palais des nations, semble avoir ignoré jusqu'à présent la situation en Argentine. Pourtant, « *la question des violations des droits de l'homme dans tous les pays* » figure à son ordre du jour.

Les accusations ont porté principalement sur les pays rituellement visés lors de toutes les réunions onusiennes et plus précisément lors de la conférence mondiale des Nations unies contre le racisme qui s'est terminée le 25 août dernier, sur un coup d'éclat des Neuf de la Communauté européenne provoqué par l'assimilation du sionisme au racisme (*le Monde* daté 27-28 août) et naturellement sur le Chili.

La division des droits de l'homme de l'ONU est régulièrement saisie de plaintes concernant maints autres pays. Ces informations étant trop nombreuses pour faire toutes l'objet d'un examen approfondi, un groupe de travail composé de cinq experts a été chargé de procéder secrètement à un « tri », de décider quels sont les pays qui pourraient être accusés de violer de manière flagrante et systématique les droits de l'homme.

Cette procédure confidentielle a été instaurée à la suite de l'adoption en 1970 par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) de la résolution 1503, qui devrait en principe renforcer l'efficacité des activités de la sous-commission. En dépit du secret décrété par cette résolution, nul ne met en doute que l'Argentine fasse l'objet d'un nombre impressionnant d'accusations graves. Pour ne citer qu'un exemple, selon les dernières informations parvenues — cette fois officiellement — à Genève, on déplorerait depuis la fin de la coupe du monde de football six enlèvements par jour.

La junte militaire chilienne ne pouvant demeurer plus longtemps la cible unique des accusations de violation des droits de l'homme en Amérique latine, le cas de l'Argentine a été discrètement évoqué le 11 septembre, lors d'une réunion privée, protégée par le huis clos. Nous croyons savoir que même dans le cadre de la résolution 1503, le groupe de travail des cinq experts — M. William Carter (Etats-Unis), M. Carlos Holguin-Holguin (Colombie), M. Ibrahim Jimeta (Nigéria) et M. Sharifuddin Pirzada (Pakistan), M. Serguei Smirnov (Union soviétique) — n'a pu parvenir à un accord sur la nécessité d'une discussion concernant l'Argentine.

Si les experts américain et nigérian se seraient montrés favorables à l'examen ne serait-ce que confidentiel du drame argentin, les experts soviétique et pakistanais auraient manifesté catégoriquement leur opposition. L'expert colombien, pour sa part, aurait marqué quelque hésitation. La résolution 1503 ne prévoyant pas l'obligation d'un consensus, une réunion a cependant pu se tenir et certaines décisions en faveur des droits de l'homme en Argentine pourraient être adoptées.

L'attitude de l'Union soviétique peut s'expliquer, selon les observateurs, par l'ampleur des contrats commerciaux conclus entre Moscou et Buenos-Aires.

ISABELLE VICHNIAC.

CHILI

Le général Pinochet annonce des élections législatives pour 1985

Santiago (*A.F.P., Reuter*). — Dans un discours radio-télévisé, à l'occasion du cinquième anniversaire du renversement du président Salvador Allende, le général Augusto Pinochet a précisé, le lundi 11 septembre, les grandes dates du calendrier prévu pour le rétablissement d'un régime constitutionnel au Chili.

Un référendum sera organisé en 1979 pour approuver une nouvelle Constitution, qui aura été élaborée par une commission nommée par le gouvernement, a-t-il précisé. Il a indiqué que les premières élections législatives auraient lieu en 1985, au terme d'une « *période de transition* » de six ans.

Défendant ce calendrier contre les détracteurs du régime, qui réclament une évolution plus rapide, le chef de l'Etat chilien a critiqué « *la fausseté de l'attitude qui consiste à croire que les élections ont un pouvoir magique suffisant pour garantir la paix, la liberté et le progrès* ».

Il a évoqué, à ce propos, le cas du général Gustavo Leigh, ancien membre de la junte militaire, révoqué en juillet dernier pour s'être prononcé en faveur d'un retour prochain à la démocratie. Il l'a accusé d'avoir « *nui à la sécurité nationale et au prestige des forces armées en jouant publiquement un rôle d'opposant* ».

Le président chilien a d'autre part admis que son régime avait rencontré ses plus grandes difficultés dans le domaine des relations internationales, en raison d'une « *vaste campagne contrôlée par l'impérialisme soviétique* ».

Le général Pinochet a évoqué « *l'importance particulière* » que son pays accorde à ses relations avec la Chine communiste, en raison de sa place dans le monde.

Quant aux relations avec les Etats-Unis, le chef de l'Etat chilien a affirmé que « *certaines tendances interventionnistes qui prédominent aujourd'hui dans des secteurs influents du pouvoir et de l'opinion nord-américains, ne favorisent pas les relations entre deux pays souverains* ».

C'est pour demain

Le général Pinochet vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas d'élections au Chili avant 1985. Il faut dire que, d'ici là, les militaires chiliens, aidés par des juristes, auront beaucoup de travail dans une discipline qu'ils possèdent moins bien que le parcours du combattant : la rédaction d'une constitution démocratique.

On comprend certes la nécessité du temps de réflexion pour des esprits traditionnellement plus portés à l'action directe. Cela dit, on peut toujours craindre qu'il en soit de ces pays où la démocratie est toujours pour demain, comme de la peine de mort en Union soviétique dont la constitution proclame solennellement : « La peine de mort est maintenue à titre exceptionnel en attendant son abolition définitive ».

BERNARD CHAPUIS.

EUROPE

DERRIÈRE LA POLÉMIQUE PERMANENTE

Les relations interallemandes demeurent actives

M. Dieter Haack, ministre ouest-allemand de la construction, est arrivé le 11 septembre à Berlin-Est pour une visite officielle de quatre jours et des conversations sur les problèmes d'urbanisme avec son collègue est-allemand, M. Junker. Après avoir visité de nouveaux quartiers de Berlin-Est, M. Haack doit se rendre à Karl-Marx-Stadt (Chemnitz), Weimar et Erfurt.

La précédente visite d'un membre du gouvernement de Bonn en Allemagne démocratique avait eu lieu au printemps 1976 lorsque M. Hans Friedrichs, ministre de l'économie, s'était rendu à la foire de Leipzig.

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — Les citoyens de la R.D.A. sont de nouveau des Allemands à part entière. Ils l'ont appris, non sans amusement, le dimanche 27 août en lisant leurs journaux : sur toute la largeur de la « une », leurs quotidiens habituels leur rapportaient qu'un de leurs compatriotes, le lieutenant-colonel Sigmund Jaehn, était depuis la veille *« le premier Allemand »* à tourner autour de la Terre à bord d'un vaisseau cosmique.

Le lendemain, dans les bureaux, dans les ateliers, l'événement était l'objet de toutes les conversations. *« Vous avez vu, ils ont dit que notre cosmonaute était un Allemand ! »* Car l'événement pour le « D.D.R.-Bürger » moyen, en ces journées de liesse télécommandée, ce fut beaucoup moins la promenade spatiale du « brave Siggi », comme l'a appelé familièrement M. Eric Honnecker, que la soudaine redécouverte, à travers l'exploit de cet ancien ouvrier saxon devenu pilote de l'air, d'une identité germanique souvent moins affirmée, dans cette communauté dont la division de l'Europe en blocs et en idéologies opposées tend à effacer les contours.

Vingt-quatre heures plus tard, une autre surprise attendait les lecteurs de *Neues Deutschland*. Sous le titre : *« Dans la tradition de nos chercheurs et inventeurs »*, l'organe central du P.C. expliquait que le vol et les expériences réalisées dans l'espace par Sigmund Jaehn s'inscrivaient dans la meilleure tradition scientifique de l'histoire allemande, illustrée par plusieurs générations de savants, de Kepler à Einstein, en passant par Leibniz, Euler, Alexandre von Humboldt, Hertz et Otto Lilienthal, l'un des pionniers de l'aéronautique.

Ce n'est pas tout. Dans le même numéro de *Neues Deutschland*, le professeur Manfred von Ardenne, ancien baron rallié au socialisme, et l'un des savants les plus éminents vivant en R.D.A., estimant que le vol de Sigmund Jaehn *« devrait être pour nous l'occasion de réfléchir au fait que la science et la technique allemandes, elles aussi, ont contribué à la maîtrise du cosmos. La liste de ceux qu'il faudrait citer est longue, d'Otto Lilienthal aux travaux théoriques des professeurs Oberth et Saenger »*, ajoutait-il. Or c'est notamment en participant à la mise au point des fameux V 2 réclamés par Hitler que ces deux professeurs se sont attirés l'honneur de figurer au Walhalla de la science germanique.

« D.D.R.-Bürger »

Sans doute ne faut-il rien exagérer. La R.D.A. n'a jamais renié son caractère allemand, et même un contestataire aussi têtu que le poète Wolf Biermann a toujours dit qu'à son avis l'Etat communiste était la « meilleure moitié » de l'Allemagne. Mais un sentiment de mauvaise conscience devant l'histoire, la difficulté à adhérer à un sanglant passé, la propagande lancinante sur l'amitié avec l'Union soviétique, l'intégration dans un ensemble politico-militaire à dominante slave, un long isolement international à un moment où la République fédérale se prévalait aux yeux du monde entier d'être la seule Allemagne digne de ce nom, le rêve de la réunification — même si ce dernier s'est estompé avec le temps — bref, toute une série de faits et d'événements ont suscité dans la population est-allemande, au fil des ans, des troubles de l'identité.

Allemands ? Certes, mais sans trop le dire, sans insister, ou alors à moitié : Allemands de l'Est, ou mieux encore aux yeux du régime, « D.D.R.-Bürger », citoyens de la R.D.A. La politique de l'« Abgrenzung » (séparation totale avec la R.F.A.) lancée au début des années 70 n'aida pas à dissiper le malaise, au contraire. Ce fut l'époque où des propagandistes un peu trop zélés expliquaient la nouvelle ligne en essayant de convaincre leurs auditoires ébahis qu'ils n'étaient plus vraiment des Allemands. Jusqu'au jour où, la confusion étant à son comble, M. Honecker fut obligé de mettre les choses au point : le chef du parti communiste précisa que, à la question concernant la citoyenneté et figurant dans les formulaires *officiels*, il convenait de répondre : « R.D.A. », mais que si l'on était interrogé sur sa nationalité, il fallait évidemment inscrire : « deutsch ».

Les manifestations de fierté « nationale » révélèrent, à l'occasion du vol du cosmonaute Sigmund Jaehn, la vivacité de sentiments si longtemps contenus. Eruption passagère, et soigneusement contrôlée : à la différence des Roumains, des Polonais, voire des Hongrois, les dirigeants est-allemands, particulièrement surveillés sur ce point par les Soviétiques, ne peuvent se permettre de laisser s'exprimer trop vigoureusement un sentiment « national » qu'il conviendrait au demeurant de redéfinir. Leur schématisme, du fait de la guerre idéologique permanente qu'ils mènent contre la République fédérale, les pousse à rejeter l'idée d'une quelconque communauté avec ceux qui ne sont plus des frères — les nouveaux frères sont à l'Est, — mais des adversaires voire des ennemis. Les événements de ces derniers mois le prouvent une fois de plus.

L'affaire Filbinger est tombée à point pour illustrer l'image caricaturale que la presse est-allemande offre à ses lecteurs de la R.F.A. (caricature qui, au demeurant, se pratique dans les deux sens). *« La République des juges nazis et des bourreaux »*, *« La citadelle des vieux et nouveaux nazis »*, *« République fédérale : un scandale après l'autre. »* Ces titres, et quelques autres tout aussi aimables, illustrent les méthodes parfois peu regardantes de la propagande de Berlin-Est.

Il ne faut cependant pas s'y tromper. Les slogans sont une chose, la politique en est souvent une autre. S'ils n'étaient pas bridés dans leur ligne d'action par les Soviétiques et par les contingences de l'intégration dans le bloc de l'Est, et si, d'autre part, la République fédérale montrait un peu plus de compréhension à leur égard, les dirigeants est-allemands seraient sans doute prêts à renforcer encore leur coopération avec l'Ouest. Depuis la signature du Traité fondamental entre les deux pays, en décembre 1972, des progrès considérables ont déjà été faits dans ce sens.

L'aspect le plus spectaculaire est celui des voyages. Au cours du premier semestre de cette année, 1 700 000 Allemands de l'Ouest et 1 400 000 Berlinois de l'Ouest ont visité la R.D.A. Dans l'autre sens, les chiffres sont évidemment inférieurs : mais ils sont tout de même sensiblement plus élevés qu'on pourrait s'y attendre : 500 000 habitants de la R.D.A. ont eu le droit de se rendre en Allemagne de l'Ouest, et 700 000 à Berlin-Ouest.

Des conversations sont actuellement en cours en vue de construire une autoroute entre Hambourg et Berlin. Les rencontres entre M. Gaus, le représentant permanent de Bonn à Berlin-Est, et son collègue est-allemand, M. Nier, ont lieu à un rythme hebdomadaire. En Allemagne fédérale, le tracé de cette autoroute fait, depuis des mois, l'objet de discussions animées. A Berlin-Est, on trouve cette controverse plutôt « amusante ». *« Au fond*, nous a dit un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, *ils se disputent pour savoir où devrait passer cette route sur notre territoire ! »*

Des concessions dans trois domaines

La R.D.A. serait prête, une fois réglés les problèmes de financement et de tracé, à donner le « feu vert » à la construction de cette nouvelle voie de liaison entre l'Allemagne fédérale et l'ancienne capitale du Reich, à condition, toutefois, que Bonn fasse des concessions dans trois domaines.

La R.F.A., indique-t-on à Berlin-Est, devrait cesser de se mettre en travers de l'activité diplomatique de la R.D.A. A titre d'exemple, on cite les efforts déployés par Bonn pour entraver les négociations consulaires engagées par Berlin-Est avec plusieurs pays occidentaux, et, dans certains cas (Autriche, Grande-Bretagne), malgré tout conclues.

En second lieu, Bonn devrait reconnaître la citoyenneté est-allemande, estime-t-on en R.D.A. On est conscient qu'un tel geste prendra du temps, puisqu'il nécessiterait un amendement de la Loi fondamentale fédérale. Berlin-Est ne réclame donc pas d'accord en bonne et due forme sur ce point, ni même de déclaration solennelle, mais essentiellement des aménagements pratiques, comme la reconnaissance de la compétence de la R.D.A. en matière de délivrance des passeports.

Enfin, le gouvernement est-allemand souhaiterait qu'il soit mis fin aux activités de la centrale d'enquêtes de Salzgitter, qui a ouvert certains dossiers sur les activités de citoyens de la R.D.A. (par exemple des policiers ou des soldats) jugés trop zélés à l'égard du régime de Berlin-Est.

Ces questions juridiques retardent également, quand elles ne bloquent pas complètement, d'autres pourparlers ouverts après 1972 dans l'esprit des dispositions du Traité fondamental. C'est le cas des discussions sur la coopération scientifique et technique, qui achoppent sur la question de Berlin. Les travaux de la commission frontalière mixte, bien que terminés, ne peuvent eux non plus être officiellement conclus en raison du différend opposant les deux parties quant au tracé de la frontière sur les 94 kilomètres où celle-ci est délimitée par l'Elbe. La R.F.A. voudrait situer la frontière sur la rive est-allemande. La R.D.A., invoquant l'usage international, souhaiterait la tracer au milieu du fleuve. A quoi Bonn répond que l'usage international est, en l'occurrence, de peu de secours puisque, dans son optique, les deux Etats allemands ne peuvent pas être étrangers l'un à l'autre. Berlin-Est réplique en invoquant sa souveraineté, sa présence à l'ONU et sa signature au bas des accords d'Helsinki.

Querelles d'Allemands ? Si l'on veut. Ces chamailleries ne doivent pas cependant cacher l'essentiel. En dépit de polémiques quotidiennes entre les deux Etats allemands et des incertitudes planant sur les rapports Est-Ouest, les relations inter-allemandes sont meilleures qu'une impression superficielle le fait parfois dire. Elles sont même étonnamment bonnes en cette ère de crise de la détente.

MANUEL LUCBERT.



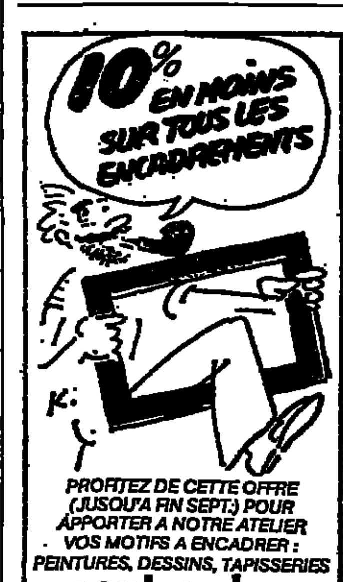
Grande-Bretagne

MYSTÉRIEUX DÉCÈS D'UN DRAMATURGE BULGARE ÉMIGRÉ

Londres *(A.F.P., Reuter)*. — La police britannique enquête sur la mort d'un dramaturge bulgare passé à l'Ouest en 1970 et décédé lundi 11 septembre de septicémie à Londres, quatre jours après avoir été frappé dans la rue d'un coup de pointe de parapluie par un inconnu.

M. Georgi Markov, quarante-neuf ans, avait raconté à son épouse qu'un inconnu l'avait frappé à la cuisse alors qu'il longeait une file d'attente à un arrêt d'autobus, dans une rue de Londres. L'inconnu s'excusa puis s'éloigna. M. Markov a ensuite souffert d'une forte fièvre et a été hospitalisé pour inflammation rénale. Il est mort d'un empoisonnement du sang.

Auteur de nombreuses pièces de théâtre, Georgi Markov avait connu un certain succès en Bulgarie avant de « passer à l'Ouest ». Il collaborait à des émissions en Bulgarie pour la B.B.C. et Radio-Europe libre, dans lesquelles il critiquait avec virulence le régime de Sofia. Selon ses proches, il pourrait avoir été victime d'un agent bulgare.



CORRESPONDANCE

Pour la réunification de l'Allemagne

A la suite de la publication de l'article signé F.-H. Barbé sur l'unité allemande (le Monde *du 16 août), nous avons reçu de M. Gaston-Georges Delor, correspondant avant guerre du* Populaire, *en Allemagne, la lettre suivante :*

Oui, il faut que l'Allemagne soit réunifiée dans les frontières de la République de Weimar. Ce n'est pas seulement une question d'humanité : il y va de la paix.

Que signifie la réunification de l'Allemagne ? Elle constitue le prélude indispensable, absolument nécessaire à l'unification de l'Europe, à l'unité européenne, du Portugal à Vladivostok. On fera l'Europe entière, dans ses vieux contours, ou on ne la fera pas. L'Europe des Six, des Neuf ou des Douze n'est qu'une caricature, un embryon de l'Europe véritable, celle-là seule qui puisse rivaliser avec les Etats-Unis ou la Chine. Il n'est pas question ici d'hégémonie, mais de coopération à égalité entre les trois continents : Amérique, Asie, Europe ; de l'Afrique, on reparlera plus tard, quand elle aura pris sa forme définitive, ce qui n'est pas pour demain...

Mais l'U.R.S.S. dira-t-on ? Justement, l'influence et le caractère totalitaire et impérialiste de l'U.R.S.S. ne pourront disparaître, ou, plutôt, être ramenés à leurs justes dimensions, que par une unification totale de toute l'Europe et du « glacis » que constituent les satellites actuels de Moscou dont, en particulier, la R.D.A. La condition première d'une osmose nécessaire des deux Europes actuelles est la disparition de la R.D.A. en tant que telle, donc la réunification de l'Allemagne au sein d'une Europe libre. S'opposer à la réunification de l'Allemagne, c'est s'opposer à l'Europe, et donc à l'équilibre planétaire, à la fin de la dépendance européenne tant des U.S.A. que de l'U.R.S.S., donc à la paix. Ceux qui, à l'Ouest, se montreraient encore des adversaires irréductibles de la réunification de l'Allemagne ne dresseraient pas seulement contre eux la quasi-unanimité des Allemands de l'Ouest et de l'Est, ce qui serait dangereux, mais aussi les vrais Européens. Ils rendraient impossible, ou, pour le moins, précaire, la collaboration franco-allemande, nécessaire contrepartie à la collaboration franco-britannique, à laquelle on n'a que trop sacrifié, mais encore une paix qui ne soit pas que fragile. Quant à l'Union soviétique, elle ne peut que gagner en devenant partie intégrante d'une Europe véritable car elle s'éviterait et le surarmement, et l'autarcie anémiante qui ne lui permettra plus longtemps la compétitivité provisoire à l'égard des U.S.A. et de la Chine.

Alors, combattre la réunification allemande serait insensé. On ne pourra que gagner à la faciliter ; le plus rapidement sera le mieux.

Espagne

APRÈS LA VISITE DE M. SUAREZ A LA HAVANE

M. Fidel Castro se rendra à Madrid dans moins d'un an

De notre correspondant

Madrid. — M. Fidel Castro viendra donc à Madrid. Il a accepté « avec enthousiasme » l'invitation que le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, lui a transmise, au nom du roi Juan Carlos, pendant son séjour à La Havane les 9 et 10 septembre. Le *« premier voyage à Cuba d'un chef de gouvernement d'Europe occidentale »* devrait ainsi être suivi, dans moins d'un an, du premier séjour officiel de M. Fidel Castro dans un pays ouest-européen. Ce sera un beau succès pour le régime castriste au moment même où il fêtera son vingtième anniversaire. Certains journaux espagnols estiment qu'il s'agit aussi d'un coup d'audace du gouvernement madrilène. Pourtant, ils affirment que M. Suarez ne s'est sans doute pas déplacé à La Havane sans s'être d'abord concerté avec Washington, voire sans avoir sollicité son feu vert.

Le dirigeant cubain a précisé qu'il comptait passer une semaine en Espagne et séjourner en Galice, d'où son père était originaire. Son pèlerinage politico-sentimental déclenchera-t-il autant de polémiques que la longue tournée qu'il avait faite dans le Chili de Salvador Allende ? Il est probable qu'il fournira un excellent prétexte à l'extrême droite espagnole pour s'agiter. Le roi et M. Suarez prennent donc quelques risques pour offrir au dirigeant cubain l'occasion d'une percée dans le monde occidental. Mais le premier ministre espagnol (centriste) peut profiter aussi de l'occasion pour améliorer son image auprès des électeurs du parti socialiste et damer le pion à M. Felipe Gonzalez, son principal rival.

L'invitation royale a eu sa contrepartie. M. Fidel Castro a promis de libérer deux prisonniers politiques espagnols. Un avion d'Iberia rapatriera dans quinze jours une centaine d'Espagnols désireux de quitter Cuba pour retrouver leurs familles, et une centaine d'autres devraient suivre peu après. Un accord a été conclu pour l'indemnisation des quelque trois mille Espagnols expropriés par la révolution cubaine. Enfin, on peut déduire du communiqué conjoint publié à l'issue de la visite de M. Suarez que l'Espagne a obtenu certaines concessions commerciales d'un partenaire qui liait jusqu'à présent ses achats d'équipements à la vente de son sucre. Elle a fait admettre, en effet, qu'elle importerait du sucre cubain si son marché interne le lui permettait, ce qui n'est pas le cas actuellement. Un nouvel accord commercial devrait être signé entre les deux pays avant la fin de l'année.

Mais le clou des conversations entre M. Fidel Castro et M. Adolfo Suarez a été ce qu'un quotidien madrilène présente un peu comme un marchandage : l'appui cubain à la politique espagnole en Afrique contre le passage de l'Espagne dans le camp des non-alignés. En fait, il semble bien que les Cubains aient présenté les choses de façon plus subtile. Ils ont fait valoir que si l'Espagne restait neutre, elle pourrait se mouvoir plus facilement en Afrique, où M. Fidel Castro promet d'aider à surmonter quelques « incompréhensions ».

Madrid a demandé à Cuba d'user de son influence auprès de ses amis africains pour leur faire admettre le caractère espagnol des Canaries, qui est contesté par une partie de l'O.U.A. Le dirigeant cubain n'a pas dit non. Il a même promis ses bons offices, semble-t-il, pour dégeler les relations de Madrid avec Alger. Mais il a aussi nettement indiqué, au cours d'une conférence de presse, que l'Espagne avait tout intérêt à ne pas adhérer à l'OTAN si elle voulait garder ses relations privilégiées avec le tiers-monde et servir de pont entre l'Europe et les pays sous-développés. Rendez-vous a été pris en tout cas dans la capitale cubaine pour la sixième conférence des pays non alignés, à laquelle l'Espagne assistera comme pays invité ou comme observateur.

Le séjour de M. Suarez à Caracas et à La Havane a permis de confirmer que l'opération quadrangulaire pour l'achat et la vente de pétrole commencerait dans quelques semaines. Le Venezuela vendra du brut à Cuba plutôt qu'à l'Espagne, qui sera ravitaillée par l'U.R.S.S., jusqu'à présent principal fournisseur de Cuba. L'idée d'une communauté ibéro-américaine s'est raffermie avec la demande formulée au Venezuela par M. Suarez pour intégrer ou associer l'Espagne au Pacte andin.

CHARLES VANHECKE.

● *Un jeune militant du « parti communiste espagnol international »*, une petite organisation d'extrême gauche, a été tué lundi 11 septembre dans la soirée à Barcelone par un policier en civil au cours d'une manifestation interdite, en marge de la célébration par environ cinq cent mille personnes de la Diada, la fête nationale de la Catalogne. — *(A.F.P.)*

Portugal

Trois des grands partis rejettent le programme du gouvernement de M. da Costa

De notre correspondant

Lisbonne. — Trois partis politiques, le P.S., le P.C. et le Centre démocratique et social (C.D.S.), ont demandé le rejet du programme de gouvernement de M. Nobre da Costa actuellement en discussion à l'Assemblée. Justifiant leurs motions — séparées, — déposées le lundi 11 septembre, communistes, centristes et socialistes se sont vivement attaqués à la composition du gouvernement. Selon le P.C.P., celui-ci comporterait certains ministres proches des intérêts du « grand capital » et des « grands propriétaires fonciers ». Pour les centristes, il représenterait en revanche une importante concession au « communisme soviétique ». Le choix d'une équipe si hétérogène ne relèverait enfin, d'après les socialistes, que de « l'opportunisme politique ».

Plus réservé dans ses propos, le représentant du parti social-démocrate (P.S.D.) a considéré ce troisième gouvernement constitutionnel comme étant le « moindre mal » face à l'incapacité des formations politiques à s'entendre. *« Le peuple est fatigué de discours »*, a averti M. Sousa Franco, ancien président de la commission politique des sociaux-démocrates. D'après lui, les partis ne devaient pas provoquer la chute du gouvernement sans disposer d'une alternative à présenter au président de la République.

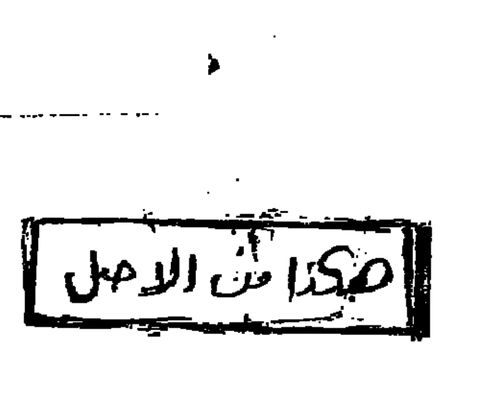
Pour être acceptée, une motion de rejet doit être votée par la majorité absolue des deux cent soixante-trois députés. Le succès des motions déposées par le C.D.S. et le P.C.P. dépendra ainsi de l'attitude qui sera prise par les parlementaires socialistes. De même, la motion du P.S. ne sera pas approuvée sans l'appui d'un autre groupe parlementaire. Les communistes ont déjà déclaré qu'ils s'abstiendraient de voter les motions déposées par les autres partis. Le sort du gouvernement de M. Nobre da Costa est donc entre les mains des socialistes et des centristes.

La situation est, en réalité, très compliquée. Une entente P.C.P.-P.S. n'est pas souhaitée par les socialistes, M. Mario Soares ayant toujours refusé une *« majorité de gauche »*. Le regroupement des voix du P.S. et du C.D.S. soulève aussi un inconvénient pour ces deux formations : comme elles constituaient le gouvernement précédent, elles pourraient donner l'impression d'être accrochées au pouvoir.

Reste une troisième hypothèse, très largement discutée dans les milieux politiques : chacun des partis pourrait voter uniquement sa motion et s'abstenir sur les autres. Ainsi, le gouvernement pourrait-il franchir l'obstacle. M. Nobre da Costa se trouverait pourtant dans une position tellement fragile qu'il devrait se limiter à gérer les affaires courantes en attendant que les partis se mettent d'accord pour former un nouveau cabinet ou que les conditions soient remplies pour organiser des élections anticipées.

Tant de tractations, de conversations de couloirs, d'intentions dissimulées, de discours contradictoires, risquent de provoquer population apparemment fatiguée des réactions négatives dans une de politique. Les partis sentent le danger. Mais ils ne trouvent pas de remède à la crise qui s'éternise depuis le mois de juillet dernier. L'euphorie des journées de 1974 et de 1975 a cédé la place à l'indifférence. Les résultats d'une élection partielle, pour la mairie de Mirandella, petite ville du nord-est du pays, qui a eu lieu dimanche, illustre ce fait. Environ 60 % des électeurs inscrits se sont abstenus en dépit de la présence dans la commune de dirigeants nationaux dépêchés par la plupart des partis. Le P.S. et le C.D.S. ont été les grands perdants. La présidence de la mairie est revenue au P.S.D. de M. Sa Carneiro, alors que les communistes ont réussi à élire un conseiller dans une région pourtant très conservatrice.

JOSÉ REBELO.



هكذا من الاصل

ASIE

Indonésie

Djakarta a décidé de rétablir avec Pékin des relations diplomatiques suspendues depuis 1967

De notre envoyé spécial

Djakarta. — Alors que l'on spécule dans la région du Sud-Est asiatique sur de possibles visites « privées » de M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois, à Kuala-Lumpur et à Djakarta dans la foulée de son voyage officiel en Thaïlande au début de novembre, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Kusumaatmaja, nous a confirmé, le lundi 11 septembre, la décision de principe de son gouvernement de renouer avec Pékin des relations diplomatiques suspendues depuis 1967.

L'Indonésie et Singapour restent les deux seuls pays de l'ASEAN (1) à n'avoir pas de relations diplomatiques avec la Chine populaire. Pour Djakarta, plusieurs obstacles s'opposent encore au rétablissement des relations. Le premier concerne plus d'un million de Chinois vivant en Indonésie et qui n'ont pas encore la nationalité indonésienne. Une partie se réclame de Taiwan, ce qui complique encore l'affaire. M. Kusumaatmaja nous a annoncé que des mesures administratives étaient prêtes et qu'un ordre présidentiel avait été donné récemment afin d'accélérer la naturalisation des Chinois sans statut.

Le deuxième obstacle découle de la double politique de la Chine qui, d'une part, cherche à renforcer ses relations d'Etat à Etat et, de l'autre, maintient son aide aux guérillas communistes : elle a accueilli, après 1965, les dirigeants du parti communiste indonésien (P.K.I.). Sur ce second point, M. Kusumaatmaja a fait une révélation qui semble expliquer les difficultés rencontrées par certains mouvements insurrectionnels se réclamant de la pensée de Mao Tse-toung. Selon lui, le premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak, avait été chargé de voir, lors de sa visite à Pékin en mars dernier, si la Chine était prête à cesser de soutenir les guérillas communistes en vue d'améliorer ses relations avec les régimes anticommunistes de la région. Il s'est heurté à un refus catégorique de M. Teng Hsiao-ping, qui a ajouté : « *Nous ne pouvons pas faire cela. Ce serait laisser le champ libre aux Soviétiques.* » Le vice-premier ministre chinois avait cependant ajouté, selon notre interlocuteur, que si les régimes de la région prenaient des mesures contre les guérillas, la Chine ne ferait pas de représentations diplomatiques.

Un troisième obstacle, peut-être le plus important, est le changement d'attitude de Pékin à l'égard des Chinois d'outre-mer (une quinzaine de millions dans la région). Depuis 1969, la Chine avait conseillé à ces communautés de s'assimiler et de se conformer aux lois des pays où elles étaient implantées. Au printemps 1978, la Commission pour les Chinois d'outre-mer a refait surface et le ton des émissions de Radio-Pékin s'est fait plus nationaliste, rappelant aux émigrés leur appartenance à la grande patrie chinoise. Ce ton fait peur.

D'autant plus que ce changement a été suivi, en mai dernier, par la querelle relative au statut de la minorité sino-vietnamienne. Que Hanoï ne soit pas sans responsabilités dans cette affaire n'empêche pas que l'on ait pris note dans la région du ton protecteur de Pékin et de sa politique tutélaire, de la fuite de cent soixante mille Sino-Vietnamiens en Chine et des accusations vietnamiennes de manipulation par des « *agents à la solde de la Chine* ». Les Vietnamiens, qui tentent un rapprochement avec les pays de l'ASEAN, agitent cet épouvantail de la « *cinquième colonne* » pour dissuader leurs interlocuteurs de se jeter dans les bras de Pékin. M. Pham Van Dong l'a fait à Bangkok, et il tiendra vraisemblablement le même langage à Djakarta, où il est attendu le 20 septembre.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des Nations d'Asie du Sud-Est.

Inde

UNE DEUXIÈME CRUE MENACE LE NORD-EST DU PAYS

New-Delhi (A.P., Reuter, U.P.I.). — Le niveau du Gange et de ses affluents, qui avait baissé depuis quelques jours, notamment dans la région de Delhi, puis à Bénarès, risque de remonter très prochainement, au moins dans le cours aval du fleuve et des rivières descendant de l'Himalaya. Des pluies abondantes tombent, en effet, sans discontinuer depuis trois jours dans le nord de l'Etat de Bihar. La situation, déjà dramatique dans l'est du Bihar et au Bengale-Occidental, risque donc, d'ici deux à trois semaines, de s'aggraver encore

La France continuera d'accueillir mille réfugiés indochinois par mois

Au cours d'une conférence de presse, donnée lundi 11 septembre à Paris, M. Jean-Jacques Beucler, président du Comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien et franco-laotien (1) a confirmé que la France continuera d'accueillir environ 1 000 réfugiés par mois (*le Monde* des 22, 23 et 24 août). Plus de 41 400 réfugiés indochinois sont entrés légalement en France depuis 1975 (il y avait 12 000 demandeurs d'emploi parmi eux). Il y en a 120 000 autres dans les camps de Thaïlande, et des dizaines de milliers de « boat people », ayant fui le Vietnam par bateau, attendant dans des camps des pays de la région.

M. Beucler a déclaré que l'intégration en France se faisait bien, mais a regretté que les réfugiés, bien qu'ils soient en grande majorité d'origine paysanne, refusent de vivre à la campagne et demandent à travailler comme ouvriers. Cela explique l'existence de « points chauds », en particulier à Paris dans les 12e et 18e arrondissements, où vivent respectivement, dans des tours, 6 000 et 5 000 réfugiées. Par contre, selon M. Beucler, l'implantation en Guyane de 300 Méos (ou Hmongs) originaires du Laos paraît s'effectuer dans les meilleures conditions. Ces montagnards sont arrivés il y a environ un an et ont bénéficié pour s'installer d'une aide de près de 5 millions de francs.

Lors de cette conférence de presse, un représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), M. Jaeger, a parlé du sort des réfugiés actuellement en Thaïlande, que les pays asiatiques peuvent difficilement accueillir pour des raisons historiques, politiques ou économiques. Certains Etats sont disposés à financer la réimplantation de ces réfugiés, mais pas sur leur territoire, tandis que d'autres sont prêts à les recevoir s'ils n'ont pas à supporter les frais de l'opération. D'où un difficile travail de coordination.

M. Beucler a réaffirmé que c'était à la France de choisir les personnes à qui elle veut donner asile — alors que la Thaïlande, par exemple, semble souhaiter sélectionner elle-même les réfugiés qui doivent partir vers les pays d'accueil. Enfin, il a estimé que les 7 000 personnes environ qui attendent de quitter Ho-Chi-Minh-Ville avec un visa français (en majorité des Cambodgiens) seront rapatriées au rythme d'environ 400 par mois.

(1) 42, rue Cambronne, 75015 Paris, C.C.P. 22166-44 B Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Nord

● SOIXANTE PAYS étaient représentés aux cérémonies du trentième anniversaire de la République démocratique populaire de Corée, le 9 septembre. On note que la radio de Pyongyang a davantage souligné la présence de la délégation chinoise — conduite par M. Teng Hsiao-ping — que celle des délégués soviétiques. Dans son discours, le président Kim Il-sung a affirmé que « *la porte était ouverte pour une conversation avec les Etats-Unis ainsi qu'avec les autorités et les partis politiques de Corée du Sud* ». Il a cependant estimé que les récentes offres de coopération économique faites par le président Park étaient des « *manœuvres grossières* » visant à perpétuer la division de la Corée. — (*A.F.P.*)

R.F.A.

● SIX AVIONS DE COMBAT SOVIETIQUES ont survolé pour la première fois dans l'histoire de la R.F.A. le territoire ouest-allemand avec l'autorisation de Bonn, a annoncé lundi 11 septembre un porte-parole du ministère de la défense. Celui-ci a précisé que le survol avait eu lieu quelques jours plus tôt. Les six Mig-23 accompagnaient un Tupolev-124 et se sont rendus en France (*le Monde* des 6 et 8 septembre). A leur retour, ils ont également utilisé l'espace aérien ouest-allemand. Ce vol a provoqué de vives protestations de l'opposition chrétienne-démocrate. (*A.F.P.*)

● L'EX-ADJUDANT-CHEF S.S. WALTER KNOP, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans et accusé de l'exécution d'au moins cent cinquante-neuf détenus du camp de concentration de Gassen, près de Cottbus (à présent en R.D.A.), dont il était le chef, comparaît depuis lundi 11 septembre devant les juges du tribunal de grande instance de Cologne. — (*A.F.P.*)

Zambie

● LE PRESIDENT KENNETH KAUNDA a été désigné lundi 11 septembre candidat unique à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu avant la fin de l'année. La nomination de M. Kaunda a été approuvée par les cent cinquante membres du Conseil national puis par les sept mille délégués du parti uni pour l'indépendance national (UNIP) réunis en conférence générale (*le Monde* du 9 septembre) à Mulungshi.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Pretoria a procédé à une vingtaine d'arrestations à la veille du premier anniversaire de la mort de Steve Biko

De notre correspondant

Johannesburg. — Il y a un an, le 12 septembre 1977, mourait, dans une prison de Pretoria, Stephen (Steve) Biko, un militant noir de la petite ville de King-Williamstown, dans la province du Cap, qui portait, aux yeux des autorités de Pretoria, la responsabilité d'avoir fondé deux mouvements de résistance à l'apartheid, la Conscience noire et l'organisation des étudiants noirs sud-africains (SASO) identifiés, malgré les principes de non-violence dont se réclame le premier, avec la vague sanglante de révolte durement réprimée en juin 1976 à Soweto et dans d'autres banlieues urbaines ou universités noires d'Afrique du Sud.

Due à des sévices policiers subis au cours des deux semaines d'interrogatoire qui avaient suivi son arrestation, la mort de Steve Biko déchaîné dans le monde entier une tempête d'indignation d'autant plus forte que, par la suite, un juge de Pretoria devait, tout en reconnaissant les faits, refuser d'en désigner les auteurs et, à plus forte raison, de les punir.

L'année, qui s'est écoulée depuis la disparition de Steve Biko, a été marquée par un renforcement de la vigilance officielle à l'égard des mouvements de contestation et par une neutralisation méthodique de leurs états-majors : arrestation ou mise en résidence surveillée d'une cinquantaine de chefs de file, dont le journaliste Percy Qoboza et le président du comité des Dix de Soweto, le docteur Nthato Motlana, interdiction d'organisations accusées de subversion telles que la SASO et la Convention du peuple noir (B.P.C.) ou simplement suspectes de collusion tel que l'Institut chrétien de l'ancien pasteur réformé Beyers Naude.

L'évasion spectaculaire, le 31 décembre dernier, du journaliste Donald Woods, un ami personnel de Steve Biko, qui avait également figuré dans la « *charrette* » du 19 octobre, et qui est actuellement réfugié en Grande-Bretagne, aura constitué la dernière séquelle notable du drame policier dont Biko fut le héros involontaire.

L'éclipse graduelle de cette affaire devant l'importance croissante prise aux yeux de l'opinion par les événements de Rhodésie et de Namibie, a permis au cours des derniers mois au gouvernement sud-africain de remettre discrètement en liberté certaines des personnalités arrêtées en 1977 au nom de la nouvelle loi sur la « *sûreté interne* ». Parmi les bénéficiaires de cette clémence tardive figurèrent M. Percy Qoboza, ancien directeur du journal africain *World* et le Dr Nthato Motlana.

L'anniversaire de la mort de Steve Biko serait peut-être passé plus ou moins inaperçu si les autorités ne s'étaient chargées d'alerter l'opinion par une nouvelle vague d'arrestations opérées au cours des trois derniers jours : parmi ces dernières, on note celles de nombreux amis de l'ancien militant noir et même de deux proches parents de ce dernier, en particulier sa sœur cadette, Mme Nobandile Mvovo, détenue à King-Williamstown depuis dimanche, en compagnie de son mari.

La police confirme onze arrestations, mais leur nombre serait, selon d'autres sources, de près d'une vingtaine.

La police avait-elle eu vent d'un projet de manifestation destiné à marquer cet anniversaire et qui pouvait, selon elle, déboucher sur de nouveaux affrontements violents ? On l'ignore, quoi qu'il en soit Pretoria a voulu démontrer que la main de fer demeure présente sous le gant de velours. — (*Intérim.*)

● *Le procès de six policiers* (quatre Noirs et deux Blancs) et de deux civils accusés de meurtre et d'avoir infligé des sévices à des prisonniers noirs, s'est ouvert lundi 11 septembre devant le tribunal de Bloemfontein. Deux autres affaires semblables seront présentées à la justice sud-africaine dans les prochaines semaines, l'une à Port-Elizabeth, le 20 septembre, l'autre à Durban, le 16 octobre. — (*Reuter.*)

Rhodésie

M. NKOMO REFUSE DE PARTICIPER A UNE CONFÉRENCE ÉLARGIE

Lusaka (*A.F.P.*). — M. Joshua Nkomo, un des deux dirigeants de la guérilla nationaliste en Rhodésie, a catégoriquement refusé, lundi 11 septembre, de participer à une conférence regroupant toutes les parties au conflit, proposée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ce refus clairement exprimé par M. Nkomo de se prêter à des négociations dans le cadre de la « conférence élargie » introduit un point supplémentaire de divergence entre celui-ci et M. Mugabe, codirigeant du Front patriotique.

Evoquant la personnalité de M. Smith, M. Nkomo a indiqué : « *Je pense, pour ma part, qu'il n'est pas seulement politiquement fini, il m'a paru malade. C'est un homme physiquement à bout. Nous sommes prêts au combat et à mettre fin à son régime.* »

Sans exclure totalement l'éventualité de nouvelles rencontres avec M. Smith, M. Nkomo s'en est vivement pris au régime de Salisbury, l'accusant d'avoir perpétré des « *massacres* » contre la population civile. Il a déclaré ne pouvoir poursuivre un dialogue avec « *ces sauvages* » si l'entrée en vigueur de la loi martiale (*le Monde* du 12 septembre) devait entraîner « *d'autres massacres* ».

PROCHE-ORIENT

Iran

Des troubles s'étendraient aux villes non soumises à la loi martiale

Téhéran (*A.F.P.*). — Aucun incident sérieux n'était signalé mardi matin 12 septembre à Téhéran, mais la tension demeure vive, et la moindre manifestation pourrait déclencher un nouveau drame.

Les prières à la mémoire des morts ayant lieu les troisième, septième et quarantième jours après le décès, la journée de lundi, premier jour de deuil religieux après la répression de vendredi, était attendue comme une première échéance. C'est pourquoi de nombreux chars avaient gagné Téhéran durant la nuit, renforçant le dispositif militaire. Le bazar était totalement fermé et de nombreuses patrouilles parcouraient ses abords.

L'un des points particulièrement surveillés était le grand cimetière de Behechte-Zahra, au sud de la capitale où les gardiens se sont refuser à indiquer le nombre de corps enterrés lundi. Les funérailles ont parfois donné lieu, dans la matinée, à des scènes de désespoir tournant à la colère.

On attend maintenant l'échéance du septième jour, vendredi prochain, pour juger si le calme est rétabli de façon durable dans la capitale iranienne. La province semble paisible, mais, selon des rapports non confirmés, des troubles se produiraient dans les villes non soumises à la loi martiale. Enfin, la presse de Téhéran a annoncé lundi que quatre hommes ont été tués à Mechhed et un à Qom vendredi dernier.

Sur le plan politique, à la veille du débat parlementaire sur le programme de gouvernement présenté dimanche, le premier ministre, M. Charif-Emani, a déclaré lundi : « *Nous appuierons toutes les démarches qui se feront dans le cadre de la Constitution, nous nous opposerons à toutes les démarches hors du cadre de la Constitution.* »

Le cheval de bataille du gouvernement est la campagne contre la corruption. Déjà l'ancien ministre de la santé, M. Cheikholislam Zadeh, a été arrêté avec ses deux adjoints, et certaines personnalités ont préféré prendre la fuite, selon *Rastakhiz*, organe du parti unique, qui cite le président de la plus grand compagnie de navigation et son adjoint. M. Akbar Eetemad, directeur de l'Organisation de l'énergie atomique, est également poursuivi.

De son côté, le chah a accordé, lundi, à la télévision norvégienne une interview dans laquelle il a affirmé que les « *communistes et les anarchistes* » avaient fomenté les troubles que traverse l'Iran.

Il y a près d'un millier de prisonniers politiques en Iran, mais la plupart sont des terroristes, et la corruption y est « *juste un peu plus importante que dans d'autres pays* », a-t-il ajouté, précisant que, à ses yeux, les différences de revenus entre les groupes sociaux pouvaient également être une cause d'agitation.

La loi martiale a été nécessaire pour rétablir la paix et l'ordre, a encore affirmé le souverain iranien, qui a estimé que l'état d'urgence pourrait être levé avant le terme de six mois si les Iraniens « *se montraient responsables* ».



(*Dessin de PLANTU.*)

LA DÉMISSION DE M. HOVEYDA

La démission de M. Amir Abbas Hoveyda, ministre de la cour et ancien premier ministre, qui a été confirmée dimanche 10 septembre, fait disparaître de la scène politique officielle un des serviteurs les plus fidèles de la monarchie.

Il est, au début des années 60, un des dirigeants du « Centre progressiste », une groupement de jeunes technocrates formés en Europe, et participe à la « révolution blanche » lancée par le souverain. Il devient le secrétaire général du parti officiel créé par le chah en 1963, et est nommé, l'année suivante, ministre des finances. Il est premier ministre depuis treize ans, en 1977, lorsque le chah, devant le mécontentement grandissant de la population, l'écarte de ce poste et en fait son « ministre de la cour », c'est-à-dire son conseiller privé.

● *Cinq organisations* ont annoncé lundi 11 septembre, dans des communiqués, qu'elles s'associaient à la manifestation organisée ce mardi à Paris, de la République à la Bastille, « *contre les massacres en Iran* ». Il s'agit de la Fédération anarchiste, de l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL), de l'Union des grandes écoles (UGE), de l'UNEF, des travailleurs du Livre.

De son côté, l'organisation Amnesty International a adressé lundi un télégramme au chah d'Iran dans lequel elle indique qu'elle est « *profondément préoccupée par les fusillades de manifestants sans armes, et par les nombreuses arrestations* ».

Liban

Dirigeant chiite d'origine iranienne

L'iman Moussa Sadr disparaît mystérieusement après un voyage en Libye

De notre correspondant

Beyrouth. — L'iman Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite, une des deux principales communautés musulmanes du Liban, a disparu depuis dix jours entre Tripoli (Libye), Rome et — peut-être — Paris.

L'iman se trouvait en effet à Tripoli depuis le 25 août en tant qu'invité à l'occasion de l'anniversaire de la révolution libyenne. Il aurait quitté cette ville à bord d'un vol Alitalia pour Rome le 31 août, à 20 h. 30, selon les renseignements fournis par les autorités libyennes après que le long silence de l'iman eut amené Beyrouth à leur poser des questions à ce sujet. Cependant une confusion persiste puisque l'Hôtel du Rivage, où se trouvait le dignitaire religieux à Tripoli, a signalé que son départ avait eu lieu le 3 septembre.

Quoi qu'il en soit, d'autres délégués libanais ont vu l'iman le 31 août pour la dernière fois alors qu'il s'apprêtait à se rendre à un rendez-vous avec le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi. Le journal *As Safir*, lié à la Libye, rapporte que ce rendez-vous a dû être annulé : il en avait été de même du rendez-vous précédent. L'iman aurait alors décidé de prendre le premier avion en partance pour l'Europe car il voulait rejoindre sa famille, qui vit à Paris. Le journal s'indigne néanmoins des « *insinuations* », notamment de la radio phalangiste, qui a révélé l'affaire et mêlé la Libye à cette disparition, et souligne que l'iman était très préoccupé par les événements d'Iran.

Iranien d'origine, né à Qom en 1928, l'iman Moussa Sadr n'est venu au Liban qu'en 1960 pour présider aux destinées de la communauté chiite de ce pays. Il avait alors acquis la nationalité libanaise, mais il avait gardé son passeport iranien jusqu'à ce que celui-ci lui ait été retiré par le chah en 1977, à la suite de plusieurs prises de position hostiles au régime, la dernière en date à l'époque étant sa participation à une commémoration d'un poète iranien d'opposition.

Très lié aux milieux religieux iraniens, notamment à l'ayatollah Khomeyni, l'iman Moussa Sadr avait pris nettement position contre le chah lors des récents troubles, notamment dans une tribune publiée par *le Monde* le 23 août dernier. On incline donc à penser à Beyrouth que sa disparition — qu'elle soit volontaire ou forcée — est plutôt liée à la crise iranienne qu'à des rivalités interarabes ou à la crise libanaise, dans laquelle il jouait un rôle modérateur, car il avait noué d'excellentes relations avec la Syrie sans rompre ni avec la droite chrétienne ni avec la résistance palestinienne.

Au moment où sa trace a été perdue, l'iman Moussa Sadr était accompagné d'un autre ouléma, le cheikh Mohammed Yacoub, et d'un journaliste, M. Abbas Badreddine.

LUCIEN GEORGE.

● *Une patrouille de « casques bleus »* norvégiens a pénétré, pour la première fois, lundi 11 septembre, dans le village de Khyam, enclave aux mains des milices conservatrices, à une dizaine de kilomètres de la frontière libano-israélienne, pour une reconnaissance. L'entrée définitive d'une unité « symbolique » de quinze soldats norvégiens n'interviendra qu'au cours des prochaines quarante-huit heures. Une autre force, également « symbolique », prendra position, au plus tard mercredi, à l'entrée du village de Marjayoum, place forte des miliciens conservateurs.

Les milices chrétiennes et la FINUL (Force intérimaire des Nations unies pour le Liban) étaient convenues, le 30 août dernier, de l'entrée de soixante-quinze « casques bleus » dans la bande frontalière avec Israël. — (*A.F.P.*)

Les entretiens de Camp David

(*Suite de la première page.*)

Fait plus grave, les entretiens à trois, suspendus *de facto* depuis jeudi dernier, n'avaient toujours pas repris lundi. La seule conversation signalée pour cette journée est un aparté de deux heures des présidents Carter et Sadate, faisant pendant à un entretien Carter-Begin d'un peu plus d'une heure la veille.

Tout se passe donc comme si le président égyptien ne voyait pas l'utilité de s'entretenir directement avec son interlocuteur israélien, même en présence de son hôte américain, tant que le premier n'aura pas fait les concessions jugées indispensables et qui ne sont pas venues. Il semble que M. Begin avait accepté de « bouger » sur certains points au début des conversations, mais sous conditions et sans que ces modifications de formulation aient produit la « percée » attendue du côté égyptien. Aussi M. Carter a-t-il entrepris, à partir de dimanche, un nouvel effort. « *Plus intense et détaillé*, comme l'a expliqué M. Powell. *Afin de voir si d'autres approches peuvent être trouvées pour traiter les importantes zones où demeurent des divergences substantielles.* » Cet effort, qui était dirigé au début surtout vers M. Begin, semble maintenant se porter sur M. Sadate. C'est lui qu'il faut maintenant convaincre de ne pas renoncer au dialogue malgré la minceur des résultats atteints.

Il est à prévoir que M. Carter préférera s'accrocher au-delà même du raisonnable plutôt que d'annoncer prématurément un échec. Si l'on parlait toujours lundi soir dans les milieux égyptiens d'en finir mercredi comme il était plus ou moins prévu, M. Powell a fait savoir pour sa part que le président américain était prêt à annuler ses rendez-vous jusqu'à vendredi et samedi prochain pour continuer les discussions de Camp David. On peut penser que M. Sadate, malgré son impatience, lui accordera ce délai de grâce.

MICHEL TATU.



(*Dessin de KONK.*)

DIPLOMATIE

REÇU A L'ÉLYSÉE

M. Senghor estime que la France et la Côte d'Ivoire peuvent trouver « un compromis dynamique » pour le Sahara occidental

M. Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, en visite à Paris, a affirmé lundi 11 septembre à l'issue d'un déjeuner à l'Elysée, que « *s'agissant du Sahara occidental, les présidents de la République française et de la Côte-d'Ivoire peuvent faire beaucoup pour aider à trouver un compromis dynamique* ».

« *Ma thèse*, a ajouté le président du Sénégal, *est qu'il faut appliquer les deux résolutions de l'ONU, qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires* » (1).

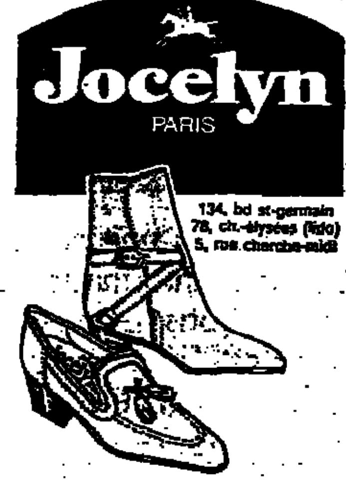
M. Senghor, qui succédait à l'Elysée, à trois jours d'intervalle, au président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, a évoqué également les points chauds de l'Afrique — « *Namibie, Rhodésie, Corne de l'Afrique et Tchad* ». « *Nous pourrions*, a-t-il dit, *résoudre ces conflits en recherchant par le dialogue des solutions de compromis dynamique.* »

Au sujet de la Mauritanie, le président sénégalais a indiqué : « *Je ne le cache pas, le président Moktar Ould Daddah était mon ami. Je sais qu'il est bien traité. Comme la France, nous reconnaissons les Etats et non les gouvernements.* »

(1) Ces deux résolutions ont été adoptées le 10 décembre 1975. La première réaffirme le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple sahraoui la responsabilité de la puissance administrante et des Nations unies en ce qui concerne la décolonisation du territoire et demande au gouvernement espagnol de prendre immédiatement les mesures nécessaires, en consultation avec toutes les parties concernées et intéressées, pour permettre aux Sahraouis originaires du territoire d'exercer pleinement et librement leur droit à l'autodétermination, sous contrôle de l'ONU. La seconde prend acte de l'accord intervenu à Madrid le 14 novembre 1975 entre les gouvernements espagnol, marocain et mauritanien (partage de l'ancien Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie), réaffirme le droit à l'autodétermination des populations sahraouies originaires du territoire et demande aux parties à l'accord de Madrid de veiller au respect des aspirations librement exprimées par celles-ci. — N.D.L.R.

● *Les négociations américano-soviétiques sur l'interdiction des armes radiologiques* ont permis « *des progrès sur certaines clauses* » d'un projet de convention internationale, a indiqué, lundi 11 septembre, à Genève, la délégation américaine. Ces négociations visant à interdire l'utilisation militaire de substances radioactives mais sans explosion ont été amorcées en 1977. La phase de discussion qui vient de s'achever avait commencé à Genève le 19 juillet. D'autre part, les chefs des délégations américaine et soviétique aux conversations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), MM. Earle et Semenov, se sont rencontrés lundi à Genève. — (*A.F.P.*)

● *Une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale* va se rendre successivement au Venezuela, en Colombie et en Equateur. Cette mission est composée de MM. René Feït (U.D.F., Jura), vice-président de la commission, Paul Duraffour (radical de gauche, Saône-et-Loire), Emile Muller (apparenté U.D.F., Haut-Rhin) et Robert Montdargent (communiste, Val-d'Oise). La délégation a pour objectif d'étudier les relations entre la France et ces différents pays dans le domaine culturel et de la coopération technique.



LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DES SEYCHELLES

Nous n'accepterions en aucun cas une base militaire dans l'archipel

déclare au « Monde » M. France-Albert René

M. France-Albert René, président de la République des Seychelles, qui devait être reçu ce mardi 12 septembre à l'Elysée, a eu, lundi après-midi, un entretien avec M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon.

D'autre part, en l'absence de M. Louis de Guiringaud, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a offert, lundi soir au Quai d'Orsay, un dîner en l'honneur du président seychellois. Dans le toast qu'il a porté à l'issue de ce dîner, M. d'Ornano a souligné que M. Giscard d'Estaing s'efforce de poursuivre « une politique de dialogue entre la France et l'Afrique, jusques et y compris dans l'océan Indien ».

M. France-Albert René, qui est attendu mercredi à Londres, où il se rend en visite officielle pour cinq jours, devait donner mardi soir une conférence de presse à Paris.

● *Lorsque vous avez écarté le président Mancham du pouvoir, on vous a présenté comme un militant socialiste voulant mettre en place aux Seychelles un régime progressiste...*

— Nous voulons créer une société que nous puissions appeler socialiste. Nous voulons du travail pour tous les Seychellois et que ce travail bénéficie à la totalité de la population. Nous ne sommes pas hostile à l'entreprise privée, mais ce que nous entendons réaliser, c'est une société plus égalitaire et donc moins injuste, notamment en réduisant progressivement les écarts de salaires. Il ne faut pas oublier que la société seychelloise traditionnelle était régie par les rapports entre maîtres et esclaves et que l'abolition de l'esclavage n'a pas fait des propriétaires mais des domestiques, car il était plus facile pour les Blancs de tomber dans la pauvreté que pour les Noirs d'accéder à la richesse.

● *Envisagez-vous de procéder à une réforme agraire ?*

— Ce n'est pas une priorité absolue. Nous recherchons pour l'instant surtout des petits terrains afin d'y construire des logements bon marché. Ensuite, nous nous efforcerons de trouver une solution qui permette une distribution équitable des terres, après octroi d'une compensation basée sur l'usage.

● *Songez-vous, d'ores et déjà, à nationaliser certains secteurs d'activité ?*

— Il n'est pas question pour nous de nationaliser les petites industries, dont nous contrôlons d'ailleurs parfaitement les activités. Cependant, quelques secteurs limités retiennent notre attention, comme par exemple les transports interinsulaires.

● *Etes-vous en faveur du parti unique ?*

— Tous les ministres seychellois appartiennent au Front progressiste du peuple des Seychelles (1). Et comme la majorité de mes compatriotes, je suis pour le parti unique parce qu'il faut à tout prix éviter tout ce qui peut nous diviser. L'ancien président Mancham dispose d'importants moyens financiers et il cherche à renouer des contacts avec l'archipel. Pourtant la sagesse devrait l'inciter à se résigner définitivement à son éviction.

● *Existe-t-il aux Seychelles des risques d'affrontement racial ?*

— Pour moi, les rapports sociaux se posent en termes de riches et de pauvres et non en termes de Blancs et de Noirs... Mais si mon parti n'avait pas accédé au pouvoir, je suis convaincu que les Seychelles auraient rapidement connu des affrontements de caractère racial.

● *Certaines chancelleries se sont inquiétées du fait que votre régime entretienne des liens apparemment étroits avec la Tanzanie...*

— Le parti uni du peuple des Seychelles fut d'abord un mouvement de libération dont le siège se trouvait à Dar-Es-Salaam. C'est ce qui explique que nous ayons toujours entretenu des relations privilégiées avec la Tanzanie. Après le coup d'Etat du 5 juin 1977, nous nous sommes tout naturellement adressés aux Tanzaniens pour qu'ils nous aident à instruire notre armée et à former, à leur prytanée d'Arusha, nos premiers officiers. De même, plusieurs Seychellois poursuivent en Tanzanie des études dans le domaine des télécommunications.

● *Accepteriez-vous, comme certaines rumeurs en faisaient état au moment où vous vous êtes emparé du pouvoir, l'installation d'une base navale soviétique aux Seychelles ?*

— Nous sommes à la pointe du combat pour la démilitarisation de l'océan Indien, et en aucun cas, nous n'accepterons l'installation d'aucune base aux Seychelles.

● *Estimez-vous utile que les Seychelles appartiennent à de grands organismes interafricains ou régionaux de coopération ?*

— Cela dépend de l'intérêt que présentent les activités de ces organisations. Ainsi, il nous a semblé inutile de maintenir notre appartenance à l'Alliance touristique de l'océan Indien (ATOI) et nous avons quitté cet organisme. En revanche, nous attachons un grand prix à notre appartenance à l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones car son action nous semble particulièrement efficace.

Propos recueillis par PHILIPPE DECRAËNE.

(1) Nouveau parti, créé en mai dernier, qui a remplacé les deux anciennes formations politiques : Parti uni du peuple des Seychelles et parti démocratique.

Le Monde

politique

LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

• Mme Pelletier devient ministre de la condition féminine • Deux nouveaux secrétaires d'État

M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée, a annoncé, lundi 11 septembre en début de soirée, le remaniement ministériel suivant : Mme Monique Pelletier est nommée ministre délégué à la condition féminine ; M. Jean-Paul Mourot est nommé secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux ; M. Pierre Bernard-Reymond est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères. M. Hunt a précisé que cette nomination est liée au fait que la France exercera l'année prochaine la présidence des institutions européennes ; M. Bernard-Reymond suivra donc plus particulièrement le dossier européen.

Mme Monique Pelletier est membre du parti républicain, M. Jean-Paul Mourot est député apparenté R.P.R. de l'Indre et M. Pierre Bernard-Reymond est député U.D.F. des Hautes-Alpes et appartient au Centre des démocrates sociaux.

Ainsi remanié, le gouvernement compte trois femmes ministres : Mmes Simone Veil, Alice Saunier-Seïté et Monique Pelletier, et une secrétaire d'Etat : Mme Nicole Pasquier.

Mme Monique Pelletier, qui devient ministre délégué à la condition féminine, est née le 25 juillet 1926 à Trouville-sur-Mer (Calvados). Mère de sept enfants, licenciée en droit, avocate au barreau de Paris, de 1946 à 1958, elle a été juge assesseur au tribunal pour enfants de la Seine, de 1960 à 1965, puis à Nanterre, de 1966 à 1978.

Mme Pelletier a dirigé, de 1972 à 1977, l'Ecole des parents et des éducateurs, association reconnue d'utilité publique. En juin 1977, elle avait entrepris une enquête sur la toxicomanie, à la demande du président de la République. C'est le 10 janvier 1978 qu'elle avait été nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice. Mme Pelletier est conseiller municipal de Neuilly (Hauts-de-Seine) depuis 1971 et adjoint au maire depuis 1977. Elle est membre du bureau politique du parti républicain.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES : M. Pierre Bernard-Reymond.

M. Pierre Bernard-Reymond, qui est né le 16 janvier 1944 à Gap, est le benjamin du troisième gouvernement Barre, comme il était celui du deuxième dans lequel il occupa, d'avril 1977 à mars 1978, les fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, chargé du budget.

Elu pour la première fois député le 5 décembre 1971, il avait alors enlevé la première circonscription des Hautes-Alpes, fief traditionnel de l'opposition, après que le titulaire du siège, M. Emile Didier, radical, ait été élu sénateur (maire de Gap, M. Didier avait été battu lors des élections municipales précédentes par la liste sur laquelle figurait M. Bernard-Reymond).

Le nouvel élu était alors membre du Centre démocratie et progrès (C.D.P.), fondé en 1969 par Jacques Duhamel et M. Joseph Fontanet. En 1973, M. Pierre Bernard-Reymond, après sa réélection, devient vice-président du groupe de l'Union centriste de l'Assemblée nationale puis porte-parole du C.D.P. Après la naissance du Centre des démocrates sociaux (né de la fusion du Centre démocrate et du C.D.P.), il accéda au poste de secrétaire général adjoint de cette formation, mais renonça à ces responsabilités lors du congrès de Lyon du C.D.S., en octobre 1977. Il entendait ainsi protester contre l'immobilisme de la direction du parti présidé par M. Jean Lecanuet. En 1978, il fut réélu député sous l'étiquette U.D.F.

En 1975, M. Pierre Bernard-Reymond avait présidé le comité des usagers de l'éducation, créé pour transmettre au gouvernement doléances et propositions.

Son suppléant est M. René Serres, industriel, conseiller général et maire de La Roche-des-Arnauds.

JUSTICE : M. Jean-Paul Mourot.

M. Jean-Paul Mourot, né le 26 septembre 1941 à Meknès (Maroc), a été employé à la Librairie Hachette avant d'être, de 1964 à 1967, directeur administratif du quotidien la Nation, *organe de l'U.D.R. Après avoir été chargé de mission au cabinet d'Edmond Michelet, ministre d'Etat, il est élu député de la troisième circonscription de l'Indre, en 1968, battant, au second tour, M. Benard-Mousseaux, député centriste sortant. Réélu en 1973 et en 1978, il s'apparente en mars dernier du groupe R.P.R. et fait campagne pour l'élection de M. Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée. M. Mourot est secrétaire de la commission de la défense. Maire de Le Blanc depuis 1971, il est devenu conseiller général du canton de Tournon-Saint-Martin à l'occasion d'une élection partielle, en décembre 1974. M. Mourot sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Jean Thibault, entrepreneur en électricité, maire de Luçat-le-Mâle.]*

LE P.S. : l'indemnisation des rapatriés devient la carotte de l'âne.

Commentant les déclarations faites le 7 septembre par M. Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (*le Monde* du 8 septembre), M. Jacques Ribs souligne, au nom du P.S., que le chef de l'Etat *« laisse entrevoir, mais sans prendre d'engagements fermes, selon une méthode qui lui est chère, de possibles améliorations du texte actuel de la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978 »*. Il déclare notamment : *« Pourquoi avoir tant attendu, depuis 1962, pour satisfaire à ce devoir de justice ? (...) En fait, il devient clair que le but cherché est de laisser en permanence le dossier entrouvert afin de mieux assurer la docilité électorale des rapatriés en leur faisant miroiter l'espoir de solutions sectorielles distillées au compte-gouttes. L'affaire de l'indemnisation devient la carotte de l'âne !*

» Il est navrant de voir traiter ainsi nos compatriotes rapatriés qui ont tant de droits sur la nation, et transformer en opération électoraliste ce qui aurait dû être la grande affaire de cœur et d'équité de la France, comme n'ont cessé de le proclamer les socialistes qui ont, à de multiples reprises, proposé des solutions définitives à ce douloureux problème, systématiquement repoussées par la majorité en place. »

● *M. Thierry Jeantet*, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, lundi 11 septembre : *« Il ne peut y avoir d'ouverture sociale de la part d'un gouvernement qui préfère le chômage à des mesures qui contrarieraient ceux qui le soutiennent. En revanche, il est possible de le contraindre à franchir des étapes sociales, et c'est à quoi les radicaux de gauche vont s'attacher par leurs propositions. Ces propositions, venant en compléter d'autres, notamment dans les domaines économique et des libertés, constitueront le gage d'un renouveau d'un centre ancré à gauche autour du M.R.G. »*

D'une « conscience » à l'autre

Secrétariat d'Etat au temps de Mme *Françoise Giroud (1974-1976), modeste délégation nationale située à Lyon avec Mme Nicole Pasquier (1976-1978), puis* Mme Jacqueline Nonon (janvier-juillet 1978), délégation sans titulaire depuis la démission de dans ce domaine de la condition féminine de nouveau promue, et plus que jamais, puisque Mme Monique Pelletier a le titre de ministre délégué à la condition féminine (1).

Le chef de l'Etat s'était lui-même impatienté, lors de sa réunion de presse du 14 juin dernier, à propos de la manière dont les choses avançaient — ou plutôt n'avançaient plus — dan sce domaine de la condition féminine. *« J'aurai l'occasion de demander au gouvernement,* avait-il annoncé, *de reprendre un certain nombre d'initiatives. »* Et il reconnaissait : *« Les femmes ont le sentiment, depuis quelques mois, que les choses allaient moins vite ou allaient moins bien. »*

Mme Giroud, avec un art consommé de la relation publique, avait réussi à faire parler des femmes et lancé, avant de changer de secrétariat d'Etat, *« cent une propositions »* de nature à changer leur sort. Mme Pasquier *avait fait de la* délégation une officine si discrète qu'on n'eut jamais rien à lui reprocher. Celle qui lui succéda à la tête de cette délégation ne tarda pas à constater que la bonne volonté sans moyens n'offrait guère de perspectives pour les femmes et, en démissionnant, avait produit un « mémorandum » très sévère.

La promotion de Mme Pelletier inaugure-t-elle le second souffle de la condition féminine en France ? L'intéressée se félicite d'avoir rang de ministre et de pouvoir ainsi parler *« à égalité »* avec les autres ministres. Elle a déjà fait savoir qu'elle se considérerait comme *« la conscience permanente du gouvernement pour les problèmes féminins »*, reprenant la formule utilisée il y a quatre ans par Mme Françoise Giroud, qui voulait être *« la mauvaise conscience féminine du gouvernement »*. Mme Giroud s'est félicitée de cette promotion de Mme Pelletier : *« Cela permet d'espérer que l'action en faveur des femmes sera à nouveau animée et soutenue avec des moyens adaptés à la difficulté de la tâche. »*

Sans qu'il soit possible de prévoir l'efficacité de l'action future, il est certain que, désormais, la présence de trois femmes autour de la table du conseil des ministres (Mmes Simone Veil, Alice Saunier-Seïté et Monique Pelletier), face à dix-neuf hommes, pèsera plus.

Un décret, publié au *Journal officiel* du 12 septembre, indique que le nouveau ministre est chargé de *« promouvoir toutes mesures destinées à améliorer la condition féminine »*. Il pourra faire appel au concours des services et organismes des différents départements ministériels et disposer des déléguées régionales de la condition féminine. Mme Pelletier présidera, par délégation du premier ministre, un *« comité interministériel chargé de l'action pour les femmes »*.

Br. F.

(1) Après Mmes Poinso-Chapuis, ministre de la santé publique et de la population dans le cabinet de Robert Schuman (24 décembre 1947 - 19 juillet 1948), Simone Veil et Alice Saunier-Seïté, Mme Pelletier est la quatrième Française à accéder au rang de ministre.

POLITIQUE

Le droit de réponse ou le devoir de se taire

C'est nuire à la démocratie que de ne pas tout mettre en œuvre pour essayer de l'honorer lorsqu'elle tente de s'améliorer quelque peu. Voilà le jugement que nous semble mériter la « première », en France, du droit de réponse en trois épisodes conçu par M. Giscard d'Estaing et mis au jour à la faveur de la conférence de presse présidentielle du 14 juin.

Le principe étant respectable, et même indiscutable, on se félicitera que la Vᵉ République n'ait mis que vingt ans à faire mieux en ce domaine que ses devancières. S'il convient d'apprécier les exercices pratiques, deux mots suffisent : une catastrophe !

Le mercredi 6 septembre, *M. Boulin, ministre du travail et* de la participation, n'était certes pas « à la fête », le pauvre, mais il nous avait grandement ennuyés. Si son allusion à la *potion magique ou plutôt à l'absence* de potion magique d'Astérix méritait, à l'extrême rigueur, un très rapide sourire de complaisance, le reste n'était que pesantes démonstrations et explications relevant de l'auto-*satisfaction*. Le sujet ne prêtait certes pas à sourire ni à se détendre, mais on eût aimé entendre un ministre donnant plus d'exemples concrets et capable de faire « vivre » le drame des « sans travail ». Pas *un chômeur sur les petits écrans*, ce soir-là, mais des chiffres et des tableaux.

L'opposition aurait pu et aurait dû choisir un tout autre registre le vendredi 8, mais, apparemment, l'idée ne lui en vint pas. M. Mitterrand, chef du P.S., évoqua, certes, avec une colère *dont il n'y a pas lieu de suspecter* la sincérité, le « scandale » de l'aciérie de Neuves-Maisons, mais il retomba aussitôt après dans la litanie magistrale. M. Fiterman, porte-parole du P.C.F., plus insipide encore, fut, de surcroît, bien mal servi. Il avait sous la main, tout comme M. Boulin, ses graphiques et ses tableaux, mais ceux-ci défilaient si vite sous les yeux des téléspectateurs, et si loin de leurs regards, que ces derniers n'y voyaient et n'y comprenaient goutte.

Le drame du chômage devait enfin donner lieu, lundi 11 septembre, à un troisième acte, plus long encore que les autres (une heure au lieu d'une vingtaine de minutes), qui relevait de la bouffonnerie.

« Je vous dis bonsoir »

Antenne 2 ayant refusé — ce qui peut s'admettre — de donner une tribune de propagande à Mme Rolande Perlican, qui sera la candidate du P.C.F. le 24 septembre à l'élection législative partielle de la seizième circonscription de Paris, M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, désigné à sa place, refusa de jouer le rôle ingrat du « *communiste que l'on tolère* ». Aussi bien, conclut-il : « *Je vous dis bonsoir* », et disparut-il. Cette stratégie de la chaise vide, inhabituelle au P.C.F., n'émut *particulièrement ni M. Boulin, ni* M. Pons, député R.P.R. de l'Essonne, ni M. Chinaud, député P.R. de Paris. Tout cela « est cousu de fil blanc », décréta le ministre ; et d'ajouter que le P.C.F. n'a « aucune solution à apporter sur les problèmes de l'emploi ».

Resté seul représentant de *l'opposition dans le studio*, M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., eut assez de présence d'esprit pour ne pas tomber dans le piège de M. Elkabbach, qui l'incitait à se désolidariser de M. Juquin. Le troisième acte de la triste pièce intitulée « Droit de *réponse* » n'y gagna pas pour autant. Ce fut une mêlée parfaitement confuse et souvent inaudible, au cours de laquelle on entendit évoquer pêle-mêle la prétendue pause fiscale promise par M. Barre dans le « programme de Blois », le prix de l'essence et la réévaluation des bilans des petites et moyennes entreprises.

En entendant M. Bernard Pons dénoncer « un budget de refroidissement économique » et affirmer : « *Nous attendions un autre souffle, une autre imagination* », on se demandait une *fois de plus si les « chiraquiens » appartiennent à l'opposition ou à la majorité.* »

Voilà donc trois pauvres morceaux de soirées qui ne peuvent que contribuer à ancrer dans leurs certitudes, ou dans leurs espérances, tous ceux qui pensent, et ils sont de plus en plus nombreux, que la « classe politique » est inapte à tenir un langage concret et vraiment « parlant », incapable de saisir les « manques » et les aspirations, souvent difficiles à percevoir il est vrai, d'une société en pleine mutation.

Pour éviter la répétition trop fréquente d'épreuves comparables à celles des 6, 8 et 11 sep*tembre, on en vient à souhaiter*, mais il y a évidemment peu de chances que l'on soit exaucé, que l'on nous épargne les effets en supprimant la cause, c'est-à-dire que le premier ministre et les autres membres du gouvernement se taisent plus souvent.

Quant à ceux qui ont aimé, et qui *seraient portés* à en redemander, sans doute déploreront-ils que le chef de l'Etat se soit exclu — majesté oblige — du système du droit de réponse. Lundi, devant le Conseil de Paris, M. Chirac s'abstenait évidemment de nommer M. Giscard d'Estaing, mais n'en dénonçait pas moins comme des « démagogues » et des « incapables » ceux qui avaient abandonné le projet de « voie express rive gauche » cher à Georges Pompidou.

A supposer que le président de la République réponde au maire de Paris, on ne s'ennuie*rait pas, mais, M. Chirac appar*tenant à la majorité, il n'en est évidemment pas question. C'est bien dommage.

RAYMOND BARRILLON.

M. BARRE REPREND CONTACT AVEC LES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ

Commençant une nouvelle série d'entretiens avec les représentants des parlementaires de la majorité, M. Raymond Barre a reçu, lundi après-midi 11 septembre à l'hôtel Matignon, M. Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, avec lequel il s'est entretenu de l'ordre du *jour de la prochaine session*. Le premier ministre doit également recevoir, le lundi 18 septembre à 16 h. 30, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. Comme il l'avait fait au cours de la session de printemps, M. Raymond Barre se propose aussi de s'entretenir régulièrement avec les présidents et les rapporteurs des commissions permanentes de l'Assemblée nationale *et du Sénat*, ainsi qu'avec les membres du groupe d'action et de propositions réunissant une quarantaine de députés appartenant aux deux groupes de la majorité.

Le premier ministre assistera, le lundi 25 septembre à Toulon, à l'ouverture des journées parlementaires de l'U.D.F. En revanche, on indique à l'hôtel Matignon qu'il n'a pas été invité à assister aux journées parlementaires du R.P.R. qui auront lieu à Biarritz du 27 au 29 septembre.

● *Le conseil politique du R.P.R.* se réunira le 2 octobre à Paris sous la présidence de M. Jacques Chirac, après les journées d'études du groupe parlementaire qui se tiendront à Biarritz du 27 au 29 septembre. Un comité central du R.P.R. est convoqué pour le mardi 10 octobre. Cette instance, qui se réunit statutairement tous les deux mois, devra notamment décider de la convocation d'un congrès extraordinaire du mouvement gaulliste pour la mi-novembre, et au cours duquel sera fixée la position officielle du R.P.R. sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel prévue pour juin 1979.

M. Jacques Chirac, qui se rend en visite officielle en République populaire de Chine du 16 au 26 septembre, préside jeudi 14 septembre, dans le quatorzième arrondissement, un meeting de soutien à M. de La Malène, candidat R.P.R. à l'élection législative partielle de la 16ᵉ circonscription de Paris.

L'élection partielle du Pas-de-Calais

« LA LETTRE DE L'UNITÉ » : le sabotage de l'union de la gauche n'a pas entamé la confiance populaire dans le P.S.

Commentant le succès remporté par M. Claude Wilquin (P.S.) au second tour de l'élection législative partielle dans la quatrième circonscription du Pas-de-Calais (*le Monde* du 12 septembre), *la Lettre de l'Unité*, organe du parti socialiste, souligne *notamment*, dans son numéro du 11 septembre :

« *Au moment où les chefs communistes disent leur volonté de faire l'union à la base mais ne la font pas, la base ne l'a pas dit mais l'a faite dans le Pas-de-Calais (...).*

» *Là, en tout cas, le sabotage de l'union et la campagne contre le P.S. n'ont pas entamé la confiance populaire dans le parti socialiste. Au contraire, la question se pose de savoir si tant d'excès et d'injustes accusations ne lui ont pas profité.* »

M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du parti socialiste, a vivement critiqué, lundi 11 septembre, à Lille, l'attitude de la direction du parti communiste. « *Il est déplorable*, a-t-il notamment déclaré, *que Georges Marchais, loin d'admettre la responsabilité du parti communiste dans l'insuccès de la gauche, pratique l'amalgame et invente des griefs imaginaires contre le parti socialiste pour mieux le dénoncer. Ce comportement tourne résolument le dos à une attitude unitaire et nous devons en tirer la leçon en montrant sans relâche la volonté et la vocation de rassembleur du parti socialiste.* »

M. CHINAUD (U.D.F.) : l'absence d'enjeu national

Interrogé sur le résultat de l'élection, M. Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi, que le succès du candidat socialiste s'expliquait essentiellement par « *l'absence d'enjeu national* ». Il a également regretté que le R.P.R. ait décidé de présenter au premier tour, en la personne de M. Christian Tuaillon, « *un jeune candidat un peu trop musclé* ».

M. GUÉNA : nous regrettons...

M. Yves Guéna, conseiller politique du R.P.R., a déclaré mardi 11 septembre, à France-Inter :

« *Nous avons déployé tous nos efforts en faveur du seul candidat de la majorité resté en piste. Mais on doit reconnaître que M. Deprez n'était pas un très bon candidat. Nous regrettons que l'on ait confirmé du côté de l'U.D.F. la candidature de M. Deprez.* »

LE SEPTIÈME CENTENAIRE DES PARÉAGES D'ANDORRE

La principauté souhaite une visite de M. Giscard d'Estaing en octobre

De notre envoyé spécial

Andorre. — Aucune manifestation officielle n'a marqué dans la principauté d'Andorre le septième centenaire des paréages par lesquels les habitants des vallées des Valiras se plaçaient sous la cosouveraineté du comte Roger-Bernard de Foix et de l'évêque d'Urgel, Pedro de Urgo. Pour la fête nationale de Notre-Dame de Meritxell, le 8 septembre 1976, Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing, s'adressant au coprince épiscopal Mgr Marti y Alanis, lui avait adressé « le salut chaleureux et confiant du coprince français, son époux », ajoutant que si l'emploi du temps de *celui-ci le permettait, il serait présent aux cérémonies* du septcentième anniversaire.

Les coutumes médiévales du plus grand des mini-Etats européens sont remises en cause. Les bergers et les paysans des vallées sont passés en quelques années d'une économie montagnarde rudimentaire (aidée par *la contrebande à dos d'homme*) à une économie de consommation s'appuyant sur une contrebande officialisée sinon réglementée. Les structures sociales ont éclaté. Les partis *politiques réclament leur reconnaissance* pour une plus grande participation démocratique. Les six paroisses (on appelle ainsi en Andorre les cellules communales) entrent en sécession. Les salariés, de plus en plus nombreux, demandent l'existence légale de syndicats. Les représentants des coprinces dans la principauté : M. André Prunet-Foch, viguier français pour M. Giscard d'Estaing, Mᵉ Badilla Batalla, viguier épiscopal pour l'évêque d'Urgel, malgré leur habileté et leur sagesse, *doivent affronter chaque jour de* nouvelles difficultés.

On comprend ainsi le désir des Andorrans d'assister à la rencontre officielle de leurs coprinces. La date du 8 septembre 1978 leur semblait la plus opportune. Les Andorrans n'ont pas oublié que le général de Gaulle fut le premier coprince fran*çais à leur rendre une visite offi*cielle. M. Georges Pompidou, lui, avait seulement rencontré son homologue épiscopal au cours d'entretiens à Cahors. Mais Andorre n'avait pas encore amorcé son « mai 68 », et c'est le 28 octobre 1977 que, pour la première fois dans son histoire, la principauté soumettait au corps électoral des paroisses six projets de réforme portant sur les institutions politico-administratives. Trois mille deux cents électeurs (sur une population de vingt-huit mille habitants, dont seulement huit mille Andorrans, seize mille Espagnols et un peu plus de deux mille Français) furent ainsi invités à se prononcer sur une *réadaptation des institutions et de* l'administration aux exigences modernes. Ces institutions datent du 22 avril 1866 l'empereur Napoléon III étant alors coprince français). Un projet fut retenu qui portait sur la limitation de la pression exercée par l'administration des coprinces sur les affaires intérieures du pays.

Dans le domaine *intérieur*, un différend a opposé les paroissiens de l'agglomération des Escaldès à ceux d'Andorra-la-Vella. Le faubourg des Escaldès se plaignait d'être considéré comme un simple satellite de la capitale de la principauté et demandait à être représenté à part entière au conseil général des vallées (le Parlement). Il était appuyé par « le maire » d'Andorra-la-Vella. Les deux agglomérations, qui n'ont ensemble que quatre représentants au conseil, demandaient leur séparation pour en *avoir le double*.

Pour mieux comprendre la complexité du problème institutionnel andorran, il faut rappeler les trois caractères fondamentaux du système de gouvernement de ce petit pays :

— La souveraineté est exercée par les deux coprinces ;

— L'appareil d'Etat est constitué de *fonctionnaires nommés et non élus* : les viguiers, qui cumulent l'exercice de la justice et le maintien de l'ordre public, et les deux délégués permanents des coprinces, qui ont de larges pouvoirs ;

— L'assemblée — le conseil général des vallées — est élue, mais ses compétences sont réduites à l'administration et elle ne peut légiférer que dans des matières secondaires.

M. Giscard d'Estaing a affirmé à plusieurs reprises sa volonté de promouvoir une réforme des institutions andorranes, mais, selon ce que l'on sait de ce projet, le conseil général des vallées serait toujours privé du contrôle des taxes d'importation de marchandises. Un conflit de compétences avait d'ailleurs éclaté à la fin de l'année 1976.

L'opposition démocratique andorrane se demande si les propositions de réforme des institutions proposées par le coprince français ne seraient pas avancées dans l'intention de camoufler le caractère antidémocratique du système en place. Pour le *mouvement d'opposition Tribuna*, la seule issue à la crise politique du pays se trouve dans la fin du vide institutionnel, la promulgation d'une Constitution démocratique et la pleine reconnaissance des libertés de réunion, d'expression et d'association, y compris la liberté syndicale.

LÉO PALACIO.

Les obédiences maçonniques se proclament « au-dessus » de la politique

MM. Michel Baroin et Michel de Just, respectivement grand maître du Grand-Orient et de la Grande Loge de France, ont pris contact, lundi, et chacun de son côté, avec la presse, pour la première fois depuis leur réélection ou leur élection (*le Monde* du 12 septembre). Ils ont réagi, le premier sur le ton de l'exaspération, le second avec sérénité, contre les commentaires publiés à l'occasion des convents de leurs obédiences respectives, commentaires faisant état des tendances politiques qui animeraient ou diviseraient celles-ci. Visiblement excédé par ces informations, M. Michel Baroin les a récusées en bloc, déclarant notamment : « *La franc-maçonnerie n'est ni à droite, ni à gauche, ni au centre. (...) Nous ne sommes à la remorque de personne. (...) Nous ne pouvons être conservateurs puisque nous sommes constamment en recherche. (...) Nous sommes au-dessus des Eglises, des partis, des syndicats.* »

Contrastant par le ton avec cette déclaration un peu véhémente d'apolitisme, les propos tenus peu après par M. Michel de Just au siège de la Grande Loge de France, où il venait d'être installé dans ses fonctions de grand maître, étaient les suivants : « *Le choix d'un homme, pour tenir une charge dans notre ordre, tient à ce qu'il a été dans sa loge, à ce qu'il a apporté déjà à son obédience, aux qualités humaines et maçonniques que ses frères lui reconnaissent, aux espoirs placés dans son action future, beaucoup plus à une étiquette politique qu'on lui attribue parfois arbitrairement. (...) La franc-maçonnerie n'étant pas une société politique mais une société initiatique et traditionnelle ne saurait être jugée à partir de critères d'ordre politique. Une de nos règles absolues et que j'entends maintenir est que nul, quels que soit le poste qu'il occupe, n'a le droit d'engager la franc-maçonnerie tout entière* (1). »

Le nouveau grand maître reconnaissait la difficulté de la tâche du journaliste. « *Nous sommes particulièrement bien placés*, soulignait-il, *pour savoir que la recherche de l'information concernant une société initiatique n'est pas pour vous une chose facile (...). Lorsque nous ne répondons pas, c'est que votre légitime curiosité tend à violer le voile d'Isis et à braquer les projecteurs sur le monde initiatique.* »

M. Michel de Just, rappelant ensuite qu'il avait été responsable de 1975 à 1977, comme grand chancelier, des relations internationales de l'obédience, a proclamé sa volonté de poursuivre cette action d'« *ouverture vers un véritable universalisme* ».

D'étroites relations se sont déjà établies entre la Grande Loge de France et la franc-maçonnerie interaméricaine. Le grand maître a ensuite indiqué son désir de consolider les bonnes relations qui existent avec le Grand-Orient de France et les autres obédiences.

Ce souci de rapprochement a également été exprimé par M. Michel Baroin au nom du G.O.D.F. « *Il n'existe pas de divergences fondamentales entre les maçons*, a-t-il déclaré, *nous arrivons tous aux mêmes conclusions : nous sommes en pleine crise de civilisation. Pourquoi toutes les obédiences ne pourraient-elles pas étudier en même temps les mêmes problèmes ?* »

Les adjoints du grand maître du G.O.D.F. sont MM. Georges Fontes, Edmond Corcos et Paul Gourdot ; le grand orateur est M. René Douet ; les grands secrétaires : MM. Emile Karoubi, aux affaires intérieures, et André Henry, aux affaires extérieures.

A. G.

(1) Cette réaction contre les jugements portés de l'extérieur et tendant à user de critères politiques n'est pas seulement celle des grands maîtres. Plusieurs correspondants ont récusé l'assertion selon laquelle la franc-maçonnerie pourrait être « *l'enjeu des partis politiques* » (notre article du 2 septembre). Un correspondant, M. E. E., qui ne souhaite pas que son nom soit cité, mais qui a été vénérable de la loge du Grand Orient « La Fraternité des temples Ernest-Renan », nous écrit notamment : « *La franc-maçonnerie n'est et ne sera l'enjeu de personne, tout simplement parce que ses structures et sa nature ne peuvent le permettre. (...) Les francs-maçons sont dans les temples pour y trouver autre chose que des querelles de politiciens.* »

TREIZE GRANDS MAITRES DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

M. Michel Baroin est le treizième grand maître du Grand-Orient de France depuis la restauration de la franc-maçonnerie française par le général de Gaulle en 1944. Ses prédécesseurs furent MM. :

MM. A. Groussier (1930-1940 et 1944-1945), ancien vice-président de la Chambre des députés, ancien secrétaire général adjoint de la S.F.I.O.; *Francis Viaud* (1945-1948, 1949-1952, 1953-1956) ; *Louis Bonnard* (1948-1949) ; *Paul Chevallier* (1952-1953) ; *Marcel Ravel* (1956-1958 et 1959-1962) ; *Robert Richard* 1958-1959) ; *Jacques Mitterrand* (1962-1964 et 1969-1971), conseiller de l'Union française de 1947 à 1958 (Union progressiste) ; *Paul Anxionnaz* (1964-1965 et 1966-1969) ; ancien ministre, ancien député de la Marne (1946-1951 et 1956-1958), secrétaire général du parti radical de 1945 à 1948 ; *Alexandre Chevalier* (1965-1966) ; *Fred Zeller* (1971-1973) ; *Jean-Pierre Prouteau* (1973-1975), actuel secrétaire d'Etat chargé des P.M.I. ; *Serge Behar* (1975-1977) ;

Les huit grands maîtres de la Grande Loge de France pendant la même période furent :

MM. Dumesnil de Gramont 1938-1940, 1944-1948 et 1950-1952) ; *Georges Chadirat* (1948-1950) ; *Louis Doignon* (1952-1955, 1961-1963) ; *Antonio Coen* (1955-1956) ; *Richard Dupuy* (1956-1957, 1958-1961, 1963-1965, 1966-1969, 1971-1973, 1975-1977) ; *Georges Hazan* (1957-1958) ; *Pierre - Simon* (1969-1971, 1973-1975 ; *Georges Marcou* (1977-1978).

● *Les parlementaires francophones à Libreville*. — M. Cisse Dia, président de l'Assemblée nationale sénégalaise et vice-président de l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.), a été désigné pour assurer la présidence de la neuvième assemblée générale de l'A.I.P.L.F., qui a commencé lundi 11 septembre ses travaux à Libreville (Gabon).

L'assemblée a admis par acclamations Djibouti en tant que nouveau membre de l'association.

La prochaine assemblée générale de l'A.I.P.L.F. aura lieu en 1979 à Genève. — *(A.F.P.)*

● RECTIFICATIF. — Rendant compte du débat sur la presse à la fête de *l'Humanité* (*le Monde* du 12 septembre), nous avons confondu Henri Alleg avec Henri Malberg. Dont acte. M. Roland Leroy venait d'évoquer au micro la position du P.C. vis-à-vis de la guerre d'Algérie et de citer le nom d'Henri Alleg (devenu ensuite collaborateur de *l'Humanité*), lorsqu'il passa la parole à Henri Malberg.



POLITIQUE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Une rentrée sous le signe de la continuité

Que ce soit sur le plan économique, social ou politique, la rentrée est placée sous le signe de la continuité. La hausse des prix et l'augmentation du chômage persistent, et les rapports entre formations politiques ne sont guère différents de ce qu'ils étaient avant l'été. Ceux qui espéraient un changement dans la politique du gouvernement, sont déçus. Ceux qui n'attendaient rien, se voient confortés dans leur opposition. Les mesures, annoncées mercredi 6 septembre, confirment les choix économiques de l'équipe en place.

Yann de l'Ecotais et Georges Valance relèvent, dans *L'EXPRESS*, que le président de la République a confirmé son premier ministre *« dans ses fonctions et dans sa mission : poursuivre le redressement de l'économie française »*. Ils ajoutent : *« Dans sa mission et dans sa thérapie : soigner les causes du mal — l'affaiblissement du tissu industriel quitte à négliger les douleurs — le chômage — voire à les laisser s'accentuer momentanément. Le traitement programmé explique la surprenante résurgence du Plan, alors qu'on ne parle en France, aujourd'hui, que de libéralisme, de décentralisation des décisions, de jeu sans contraintes des lois du marché. (...) Le paradoxe n'est qu'apparent. La rigueur, la violence même, de la « ligne Barre » ne peut être admise par l'opinion que dans la mesure où elle en perçoit bien les bénéfices à terme. Insensible en apparence, le premier ministre se résigne à être le « mal aimé ». Mais il veut être compris « dans la durée » par les Français. »*

Pour Dominique Vidal, dans *FRANCE-NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste, *« côté pouvoir, le maître mot plus que jamais, c'est l'austérité »*. Il souligne que pour le deuxième anniversaire de son arrivée à l'hôtel Matignon, le premier ministre *« collectionne déjà les records : celui du chômage, celui de l'inflation, celui des fermetures d'entreprises entre autres »*.

L'ETINCELLE, hebdomadaire communiste révolutionnaire considère : *« En s'attaquant au prix du pain, en empêchant la moindre baisse de celui de l'essence, Barre a prévenu : le blocage des salaires et l'inflation des prix seront les deux mamelles de ma politique. Antipopulaire ? « Tant pis ! » L'augmentation du chômage ? « Et alors ». Barre est maintenant aussi franc qu'il a été menteur. Avant les élections, c'était les risettes, les trucages de chiffres, le grand jeu, quoi. Aujourd'hui, c'est clair : ce régime ne cache plus la force des coups qu'il entend faire encaisser par les travailleurs. »*

Evoquant, lui aussi, les *« coups »* de M. Barre, Georges Montaron ne manifeste pas un grand optimisme pour cette rentrée quand il écrit dans *HEBDO-T.C. - TEMOIGNAGE CHRETIEN* : *« Le chômage va demeurer la hantise de beaucoup de familles. L'inflation, aussi forte que l'an dernier, menace le pouvoir d'achat. Les syndicats ont été contraints de modifier leur stratégie, ce qui a ébranlé le front de l'unité syndicale. Les mentalités évoluent vite. Chacun comprend que les grands mots, les positions radicales, les revendications irresponsables sont voués à l'échec et qu'il convient de se battre pas à pas, secteur par secteur, pour obtenir des avantages même limités. Les rêves de 68, et l'imagination au pouvoir, l'espérance d'une victoire électorale et la transformation rapide et en profondeur de la société apparaissent de plus en plus lointains. »*

Dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, organe du P.S.U., Michel Mousel situe le débat de son parti avec *« les tenants de l'expérience sociale »* et *« les écologistes »*. Il estime : *« Sans projet global débouchant sur une conception radicalement différente du développement et du pouvoir, la contestation de la croissance et des rapports sociaux peut servir simplement à huiler la mécanique de la restructuration. Comme ne tenir aucu ncompte — sinon en paroles — de la volonté de vivre et travailler autrement conduit à un projet totalement plaqué sur les aspirations profondes autour desquelles peut se nouer une nouvelle unité des travailleurs. Il est urgent de refaire l'alliance entre les deux termes — projet global et changement de la vie quotidienne. Et sans attendre que cela vienne à l'occasion d'échéances électorales, car c'est dans l'année qui s'ouvre que les pièces vont se mettre en place sur l'échiquier. »*

« Il y en a au moins pour dix ans ! »

Sous le titre « Les orages de la rentrée », Guy Perrimond rappelle dans *L'UNITE*, hebdomadaire du parti socialiste, que *« depuis plusieurs années, les experts gouvernementaux s'interrogent pour savoir à partir de quel seuil le nombre de chômeurs est insupportable »*. Il ajoute : *« Si personne n'a de réponse, il est évident que la généralisation du chômage des jeunes et la création de poches régionales importantes — Midi méditerranéen, Bretagne, Est — auront des conséquences imprévisibles. La France n'étant pas en position pour tirer en solitaire son épingle du jeu, il devient évident qu'il lui faudra traverser toute la crise. Or les économistes pensent qu'« il y en a au moins pour dix ans ». Dès lors, le résultat — s'il n'y a pas de dérapage — de la politique actuelle est clair : dans le meilleur des cas, la France sera devenue un pays quasi sous-développé. Comment Barre et Giscard pourraient-ils l'avouer ? »*

Selon Jean-Marc Sylvestre, de *la Vie Française-l'Opinion*, le budget 1979 *« est conforme aux choix économiques qui ont été faits : soutien, mais austérité ». « Aussi sec et froid que les précédents »*, ce budget souligne-t-il, *« ne réserve finalement aucune surprise »*. Avant de conclure que *« au total, ce budget très « barriste » se révèle d'une inspiration moins libérale que ce que le climat politique aurait pu laisser croire »*, il met l'accent sur le fait que *« côté financement et soutien de l'économie, le gouvernement ne fait pas machine arrière »* et que *« les incidences fiscales de ce budget, lourdes pour la catégorie des cadres, provoqueront sans doute bien des grognements »*.

Sur ce dernier point, Olivier Chevrillon juge, dans *le Point*, que *« la colère des cadres n'est pas, ou pas seulement, une fronde de riches égoïstes ; elle signale une injustice et un danger »*. Il ajoute : *« Une réforme s'impose. C'est une réforme de justice sociale. Les plus célèbres économistes libéraux la préconisent. Elle orienterait l'épargne vers la production, selon les vœux du pouvoir. D'ailleurs, elle figure en pointillé dans le programme de Blois. Il s'agit tout bonnement de l'imposition du capital. »*

Serge Lannes, dans *REFORME*, ne cache pas un certain étonnement : *« Quel démon possède les Français pour que, lorsque ferment les usines « non rentables », lorsque leurs gosses s'entassent en surnombre autour de professeurs blasés ou harassés, lorsque des forêts s'écroulent pour que puisse déferler plus vite et plus nombreux le flot des Molochs à combustion interne, ils se contentent, suivant la couleur de leur bulletin de vote, de s'agenouiller en suppliant ou de tendre le poing vers la Mecque matignonaise et élyséenne ? »*

« Rude réalité », le chômage *« doit être combattu »*, assure Jacques Duquesne, dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité. Constatant qu'il n'existe pas de solution simple et évidente, il écrit : *« Certains proposent d'abaisser l'âge de la retraite, mais cela ne résoudra pas le problème du chômage si les nouveaux retraités se mettent aussitôt à la recherche d'un autre emploi. Cela signifie que pour mettre fin au chômage, il faudra beaucoup de volonté, de réflexion et d'imagination. Il n'y a à ce fléau que des remèdes complexes. Ils nous amèneront à changer notre société. Ils nous orienteront sans doute vers un type de développement économique différent de celui que nous avons connu dans les vingt dernières années. »*

Claude Le Comte, qui consacre ses propos à la fête de *l'Humanité*, qui s'est tenue les 9 et 10 septembre, répond, dans *L'HUMANITE-DIMANCHE*, à la question : *« Quoi, vous osez parler de fête ? alors que tout empire ! »*. Il note : *« N'avons-nous pas connu dans ce pays tant de grèves et d'occupations d'usines où la gravité de la lutte n'empêchait pas la distraction et la culture de mener la ronde ? Rappelez-vous 1968 pour ne pas remonter plus loin. Et pourquoi faudrait-il qu'il en soit autrement ? Les pauvres, seraient-ils obligatoirement privés de joie ? Les chômeurs devraient-ils s'abstenir de rire ? Nous exigeons pour tous le droit au travail. Et pourquoi pas le droit au plaisir ? »*

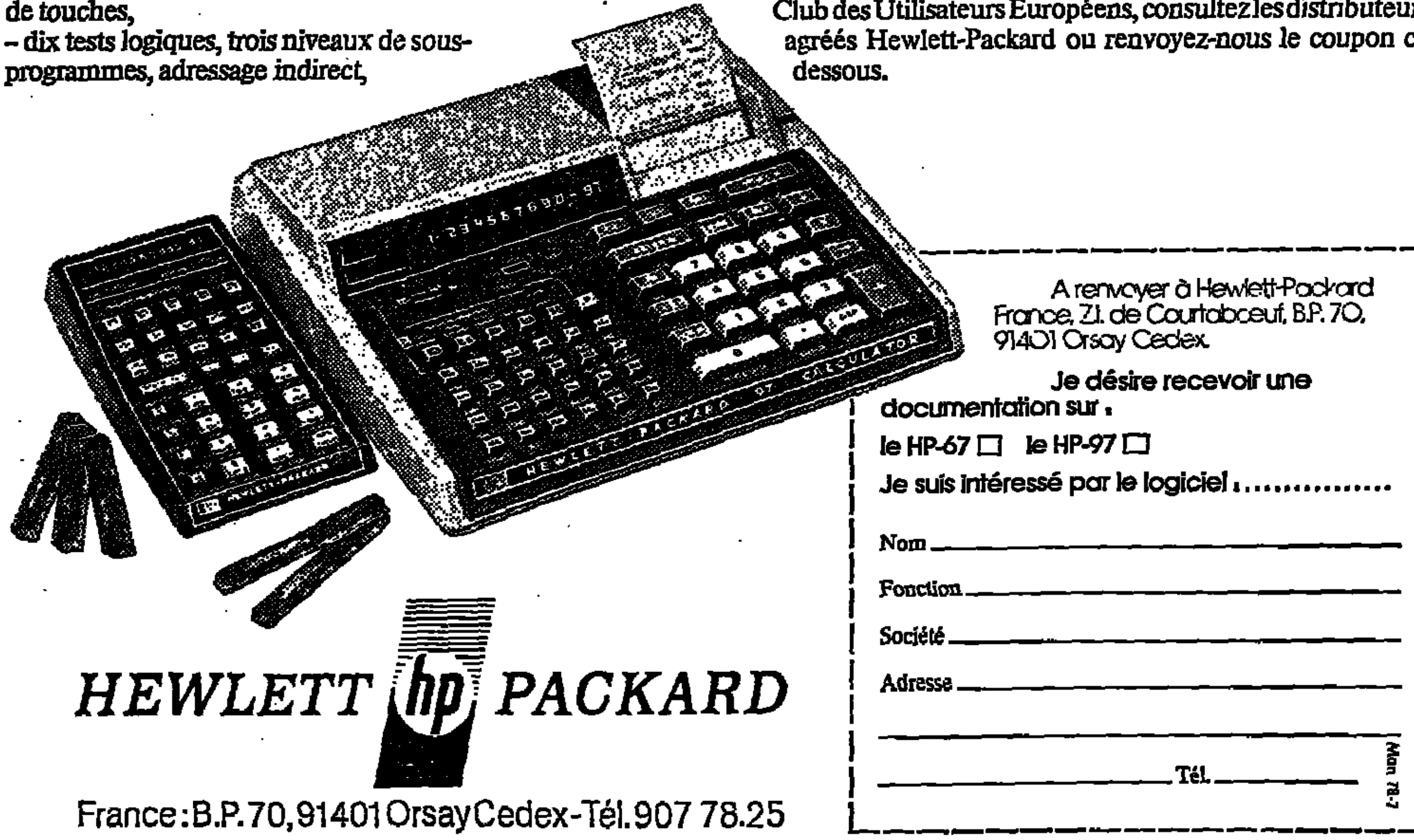
Dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, Michel Bosquet donne une autre dimension à cette interrogation et se demande *« ce qui nous manque pour être heureux »*. Il met l'accent sur le fait que *« la grande affaire »* c'est *« l'expansion des espaces de liberté en commençant par la souveraineté individuelle »*.

« Quels changements partiels, ici et maintenant, en vue de quels changements fondamentaux et d'ensemble ? Quels changements fondamentaux et d'ensemble pour lever les obstacles au pouvoir de chacun sur sa propre vie, au « droit de poursuivre le bonheur » ? Telles sont les seules questions vraiment importantes. »

A. CH.







Le Monde

société

A ORSAY-VILLE

Des agents de la R.A.T.P. ont fait grève après une attaque à main armée

Les personnels de la R.A.T.P. employés sur la ligne B du R.E.R. — anciennement ligne de Sceaux — ont observé durant la journée du 11 septembre trois arrêts de travail de quinze minutes chacun à 9 heures, 15 heures et 21 heures, à l'appel des syndicats C.G.T., S.A. traction, F.O., C.F.D.T., SATC, S.A. train et C.F.T.C. Ils entendaient ainsi réclamer une amélioration de leurs conditions de travail et poser le problème de la sécurité à la suite notamment d'un hold-up commis le 7 septembre à la station Orsay-Ville (Essonne). Des mouvements de cet ordre se sont déjà produits au cours des précédents mois.

La sécurité autant que les salaires

« Vous savez, nous sommes tous ici mariés et pères de famille. Alors, lorsque nous sommes agressés par des types armés, que voulez-vous, on s'exécute ! Il n'y a que cela à faire. » Levant les deux mains en l'air pour bien illustrer son propos, cet employé de la station Orsay-Ville résume clairement son état d'esprit et celui de ses collègues. Il n'était pas de permanence jeudi dernier, vers 20 h. 15. Une chance pour lui ! Quatre hommes armés — l'un d'un fusil de chasse à canon scié, les autres de pistolets — sont entrés en trombe dans le hall de la petite gare aux murs orange et défraîchis. En quelques secondes, ils se saisissaient de la caisse — elle contenait à peu près 3 000 francs — et, avant de s'enfuir, enfermaient l'employé derrière son propre guichet, sous l'œil mi-surpris mi-terrorisé des quelques voyageurs présents. Pour se libérer et donner l'alerte, le prisonnier dut briser l'hygiaphone et se glisser à l'extérieur par le guichet.

Agression banale. Scène tout droit tirée d'un mauvais film policier. Scène pourtant bien réelle, qui a suscité une évidente colère chez les employés de la R.A.T.P., largement solidaires en la circonstance.

Au hasard des trente stations que dessert la ligne B du R.E.R. dans la banlieue sud de Paris, on relève des lieux dont les noms fleurent bon la province : Lozère, Les Baconnets, Le Guichet, La Croix-de-Berny, Laplace, etc. Pourtant, si on la cite en exemple, c'est, à en croire certains habitués, parce que les trajets y prennent de plus en plus l'allure d'escapades audacieuses. Lundi matin, on y aurait vu, par exemple, un homme armé d'un couteau rançonner calmement, méthodiquement, une jeune femme assise en face de lui sans susciter la moindre réaction des autres voyageurs. Fait non vérifié mais qui nous a été raconté sérieusement par un responsable syndical. En la matière, l'exagération collective semble établie. Car des millions de banlieusards peuvent heureusement témoigner de trajets sans encombre. Il n'empêche que chaque agent de la R.A.T.P. a son souvenir sanglant, sa sombre anecdote plus ou moins récente qu'il conte avec une pointe de fatalisme indigné. A la R.A.T.P., on cite quelques chiffres révélateurs qui concernent l'ensemble du réseau : entre 1970 et 1977, le nombre des personnes agressées — recensées parce qu'elles ont jugé bon de porter plainte — est passé de 133 à 534 par an ; en ce qui concerne les agents des stations, les agressions sont passées de 159 à 179.

Mais le personnel n'a nullement besoin de ces statistiques pour renforcer son inquiétude. *« Pour nous, la sécurité est devenue un des problèmes majeurs,* affirme-t-on à la C.G.T., *autant que les salaires et les conditions de travail. »* Les principales revendications sont simples : d'abord, mise en place d'un dispositif d'alarme opérationnel dans toutes les stations reliées directement à la gendarmerie ou au commissariat le plus proche. (A Orsay-Ville, ce système existait, mais il était parfaitement inutilisable en l'absence d'une liaison P.T.T.) ; ensuite, et surtout, remise en cause du principe de l'agent unique appliqué entre 19 h.30 et 1 h. 30. *« C'est le premier motif de conflit,* explique M. Gabriel Guiche, secrétaire général du syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. *Laissé seul l'agent doit tout faire : vendre les billets, renseigner les usagers, répondre au téléphone, intervenir si besoin est sur les quais, etc. C'est inadmissible. C'est une dégradation du service public. Il s'agit, en outre, d'un véritable encouragement, d'une prime à l'agression. »*

A la direction de la R.A.T.P., on considère, au contraire, que le chef de station *« n'a plus à assurer actuellement que des fonctions commerciales. Les fonctions ferroviaires,* précise-t-on, *sont toutes reliées en P.C.C. (poste de commande centralisée) qui se trouve, en ce qui concerne notamment la ligne B, boulevard Bourdon à Paris. C'est un centre de gestion de l'exploitation de chacune des lignes en contact permanent par téléphone haute fréquence et signaux électroniques avec les chefs de train ».* On fait aussi remarquer que deux agents ne seraient guère plus adaptés pour répliquer à une agression armée et organisée.

A l'évidence, deux conceptions fondamentales différentes s'opposent. Or à l'abri des efforts techniques accomplis, la direction de la R.A.T.P. n'envisage nullement de remettre en cause sa politique de personnel. *« Une fois de plus, les travailleurs sont les victimes des mesures de rationalisaion »,* s'exclame l'ensemble des syndicats dans un tract commun et de dénoncer : *« Il est certes plus facile d'infliger des sanctions à ceux qui manifestent leur mécontentement par des arrêts de travail que de nommer deux agents par gare et par service. »*

● *La présidente du Conseil national des femmes françaises,* Mme Solange Troisier, qui est médecin inspecteur général de l'administration pénitentiaire, et qui vient de participer au huitième ongrès international de criminologie à Lisbonne, pense qu'il ne faut pas *« systématiquement aller aux assises dans les procès de viol ».* Elle préfère *« un bon huis clos, avec des magistrats professionnels »* et estime que les peines devraient aller de trois à cinq ans de prison, ce qui *« est déjà beaucoup ».*

« Il faudrait que les jeunes garçons soient prévenus, qu'on puisse leur dire que le viol peut entraîner des peines de prison importantes. Il faut que les filles aient une attitude plus décente et moins aguichante. Et je crois qu'il y aurait alors moins de viols », a conclu Mme Troisier.

La légitime défense est admissible seulement dans les conditions prévues par la loi

rappelle M. Alain Peyrefitte

Dans une interview que publie l'Aurore *du 12 septembre, M. Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, évoque les cas dans lesquels la « légitime défense » peut être invoquée par les victimes d'agressions.*

M. Peyrefitte écrit : « La légitime défense n'est admissible que si elle s'exerce dans les conditions prévues par la loi. Si chacun en jugeait à sa guise, la violence serait permanente, et il n'y aurait plus ni loi ni société. Ce serait la jungle. Par conséquent, et j'insiste, le sentiment de son bon droit ne suffit pas à légitimer une violence. Il faut donc que la loi déterminant où commence et où s'arrête la légitime défense soit équilibrée, et qu'elle prenne en compte les différentes données du problème. »

En conclusion le ministre de la justice déclare : « La légitime défense ne saurait être qu'exceptionnelle. Il ne faudrait pas que, sous ce nom, on en vienne à faire l'apologie de je ne sais quelle justice privée (qui est une forme d'injustice et d'arbitraire) ou de représailles *a priori* que la loi exclut — puisque la riposte doit être simultanée à l'attaque et qu'elle doit lui être proportionnée. »

FAITS ET JUGEMENTS

Grève de la faim à la Santé.

M. Jacques Bruchet, âgé de soixante-deux ans, ingénieur à la retraite à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), *l'une des huit personnes* inculpées et déférées au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat, le 3 juillet dernier « le Monde » du 4 juillet), dans le cadre de l'enquête visant à démanteler le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée républicaine bretonne) a entrepris, samedi 9 septembre, une grève de la faim à la maison d'arrêt de la Santé où il est incarcéré. La famille de M. Bruchet estime, dans un communiqué, que, « dans l'état actuel du dossier d'instruction, aucun élément ne permet de considérer Jacques Bruchet comme auteur ou complice des chefs d'inculpation qui lui sont reprochés ». Le communiqué ajoute : « De plus, il a été établi et reconnu par la juridiction qui instruit son dossier qu'aucune matérialité dans l'exécution des infractions ne pouvait être relevée à son encontre. »

Un cabaret incendié.

Un violent incendie a complètement détruit, lundi 11 septembre vers 5 h. 30, le Nausicaa, cabaret situé à quelques mètres du port de Marina Baie des Anges, à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes). Mme Yvonne Rapp, belle-sœur de Barthélémy Guérini, dit « Mémé », est la gérante et la principale actionnaire de ce cabaret dont Mme Louise Chrétien, épouse de M. Guérini, assurait la bonne marche pour quelque temps. Les deux experts, commis par le juge d'instruction chargé de l'enquête, n'ont pu déterminer la cause de l'incendie.

Saisie d'un pétrolier à la suite d'un litige entre compagnies pétrolières.

Un pétrolier de 254 000 tonnes, le *NAI-Rocco-Piaggio*, a été saisi vendredi 8 septembre sur décision judiciaire, alors qu'il livrait une partie de sa cargaison aux raffineries de Donges (Loire-Atlantique) sur une ordonnance du tribunal de commerce de Saint-Nazaire.

Cette décision est intervenue à la suite de la plainte d'une compagnie pétrolière libérienne, qui est défendue par Me Simon, du barreau de Saint-Nazaire et qui est créancière de la compagnie italienne domiciliée à Gênes propriétaire du navire. La compagnie libérienne réclame une somme *d'environ 17 000 000 F.*

Le pétrolier n'a pu être maintenu à quai, car d'autres pétroliers étaient attendus à Donges, et surtout, il serait resté avec des soutes pleines de gaz. Or en 1972 et 1973, une explosion s'était déjà produite. Il est donc ancré au large, en rade des Charpentiers. Il sera autorisé à quitter son mouillage quand il aura donné une caution garantissant le paiement de sa dette envers la compagnie libérienne. *Un arbitrage* sur le fond de l'affaire serait en cours à Londres.

● *Patrick Muller,* âgé de vingt-quatre ans, détenu de la prison de Mulhouse (Haut-Rhin), pour vols, qui n'avait pas regagné sa cellule après une permission, a été arrêté samedi 9 septembre à Nice alors qu'il tentait de voler une voiture.

Démantèlement de la « filière chinoise » de l'héroïne.

La police de Singapour a annoncé, lundi 11 septembre, le démantèlement d'un des plus importants réseaux de trafic de drogue : la « filière chinoise ». Plus de quarante personnes ont été arrêtées en Malaisie et en Europe. 200 kilos d'héroïne, d'une valeur d'environ 4,5 millions de dollars, ont été saisis avec un grand nombre d'armes.

La « filière chinoise », dont les « cerveaux » étaient à Amsterdam, acheminait en Europe de l'héroïne provenant du « triangle d'or », au confluent du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande.

Ce succès contre un des gangs les plus puissants d'Asie est le couronnement d'une longue enquête menée, en collaboration avec Interpol, par les agents des brigades anti-stupéfiants de Singapour, de Malaisie, d'Europe et des Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

● *La première conférence internationale sur la coopération dans la lutte contre le trafic de drogue* a été ouverte lundi à Varna, port bulgare sur la mer Noire, avec la participation des représentants de vingt-quatre pays d'Europe, du Proche-Orient, d'Amérique du Nord et d'Afrique du Nord. Des délégués de commissions spécialisées de l'ONU participent également aux travaux. — *(A.F.P.)*

Outrage « radioactif ».

Parce qu'il tenait particulièrement à l'outillage de précision contenu dans sa mallette volée, vendredi 8 septembre, un électrotechnicien d'une trentaine d'années résidant à Colmar (Haut-Rhin) a sciemment menti aux services de police. Cet homme devait, en effet, affirmer que sa mallette contenait trois dés d'américium (produit radioactif) alors qu'il n'en était rien. C'est ainsi que le parquet du tribunal de Colmar lançait, samedi 9 septembre, un appel au voleur, repris dimanche *10 septembre par l'ensemble* de la presse alsacienne. Le stratagème aura été efficace dans la mesure où le voleur, de la sorte prévenu, se débrouilla pour rendre très rapidement l'embarrassant « colis ». Mais la police, soudain avisée de la méthode utilisée par le volé, s'est retournée contre lui.

L'électrotechnicien, dont le parquet de Colmar se refuse à révéler l'identité, devait, en effet, être inculpé d'outrage à magistrat ce lundi 11 septembre.

● *Renforcement des contrôles en Seine-et-Marne.* — Le préfet de Seine-et-Marne, M. Roland Faugère, vient d'annoncer le renforcement des contrôles sur la vitesse notamment, dans ce département. Ces contrôles, dont *« le but essentiellement préventif,* auraient *lieu* les *16 et* 17 septembre. D'autre part, des équipes spécialisées sont prévues pour faire respecter la réglementation sur le transport des matières dangereuses sur les routes.

En Savoie

Un régionalisme malade de la prospérité

Le 24 juillet dernier, une explosion endommageait gravement les installations de la gare inférieure du téléphérique de l'aiguille du Midi, à Chamonix. L'attentat était peu après *revendiqué par un mystérieux* « Front nationaliste savoyard », tout à fait inconnu de la population comme des services de police. (« le Monde » des 25 et 26 juillet). En Savoie, même si un sentiment régionaliste vivace anime certains milieux, même si le « pouvoir français » est parfois durement ressenti, l'action violente n'a jamais fait partie des moyens d'expression habituels. Dans leurs revendications, les régionalistes et les autonomistes se sont toujours montrés d'une remarquable discrétion, s'égarant plus volontiers dans des théories plus ou moins utopiques que sur les chemins difficiles du combat clandestin.

De notre envoyé spécial

Thonon-les-Bains. — Dans l'appartement, tout est authentiquement savoyard : les meubles, les bibelots, les objets de bois, les gravures représentant Thonon avant 1860, année noire de « l'annexion du Duché par des impérialistes français ». A domicile, un musée de la montagne et des vallées hautes, une cache jalousement préservée, comme si les fonctionnaires de l'Empire pouvaient encore surgir à chaque instant. Hospitalité alpine oblige, on a servi le vin blanc du pays. Sur la table, une grammaire de patois semble attendre l'heure de la veillée retrouvée.

L'occupante de ce décor de reconstitution, Mlle Josiane Floret, enseignante d'économie, discute ferme depuis un moment, avec un ami *« Savoyard de souche, mais libertaire de cœur »,* exilé en banlieue parisienne, qui, manifestement, n'entend rien à la cause savoisienne. *« Pourquoi ne voulez-vous pas donner à tout le monde le droit de faire du ski ? »* interroge-t-il. La réponse est cinglante : *« A-t-on demandé un avis aux Savoyards ? »* Après quelques passes d'armes échangées dans une mutuelle incompréhension et quelques petits verres, arrive Max Moillé, ancien maquisard, garagiste, principale figure du régionalisme savoyard. Feutre noir sur la tête, gilet noir sur chemise à carreaux, il présente le même label d'authenticité que son environnement familier. *« Savoyard de souche »,* lui aussi.

Il est très vite aussi survolté que ses compagnons. *« Nous ne sommes pas nationalistes mais autonomistes »,* lance-t-il en préambule, sans détailler davantage les nuances de sa thèse. Josiane Floret et lui sont des militants actifs du Mouvement *pour une région Savoie (M.R.S.),* groupe phare des milieux partisans de la *« différence savoyarde »,* aujourd'hui réduits à quelques dizaines de sympathisants. Un mouvement sporadique, intermittent, mais à qui l'attentat du téléphérique de l'aiguille du Midi et le soudain intérêt de la presse semblent redonner espoir depuis quelques semaines.

Trop longtemps privé d'auditoire, Max Moillé veut régler des comptes que personne n'a songé à lui demander au long de toutes ces années du rêve autonomiste ; il tonne, sort de vieux dossiers, montre des lettres, dénonce l'« *infiltration des Renseignements généraux* », les *« provocateurs »* et les *« traîtres »* : un mouvement Savoie libre, moins représentatif encore, puisqu'il semble limité, selon lui, *« à son seul président-fondateur ».*

Rejaillit alors une histoire groupusculaire, intime au point de se réduire à une poignée d'acteurs rivaux, au milieu de l'indifférence des Savoyards eux-mêmes. En 1965, un groupe de notables fonde le Club des Savoyards de Savoie, association jugée aujourd'hui *« plutôt raciste »* par ses anciens membres puisque, pour en faire partie, il fallait être en mesure de prouver que ses aïeux — mâles, exclusivement — étaient déjà Savoyards avant l'annexion. *Composé d'historiens amateurs,* d'aristocrates nostalgiques des Etats de Savoie, ce club délivrait des *« cartes d'identité savoyardes »* et conviait ses invités à des fondues-parties. Plusieurs membres, en opposition au président, quittèrent l'association pour fonder l'Annonciade, un autre club, fort semblable au premier.

Comment ne pas sourire à l'évocation de ces rappels désuets ? Comment ne pas voir dans ces vieilles querelles, toujours à régler, une sorte de ghetto folklorique ? Le régionalisme a pourtant eu ici son heure de gloire. Quelques mois durant, il *put se mesurer au « centralisme parisien »,* trouver des alliés et gagner une dimension politique. Lorsqu'à partir de 1972 l'Etat proposa un nouveau découpage des régions économiques, le projet « Rhône-Alpes » parut si incongru que le *« manifeste blanc et rouge »* (1) des régionalistes partisans d'une *« région Savoie »* trouva vite un écho favorable. Le *« sentiment savoyard »* se réveillait brusquement devant la perspective d'un rattachement des vallées alpines à Lyon.

En quelques semaines, les frères ennemis du Club des Savoyards et de l'Annonciade se réconciliaient créaient le M.R.S., sil*lonnaient les routes,* multipliaient les réunions pour opposer l'idée d'une région alpine au *« pouvoir français ».* Ils étaient même prêts à s'allier à d'autres « étrangers », les Dauphinois. Cette première étape acquise, les régionalistes pensaient pouvoir revendiquer plus facilement, par la suite, un statut particulier pour la Savoie, à l'image du voisin italo-savoisien, le Val-d'Aoste, qui a fait rêver des générations d'autonomistes par son indépendance relative au sein de la République italienne.

L'Etat avait laissé quelques mois aux conseils généraux pour contester les projets et avancer de nouvelles propositions. En *1973, le conseil régional donna* une courte majorité à Rhône-Alpes, malgré des heures de discussion acharnées. Depuis, *« les Savoyards paient le métro de Lyon ».*

Salaires suisses

« Nous ne nous sommes jamais remis de cet échec, explique M. Donzier, adjoint au maire de *Thonon et membre du M.R.S. Toutes nos forces ont disparu d'un seul coup. Les Savoyards ont alors cessé de s'intéresser à nos thèses. Nous sommes pourtant passés si près du but. »* Depuis, le M.R.S. est retourné à sa vie groupusculaire. Il apparaît encore parfois par des tracts ou des lettres aux élus, par exemple, pour la défense des bouilleurs de cru. Il n'a obtenu qu'une victoire modeste : l'obtention du label « Savoie » pour les fromages préparés dans la région. Délaissant la lutte politique, le M.R.S., qui se proclame *« non partisan et non engagé à gauche ou à droite »,* préfère, depuis 1973, *consacrer son énergie à « la défense d'une culture savoyarde »,* préconisant l'éveil d'un théâtre savoisien ou le retour aux fêtes folkloriques alpines. *« Mais sur le plan culturel, nous n'avons pas de chance non plus,* explique un autre régionaliste. *La Savoie a toujours eu le français comme seule langue. On ne fait pas vivre une autonomie avec un patois qui n'est plus parlé que par les vieux. »*

Toutefois, les membres du M.R.S. n'ignorent pas que la faiblesse de leur mouvement résulte de la richesse même de la Savoie. Thonon n'est pas Corte, ni même Lorient. L'*« identité savoisienne »* ne puise pas ses racines dans les difficultés sociales de la population. Chaque matin, une file ininterrompue de voitures quitte le Chablais et longe le lac Léman pour gagner Genève : les frontaliers vont gagner leurs salaires *suisses.*

Avant l'annexion de 1860, déjà, le Duché ne comptait que 13 % de pauvres. Le tourisme, cible principale des régionalistes, a encore diminué ce pourcentage. Toutes les vallées, sauf peut-être celle de Cluses, vers le Faucigny, vivent grassement de cette mono-exploitation économique. Le Savoyard pourrait prendre grief de se sentir *« le jardinier de la montagne, entretenue pour les seuls loisirs des Parisiens », comme* le prétend Max Moillé : personne pourtant ne semble s'en plaindre : 80 % des richesses tirées des stations de ski du Chablais, Morzine et Châtel, reviennent à la population. Même Avoriaz, *station financée* par des capitaux extérieurs, permet aux habitants de Morzine de tirer un bénéfice appréciable. Ceux qui ne sont pas hôteliers, commerçants, moniteurs de ski ou menuisiers, voient le prix de leurs terres augmenter sans cesse. *« Et si cela ne suffit pas, si la saison a été médiocre, ils vont couper un peu de bois de leur forêt »,* estime un alpiniste de la vallée de la Dranse.

Christophe, étudiant en droit, militant actif des Jeunes Régionalistes savoyards (J.R.S.), un mouvement créé par quelques anciens élèves de Josiane Floret, peut constater chaque jour la surdité des Chamoniards aux arguments régionalistes. Depuis qu'en 1760 le savant genevois Horace-Bénédict de Saussure a offert une somme d'argent au premier alpiniste qui vaincrait le mont Blanc, Chamonix tire une récompense perpétuelle de cette montagne opulente. Après le *« tourisme de palace »,* déjà apparu vers 1830, la démocratisation de la montagne gonfle le chiffre d'affaires de la vallée. Saturés, les sommets blancs ; *endommagée, la plaine des Prats?* Qu'importe : chaque famille trouve encore sa part dans l'exploitation du site naturel. *« Personne ne prend conscience que cela ne pourra bientôt plus continuer, que nous parvenons à un point de rupture »,* note Christophe.

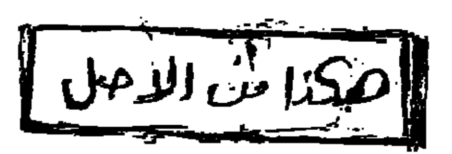
Une « République du Mont-Blanc »

Dans ce contexte, il paraît difficile d'imputer l'attentat de l'aiguille du Midi à un groupe régionaliste. Les mouvements « officiels », le M.R.S. et le J.R.S. — ce dernier pourtant plus radical dans ses propos, — ont condamné cet acte qui a privé, durant huit jours, les guides chamoniards de leur moyen d'existence. Alors ? N'importe qui a pu poser les pains de plastic contre le tambour de la gare inférieure du téléphérique. Un employé, un concurrent commercial, une équipe de racketteurs, un ancien maquisard ayant ressorti ses *explosifs pour détruire le symbole* de la destruction de la montagne, comme, il y a vingt ans, quelques bergers, retrouvant leurs gestes de l'occupation, plastiquaient les premiers chantiers des barrages hydrauliques des Alpes... Les arguments du communiqué du mystérieux Front nationaliste savoyard ont été, visiblement, tirés des tracts des compagnons de Christophe. Une méthode désormais connue : il suffit à l'auteur de l'attentat d'imputer son geste à un mouvement autonomiste quelconque, même inconnu, pour brouiller les pistes.

Les régionalistes « officiels » ne cachent pourtant pas que l'attentat du téléphérique a eu des effets heureux en donnant une *« publicité imprévue aux thèses autonomistes ».* Aussi, sans toutefois trop croire en une issue *favorable,* avancent-ils une nouvelle fois *« les raisons de l'autonomie nécessaire ».* Des arguments multiples, parfois contradictoires. Mais la Savoie, mosaïque de mini-Etats qui s'étendit jadis de Berne à Nice, permet de rêver à de savants découpages géo-économiques. Ainsi, les Chablaisiens regardent vers Genève et parlent d'une *« fédération alpine »* qui comprendrait le Genevois, Thonon et le Valais. Chamonix et le Faucigny ont l'œil fixé sur le Val-d'Aoste, Etat savoyard noble, parce que libéré de l' « oppression de l'envahisseur italien ». A Chamonix on parle encore d'une *« République du Mont-Blanc »* avec la vallée française de l'Arve et Courmayeur. *« N'oubliez pas que les Valdotins venaient à la messe à Chamonix »,* explique M. Paul Reboton, animateur de l'Annonciade. Le département de la Savoie, auquel les habitants du nord des Alpes contestent le droit de s'appeler *« la Savoie proprement dite »,* a toujours eu Chambéry, cité des ducs, comme unique capitale. Enfin, les *vallées hautes, anciennes principautés* alpines, comme la Maurienne ou la Tarentaise, pourraient se suffire à elles-mêmes. Un délice pour l'imagination. Les régionalistes savoyards se penchent sur les cartes et manipulent comme des alchimistes l'histoire extraordinairement riche de la Savoie. L'un ne demande pas autre chose qu'un *« statut particulier »* pour les deux départements, comme au Val-d'Aoste, *doté d'un Parlement régional.* Les jeunes du J.R.S. veulent que la France rende à la Savoie son ancienne *« zone de neutralité »* qui, en principe, devait éviter aux fils des paysans des Alpes du Nord de servir dans les armées impériales. D'autres s'inspirent du philosophe Denis de Rougemont pour réclamer une *« fédération européenne des régions »* et rencontrent des Bretons, des Catalans, des Irlandais... D'autres rêvent *encore, en attendant, comme* l'explique M. Donzier, *« qu'une autre occasion se présente ».*

PHILIPPE BOGGIO.

(1) De la couleur du drapeau savoyard.



ÉDUCATION

Le ministère veut « dédramatiser » la rentrée scolaire

« Une rentrée n'est pas nécessairement un événement dramatique », a déclaré lundi 11 septembre M. Maurice Niveau, directeur du cabinet du ministre de l'éducation. Un événement qui intéressera vendredi matin 15 septembre dix millions huit cent quatre-vingt-six mille enfants ou adolescents de l'enseignement public, auxquels s'ajoutent les deux millions scolarisés dans l'enseignement privé et les parents de tous ces élvèves, et après avoir touché, la veille, quelque huit cent cinquante mille enseignants et personnels administratifs, d'entretien et de service. (« Le Monde » du 12 septembre.)

Pour « dédramatiser » cet épisode qui concerne directement la moitié des Français, le ministre de l'éducation avait laissé à son directeur de cabinet et aux directeurs du ministère le soin de commenter les chiffres de la rentrée scolaire. La poursuite de la réforme du « collège unique » domine les préoccupations du ministère de l'éducation. « *Cet objectif ne pourra être atteint du jour au lendemain, comme par un coup de baguette magique*, a affirmé M. Niveau, *ni tous les problèmes résolus par la seule initiative du pouvoir central.* »

La mise en place du collège unique nécessite qu'on invente une pédagogie « *qui ressemblera peut-être un peu à celle de l'école élémentaire, où les classes sont des groupes hétérogènes* ».

Hétérogénéité, homogénéité : voilà les mots-clés du vocabulaire actuel des responsables de l'enseignement. Instaurer le collège unique est un objectif ambitieux. Pour y parvenir, il faut, selon les termes de M. Jean Deygout, directeur des écoles au ministère, « *que l'école primaire résorbe les inégalités entre les enfants, que les élèves y soient le plus homogènes possible* ».

En attendant, les élèves arrivent au collège avec des niveaux de compréhension, de maîtrise des mécanismes et de maturité très différents. Le collège unique supprime les « filières » et exige la composition des classes de manière « hétérogène », sans mettre d'un côté les forts en thème et de l'autre les faibles et les laissés-pour-compte. Dès lors, « *la tâche primordiale*, estime M. Marc Rancurel, directeur des collèges, *est de rendre homogènes ces classes par la mise en place du soutien aux élèves en difficulté* ».

Des précisions ont été apportées sur la politique du ministère en matière d'attribution des bourses nationales. La part de bourse passe de 160,50 F à 165 F. Elle n'augmente que de 2,8 % par rapport à l'an dernier. La préférence est donnée à l'accroissement du nombre de boursiers du second cycle bénéficiant d'un nombre élevé de parts. Ainsi, en cinq ans, le nombre moyen de parts de bourse s'est accru de 0,3 % dans le premier cycle, de 1,9 % dans le second cycle court (préparation aux certificats d'aptitude professionnelle et aux brevets d'études professionnelles), de 1,7 % dans le second cycle long (préparation aux baccalauréats général et de technicien). Le nombre de boursiers bénéficiant d'une bourse de six parts et plus augmentée de 2,4 % dans le premier cycle, de 17,4 % dans le second cycle court et de 26,2 % dans le second cycle long.

Les instituteurs et le collège unique

Comme ce professeur de sciences chevronné, qui se gardait toujours d'annoncer avant une expérience si le tournesol allait virer au rouge ou au bleu, M. Christian Beullac n'a pas jugé bon de monter au créneau à la veille de la rentrée scolaire. Pourtant, la sérénité que le ministre manifesta à ses interlocuteurs pour sa « première » rentrée révèle qu'il l'aborde sans beaucoup de craintes. Les lycéens ont depuis plusieurs années remisé leurs banderoles. Les parents, inquiets du chômage et de la hausse des prix, remettent à plus tard leurs rêves d'une autre école. Certains pourraient bien, en de nombreux endroits, occuper les locaux pour obtenir, ici, la nomination d'un instituteur ou d'un professeur, ou s'opposer, là, à la fermeture d'une classe. Mais il n'y aura pas de mobilisation générale.

Reste les enseignants. Les tendances ou les syndicats les plus durs, animés souvent par des militants communistes, ainsi que le S.G.E.N.-C.F.D.T., n'ont pas réussi à entraîner l'ensemble des organisations dans un mouvement d'ampleur nationale. Parmi les raisons de ce calme relatif, il convient de revenir sur celles dont la part semble décisive : l'attitude conciliante du plus puissant des syndicats d'enseignants, celui des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.).

Le SNI espère obtenir bientôt ce qu'il réclame depuis des années : la revalorisation du métier d'instituteur. Et cela, à la faveur de la mise en place de la réforme de l'enseignement. Pour le président de la République, la pièce maîtresse de cette réforme, la seule qui mérite efforts, attention, voire moyens financiers, en ces temps difficiles, c'est le « collège unique ».

M. Giscard d'Estaing sait que l'école ne réussit pas à combler les inégalités sociales. Mais il ne lui déplaît pas d'imaginer qu'elle s'y emploie, quitte à laisser à l'enseignement privé, certains établissements privés tout au moins, le soin de protéger des « élites ». Et voilà les filières supprimées, tous les jeunes Français — ou presque — accueillis dans les *mêmes établissements*, de onze à quinze ans, après l'avoir été de deux à onze ans. Comme l'idée de la formation commune est chère à la gauche depuis le fameux plan Langevin-Wallon (1947), et se trouve reprise, sous des formes diverses mais voisines, dans les programmes actuels de plusieurs organisations (SNI, FEN, Fédération des parents d'élèves Cornec...), le président de la République joue sur du velours.

Conduire la totalité, ou la quasi-totalité, des enfants à l'enseignement secondaire suppose une meilleure efficacité de l'école primaire. Celle-ci passe par le desserrement des effectifs — que la dénatalité pourra favoriser — et la meilleure qualité des enseignants par une meilleure formation.

Sur ce dernier point, le terme du processus a été fixé par le premier ministre à la mi-octobre. Les raisons professionnelles et le réalisme qui incitent le SNI à tout faire pour que la négociation soit couronnée de succès, s'ajoutent au souhait de M. Giscard d'Estaing de mériter la reconnaissance d'un syndicat de trois cent vingt mille adhérents dont la direction est connue pour être proche des socialistes et même « socialisante », ce qui la place encore moins loin du centre...

L'ouverture politique est une chose, celle des crédits en est une autre. Comment exiger plus de compétence de la part des instituteurs sans rétribuer mieux cette compétence ? Une amélioration de la formation des instituteurs, conclue par une « certification » universitaire, aurait pour effet de les détacher de la catégorie B de la grille de la fonction publique, celle qui correspond aux fonctionnaires recrutés au niveau du baccalauréat. Elle entraînerait un bouleversement des rémunérations et coûterait des milliards au Trésor public.

L'avenir de la jeunesse de notre pays est à ce prix, affirme le SNI, qui, cependant, admet qu'il faudra des étapes et des ajustements progressifs. M. Christian Beullac refuse pour l'instant de se laisser enfermer dans cette problématique. Fort de l'appui du président de la République et du chef du gouvernement, il discute et négocie. Le sujet nourrira sans nul doute la conversation des instituteurs, vendredi matin, dans les cours de récréations. Au milieu des enfants qui joueront en attendant que soit changée... la vie des maîtres.

CHARLES VIAL.

L'ALLOCATION DE RENTRÉE

La caisse d'allocations familiales de la région parisienne annonce que le montant de l'allocation de rentrée scolaire est fixé pour cette année à 170 F.

Cette allocation est due pour chaque enfant né entre le 16 septembre 1962 et le 31 janvier 1973 à trois conditions :

1) Qu'une prestation familiale ait été perçue par la famille pour un mois de la période 1er septembre 1977 - 1er septembre 1978 ;

2) Que les ressources 1977 n'aient pas été supérieures à 25 500 F pour les familles ayant un seul enfant à charge. Ce plafond est augmenté de 5 100 F pour chaque enfant supplémentaire à charge ;

3) Résider en France.

Le paiement de cette allocation sera effectué en septembre 1978 avec les prestations du mois d'août.

LE CALENDRIER SCOLAIRE 1978-1979

La rentrée a lieu le jeudi 14 septembre pour les enseignants, le vendredi 15 pour les élèves.

Les dates de vacances sont fixées comme suit :

● TOUSSAINT :

Du vendredi 27 octobre inclus au jeudi 2 novembre inclus.

● NOEL :

Du vendredi 22 décembre inclus au mercredi 3 janvier inclus.

● FEVRIER :

ZONE A (académies de Paris, Créteil, Versailles et Antilles-Guyane) : du jeudi 8 février inclus au mercredi 14 février inclus ;

ZONE B (académies de Besançon, Dijon, Grenoble, Limoges, Montpellier, Nantes, Poitiers et Strasbourg) : du jeudi 15 février inclus au mercredi 21 février inclus ;

ZONE C (académies d'Aix-Marseille, Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Corse, Lille, Lyon, Nancy, Nice, Orléans, Tours, Reims, Rennes, Rouen et Toulouse) : du jeudi 22 février inclus au mercredi 28 février inclus.

● PRINTEMPS :

ZONES A ET B : du samedi 7 avril inclus au mercredi 18 avril inclus ;

ZONE C : du jeudi 12 avril inclus au lundi 23 avril inclus.

● ETE :

Les vacances débuteront le jeudi 28 juin 1979 après la classe.

Il n'y aura pas classe le lundi 30 avril (« pont » du 1er mai).

Sur demande formulée par le maire, l'inspecteur d'académie accordera une journée supplémentaire de vacances au cours de l'année.

Malgré les campagnes d'alphabétisation de l'UNESCO

Il restera plus de 800 millions d'illettrés en 1990 dans le monde

« *Les résultats obtenus en matière d'alphabétisation restent bien en deçà des espoirs* », a déclaré M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation qui avait lieu comme chaque année le 8 septembre à Paris. « *Même si les dernières estimations font prévoir une diminution du pourcentage de l'analphabétisme de 32,4 % en 1970 à 25,7 % en 1990, le nombre absolu des analphabètes passerait de sept cent quarante-deux millions en 1970, à huit cent quatorze millions en 1990* », a précisé M. M'Bow.

Le directeur général de l'UNESCO a remis cette année les « prix de l'alphabétisation », alors qu'en 1977 le jury avait décidé de s'abstenir dans la mesure où les efforts d'alphabétisation avaient été en deçà de ce que l'UNESCO en espérait.

Le prix Mohammed Reza Pahlevi a été attribué à l'équipe d'alphabétisation de Mwanza, en Tanzanie, grâce à laquelle deux millions d'adultes ont été alphabétisés en quatre ans. Le prix Nadejda K. Kroupskaia a été décerné à l'unité pilote d'alphabétisation et d'enseignement complémentaire de la commune de Cambinh, au Vietnam. Des mentions d'honneur ont été décernées au docteur Welthy Honsinger Fisher, une Américaine de quatre-vingt-dix-neuf ans qui a enseigné en Chine en 1906 et fondé cinquante ans plus tard une maison de l'alphabétisation à Lucknow, en Inde ; à la direction générale de l'alphabétisation et d'éducation des adultes du Honduras ; à la section de l'alphabétisation de l'enseignement des adultes du ministère de l'éducation et de la jeunesse des Emirats arabes unis ; au centre d'entraide et de développement du Burundi ; à l'Andhra Mahila Sabha en Inde et à la Fédération syrienne des femmes.



RELIGION

DEUX DISPARITIONS

Le Père Charles Avril

Le père Charles Avril, dominicain, est mort à Paris le 11 septembre, d'un œdème pulmonaire, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Ses obsèques seront célébrées jeudi 14 septembre, à 10 h. 30, au couvent de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75016 Paris.

Un homme de combat

C'était il y a tout juste un an — en septembre 1977 — au couvent des dominicains de Corbara, en Corse. Le Père Charles Avril, qui y faisait retraite comme chaque année, parlait de la crise de l'Eglise. « *C'est comme un tricot*, nous disait-il. *On tire sur une maille et le tout se défait !* »

Il déplorait surtout la pénurie des vocations : « *Il y a vingt-cinq ans, les quatre séminaires de Bretagne, Saint-Brieuc, Nantes, Rennes et Vannes, réunissaient six cents séminaristes. Aujourd'hui, groupés à Rennes, ils ne sont plus que onze ! Dans l'ordre dominicain*, ajouta-t-il, *on assiste à un effondrement comparable. On manque de novices en Afrique, en Scandinavie, à Jérusalem... et, pourtant, ce n'est pas le travail qui manque.* »

Pour le Père Avril, les causes de la crise actuelle provenaient avant tout « *des méfaits d'une collégialité mal comprise, d'une catéchèse lamentable et de la défaillance de l'autorité des évêques* ». Si ce Breton au visage fin, d'une curiosité intellectuelle insatiable, s'est laissé gagner par les démons du pessimisme vers la fin de sa vie, il a toujours refusé de suivre les intégristes dans leur désobéissance à Rome et surtout sur le terrain politique qu'ils avaient choisi.

« *Dans son interminable discours à Lille, Mgr Lefebvre a dévoilé ses idées avec une espèce d'inconscience qui laisse pantois*, nous a fait remarquer le Père Avril. *Répudier la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » — si magnifiquement chrétienne — faire le panégyrique du régime autoritaire d'Argentine, « révéler » que les francs-maçons célèbrent des messes noires... Non ! Trop c'est trop ! Comment des gens raisonnables ont-ils pu écouter jusqu'au bout de telles divagations sans prendre la fuite ?*

L'obéissance religieuse à la hiérarchie ecclésiastique, le Père Avril en savait quelque chose, pour l'avoir vécue de manière exemplaire. Lors de l'affaire des prêtres-ouvriers, condamnés par Rome en 1959, le maître général des dominicains se rend en France pour « *faire le ménage* » chez les dominicains français qui s'étaient montrés favorables à l'expérience, afin d'éviter, disait-il, que le Saint-Office s'en charge.

Cinq théologiens dominicains ont été sanctionnés — démis de leurs fonctions ou exilés, — à savoir, les Pères Congar, Chenu, Boisselot, *Ferret et Avril. Ce dernier fut* « démissionné » de sa charge de provincial et, quelque temps plus tard, il partit pour Jérusalem comme prieur du couvent de Sainte-Anne et de l'Ecole biblique.

C'est de cette époque que date le « *virage à droite* », *pour parler schématiquement*, du Père Avril. Jusque-là, en tant que prédicateur à la radio puis au débuts de la télévision, il s'était montré très ouvert à tous les nouveaux courants qui traversaient l'Eglise et préparaient Vatican II. Mais, à Jérusalem, son couvent se trouvait sur la frontière entre les territoires arabe et juif, et la guerre de six jours, en juin 1967, le gagna à la cause israélienne.

Depuis lors, surtout dans la période post-conciliaire mouvementée, il s'était montré de plus en plus mal à l'aise devant les innovations dans l'Eglise. Mais il a gardé une grande ouverture d'esprit jusqu'à la fin de sa vie. A Corbara, l'an dernier, il était ravi par sa découverte des *Maîtres penseurs* de Glucksmann.

Rappelons, enfin, sa prise de position très vigoureuse en 1973 aux côtés de Mgr Riobé, évêque d'Orléans, pour condamner les essais nucléaires français. Non seulement il a répondu vertement, dans une lettre ouverte publiée par *l'Express*, à l'amiral de Joybert, qui voulait « *renvoyer l'évêque d'Orléans à ses oignons ecclésiastiques* », mais il a tenu lui-même à faire partie, à soixante-seize ans, du « commando de la paix », qui s'est rendu à Papeete pour protester contre les essais nucléaires français.

Ecrivant dans nos colonnes le 23 juillet 1973, le Père Avril disait : « *La constitution, l'accroissement et le perfectionnement d'un stock d'armes nucléaires ne sont pas autre chose que la préméditation d'un crime. Et quel crime ! Le plus abominable, le plus diabolique qui soit concevable, puisqu'il vise à assassiner l'humanité entière.* »

ALAIN WOODROW.

[Né à Cavan (Côtes-du-Nord) le 1er janvier 1897, Charles-Albert Avril fait ses études au lycée Louis-le-Grand et à l'Ecole normale supérieure. Après avoir servi pendant la *première guerre mondiale, il* entre chez les dominicains en 1924 et est ordonné prêtre en 1929. Prieur du couvent du Saulchoir quand la deuxième guerre mondiale éclate, il est mobilisé puis fait prisonnier en 1940. Après la libération, il travaille pendant vingt-deux ans comme prédicateur à la radio puis à la télévision. *Il contribue à la fondation* de l'hebdomadaire *Radio-Cinéma*, le futur *Télérama*.

En 1947, il est élu à la tête de la province dominicaine de Paris (qui gouverne les couvents de Paris, Rouen, Lille, Nancy, Strasbourg, Corbara en Corse, les pays scandinaves, l'Afrique du Nord, le Proche et le *Moyen-Orient*). *Il démissionne* de cette charge en 1959, lors de la condamnation de l'expérience des prêtres-ouvriers, et est nommé prieur du couvent Sainte-Anne de l'Ecole biblique de Jérusalem de 1966 à 1972, date à laquelle il prend sa retraite.]

LE CARDINAL GRACIAS archevêque de Bombay EST MORT

New-Delhi (*A.F.P.*). — Le cardinal Valerian Gracias, archevêque de Bombay, est mort le 11 septembre dans sa soixante-dix-huitième année après une longue maladie qui l'avait empêché de participer au récent conclave. Sa mort réduit à cent vingt-sept les effectifs du Sacré Collège, dont cent douze membres âgés de moins de quatre-vingts ans qui ont le droit d'élire le pape.

Le cardinal Gracias avait joué un rôle déterminant dans la décision de Paul VI de se rendre en Inde en 1964. Exprimant leurs regrets, le président indien, M. Neelam Sanjiva Reddy, et le premier ministre, M. Morarji Desai, ont déclaré : « *Nous avons perdu un homme de Dieu d'une grande humilité, qui considérait tous les hommes comme les fils de Dieu.* »

Mgr Simon Pimenta, coadjuteur du cardinal Gracias, lui succède au siège archiépiscopal de Bombay.

[Né à Karachi en 1900, Valerian Gracias est ordonné prêtre en 1926 et évêque en 1946. Mgr Roberts démissionne du siège de Bombay en 1950 pour permettre à un Indien de le remplacer, et Mgr Gracias devient archevêque de Bombay la *même* année. Il est créé cardinal par Pie XII en 1953.]

DÉFENSE

Les Chinois ont reconnu leur retard technologique en visitant la frégate française « Duguay-Trouin »

De notre correspondant

Brest. — *Trois cents Français à Changhaï : la nouvelle n'étonne plus, la Chine ouvre de plus en plus ses portes aux voyageurs occidentaux. Elle est même devenue le* nec plus ultra *en matière de tourisme. Un accueil exceptionnellement fastueux, aux dires de ceux qui en ont été l'objet, a été réservé aux trois cents marins composant l'équipage de la frégate Duguay-*Trouin. *Ce navire de la marine nationale a fait escale pendant huit jours, du 1er au 7 avril, dans le port chinois et il vient de rentrer à Brest après six mois en océan Indien. C'est la première fois depuis 1949, c'est-à-dire depuis la création de la République populaire de Chine, qu'un bateau de guerre européen était reçu à Changhaï.*

« Les Chinois nous ont réservé un accueil remarquable, *raconte le capitaine de frégate René Gentrand, commandant en second*. Ils avaient préparé notre escale dans les moindres détails. Chaque membre de l'équipage, du commandant au dernier matelot, avaient l'impression de bénéficier uniquement pour lui-même de toutes les marques d'attention de nos hôtes. Une trentaine d'interprètes avaient été mis à notre disposition. »

Les marins français visitèrent des usines, une exposition sur la technologie chinoise et des communes populaires situées à une trentaine de kilomètres de Changhaï ils eurent accès au port militaire de Wos-Sung où est basée la flotte de l'Est et dont certaines unités leur ont laissé l'impression d'une technique classique. « D'ailleurs, les Chinois reconnaissaient leur retard technologique en visitant notre bâtiment », *ajoute le commandant en second du* Duguay-Trouin.

Aucune interdiction ne fut faite aux marins de photographier ou de filmer quoi que ce soit. « Au contraire, les Chinois semblaient vouloir ne rien nous cacher », *souligne le capitaine de frégate Gentrand.*

De son côté, le lieutenant de vaisseau Deverre note : « Nos hôtes furent à tous égards d'une politesse exquise. Jamais ils ne *nous posèrent de question du* genre : « Avez-vous une voiture ? Combien gagnez-vous ? » Questions qui reviennent sans cesse dans les pays de l'Est. » *Parmi la multitude de banderoles déployées sur les quais de Changhaï, un calicot portait une inscription rédigée en français. Elle disait :* « Nous saluons fermement les peuples des pays européens dans leur lutte contre l'hégémonie. »

JEAN DE ROSIÈRE.

La légion en Corse — QUERELLE DE FAMILLE ?

Après les déclarations de l'amiral Antoine Sanguinetti demandant la dissolution de la légion étrangère (« le Monde » du 12 septembre), son frère, M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, a déclaré à Radio-Monte-Carlo : « Je ne veux pas les commenter. »

***« Ce sont, comme disait mon adjudant,* des paroles verbales », a ajouté M. Alexandre Sanguinetti. « Au surplus, l'amiral est en retard sur le parti communiste, qui demande cette dissolution depuis cinquante-sept ans.**

A ces réactions, qui relèvent peut-être d'une simple querelle de famille, il faut ajouter la déclaration de M. Jean Bozzi, député R.P.R. de la Corse et rapporteur du budget de l'armée de terre à la commission de défense, qui estime qu'« il est nécessaire de surveiller le recrutement de *la Légion, d'en modifier la discipline* suivant les réactions qu'ont les jeunes gens à l'heure actuelle, ne serait-ce que pour éviter ces tentatives de résiliation de contrat, ces désertions, qui sont déplorables ».



SPORTS

AUTOMOBILISME

APRÈS LA MORT DU SUÉDOIS RONNIE PETERSON

Le pilote italien Ricardo Patrese serait mis en cause

Le magistrat chargé de l'enquête destinée à éclairer les conditions dans lesquelles le pilote suédois Ronnie Peterson a été victime d'un accident, à Monza, le 10 septembre, a l'intention d'entendre le directeur de course, M. Gianni Restilli, responsable de la procédure de départ, et M. Ricardo Patrese, pilote italien, impliqué dans le carambolage.

Ces citations, qui ne sont en aucun cas, souligne le parquet, des inculpations, précisent cependant les causes de l'accident qui a provoqué la mort de Ronnie Peterson, décédé le 11 septembre à l'hôpital de Milan. Tous les témoignages et les documents relatifs au départ du Grand Prix d'Italie montrent bien que la procédure utilisée par M. Restelli est à l'origine du carambolage. Lorsque le signal a été donné, *seules les voitures placées sur les* toutes premières lignes étaient immobilisées, les autres ayant pu prendre un départ lancé. Derek Daly, qualifié en neuvième ligne, a même reconnu qu'il était parti, la troisième vitesse enclenchée, sans doute à 130 kilomètres à l'heure...

De son côté, le Britannique James Hunt, dont la MacLaren a heurté la Lotus de Ronnie Peterson et qui est entré dans le feu pour tenter de sauver son camarade, met en cause Ricardo Patrese, qui l'aurait touché ou ou forcé à faire un écart en cherchant à le déborder sur sa droite. Niki Lauda porte la même accusation contre ce jeune pilote italien, jugé inconscient par beaucoup de ses pairs.

Ce n'est pas la première fois que Patrese est impliqué dans un accident provoqué par son excessive témérité, et les pilotes en général tiennent en piètre estime le peu de cas qu'il semble faire de la sécurité de tous. Ronnie Peterson avait au demeurant fait l'expérience de l'ardeur incontrôlée de Patrese le 18 juin 1978, au Grand Prix de Suède, à Anderstop (Patrese s'était classé deuxième, Peterson troisième) et avait même refusé de lui serrer la main au cours de la cérémonie protocolaire.

La nécessité de confier désormais le rôle de starter à un professionnel averti fait l'unanimité parmi les pilotes. Mario Andretti, coéquipier de Ronnie Peterson chez Lotus, s'exprime au nom de tous en demandant qu'à l'avenir « *ce rôle ne soit plus dévolu à des personnalités locales ignorantes des complexités techniques qu'impose une telle opération* ».

L'accident de Ronnie Peterson a aussi démontré que les voitures à *effet de sol*, les « wing cars », telles les Lotus, pouvaient, par leur structure particulière, offrir une moindre protection aux pilotes que les monoplaces traditionnelles. La Lotus de Peterson a eu, en effet, sa partie avant brisée dans le choc, et cette fragilité est due pour une bonne *part* à la *forme du cockpit*, rendue excessivement étroite pour des raisons aérodynamiques.

FRANÇOIS JANIN.

L'apologie de la « bagnole »

C'est la presse suédoise qui a manifesté le plus d'émotion après l'accident de Ronnie Peterson, décédé à Milan le 11 septembre des suites des blessures reçues au cours du *Grand Prix d'Italie*. « *Ne soyons pas hypocrites, ce n'est pas du sport*, écrit le quotidien *Aftonbladet. La course automobile de formule 1 a montré hier son véritable visage et c'était un bien triste tableau : la voiture de Ronnie Peterson réduite en petits morceaux, des débris de bolides éparpillés dans la nature... Mais le plus horrible de tout, fut sans doute la décision de la direction de la course, de redonner le départ une fois la piste remise en état. Apparemment, dans ce grand cirque, la course doit avoir lieu à n'importe quel prix. Le combie du cynisme est d'appeler ça du sport.* »

A Rome, sous le titre « Plus de respect pour la vie humaine », *l'Osservatore romano* publie de son côté un éditorial du R.P. Gino Concetti, à propos de l'accident de Monza. « *Nous ne sommes pas* a priori *hostiles à des épreuves permettant à l'homme de démontrer son audace et son habileté (...), mais, devant des circonstances tragiques où les vie humaines sont fauchées par une mort immédiate ou différée, nous ne pouvons rester neutres, nous ne pouvons nous taire.* » Le Père Concetti ajoute : « *Plus le risque est grand dans les compétitions sportives, plus les mesures de sécurité destinées à protéger la vie humaine doivent être appliquées (...) ; la loi suprême et absolue du respect de la vie humaine doit toujours être observée.* »

En France, la commission sport du parti socialiste unifié (P.S.U.) « *s'indigne*, dans un communiqué, *du spectacle proposé par le Grand Prix automobile de Monza* » et dénonce l' « *apologie de la « bagnole » organisée par les firmes automobiles et publicitaires qui met en jeu la vie de professionnels* ».

CYCLISME

La domination soviétique dans le Tour de l'Avenir peut précipiter la création d'un Tour de France « open »

Un Alsacien âgé de vingt-quatre ans, Alain Vigneron, a gagné le 11 septembre la septième étape du Tour de l'Avenir en menant à son terme une échappée de 23 kilomètres entre Aix-les-Bains et Saint-Triviers. La série des victoires d'étape soviétiques est donc interrompue, mais l'U.R.S.S. conserve la tête du classement.

Depuis le départ du Tour de l'Avenir, les coureurs soviétiques cumulent les victoires d'étape et donnent aux routiers occidentaux une leçon de cyclisme. Ils n'ont pas seulement imposé leur supériorité dans les sprints de peloton en ajoutant la vitesse à la puissance, ils ont aussi démontré qu'ils savaient contrôler une course et qu'ils avaient accompli des progrès décisifs en montagne, c'est-à-dire sur un terrain où ils manquaient encore d'efficacité.

A mi-parcours (l'épreuve se terminera dimanche 17 septembre à Divonne-les-Bains), Sergie Soukhoroutchenkov occupe toujours la première place du classement général. Il a remarquablement passé, samedi 9 septembre, le fameux col du Relais du Chat, un obstacle difficile où Poulidor lâcha Merckx durant le Tour de France 1974. Son registre est donc plus étendu qu'on ne le supposait et la position de la formation de l'U.R.S.S. paraît d'autant plus forte qu'elle dispose de plusieurs leaders de rechange, dont Morozov, classé meilleur grimpeur, Galaletdinov ou Averin, le récent vainqueur de la Course de la Paix.

Les exploits individuels et la performance collective des Soviétiques retiennent en priorité l'attention des observateurs, qui se trouvent en présence d'un phénomène nouveau et voient dans ces résultats, même s'ils ne sont pas définitifs, le signe d'une évolution du sport cycliste au niveau international. Le Tour de l'Avenir, qui fut créé en 1961, comme son nom l'indique dans un but de prospection, a révélé ou confirmé des champions authentiques tels que Felice Gimondi et Lucien

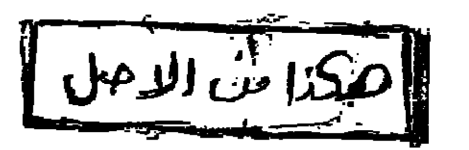
Aujourd'hui, cette épreuve à laquelle participent dix équipes étrangère, dont celle des Etats-Unis, préfigure le Tour *open* que MM. Jacques Goddet et Félix Lévitan envisagent d'organiser à plus ou moins brève échéance. La domination des Soviétiques, qui s'est exercée jusqu'alors aux dépens des Belges, des Italiens, des Polonais, des Français et autres représentants des grandes nations cyclistes, laisse à penser que les coureurs dirigés par l'ancien champion olympique Victor Kapitanov peuvent atteindre des objectifs plus ambitieux et qu'ils sont mûrs pour affronter l'élite.

Leur enthousiasme contraste avec l'embourgeoisement dans lequel a versé le cyclisme professionnel, et leur dynamisme a effectivement de quoi séduire les organisateurs. Il faut admettre en outre que les notions d'amateurisme et de professionnalisme n'ont plus guère de signification, surtout à l'échelle mondiale. On peut croire que cette situation ambiguë évoluera inévitablement vers l'institution de la licence unique, autrement dit vers la généralisation des courses *open*, une formule qui répondra à des critères plus objectifs.

Soukhoroutchenkov, Galaletdinov, Morozov, Averin et Pikkus, qui sont probablement les meilleurs routiers de leur pays — où l'on compte plusieurs centaines de milliers de licenciés, — possèdent en réalité un statut de professionnels qui les apparente davantage à Knetemann ou à Hinault qu'à leurs adversaires du Tour de l'Avenir.

JACQUES AUGENDRE.

● *Jean Nicolas*, le prestigieux avant-centre de l'équipe nationale de football de 1933 à 1939, est mort subitement, à l'âge de soixante-quatre ans, dans la nuit du 8 au 9 septembre, à Nalliers (Vendée).



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Pour recueillir des informations sur l'environnement

Le système Argos

- *Des milliers de balises*
- *Deux satellites*
- *Trois stations au sol*
- *Un centre de traitement*

Le lancement, repoussé au jeudi 28 septembre, du satellite météorologique américain Tiros-N va permettre la mise en service d'un important projet élaboré par le Centre national d'études spatiales (CNES) : le système Argos de localisation et de collecte de données scientifiques. Dérivé d'un programme expérimental lié au lancement, en août 1971, du satellite français Eole, Argos est un système opérationnel qui sera en service de manière continue de 1978 à 1985 au moins.

L'objet d'Argos est de recueillir en permanence les informations sur l'environnement émises par un grand nombre de balises, de les mettre en forme et de les diffuser à leurs utilisateurs. Mais le système peut, de plus, localiser précisément les balises dont il reçoit les informations, ce qui permet de les placer sur des objets mobiles tels que ballons, navires ou bouées océaniques, sans se préoccuper de leur devenir. Pour certains emplois d'ailleurs, comme l'étude des courants marins, cette localisation d'objets mobiles est l'information principale que désire l'utilisateur.

Le système comprendra trois parties : la première sera formée des balises que les utilisateurs potentiels devront construire ou acheter, et équiper de capteurs adaptés à ce qu'ils veulent faire. Leur nombre pourra dépasser quatre mille avant que des risques de saturation du système n'apparaissent. Deuxième élément, des satellites seront chargés de recueillir les données transmises par les balises qu'ils survolent, de les stocker et de les renvoyer au sol. Tiros-N est le premier de ces satellites. En novembre prochain, on devrait lui adjoindre le satellite A de la National Oceanographic and Atmospheric Administration (N.O.A.A.), et par la suite il y aura toujours au moins deux satellites opérationnels en orbite.

Enfin, trois stations au sol assurent la liaison avec les satellites, à Gilmore-Creek, en Alaska ; à Wallops-Island, en Virginie, et à Lannion, en Bretagne. Elles sont reliées au centre de traitement de la N.O.A.A. de Suitland, dans le Maryland, qui reçoit toutes les informations provenant des satellites.

Les messages concernant Argos y sont séparés de ceux qu'envoient les autres appareils d'observation emportés par les satellites. Informations transmises au centre de traitement Argos, à Toulouse, qui, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les décodera, fera les calculs de localisation des balises, et diffusera les informations qui le concernent à chaque utilisateur. Quand le système sera pleinement opérationnel, moins de six heures s'écouleront entre la réception d'un message par le satellite et sa mise à disposition.

Pour la France, la mise en service d'Argos est l'aboutissement d'études commencées en 1970 : c'est le plus important programme mené en coopération avec les Etats-Unis. Il s'agit, en fait, d'une coopération tripartite. Du côté américain, elle fait intervenir la NASA, qui construit et lance les satellites météorologiques, et la N.O.A.A., qui est responsable de leur exploitation. Huit de ces satellites, Tiros-N, et la série des N.O.A.A. de A à G qui en est dérivée, embarquent la partie spatiale du système Argos, ainsi que d'autres appareils. Du côté français, le CNES, qui est à l'origine du système, a eu la part principale dans son développement, et sera responsable de son exploitation.

MAURICE ARVONNY.

BEAUCOUP de satellites météorologiques collectent déjà des données qu'ils reçoivent de stations émettrices réparties sur la surface du globe et qu'ils retransmettent à un centre de traitement. En effet, les mesures que peut faire directement le satellite, c'est-à-dire l'observation dans diverses bandes de longueurs d'onde, lumière visible, infra-rouge, micro-ondes... n'apportent qu'une information insuffisante et doivent être complétées par des mesures faites *in situ*, par exemple, celle de la pression atmosphérique. Ainsi, le satellite européen Météosat, les autres satellites météorologiques géostationnaires, divers autres satellites à orbite polaire, emportent un appareillage de collecte de données. Mais, en général, ils ne localisent pas l'émetteur ; seuls quelques satellites expérimentaux, le français Eole ou l'américain Nimbus-6, pouvaient fournir cette indication, essentielle si l'émetteur est mobile.

La mise en service du système Argos, premier système opérationnel et permanent de collecte et localisation de données, apporte donc un complément essentiel dans le cas d'émetteurs mobiles, parce que flottant sur une bouée océanique, dérivant sous un ballon ou parachutés sur un iceberg. D'autres utilisations sont d'ailleurs possibles, qui touchent plus à l'écologie au sens large qu'à la météorologie. Ainsi est-il envisagé de fixer des balises Argos, suffisamment miniaturisées, sur des cétacés ou des tortues de mer dont on pourra ainsi suivre les migrations.

La localisation utilise l'effet Doppler, c'est-à-dire le changement apparent de la fréquence d'émission pour un récepteur mobile. Toutes les balises sont émettrices sur la même fréquence : 401,65 mégahertz. Mais le mouvement du satellite fait que le signal reçu aura une fréquence légèrement différente, qui peut s'écarter de la valeur standard de 0,01 mégahertz. Une mesure précise de cet écart et la connaissance de la trajectoire du satellite permettent de tracer sur le globe terrestre une ligne où se trouve la balise émettrice. Refaite un peu plus tard, à partir d'une autre position du satellite, la mesure donnera une autre ligne dont l'intersection avec la première localisera la balise.

Compte tenu des erreurs, il faut au moins trois mesures. Celles-ci peuvent être réalisées au cours d'un seul passage du satellite au-dessus de la balise : Tiros-N sera placé sur une orbite circulaire d'altitude 870 kilomètres, inclinée de 98° sur l'équateur et parcourue en cent deux minutes. Il « verra » à chaque instant toutes les balises situées dans un cercle de 5 000 kilomètres de diamètre. Compte tenu de la vitesse du satellite, une de ces balises pourra communiquer avec le satellite pendant environ dix minutes : comme les balises émettent leurs brefs messages avec une périodicité qui va de quarante à deux cents secondes, trois messages au moins sont émis dans ces dix minutes, ce qui permet la localisation sur un seul passage d'un seul satellite. Mais il est en général plus précis d'utiliser deux passages consécutifs, et de se servir de deux satellites.

Dans les plus mauvaises conditions, le service Argos garantit quatre localisations par jour, avec une précision de 3 kilomètres pour les bouées et de 5 kilomètres pour les ballons — à cause de l'incertitude sur l'altitude de ces derniers. La vitesse de la balise est aussi déterminée au mètre par seconde près.

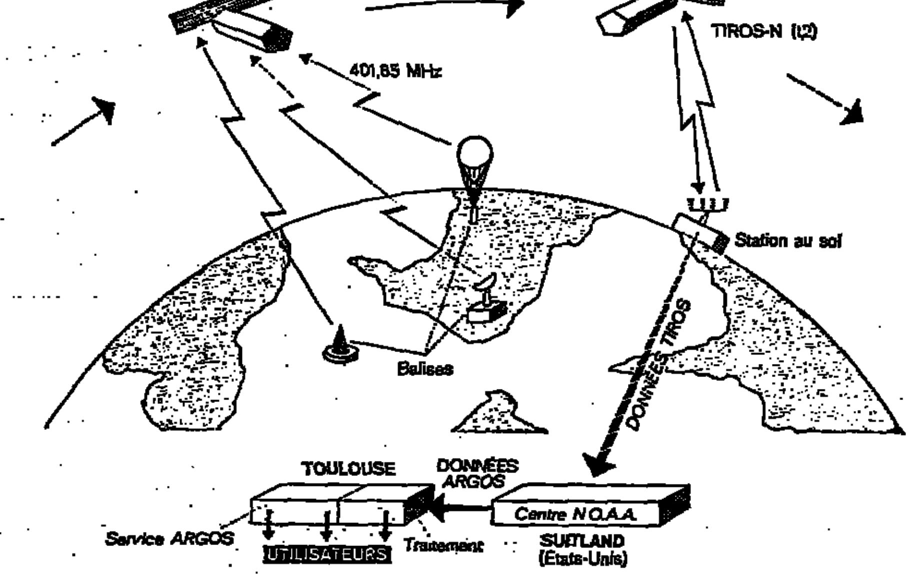
Les données qu'enregistrent les balises ne varient pas en quelques secondes, et la courte périodicité des émissions peut sembler superflue, surtout pour les utilisateurs qui ne demandent pas la localisation de leur balise... parce que celle-ci est fixe. Mais cette périodicité est une garantie contre la perte d'information.

Le satellite reçoit, en effet, à tout instant, des informations de provenances diverses, émises sur la même fréquence. Elles risquent donc de se brouiller mutuellement. Dans le projet Eole, qui a précédé Argos, cet inconvénient était évité, car le satellite interrogeait les balises. Mais celles-ci, qui devaient donc être simultanément réceptrices et émettrices, coûtaient cher. Les transformer en seuls émetteurs a réduit leur coût : quatre industriels américains, un norvégien, et, en France, l'Electronique Marcel Dassault, proposent des balises Argos de types variés, à des prix de 10 000 à 15 000 francs. Le risque de brouillage est réduit par la faible durée de l'émission ; elle est toujours inférieure à la seconde. Pour cela, la quantité d'informations que peut transmettre chaque balise est limitée à 32 groupes de 8 chiffres binaires — ce qui est amplement suffisant dans la pratique.

Malgré cette brièveté, deux messages peuvent arriver en même temps. Mais comme ils ne viennent pas du même point, les glissements de fréquence par effet Doppler sont en général différents ; le récepteur du satellite peut traiter simultanément quatre messages s'ils sont suffisamment séparés en fréquence.

Il reste un taux de perte qui dépend du nombre de balises et pourra atteindre 20 % quand ce nombre approchera de son maximum. C'est ici que joue la redondance des émissions. Avec trois émissions lors d'un passage du satellite, il y a 99 chances sur 100 d'en recevoir correctement au moins une.

Les utilisateurs d'Argos sont donc assurés d'une bonne collecte des informations, et pour un coût faible : il est évalué à 100 francs par jour et par balise si on veut la localisation, à 5 francs si celle-ci n'est pas demandée. Il faut ajouter que le coût du transport de l'information depuis Toulouse jusqu'à l'utilisateur, qui dépend du moyen employé et de la distance. Quant à l'investissement nécessaire, qui comprend les balises, leur alimentation en électricité, les divers capteurs pour mesurer les paramètres dérivés... Il dépend beaucoup de l'expérience envisagée. A titre d'exemple, pour une étude océanographique, le prix des bouées tout équipées est de 30 000 francs.



La recherche des personnes en détresse

LE système Argos a déjà une extension en cours de développement : Sargos facilitera la recherche de personnes en détresse. De petits avions, des navires de plaisance, ou même des individus circulant hors des sentiers battus, pourraient se munir d'émetteurs qui ne fonctionneraient qu'en cas d'accident. En identifiant l'émetteur et en le localisant, Sargos réduira notablement la durée des recherches et permettra de mettre en œuvre les moyens les mieux adaptés. La différence essentielle avec Argos tient à la durée du traitement. Les six heures qui séparent la réception par le satellite de la sortie finale de l'information ne sont pas un problème pour les utilisations scientifiques d'Argos, mais doivent être réduites pour Sargos, ce qui peut conduire à faire une part du traitement à bord du satellite.

Le programme Sargos est mené en coopération par le CNES, la NASA, et le Canada (département des communications). Les trois derniers satellites impliqués dans le programme Argos emporteront, à partir de 1982, un appareillage permettant une opération de démonstration de Sargos.

De multiples utilisations

A la fin d'août 1978, Argos avait trente et un clients décidés, et trois cents correspondants ont montré un intérêt qui peut en faire de futurs clients. Quinze des clients actuels sont des participants à la première expérience mondiale du GARP (Global Atmospheric Research Program) qui durera de la fin 1978 à la fin 1979 et consiste essentiellement en une collection coordonnée de données météorologiques, par tous les moyens existants, et sur toute la surface du globe. Quatre cent trente bouées doivent être réparties sur les océans de l'hémisphère sud, pour mesurer la température de l'eau et la pression atmosphérique, le déplacement des bouées renseignant de surcroît sur les courants marins. En nombre égal des balises seront fixées à des ballons pour renseigner sur le régime des vents, toujours dans l'hémisphère sud. Pour ces utilisateurs, tant français qu'étrangers, le coût du traitement est pris en charge par la Météorologie nationale, dans le cadre de la contribution française au GARP.

Les autres clients, actuels ou potentiels, travaillent dans des domaines très divers. L'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) utilisera Argos dans le cadre d'une étude hydrologique du Sahel : des balises suivront en permanence les variations de niveau du fleuve Sénégal. Le Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) va étudier le spectre de fréquence de la houle, les mesures faites *in situ* venant corroborer les indications qu'on peut tirer des images envoyées par le satellite américain Seasat. Un projet, Balsamine, prévoit le lancement d'une centaine de ballons dans l'océan Indien, pour étudier le régime de la mousson d'été. Un autre projet conduira à l'implantation de balises Argos en des endroits peu accessibles des Alpes pour faire des mesures de sismicité ; l'information essentielle est ici l'instant précis d'apparition de chaque secousse, que la balise enregistrera au centième de seconde près, ce qui informera sur la propagation des ondes sismiques. Les mouvements de certains icebergs seront aussi suivis à l'aide d'Argos.

Les migrations animales sont mal connues, faute de moyens d'observation. Une équipe américaine a étudié le déplacement des ours polaires et mis en évidence de très longs trajets puisqu'un ours est allé de l'Alaska à l'île Wrangel (Sibérie orientale), en passant au nord du détroit de Behring. Il se déplaçait, il est vrai, dans le sens de la dérive des glaces. Cette étude a été faite en utilisant le système expérimental de localisation qu'emportaient certains satellites Nimbus. Elle devrait être reprise avec Argos.

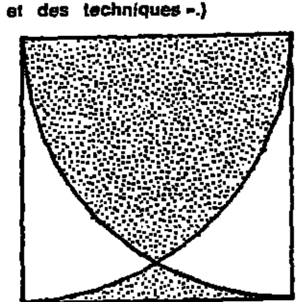
Autre utilisation, moins scientifique : les navires participant à la prochaine course transatlantique Lorient-Bermudes et retour seront équipés d'une balise qui permettra aux organisateurs de connaître leur position. En cas d'avarie, ils pourront émettre un signal de détresse, ce qui préfigure l'extension prévue de Sargos pour la recherche par satellite des personnes en détresse.

En toute logique

L'AIR DE LA COUPE

PROBLEME N° 129

Les aires sont délicates à déterminer lorsqu'elles sont délimitées par des courbes. Saurez-vous calculer celle-ci, proposée par M. D. Lanfranchin, définie par deux quarts de cercle qui se croisent, de même rayon et centrés sur deux sommets d'un carrée ? L'évaluation de l'aire ombrée ne devrait pas vous demander plus re quelques lignes de calcul. (Solution du problème dans le prochain numéro du « Monde des sciences et des techniques ».)



SOLUTION DU PROBLEME N° 128

Les deux éventualités ont la même probabilité : si en effet votre partenaire et vous ne possédez aucune des cartes en question, vos adversaires les possèdent toutes.

PIERRE BERLOQUIN.

ÉCRASÉS PAR LA CONCURRENCE DES DINOSAURES

Les mammifères ont perdu 140 millions d'années

La première « table ronde » consacrée aux écosystèmes continentaux de l'ère secondaire vient de réunir au Museum national d'histoire naturelle de Paris quatre-vingt-dix spécialistes (dont cinquante-cinq étrangers de quinze natio-*nalités différentes*). *Patronnée par le Centre national de la recherche scientifique* (C.N.R.S.) et par la Société géologique de France, cette « table ronde » ne fait pas partie du cycle des colloques organisés par le C.N.R.S. depuis 1947, sur la paléontologie des vertébrés. Il s'agissait cette fois, en effet, d'une réunion pluridiscipli-*naire au cours de laquelle des spécialistes des* formes anciennes des vertébrés, des invertébrés, de la flore, des pollens, de la géographie, de la climatologie, de la biologie, de la physiologie ont confronté leurs points de vue pour essayer d'obtenir — autant que faire se peut — une vision globale de l'ère secondaire. Celle-ci a duré environ 1 600 000 siècles puisqu'elle a débuté il y a 225 millions d'années pour s'achever il y a 65 millions d'années, et qui a été par excellence l'ère du triomphe des reptiles, des dinosaures (1) en particulier.

Une deuxième réunion analogue aura lieu à Varsovie en 1981.

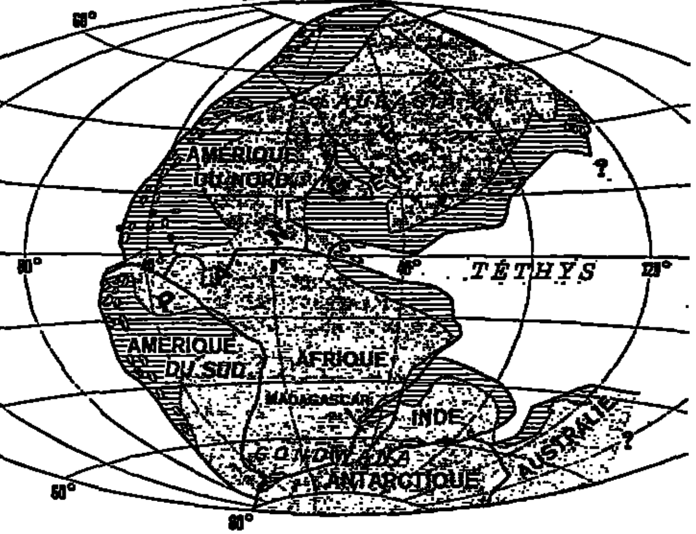
Au début de l'ère secondaire (*appelée aussi mésozoïque*), la Terre est très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Tous les continents sont soudés en une masse unique, la Pangée. Mais dès — 200 millions d'années, le processus (qui continue de nos jours) de morcellement et de dérive des continents est déjà bien amorcé : l'ouverture de l'Atlantique a commencé et bientôt (vers — 180 millions d'années), la Pangée va se scinder en deux grands blocs, le Gondwana au Sud, la Laurasia au Nord.

Il est facile de comprendre que ce processus purement géophysique a eu des conséquences très importantes sur les climats, la faune et la flore. Les glaciers qui, pendant toute la fin de l'ère *primaire, avaient recouvert* le sud de la Pangée, disparaissent. Le climat général devient plus sec et plus chaud. Il est à noter, d'ailleurs, qu'en dépit de fluctuations de l'humidité, les climats de toute l'ère secondaire ont été plus chauds qu'ils ne le sont actuellement ; les zones tempérées *s'étendaient* loin vers le Nord et vers le Sud ; et les variations saisonnières semblent avoir été peu marquées. Cependant, la fracturation et l'éloignement progressif des masses continentales ont multiplié les différences climatiques régionales.

Parallèlement, la flore terrestre change : si les conifères, existant à la fin de l'ère primaire, continuent à prospérer, d'autres arbres apparaissent dès le trias, la première période du mésozoïque (de — 225 à — 200 millions d'années). Les fougères, parfois arborescentes, prennent une position dominante au jurassique (de — 200 à — 135 millions d'années), s'éteignent en partie au crétacé (de — 135 à — 65 millions d'années). Enfin pendant le crétacé apparaissent et se multiplient les plantes à fleurs de toutes tailles, ce qui, bien évidemment, transforme le paysage végétal et annonce le monde actuel.

Le trias, qui a marqué le début de la fracturation de la Pangée, a aussi été caractérisé par des changements importants du climat et de la flore, ces changements étant dus, au moins en partie, à la nouvelle répartition et à la dérive progressive des diverses masses *continentales. Il ne faut donc* pas s'étonner qu'à cette époque-là des groupes d'animaux disparaissent et que de nouveaux apparaissent, aussi bien sur la terre ferme que dans les océans.

LA TERRE IL Y A 225 MILLIONS D'ANNÉES | LA TERRE IL Y A 65 MILLIONS D'ANNÉES



En gris les masses continentales dont les parties submergées temporairement sont indiquées par un grisé plus clair (traits parallèles horizontaux).

Les terribles lézards

Les reptiles mammaliens (2) existant depuis la fin du permien (de — 280 à — 225 millions d'années, la dernière période de l'ère primaire) sont remplacés vers la fin du trias par de petits mais vrais mammifères (3). Dans le même temps, apparaissent des reptiles volants *et des reptiles plus « classiques »* (crocodiles, tortues, lézards et plus tard les serpents). Et surtout arrivent les dinosaures (étymologiquement « terribles lézards ») qui, petits ou énormes, herbivores ou carnivores, bipèdes ou quadrupèdes puis volants, cornus ou cuirassés, vont dominer le monde animal pendant près de 140 millions d'années jusqu'à leur disparition rapide (4) à la fin du crétacé.

En un million quatre cent mille siècles, il est normal que les dinosaures se soient subdivisés en deux ordres principaux (les Saurischiens et les Ornithischiens) et de très nombreux genres qui sont apparus au fil des millénaires et qui n'ont donc pas tous vécu aux mêmes périodes. *On comprend aussi que leurs* modes de vie aient été très variés et que leur apparence et leur poids (du kilo à plusieurs tonnes) aient été très divers. Mais bien des particularités des dinosaures posent toujours aux naturalistes des problèmes de lignées et de physiologie.

Dès leurs débuts Saurischiens et Ornithischiens ont des mâchoires et des ceintures pelviennes tellement différentes que *certains spécialistes se demandent* maintenant si ces deux ordres ne sont pas issus de souches différentes, inconnues d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, dès leurs débuts, les dinosaures comprennent des groupes très individualisés où les herbivores étaient beaucoup plus nombreux que les carnivores. Cette répartition est normale : il faut beaucoup d'herbivores pour nourrir une population de carnivores.

Quel que soit leur régime alimentaire, les dinosaures posent aux physiologistes et aux paléontologues un problème fondamental. Etaient-ils à « sang froid » comme les reptiles actuels ? Etaient-ils à « sang chaud » comme les mammifères et les oiseaux ?

Pendant longtemps, les spécialistes ont pensé que les dinosaures, étant des reptiles, étaient dépourvus d'un système de régulation thermique interne. Ayant donc un métabolisme très bas, leurs activités devaient être réduites, comme celles des reptiles actuels. En revanche, ils avaient besoin de manger relativement peu. Ainsi le brachiosaure, qui devait avoir 12 mètres de haut, 24 mètres de long et peser une *cinquantaine de tonnes*, n'aurait-il eu besoin pour vivre « que » de 500 à 800 kilos par jour de produits végétaux, alors qu'il lui en aurait fallu dix fois plus s'il avait eu un métabolisme élevé comparable à celui des éléphants actuels. Etant donné que le brachiosaure avait, au bout d'un très long cou, une petite tête munie d'une petite bouche, jamais il n'aurait eu le temps d'avaler 5 ou 8 tonnes d'aliments dans la journée.

Combat mortel dans le Gobi

Pour certains spécialistes, au contraire, les dinosaures devaient être à « sang chaud ». Ils se tenaient debout — sur deux ou quatre pattes — comme la quasi-totalité des mammifères et des oiseaux, ce qui suggère l'emploi habituel de la marche, alors que la plupart des reptiles actuels (à « sang froid ») rampent ou ont des pattes courtes et torses (les crocodiles toutefois sont capables de courir très vite, mais pendant un temps très bref). En outre, certains dinosaures bipèdes sont manifestement taillés pour la course. Enfin, les dinosaures carnivores étaient capables de violents efforts physiques. Une équipe polono-mongole dirigée par Mme Zofia Kielan-Jaworowska, directrice de l'Institut de paléontologie de l'Académie des sciences de Pologne, a trouvé en 1971 dans le désert de Gobi les squelettes entremêlés de deux dinosaures : Protoceratops, quadrupède et herbivore de la taille d'un veau, et Velociraptor, bipède et carnivore, gros à peu près comme un homme, s'étaient probablement entretués. Une des énormes griffes d'une patte arrière du Velociraptor était encore dans ce qui avait été le ventre de Protoceratops. Mais comment expliquer la mort du carnivore sans un combat violent avec sa proie ?

L'opinion actuelle de nombreux spécialistes (entre autres le professeur Barry Cox, de l'université de Londres ; le Dr Alan Charig, conservateur en chef au British Museum ; M. Philippe Taquet, chargé de recherches au C.N.R.S., et M. Armand de Ricqlès, maître-assistant à l'université de Paris-VII) est plus nuancée. Tout d'abord les dinosaures, si différents les uns des autres, *pouvaient ne pas tous* avoir le même métabolisme, sans que celui-ci soit ni aussi élevé que celui des mamifères et des oiseaux ni aussi bas que celui des reptiles actuels. Comme l'ont montré des études faites par M. de Ricqlès, la structure des os fossiles de dinosaures, très visible même après cent millions d'années, fait plus penser à celle des os de mammifères ou d'oiseaux qu'à celle des os de reptiles actuels. Ce fait, indiscutable, suggère donc que le métabolisme des dinosaures était plus élevé que celui des reptiles actuels.

En outre, certains dinosaures pouvaient disposer de moyens « auxiliaires » pour maintenir constante leur température interne : une inertie thermique due à leur seule masse permettait aux plus grosses espèces d'accumuler et de garder très longtemps leur chaleur propre. D'autres avaient des crêtes osseuses qui pouvaient manifestement servir de régulateurs thermiques.

Mais, après tout, les dinosaures étaient-ils vraiment des reptiles ? La forme de leur crâne et de différents os les a fait mettre, au siècle dernier, dans la classe des reptiles. Peut-être faudrait-il maintenant revoir cette classification.

Les dinosaures ont disparu brusquement à la fin du crétacé, comme d'ailleurs les reptiles volants. Là encore, les spécialistes s'interrogent. Faut-il incriminer *la dérive des continents* et les changements climatiques — un refroidissement général — que celle-ci a provoqué au moins en partie ? Faut-il plutôt penser aux transformations de la flore, liées elles aussi, bien évidemment, aux changements climatiques ? Certains ont même pensé à l'explo-*sion relativement proche d'une* super-nova... Là encore, une position moyenne est plus raisonnable : plusieurs facteurs se sont probablement conjugués et ont ainsi contribué à la disparition des dinosaures.

Toujours est-il que cette brusque disparition a donné leurs chances aux mammifères. Depuis le trias, ceux-ci s'étaient réfugiés dans les rares « niches » écologiques qui ne convenaient pas aux dinosaures ou autres reptiles. Soudain, les mammifères ont pu se répandre sur toutes les terres émergées. Leurs populations ont *littéralement* explosé. *Ils n'ont* laissé à leur tour aux autres classes animales que des « niches » écologiques très spécialisées. Mais ils avaient laissé perdre cent quarante millions d'années.

YVONNE REBEYROL.

(1) TF 1 consacrera une émission aux dinosaures le 20 septembre prochain.

(2) Ces reptiles sont qualifiés de mammaliens, notamment à cause de la différenciation de leurs dents en incisives, canines et molaires comme celles des mammifères qui en sont les descendants. Les reptiles traditionnels (fossiles et actuels) au contraire, ont des dents nombreuses mais presque semblables les unes aux autres et qui sont remplacées par des dents neuves tout au long de la vie de l'animal.

(3) Des dents de plusieurs de ces premiers mammifères viennent d'être trouvées dans une carrière de sable proche de Nancy par Mme Denise Skogneau-Russell, chargée de recherches au C.N.R.S. C'est la première fois que l'on découvre de tels restes en France, alors qu'on en connaissait déjà en Afrique du Sud, en Asie et en Europe occidentale. Ces dents n'ont guère qu'un millimètre ; leurs « propriétaires » devaient avoir à peu près la taille et l'apparence d'une musaraigne.

(4) La disparition des dinosaures s'est produite en quelques millions d'années, ce qui est très rapide à l'échelle des temps géologiques et de l'évolution biologique. Leurs seuls descendants actuels seraient les oiseaux. Le premier oiseau connu semble être l'Archéoptéryx qui vivait vers — 140 millions d'années) dont le squelette est très semblable à celui du Compsognathus, petit dinosaure bipède du trias. Des oiseaux, l'Archéoptéryx n'a que deux caractéristiques : les plumes et la *fourchette (petit os en forme de V,* fait des deux clavicules soudées et situé sur le devant de la poitrine); il n'a pas encore de bréchet (protubérance osseuse de l'avant du sternum, sur laquelle sont fixés les *muscles moteurs des ailes*) et *donc* probablement pas la capacité de voler ; en revanche, il a toujours des dents et une queue osseuse.

Grandeur et misère de l'information scientifique en France

Le sous-sol français ne contient que peu de matières premières. C'est un fait regrettable, certes, mais incontestable. La France possède néanmoins des atouts qui devraient lui assurer le maintien d'un haut niveau de vie. Elle dispose, en effet, dans de nombreux domaines, de spécialistes compétents et de technologies avancées qui pourraient, en quelque sorte, pallier l'absence de ressources minérales naturelles et alimenter une partie des exportations indispensables à l'économie nationale.

Mais les compétences et les techniques ne sont jamais définitives. Le rythme actuel du progrès exige sans cesse de nouvelles connaissances, de nouvelles méthodes, de nouveaux procédés qui, tous, ne peuvent être développés que par la recherche scientifique, fondamentale aussi bien qu'appliquée. La recherche scientifique est donc une activité nationale essen-*tielle non seulement pour les chercheurs* — ceux des organismes publics et ceux des sociétés privées, — mais aussi pour l'ensemble des Français.

Cette utilité de la recherche — à l'exception de la recherche médicale — est pourtant mal perçue par une partie du grand public et même par certains milieux dits « cultivés ». Pis, la recherche est parfois considérée comme un passe-temps de luxe, — un *hobby* réservé à de doux maniaques qui de toute manière, gaspillent l'argent du contribuable — voire comme une activité dangereuse qui menace la qualité de la vie et fait regretter « le bon vieux temps » (1).

Dans tous les pays industriels, il y a eu, certes, depuis une dizaine d'années, une baisse de l'intérêt et une augmentation de la méfiance à l'égard de la science. Mais à cette situation « internationale » s'ajoute en France une cause spécifique : l'extraordinaire inaptitude de la grande majorité des organismes et industries français à diffuser de l'information scientifique. A quelques exceptions près, ou bien celle-ci est inexistante (au sens littéral du terme), ou bien elle est totalement inadaptée aux besoins de la presse quotidienne écrite, parlée ou visuelle.

A quoi sert un service de presse qui connaît peu ou mal l'organisme dont il doit faire connaître les travaux ? Où personne n'est présent avant *10 heures du matin, où il n'y a* de permanence ni à l'heure du déjeuner ni le samedi ?

Il est pourtant possible de faire de la bonne information *scientifique. Les grands organismes* américains l'ont compris depuis longtemps. Certains publient — sans retard — des revues mensuelles ou des bilans annuels. Mais, surtout, les laboratoires qui dépendent d'eux communiquent immédiatement leurs résultats au service de presse central, et celui-ci envoie aussitôt un communiqué à toutes les personnes inscrites sur leur liste (parfois depuis plus de dix ans). Pour une opération importante, un dossier complet sera expédié avant le début de celle-ci. C'est une politique d'information scientifique au coup par coup, rapide et efficace.

Un communiqué de presse américain typique contient tous les renseignements nécessaires sous une forme condensée : qui a fait cette recherche, pour quel organisme, où elle a eu lieu, dans quel programme elle s'inscrit et le coût de ce programme, ce qu'on a découvert, ce que cette découverte apporte de nouveau *dans le domaine* qu'elle concerne et ce à quoi elle peut éventuellement servir. En outre, chaque communiqué rappelle le nom et le numéro de téléphone (*parfois le numéro personnel*) du *press officer* qui est chargé de ce domaine. Il précise enfin, si besoin est, la date avant laquelle la nouvelle ne doit pas être *publiée*.

Si le journaliste a besoin d'un renseignement particulier, il suffit d'écrire au *press officer*. La réponse, précise et détaillée, arrive *dans les délais les plus* brefs. Elle pourra même être envoyée par le spécialiste directement concerné qui aura été alerté par le service de presse.

Le silence et la jalousie

Heureusement, la carence trop fréquente des services de presse français est compensée par la coopération, à titre individuel, *de nombreux chercheurs et ingénieurs.*

Il y a certes des spécialistes — dont le nombre diminue — qui s'enferment dans une tour *d'ivoire réservée aux happy few.* Leurs recherches sont à eux. Tout au plus les résultats pourront-ils être communiqués — dans quels délais ? — aux cent collègues travaillant sur des sujets voisins, par des articles publiés dans des revues très savantes mais très confidentielles. Il y a là à la fois refus d'information du grand public, inconscience des devoirs des chercheurs envers celui-ci et, dans le même temps, jalousie à l'égard du collègue, qui, ayant prévenu de ses découvertes, est cité de temps à autre dans la grande presse : *« Untel, vous* dit-on, d'un ton aigre et méprisant, *ne cherche que la publicité.* » Le sentiment de supériorité envers des profanes peut même aller jusqu'à : *« Le sujet est trop difficile pour vous. Je vous écrirai votre article.* »

A l'inverse, de nombreux chercheurs et ingénieurs sont très coopératifs avec les journalistes spécialisés. Mais bien souvent ils n'ont pas le réflexe de prévenir l'organisme dont ils dépendent, ou la presse, dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures qui suivent une trouvaille intéressante. A l'occasion d'un tout autre sujet, un journaliste téléphone à un ingénieur ou rencontre un chercheur. On parle de choses et d'autres, puis soudain : « *Tiens, je reviens d'Afrique. J'ai trouvé des vestiges d'une civilisation ancienne.* » Ou bien : « *Le bateau X, qui est en Méditerranée, a essuyé une grosse tempête... Ses travaux ont été retardés de plusieurs jours.* » « *Quelle civilisation ?* » ; « *Quelles nouveautés ?* » ; « *Quels travaux ?* » A ces questions précises, on répond volontiers et on *donne des renseignements* détaillés ou tout au moins un rendez-vous proche, au cours duquel il est possible d'obtenir toutes les informations nécessaires. Bien souvent, cette bonne *volonté* est sans bornes : nombre de ces chercheurs ou de ces ingénieurs sont prêts à répondre à tout moment à un S.O.S. lancé par les journalistes qu'ils ont catalogués comme « sérieux ». Ils préféreront sacrifier une heure, voire une ou même plusieurs journées, à expliquer quelque chose où ils ne sont pas directement impliqués, mais qui a un rapport avec le sujet qu'ils connaissent et qui leur tient à cœur, plutôt que de voir écrire une information inexacte.

La complaisance et la disponibilité de ceux-là sont extraordinaires. Mais rares sont ceux qui pensent spontanément que l'astrophysique, la technologie *offshore*, la paléontologie, l'agronomie, la zoologie, la biologie, la chimie, la physique, la géologie, l'ethnologie peuvent intéresser le grand public. Pourtant, de très *nombreux thèmes* de recherche peuvent capter l'attention des non-spécialistes. Il est, en effet, presque toujours possible de présenter simplement un sujet com-*plexe, et bien souvent de montrer* les domaines d'applications pratiques sur lesquels des études théoriques peuvent amener tôt ou tard.

Y. R.

(1) Les tenants du passé réalisent-ils d'une part que, seule, une infime minorité profitait de la bonne vie d'autrefois et que, d'autre part, une planète peuplée de quatre milliards d'individus a des besoins fondamentalement différents de ceux d'une Terre habitée par cinq cents millions d'êtres humains !

La capacité d'intégration des sourds dans la société est fonction de la précocité du diagnostic

Le vieillissement de la population fait de la surdité un handicap plus fréquent qu'autrefois, puisque, au-delà de soixante-cinq ans, il touche une personne sur trois. Deux millions et demi de personnes, dont quatre cent cinquante mille enfants de moins de dix-huit ans, souffrent en France de déficience de l'ouïe. Deux manifestations concernant les soins qui leur sont dispensés et leurs possibilités d'intégration dans la société auront lieu à Lyon du 15 au 20 septembre : les 16es assises nationales de la prothèse auditive (15 au 17 septembre) et les 5es Journées de l'Association européenne des centres d'audiophonologie ensuite. Quatre cents personnes sont attendues à ces journées, qui sont caractérisées cette année par un grand intérêt de solidarité et par l'accent mis à tous les âges de la vie sur la prévention.

« *Quels que soient les progrès de l'appareil prothétique pour les sourds, leur capacité d'intégration dans la société dépend essentiellement de la précocité du diagnostic* », a déclaré en présentant les Journées de Lyon, le vendredi 8 septembre, le professeur Alain Morgon, directeur de la faculté des « techniques de réadaptation ». Cela est d'abord vrai de la personne âgée : souvent au moment de la retraite elle abandonne sa volonté de corriger sa déficience auditive et de ce fait s'isole. Moins ses contacts avec l'extérieur sont fréquents, moins son entourage fera pression sur elle pour l'inciter à se soigner.

Chez l'enfant, plus le dépistage se fait attendre, plus ses contacts avec les autres deviennent difficiles. Or, semble-t-il, son intégration dans un milieu scolaire normal dépendra, d'après les spécialistes, plus de son degré de surdité que de son « *aptitude à la communication orale* » où la volonté de communiquer pèsera d'un grand poids. Ainsi les spécialistes de la surdité se font-ils les ardents défenseurs de la médecine scolaire dont ils jugent les effectifs insuffisants. En ce qui concerne la petite enfance, les certificats des troisième jour, neuvième mois et vingt-quatrième mois, actuellement souvent contestés, leur apparaissent également fort utiles dans le cadre du dépistage systématique des déficiences auditives. Le public, enfin, apparaît insuffisamment averti : beaucoup de parents dont les enfants ne savent pas lire ou écrire à l'âge de quatre ou cinq ans, en raison d'un handicap auditif, ne s'en inquiètent pas.

Le poids de l'hérédité

Un dépistage beaucoup plus systématique devrait être facilité grâce aux analyses actuelles qui peuvent être menées par des enquêtes génétiques sur les fragilités auditives héréditaires (20 % de l'ensemble). En effet, la consanguinité joue un rôle important dans l'approche d'une surdité. On trouve un très grand nombre de mal entendants chez les immigrés ainsi que dans les grandes familles de France, milieu où les mariages entre cousins sont ou étaient chose courante. Mais, il faut le déplorer, les familles attendent souvent la venue d'un enfant ou de deux enfants sourds pour consulter les spécialistes.

La politique préventive permettra-t-elle de scolariser en milieu normal un plus grand nombre d'enfants mal entendants ? En fait, même si celle-ci ne saurait constituer une règle, elle apparaît comme souhaitable. Ainsi l'entrée en cours préparatoire où intervient toujours une certaine compétition, ne saurait se faire qu'à deux conditions : une adhésion du corps enseignant et un soutien pédagogique actif. Une expérience intéressante a eu lieu à Chambéry où des enfants déficients auditifs profonds ne sont entrés en cours préparatoire qu'après avoir acquis dans une institution spécialisée des bases solides pour la lecture et l'écriture.

« *La surdité reste une maladie de riche* », devait enfin conclure le professeur Morgon. L'appareillage est, en effet, très mal remboursé par la Sécurité sociale : 700 F pour une prothèse de 2 000 F, dans le meilleur des cas. Les appareils stéréophoniques qui, d'après les spécialistes sont les seuls qui préservent la latéralité ne sont remboursés que jusqu'à l'âge de seize ans.

Malgré une volonté très nette de ne pas traiter des problèmes de la surdité sous ses aspects strictement médicaux, les responsables des journées de Lyon devaient, dans leur tour d'horizon, faire un oubli significatif : ils n'ont pas traité du langage gestuel qui reste, pour de nombreux sourds profonds plus qu'un substitut, une culture.

NICOLAS BEAU.

Un congrès méditerranéen de pédiatrie

La stratégie des vaccinations doit s'adapter aux situations locales

Les pédiatres de dix-huit pays riverains ou proches du rivage méditerranéen, membres de l'Union des sociétés de pédiatrie du Moyen-Orient et de la Méditerranée, se sont récemment réunis durant trois jours à Marseille pour leur onzième congrès.

Le congrès a mis en évidence des thèmes privilégiés en hématologie (hémoglobinose), en neurologie (problèmes posés par les craniosténoses méditerranéennes et dépistage précoce des encéphalopathies chroniques), en oncologie (avenir des traitements des tumeurs malignes), en pneumologie (cause et pronostic des bronchopneumopathies du nourrisson), maladies de l'appareil digestif (dénutritions, hépatites virales), en néonatologie (injections), en pathologie infectieuse (Kala Azar ; méningites purulentes) pour aborder enfin les questions de stratégie des vaccinations.

En matière de stratégie vaccinale, souligne Mlle Nicole Guérin (Centre international de l'enfance), il convient d'adapter les techniques de vaccination aux programmes nationaux et aux moyens dont on dispose. Dans les pays en voie de développement, notamment, où le sous-équipement médical, les difficultés de communications ne permettent pas un « suivi » (rappels) en matière de vaccinations, il est nécessaire d'adapter la stratégie aux buts recherchés : vaccination de masse, campagne de « rattrapage » à l'âge de la scolarité, emploi des vaccins oraux (polio, notamment), dont les risques minimes par rapport aux injections de vaccin inactivé, sont largement compensés par la souplesse du maniement et la facilité d'emploi.

A quel âge faut-il vacciner ? La question a été longuement débattue, notamment à l'occasion de deux études, sur les échecs de la vaccination contre la rougeole et sur les associations du vaccin anti-rougeole hyperatténué avec les vaccins méningococciques A et A + C, qui permet théoriquement une double protection en une seule opération. Les études rapportées par le docteur Nizar Ajjan (Paris) montrent qu'un pourcentage important d'enfants immunisés contre la rougeole avant l'âge d'un an peuvent contracter la rougeole en dépit de la vaccination. A quoi imputer ces échecs ? De nombreux auteurs accusent la persistance des anticorps passifs maternels légués à l'enfant et le rendant insensible à la protection. Cette constatation a entraîné les Américains à faire reporter l'âge de la vaccination de neuf à douze mois, puis à quinze mois. L'étude sérologique de trois cent soixante et onze prélèvements sanguins chez cent quatre-vingts enfants faits par le docteur Ajjan montre la disparition des anticorps maternels après sept mois.

La solution consisterait donc à repousser l'âge de la vaccination. Mais en France — et *a fortiori* dans les pays du tiers-monde — la létalité de la rougeole chez le tout-petit est encore importante, 30 à 42 % des cas concernent des nourrissons de moins d'un an.

Si l'effort d'éradication de la rougeole doit être poursuivi, la solution ne serait-elle pas de faire deux vaccinations : l'une précoce et l'autre vers un an ? Mais pareil choix pose des questions de coût...

L'intérêt d'associer la protection contre la rougeole à celle contre la méningite est évident : les deux maladies sont fréquentes et graves dans les pays en voie de développement chez les enfants jusqu'à cinq ans. L'association est bien tolérée cliniquement. Mais il ressort d'une étude que le vaccin antiméningite déprimerait le vaccin contre la rougeole.

Il a enfin été largement fait place aux questions posées par la suppression de la vaccination antivariolique. Plusieurs intervenants ont mis en doute l'affirmation de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) sur l'éradication mondiale de la variole.

JEAN CONTRUCCI.

L'avancement du projet Spartacus

La « prothèse intelligente » en laboratoire n'est plus un rêve de science-fiction

Une conférence internationale sur les manipulateurs pour handicapés des membres supérieurs vient d'avoir lieu à l'Institut de recherches d'informatique et d'automatique (IRIA), à Rocquencourt (Yvelines). Destinée à permettre aux chercheurs de plusieurs pays de confronter leurs réalisations, cette réunion a été l'occasion de démonstrations intéressantes. Des robots très sophistiqués ont été construits, en particulier plusieurs mains artificielles qu'un amputé ou un paralysé peut commander avec les quelques éléments de motricité qui lui restent, ou même avec la voix.

Si l'IRIA organisait cette conférence, c'est qu'elle coordonne et finance en partie par contrat, depuis 1975, le projet Spartacus — du nom du meneur de la grande révolte des esclaves contre Rome, il y a deux mille ans, — car ce projet a permis de faire converger des travaux relevant de disciplines variées vers un objectif commun. Spartacus a pour but la mise au point d'un robot pouvant être commandé par un amputé ou par un tétrapégique.

La tâche la plus simple est sûrement la construction mécanique du bras ou de la main artificielle ; il existe déjà des manipulateurs capables de travaux répétitifs, qui ont été construits à des fins industrielles. Permettre à un handicapé de les mettre en œuvre est un problème bien plus difficile. Les mouvements complexes de la main humaine exigent, à chaque instant, le traitement par le cerveau d'une foule d'informations sensorielles d'où résultent un grand nombre d'ordres envoyés aux muscles. Ce processus complexe et inconscient ne peut être reproduit pour une main artificielle ; le handicapé devra la commander avec les quelques moyens qui lui restent, par exemple des mouvements de la tête ou de l'épaule. Les mouvements du télémanipulateur doivent donc être automatisés dans une large mesure ; cela suppose la mise au point de programmes commandés par des capteurs appropriés. Ainsi, un capteur de glissement commandera un resserrement de la « prise » si l'objet manipulé se déplace par rapport à la main artificielle. La grosse difficulté est finalement cette nécessaire adaptation entre l'énorme quantité d'informations que requièrent les mouvements d'une main artificielle et la quantité bien plus faible qu'un handicapé peut lui transmettre.

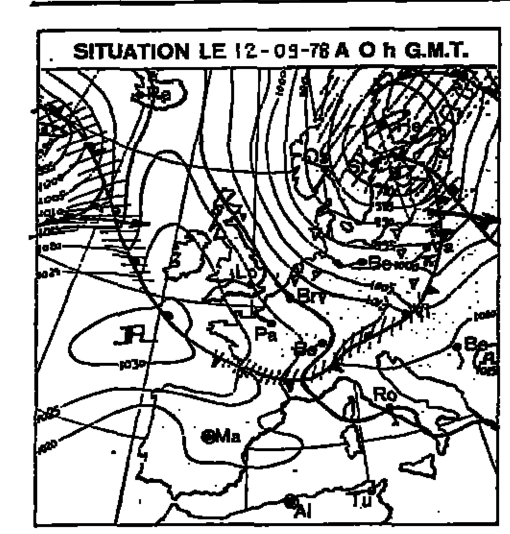
D'autres difficultés sérieuses, ou qui le deviendront dans l'avenir quand on voudra passer à une phase de construction industrielle, sont les problèmes de poids de la prothèse, ou de miniaturisation des équipements électroniques et mécaniques

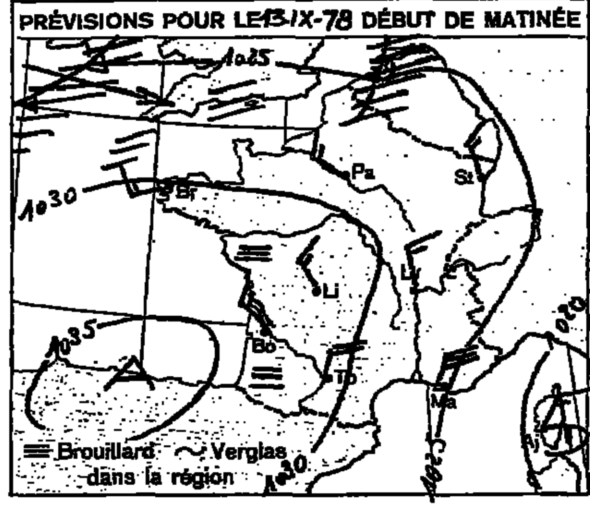
La conférence de l'IRIA a été l'occasion de faire le point sur Spartacus, et de le comparer aux études similaires faites en Allemagne fédérale, au Japon, aux Etats-Unis, au Canada... Les démonstrations ont montré plusieurs appareils de laboratoire aux possibilités étendues. On est encore loin du robot portable, esthétique, et fonctionnel, mais celui-ci n'est plus tout à fait un rêve de science-fiction.

M. A.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 septembre à 0 heure et le mercredi 13 septembre à 24 heures :

Des hautes pressions persisteront au large du golfe de Gascogne. Les perturbations qui se développent sur l'Atlantique contourneront ces hautes pressions et commenceront à affecter les îles Britanniques puis le nord de la France.

Mercredi, après des éclaircies matinales, les nuages deviendront progressivement plus abondants sur les régions voisines de la Manche et le Nord. Quelques pluies pourront y tomber le soir, tandis que les vents, qui tourneront au secteur ouest, se renforceront un peu.

Sur le reste de la France, le temps sera généralement bien ensoleillé. On notera cependant quelques brumes ou brouillards matinaux, surtout localisés dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

Les vents seront faibles, sauf sur les régions méditerranéennes, où les vents de nord-ouest, encore assez forts, ne faibliront que lentement.

Le début de matinée sera un peu frais, mais les températures maximales seront en hausse.

Mardi 12 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 024,5 millibars, soit 768,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 24 et 16 degrés ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Brest, 19 et 9 ; Caen, 19 et 12 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 28 et 11 ; Dijon, 26 et 12 ; Grenoble, 28 et 12 ; Lille, 21 et 12 ; Lyon, 27 et 12 ; Marseille, 31 et 19 ; Nancy, 24 et 12 ; Nantes, 22 et 8 ; Nice, 23 et 18 ; Paris - Le Bourget, 22 et 11 ; Pau, 23 et 15 ; Perpignan, 31 et 19 ; Rennes, 21 et 9 ; Strasbourg, 25 et 13 ; Tours, 22 et 9 ; Toulouse, 26 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 15 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 26 et 20 ; Berlin, 24 et 12 ; Bonn, 22 et 12 ; Bruxelles, 22 et 11 ; îles Canaries, 36 et 24 ; Copenhague, 18 et 10 ; Genève, 26 et 10 ; Lisbonne, 36 et 21 ; Londres, 21 et 11 ; Madrid, 35 et 15 ; Moscou, 13 et 12 ; New-York, 26 et 23 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 26 et 19 ; Stockholm, 14 et 9.

Assurances

● *Assurances pour cyclomotoristes.* — Sur les 80 000 Français qui, chaque année, sont victimes d'un accident de cyclomoteur, 2 300 sont de jeunes passagers transportés sur le porte-bagages du véhicule. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance rappelle à ce sujet qu'un conducteur de deux roues a intérêt à faire ajouter à son *contrat d'assurance une garantie* spéciale dite « *garantie de responsabilité civile à l'égard des passagers* » qui prévoit l'indemnisation d'un passager quel que soit son âge. Le transport d'un passager de plus de quatorze ans *sur un cyclomoteur est* une infraction au code de la route.

Immigrés

● *Les travailleurs saisonniers espagnols* engagés en France pour les vendanges devront montrer aux autorités une convocation de leur employeur revêtue d'un visa des directions départementales du travail et de l'emploi attestant le dépôt d'un contrat, rappelle-t-on de source administrative à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Le 20 juin dernier, le ministère du travail et de la participation avait donné des instructions en ce sens. D'autre part, aux termes d'une circulaire du 16 mars 1976, aucun saisonnier « *originaire de pays lointains* » (Maroc et Tunisie notamment) ne peut être introduit en France pour effectuer des travaux de vendanges.

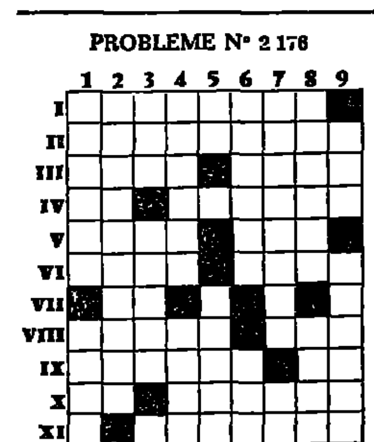
Enseignement

● *Les inscriptions* au concours d'entrée à l'Ecole supérieure de publicité et de marketing, établissement privé d'enseignement technologique, fondé par la profession en 1927, sont reçues tous les jours, sauf samedi, au siège de l'école. Deuxième session du concours d'entrée : mercredi 27 septembre 1978 (places limitées). L'Ecole supérieure de publicité et de marketing donne une formation complète ouvrant sur les carrières de la communication et de l'animation (publicité, marketing, promotion des ventes, relations extérieures). Etudes par demi-journée sur deux ans pour bacheliers préparant à un diplôme d'Etat, B.T.S. de publicité. Statut étudiant.

(Ecole supérieure de publicité et de marketing, 9, rue Léo-Delibes, 75116 Paris. Téléphone : 727-77-49.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 176



HORIZONTALEMENT

I. Il faut être un spécialiste pour la distinguer du bouc. — II. Rend la peau moins rugueuse. — *III. Plutôt gris que noirs* ; Calife. — IV. Point de départ d'une grande migration ; Ferme rarement les yeux. — V. Ile; Jette un froid en Angleterre. — VI. Ne manque pas de sel ; L'arbitre incorruptible des destinées humaines. — VII. Possessif. — VIII. Abattue pour le galop ; Bossa. — IX. Fait comme un rat ; Participe. — X. Préposition ; En train de voir les choses de haut. — XI. Mise à l'abri.

VERTICALEMENT

1. Ont un débit irrégulier ; A théoriquement tout son temps devant lui. — 2. D'un commerce difficile (pluriel). — 3. Rayon ; Levais le pied. — 4. Réclamer un supplément ; Qualifie une bonne bouteille. — 5. Pronom ; Ne s'acquiert pas du jour au lendemain. — 6. Fit payer le pot cassé ; Prononcé par une victime agonisante. — 7. Ne manquent pas de piquant ; Fait souvent un pli. — 8. Perdre ; Recueille parfois des cendres. — 9. Ne dure qu'un temps ; Oblige à aller de pis en pis.

Solution du problème n° 2 175

Horizontalement

I. Celebret. — II. Olographe. — III. Gauche. — IV. Ruer (cf. lacune) ; Hein. — V. Mérimée. — VI. Idée ; Serf. — VII. Sensé ; Ré. — VIII. Est ; Fl. — IX. Ré ; Moudre. — X. Ariette. — XI. Store ; Sou.

Verticalement

1. Courtiseras. — 2. El ; Désert. — 3. Logement ; Io. — 4. Egarées ; Mer. — 5. Bru ; Ote. — 6. Rachis ; Fût. — 7. Ephémérides. — 8. Théière. — 9. Nef ; Déçu.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
143 F	265 F	385 F	510 F
II. — TUNISIE			
180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 11 et mardi 12 septembre 1978 :

DES DECRETS

● Relatif aux attributions du ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine ;

● Portant publication de la convention européenne sur la reconnaissance académique des qualifications universitaires, faite à Paris le 14 décembre 1959 ;

● Modifiant le décret n° 50-381 du 27 mars 1950 relatif au statut des ingénieurs des mines ;

● Portant désignation de régions d'expérience de décentralisation en matière de transports collectifs régionaux en Limousin et Franche-Comté.

UN ARRETE

● Portant extension d'un avenant à la convention collective nationale du personnel au sol des entreprises de transport aérien.

D'autre part, le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 12 septembre publie *des décrets portant promotions* et nominations dans l'ordre des palmes académiques.

CHASSE

UN PETIT LIVRE VERT

M. Jacques Hamelin, président de l'Union nationale des présidents de fédérations départementales des chasseurs, et M. Bernard Magniny, directeur de l'Office national de la chasse, ont présenté à la presse, lundi 11 septembre, le petit Livre vert du chasseur.

Le petit Livre vert, réalisé sous le contrôle de M. Paul Melen, directeur du Comité national d'information chasse-nature, et tiré à 2 200 000 exemplaires, est destiné à tous les chasseurs, auxquels il sera remis avec le timbre fédéral du permis de chasser. Ce premier fascicule est consacré presque totalement au lièvre. L'année prochaine, la vedette en sera le perdreau, l'année suivante le faisan, etc. Seize pages, bien illustrées par Raymond Outre, traitent donc cette année du lièvre : fiche d'identité, habitat, nourriture, comportement, reproduction, population, prélèvements possibles. « *C'est de l'information-formation pour le chasseur, dont le rôle de protecteur et de gestionnaire de la nature doit aller en grandissant* », a précisé M. Hamelin.

Une année bonne pour le « poil »

Le président de l'Union des présidents de fédérations a fait également, lundi, le point sur la situation du gibier au moment où interviennent les « ouvertures » : l'année sera bonne pour le « poil », mauvaise pour la « plume » (tout à fait catastrophique pour le perdreau), excellente pour les grands animaux.

Si l'on peut mettre au compte des mauvaises conditions atmosphériques le faible nombre de perdreaux cete année, il demeure *que depuis les vingt-cinq dernières* années on constate une dégradation des colonies de petit gibier, aussi bien sur les terrains où l'on chasse que sur les territoires où l'on ne chasse pas : une mécanisation intensive, l'utilisation de *certains pesticides extrêmement* nocifs non seulement pour le gibier, mais pour les insectes qui font partie de la chaîne alimentaire de ces animaux, sont en accusation. « *L'action des chasseurs est dirigée vers une politique de concertation avec le monde agricole et les fabricants de produits chimiques en vue d'obtenir un nouveau « label de » qualité », produit non nocif pour la faune sauvage* », devait conclure M. Magniny.

PRESSE

● *L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires* de la S.A. le Nouveau Quotidien (*le Matin de Paris*), réunie en juillet dernier, a adopté le principe *d'une augmentation de capital* (actuellement en cours de souscription) destinée à combler le déficit actuel du journal fondé par M. Claude Perdriel. Cette augmentation, à réaliser avant la fin de cette année, devrait atteindre *5 à 6 millions de francs*

Le capital de la société éditrice du *Matin de Paris* est actuellement réparti ainsi : M. Jérôme Seydoux, 19 % ; M. Claude Perdriel (à titre personnel), 20 % ; la S.A. le Nouvel Observateur du monde, 25 % ; les actionnaires souscripteurs, 25 % ; le personnel du *Matin*, 11 %.

● « *La Gazette du Poitou* », hebdomadaire d'informations régionales diffusé dans les Deux-Sèvres et la Vienne depuis mars 1978 — qui avait suspendu sa parution pendant l'été, — rencontre de sérieuses difficultés pour reparaître. Rappelons que *la Gazette du Poitou* présente la particularité unique en France d'être la propriété de trois cents journalistes de la presse nationale *et d'une cinquantaine de* techniciens de l'information, qui ont apporté cinq cents actions de 500 F pour la constitution de la société.

La Gazette du Poitou, que dirige *M. Claude Fouchier, ancien* grand reporter à R.T.L., doit surmonter un manque de trésorerie pour assurer sa relance. Pour la réalisation de l'augmentation du capital de 150 000 F décidée par une assemblée générale extraordinaire, cinq cents actions nouvelles de 300 F sont proposées de façon urgente à l'ensemble de la profession. (*La Gazette du Poitou*, 74, rue Nationale, 866000 Lusignan.)



CARNET

Mariages

M. Jean-François LE BRIZAULT-BONNEL
et
Mlle Micheline GORCE,
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 6 septembre 1978.
14, avenue de Tourville, 75007 Paris.

— Mme Armand CAMPENON, née Gachon,
M. Armand KREISS et Mme, née Schloesing,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Brigitte et Daniel
qui sera célébré dans l'intimité le samedi 16 septembre, à 17 heures, en l'église protestante de Bruxelles.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
17, rue Louis-David, 75016 Paris.
1, rue Berthier, 78000 Versailles.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de
Jean BIOULÈS,
officier de l'ordre national du Mérite,
chef des chœurs
de l'Enclos *Saint-François*
à Montpellier,
survenu le 7 août dernier.
De la part de :
Mme Jean Bioulès,
M. et Mme Vincent Bioulès et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Bioulès,
M. et Mme Pierre Dainat et leurs enfants.
7, 1, 3, 19, avenue Saint-Lazare, Montpellier.

— Le président du conseil d'administration,
Le directeur général de l'I.N.R.A.,
ont le profond regret d'annoncer le décès de
M. Jean CHAUSSIDON,
officier du Mérite agricole,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
directeur de recherches à l'I.N.R.A.,
chef du département
de sciences du sol,
survenu le samedi 9 septembre 1978.
Les obsèques auront lieu le jeudi 14 septembre 1978, à 16 heures, à l'église de Fontenay-le-Fleury (Yvelines).
Mme Chaussidon,
20, rue des Sables,
78330 Fontenay-le-Fleury.

Les Petits Chanteurs
à la croix de bois
Les Petits Chanteurs à la croix de bois ont la tristesse de faire part à leurs nombreux amis de la mort de leur directeur,
M. l'abbé Roger DELSINNE,
successeur du regretté
Mgr MAILLET.
Les obsèques de l'abbé Delsinne, décédé à Glaignes le 11 septembre 1978, seront célébrées à Notre-Dame de Paris, le samedi 16 septembre, à 16 heures.
[L'abbé Delsinne, qui était âgé de soixante-quatre ans, avait remplacé Mgr Maillet à la direction de la manécanterie des Petits Chanteurs à la croix de bois en 1963.]

— M. et Mme François Fontaine,
Le docteur et Mme Bernard Fauconnier,
M. et Mme Roland Fauconnier,
M. Joël Fauconnier,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Henri FAUCONNIER,
née Madeleine Meslier,
8 septembre 1887-8 septembre 1978.
Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Mathias de Barbezieux (Charente).

— M. et Mme Philippe Gabay et leurs enfants,
Mlle Denise Gabay,
ont la douleur de *faire* part du décès de
Mme Fortunée GABAY,
survenu le 7 septembre 1978.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.
2, rue Mariotte, 75017 Paris.
8, rue de la Bienfaisance,
75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès du
Docteur Bernard LESAGE,
chef de service en pédiatrie
à l'hôpital d'Argenteuil,
survenu le 10 septembre dans sa quarante et unième année, en son domicile, 54, boulevard Exelmans, Paris (16e).
La levée de corps se fera le mercredi 13 septembre, à 9 h. 45.
De la part de :
Mme Eveline Lesage, son épouse,
Pierre Lesage, son fils,
M. et Mme E.-P. Vignaud, ses beaux-parents,
M. et Mme Jean-Claude Lesage et leurs enfants,
M. Denis Lesage,
ses frères, belle-sœur, neveu et nièce,
Et de toute la famille.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille du cimetière de Guéret (Creuse), à 16 h. 45.

— Denise et Alain Marez ont la douleur de faire part du décès de
M. André MAREZ,
professeur honoraire.
Il a été rappelé à Dieu dans sa soixante-seizième année.
Les *obsèques* ont eu lieu à Perpignan.
« Si le Christ vous affranchit, vous serez réellement libres. »
(Jean, VIII, 36.)
Le Figuey, Beautiran, 33640 Portets.

— Nous apprenons le décès de
Mamadou OUEDRAOGO,
ancien député
à l'Assemblée nationale française, survenu le 9 septembre à Ouahigouya, en Haute-Volta.
[Né en 1909, Mamadou Ouedraogo siégea au Palais-Bourbon de 1948 à 1951 et fut l'un des premiers parlementaires à militer pour le retour, en 1947, de la Haute-Volta dans ses frontières naturelles. Le gouvernement de Ouagadougou a décidé de lui faire des obsèques nationales.]

— M. et Mme André Prompt ont le profond chagrin de faire part du décès de leur fille,
Danièle PROMPT,
survenu le 29 août 1978.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.
Ils remercient les nombreux amis qui se sont associés à leur peine.

— On nous prie d'annoncer le décès, à Reims, le 2 septembre 1978, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, de
M. Frédéric ROBIDA,
directeur général honoraire
du Touring-Club de France,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945.
De la part de sa fille, Mlle Geneviève Robida.
Et de toute la famille Robida et *alliée*.
L'inhumation a eu lieu à Charleville-Mézières, dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
21, rue de l'Abbaye, 02000 Laon.

— M. et Mme Georges Salomon, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
Mme Germaine ROTH,
dans sa quatre-vingt-treizième année, le 6 septembre 1978.
Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.
47, rue *Nollet, 75017 Paris.*

— M. Alfred Simon,
M. et Mme Jacques Simon,
M. Claude Simon,
MM. Patrick, Jean-Marie, Thierry et Christophe Simon,
Mme Pierre Monmirel,
M. et Mme Bernard Monmirel et leurs enfants,
M. et Mme Michel Monmirel et leurs enfants,
M. et Mme Jean Monmirel et leurs enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
Mme Alfred SIMON,
née Henriette Magisson,
leur épouse, mère, grand-mère, sœur, tante, grand-tante et parente, survenu le 10 septembre 1978, en son domicile, 45, avenue de La Motte-Picquet, Paris (15e), munie des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-seizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette.
L'inhumation aura lieu au cimetière du *Montparnasse dans le* caveau de famille.

Remerciements

— Les familles Horvilleur, Loeb, Goetschel et Becker, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux témoignages d'amitié reçus à l'occasion du décès de
Mme Marcel HORVILLEUR,
née Suzanne Loeb,
remercient tous ceux qui ont pris part à leur grande douleur.

Anniversaires

— Une amicale pensée est demandée pour
Claude MENDELOVICI,
disparu le 12 septembre 1974.
Paris, Rouen.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Paris-I, lundi 18 *septembre*, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Bernard Vincent : « Paul Goodman, critique de la société technologique et théoricien de l'utopie ».

— Université de Paris-I, jeudi 21 septembre 1978, à 14 heures, salle L.-Liard, Mme Françoise Autrand : « Naissance d'un grand corps de l'Etat : les gens du Parlement de Paris (1345-1454) ».

— Université de Clermont-Ferrand, vendredi 22 septembre, à 14 heures, salle des actes de la faculté des lettres, M. Michel Aubrun : « L'ancien diocèse de Limoges des origines au milieu du XIe siècle ».

— Université de Paris-V, mercredi 27 septembre, à 14 h. 30, amphithéâtre E.-Durkheim, Mme Denise Osson : « L'expression de l'enfant, *aspects structuraux et génétiques.* - Etude psychologique ».

Communications diverses

— Les amis du président Edgar Faure ont décidé de se réunir pour lui offrir l'épée traditionnelle à l'occasion de son élection à l'Académie française.
Les souscriptions seront reçues sous forme de chèque bancaire adressé à la librairie Jules-Tallandier, 17, rue Rémy-Dumoncel, 75014 Paris. Prière de mentionner : « Pour l'épée du président Edgar Faure. »
Le comité a pour président M. Bonnefous, chancelier de l'Institut, et pour secrétaire général M. Dumoncel.

Visites et conférences

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., statue de Louis XIV, cour d'honneur du château, Mme Allaz : « Découvrir le parc de Versailles, ses bosquets ».
15 h., gare de Marly-le-Roi, *Mme Bouquet des Chaux* : « *Louis XIV* et Marly ».
15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Puchal : « Hôtel de Sully et son décor intérieur ».
15 h., façade portail gauche, Mme Saint-Girons : « Notre-Dame de Paris ».
15 h. 30, entrée hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h., 47, rue Raynouard, Mme Just : « Promenade dans le vieux Passy ».
15 h., 70, rue de Vaugirard, Mme Hager : « Bâtiments et jardin des Carmes ».
14 h. 15, 42, *avenue des Gobelins* : « La manufacture des Gobelins » (Académie internationale des arts et des lettres).
15 h., 3, rue Malher : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris).
CONFERENCES. — 13 h., 16 h., 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (entrée libre).

Le Monde

Modes du temps

Il conviendrait désormais de faire attention à ce que l'on se met aux pieds...

LA CHAUSSURE ET SES POMPES

LE langage amoureux — *trouver chaussure à son pied* — et le symbolisme des contes de fées issu de la recherche du soulier de vair étaient les signes avant-coureurs d'un phénomène nouveau dans notre vie : le traitement des états essentiels de l'humain par l'emploi d'un vocabulaire ayant trait à la partie la plus inférieure de notre corps. Et le langage usuel d'aujourd'hui, dans sa vitalité et son invention, nous montre à quel point, pour faire le portrait de la société en pied, il ne faut plus négliger la chaussure et ses pompes.

En effet, des expressions récentes ont pris une telle importance dans la conversation, un tel éclat et une telle rapidité de circulation, qu'elles méritent qu'on s'y arrête. La première est *prendre son pied*, qui veut dire : avoir un grand plaisir, être dans les conditions maximales de bonheur, accéder à la jouissance. La deuxième « *lâche-moi les baskets !* » éclaire de façon vive l'avertissement lancé à celui ou celle qui vous agace, ou commence franchement à vous porter sur les nerfs. La troisième exprime, elle, une angoisse existentielle, une difficulté à vivre, un décalage par rapport à l'époque, une impossibilité de s'adapter aux manières des autres, une démarche lunaire dans les affaires, les sentiments, le travail, la vie en groupe : on dira alors du cas ainsi dessiné qu'il « *marche à côté de ses pompes* », ce qui, convenons-en, ne peut pas être plus significatif.

∴

Si, être bien dans sa peau a été remplacé par être bien dans ce qui vous enveloppe le pied, des orteils au talon, c'est peut-être que dans une époque de nivellement par le haut — c'est bien par l'esprit, l'intelligence, la culture et la ruse que se conquièrent les places au soleil — est né un symbolisme sournois de l'inférieur, une résistance obstinée contre tous les lieux communs y compris celui d'être « *bête comme ses pieds* ». Car non seulement, aujourd'hui, les pieds ne sont plus stupides, mais leurs habits, leurs ornements, autrement — et justement dit — « *leurs pompes* », dégagent une multitude de significations que le visage, les vêtements, les signes de mains, ont oublié d'exprimer, par fatigue, par indifférence, ou même par peur et par lâcheté. Dans un siècle qui abhorre l'uniforme, mais qui recherche la singularité à tout prix et qui fait le pari insensé du culte du moi au milieu d'une société de masse, il est finalement normal que ce paradoxe provoque comme un bouton de fièvre sur une peau parfaitement saine : ce sera la chaussure par où on exprime son évidence cachée, son appartenance camouflée, son étendard roulé, ses convictions profondes.

La chaussure de l'abondance des années 60, les Carvils chantés par Jacques Dutronc, sont remplacés par une large invention, une épaisse succession d'opinions et une vaste originalité dans les formes. Il n'y a plus de mode dictatoriale, mais une foule de styles spontanés. Les jeunes femmes portent des chaussures plates à la chinoise, façon épouse de Mao, dont la simplicité et l'élégance conviennent à un engagement politique distrait.

Les fans du disco ont adopté les chaussures à plateforme des quartiers portoricains, genre John Travolta, pour la fièvre du samedi soir. Les loulous et les lycéens se sont pris de passion pour les bottes mexicaines fabriquées en Espagne, les Santiag.

Les belles nostalgiques qui sortent le soir pour crever le trottoir retrouvent au marché d'Aligre les talons aiguilles pointus et noirs surnommés, en souvenir des années 30, « *les Endeuillées* ». Les aventuriers de la route portent des chaussures de récupération qui arrivent d'Extrême-Orient et dont ils savent que les fabricants les ont confectionnées avec des pneus usés. Les richards du showbiz ne savent plus où cacher leur or, c'est peut-être pourquoi ils portent des baskets d'argent, qu'ils agrémentent de broderies lamées ou même d'effets fluorescents. Les punks préféreront des chaussures noires aux bouts pointus qui existaient déjà à l'époque de la guerre d'Algérie sous le nom décadent et ridicule de « coco glacé ».

∴

Les philosophes encore frais comme André Glucksmann portent les baskets métaphysiques dont l'image compte à la télévision. Dans les débats, elles sont presque devenues un argument « soft » face aux « *coups de tatanes* » verbales de la réaction ; posées négligemment sur une table basse, bien en face de la caméra, elles font office de porte-drapeau, d'une manière d'être. C'est une façon de présenter son point de vue des pieds à la tête. Les écologistes leur préféreront les canadiennes nommées « roots » — racines — avec une forme délirante, orthopédique qui offre aux doigts de pieds un espace paradisiaque. Les écologistes contraints de vivre dans un cadre urbain utiliseront, eux, comme à New-York, les baskets « *nike* » pour faire du « *jogging* ». On n'en finirait pas de trouver des chaussures à leurs pieds...

Ces nombreux signes qui distinguent le sportif, le *loulou*, *l'écologiste*, *le philosophe*, *la nostalgique*, la chinoise, le punk, n'achèvent pas la richesse des cristallisations que provoque la chaussure. Depuis les bottines de Proust, on a assez parlé des coups de talon de la Vénus à la fourrure de Léopold de Sacher Masoch, des collectionneurs maniaques et des fous fétichistes. Il faudrait encore écouter Régine expliquer comment la passion de l'achat perpétuel de chaussures est une compensation à une pauvreté initiale, une première revanche élémentaire lorsque le luxe paraissait inapprochable. Il faudrait aussi examiner le choc esthétique des chaussures dans les photos de mode, dans celles de Guy Bourdin ou d'Helmut Newton. Il faudrait se souvenir personnellement de l'importance qu'elles ont pu avoir, quelquefois d'une façon singulière, dans les souvenirs de nos existences propres. Il faudrait les traquer dans l'histoire, des escarpins de la monarchie aux boots de la dernière République.

∴

Il faudrait aussi n'avoir pas oublié que la France est le premier producteur de cuir européen et qu'elle exporte son surplus, c'est-à-dire soixante-quinze pour cent dans le monde entier. Il faudrait pouvoir comprendre comment, lorsque les lacets de l'inconscient sont défaits, ils provoquent des chutes de langage. Et peut-être même saisir à quel point les mots courent plus vite que les choses qu'ils ont pour charge d'immobiliser. A cet égard, il aurait fallu, enfin et surtout, entendre M. José Bidegain, délégué général de la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure française, dire, dans une expression à la fois innocente et savante, totalement naïve et parfaitement symbolique, à propos de la chaussure française, menacée par l'industrie italienne, qu' « *elle marchait normalement* ».

GONZAGUE SAINT BRIS.

Les dominos et le trictrac dans les tiroirs de l'oubli.

Voulez-vous vidéo avec moi ?

LES jeux vidéo sont en train de faire, sur le marché français où ils sont apparus il y a trois ans à peine, une percée remarquable, même si les courbes de vente restent encore très saisonnières (plus de 60 % du chiffre d'affaires au moment des fêtes). D'après l'étude réalisée par le cabinet Bref pour le compte du ministère de l'industrie le nombre d'exemplaires vendus est passé de 300 000 en 1977 à plus de 700 000 en 1978.

Ce succès, dont profitent largement les producteurs étrangers, qui détiennent plus de 50 % du marché, est dû à un double phénomène : l'abaissement constant des prix de vente jusqu'en 1977 (de 600 francs à 300 francs environ) et la rapidité avec laquelle interviennent les perfectionnements techniques. Cette situation tient, en grande partie, à l'état de dispersion des producteurs (plus d'une dizaine), qui se livrent une concurrence sévère, et à l'importance des jeux fabriqués en Extrême-Orient.

Cette grande diversité représente à la fois un avantage et un handicap pour le consommateur. S'il bénéficie d'un choix étendu dans les grandes surfaces, il manque de bons critères pour se décider.

Contrairement aux apparences, tous les jeux vidéo ne se ressemblent pas, loin de là : en dehors du prix, la présentation du jeu, le nombre et la nature des épreuves proposées, l'existence de plusieurs niveaux de difficulté ainsi que la maniabilité des commandes seront autant d'atouts qui pourront orienter les utilisateurs.

Le « bon choix » pourrait être le T.V.G. 8610 d'Hanimex, plus intéressant que son homologue 7771-G par son prix (275 francs contre 324 francs) et sa conception : plus de dix jeux différents, une vitesse de balle qui augmente automatiquement et des manettes de commande de type palonnier, avantages que ne présentent pas ses concurrents directs que sont le SEB 750 (290 francs), le Radiola-S et 102 de Philips (295 francs) et le Match-Robot (270 francs) de la Société occitane électronique de Toulouse. Mieux vaut acheter, dans la gamme de ce fabricant, le Télé-Ball (470 francs), qui compense une présentation médiocre et un prix relativement élevé par la fourniture en série d'un bloc secteur (ses concurrents ne l'offrent qu'en supplément pour 50 francs ou 60 francs) et la possibilité de choisir deux options originales : une commande permettant à quatre participants de jouer simultanément et une version motocross qui offre plusieurs formules différentes (trial, enduro...).

ALEXANDRE WICKHAM.

(Suite page 18.)

Mobilier urbain, affiches, vitrines, publicité : une biennale commence le 16 septembre à la Défense.

RUES DES ARTS

A leur retour de vacances les Parisiens l'ont vu : la rue est à l'affiche.... Dans la rue, dans le métro, dans la ville. Une affiche blanche illustrée par Georges Mathieu annonce, en effet, la première Biennale des arts de la rue, qui aura lieu du 16 septembre au 1er octobre sur le forum de la Défense. Organisée par une association privée, l'Académie nationale des arts de la rue, cette manifestation a pour but de faire l'inventaire de toutes les formes d'expression qui animent la voie publique. Vitrines, affiches, publicité qui clignote ou qui roule le long des bus, kiosques de journaux, « murs sauvages », mobilier urbain reposant ou offensif, parcmètres, espaces piétonniers sont la rue, la font ou la défont. La Biennale se propose donc de réfléchir sur ces données en leur proposant trois éclairages différents : un congrès, deux expositions et une fête.

Ce congrès s'adressera aux spécialistes puisqu'il réunira les auteurs d'expériences les plus intéressantes dans le domaine de la rue, tant en France qu'à l'étranger. Les « expos » et les fêtes parleront davantage à « l'homme de la rue ». Celle qui se tiendra à la mairie de Boulogne-Billancourt (18 septembre) aura pour thème « Les grands de l'affiche 1968-1978 ». Parallèlement des dessins d'enfants seront rassemblés sur le thème « Ma rue à moi ». Le meilleur sera peint sur une palissade à la Défense à partir du 20 septembre, en plusieurs épisodes.

Ce même jour, sur l'esplanade de la Défense, sera inaugurée l'exposition consacrée au mobilier urbain, qui présentera en outre une cinquantaine de sculptures géantes et polychromes.

Quant aux fêtes, qui sont l'âme de la rue, ce seront, d'une part, « La foire au troc » qui se tient traditionnellement à la Défense à cette époque et, d'autre part, une fête foraine. « Cette Biennale doit être, non seulement une confrontation positive entre spécialistes mais aussi une prise de conscience par le public de cette nouvelle réalité que sont les arts de la rue, a *déclaré M. André Parinaud, le commissaire général de la manifestation.* Il faut réconcilier l'artiste et la cité. Le décor de la rue doit devenir une exigence culturelle. »

Dans les salles de bains, les parois ont aujourd'hui la parole.

Murs d'eau

LA peinture et les carreaux ne constituent plus les seuls revêtements des murs d'une salle de bains. La gamme des matériaux s'est élargie, apportant une diversité à la décoration de la salle d'eau.

Les qualités intrinsèques de la céramique font du carrelage le revêtement le mieux approprié à une pièce humide. Il a cependant deux inconvénients : son prix et sa pérennité (on aime, aujourd'hui, pouvoir changer d'ambiance). Toutefois, c'est un domaine où la création est très vivace.

Un décor mural peut être composé, à partir de carreaux à dessins, selon sa propre inspiration. Villeroy et Boch vient de sortir des carreaux de faïence, 20 × 20 cm, ornés de légères branches de cerisiers en fleur que l'on peut disposer à son gré (« Ikebana », de 100 à 140 F le mètre carré suivant les décors). Un dessin très stylisé d'arbres figure sur des carreaux de faïence rectangulaires, de 10,8 ×21,6 cm, à fond beige nuagé ; deux types de carreaux à grands ou petits motifs, bleus ou verts, s'associent à des unis beiges (« Pinède », Cérabati, 104 F le mètre carré).

Sur des carreaux en terre cuite émaillée, de ton blanc brûlé, sont gravées en creux des silhouettes d'oiseaux imaginés par Robert Picault. Ces carrés de 13 cm de côté peuvent s'allier à des demi-carreaux, gravés d'une fleur, d'une libellule ou d'un papillon (Longchamp, 5,90 F et 3,30 F pièce).

Les papiers peints sont maintenant couramment posés dans les salles de bains. C'est un revêtement plus éphémère que le carrelage mais dont les dessins peuvent créer une ambiance aquatique amusante : feuillages exotiques (« Bornéo », Inaltéra) ou paysage à la japonaise où voisinent roseaux, étangs et échassiers (Follot). Nobilis vient de créer un papier peint très décoratif sur lequel sont imprimées à la main des feuilles et fleurs de nénuphars, sur un fond brillant ressemblant à de la laque.

Fibres de noix de coco

Le liège est souvent utilisé dans la salle d'eau, mais il est d'aspect un peu terne. Plus décoratives, de nouvelles dalles carrées, de 50 cm de côté, sont constituées de gros grains de liège clair dispersés sur une mousse de polyuréthane colorée en jaune, vert, bleu ou rouge (« Arlequin », H.P.K., 29,60 F le mètre carré).

Les revêtements muraux vinyliques sont solides et résistent à l'humidité. Ils valent de 20 à 35 F le mètre carré mais leurs décors, qui imitent les matériaux naturels, ne sont pas toujours réussis. Deux exceptions cependant dans ce domaine : « Trimural » de Forbo, en bonne copie de liège, et l'« Optic 3 » de Sommer, dans un pseudo-carrelage à motifs floraux en empreinte, très acceptable en ton beige sable.

Deux nouveaux revêtements en fibres végétales peuvent servir à tapisser les murs d'une salle d'eau. L'un est fabriqué avec des fibres de noix de coco, tressées en cordes qui sont collées sur un support non tissé. Ce « Benoît-mural », de 0,75 m de large, existe en tons unis ou à rayures ; il vaut de 60 à 70 F le mètre carré. Le second revêtement (qui s'utilise au mur et au sol) est un tissage de sisal monté sur latex, dans des tons beige clair ou rosé. Sa largeur est de 2 m et il est vendu 75 F environ le mètre carré (« Maeva », Balamundi).

Du tissu éponge sur les murs, c'est possible avec le nouveau revêtement textile, 100 % coton, contrecollé sur papier de Muretot-Texunion (90 F le m en 115 cm). Cette éponge bouclette, traitée antitaches et antimoisissure, se pose par collage comme un papier peint ; elle se choisit dans une gamme de vingt coloris unis.

JANY AUJAME.

Les grands magasins ouvrent deux fois leurs portes : les leurs et celles des autres.

Des couturiers dans les rayons

UNE rue large... tapissée de moquette et bordée de boutiques, tel est de plus en plus l'aspect que prend le rayon mode des grands magasins. Le Bon Marché, le premier appliqua ce principe de façon probante ; le Printemps inaugura, par la suite, une « rue de la mode » (*le Monde* du 5 avril), qui vient du reste de s'agrandir en ajoutant aux quatorze boutiques sept noms célèbres parmi lesquels Christian Dior, Lanvin, Thierry Mugler, Kenzo et J.-C. de Castelbajac. Après ces deux initiatives on attendait celle des Galeries Lafayette. C'est aujourd'hui chose faite avec l'ouverture au premier et au troisième étage d'une « galerie mode ». Galeries où les femmes trouveront réunies les créations des créateurs et des modes correspondant à leur style.

Chacune pourra donc s'habiller selon sa personnalité. C'est en effet le critère retenu. « *Nos clientes ne souhaitent pas un classement par gamme de prix. Une enquête récente l'a prouvé*, déclare Marianne Milliès-Lacroix, la responsable de la mode. *Même si elles ont un petit budget, elles préfèrent se référer à un article plus cher.* » En fait, ce que la femme cherche, c'est un ensemble de pièces coordonnées, un *total look*, qui va avec son style et avec la façon dont elle vit.

Douze créateurs du prêt-à-porter ont pignon sur cette rue. On y trouve les noms des leaders : Claude Montana, Jean-Claude de Luca, Issey Myaké et Thierry Mugler. Chacun a sa boutique à son style. Comme dans la ville.

FLORENCE BRETON.

Des tricoteuses-à-tout-faire

LE tricot aujourd'hui se révèle un moyen d'expression tout en permettant de s'habiller à bon compte, dans les coloris d'avant-garde et à ses mesures. D'où son succès !

Selon une étude de motivation du Secrétariat international de la laine, les tricoteuses actuelles se divisent en économiques, « fantasques » et occasionnelles. Les premières se trouvent souvent parmi les mères et grand-mères de famille nombreuse, réalisant des layettes et les chandails de la rentrée des classes. Les secondes s'intéressent à la mode et cherchent des modèles d'exécution rapide à grosses aiguilles, tout en s'amusant à créer des accessoires, voire des poupées. Enfin, les occasionnelles ont le coup de foudre pour une veste, un châle ou un coussin, découpé dans une revue féminine.

Elles ont utilisé, en 1977, 520 millions de pelotes de fils, soit 26 000 tonnes, exportées d'ailleurs à 58 %, surtout vers les pays de la Communauté ainsi que vers les Etats-Unis et le Canada.

En outre, le tricot a bénéficié de l'installation des résidences secondaires, que les tricoteuses ont pu décorer à leur manière sans apprendre à coudre. Les dessus de lit de grand-mère, les sièges et les coussins à dessins personnels utilisent une quantité importante de fils, tandis que les écologistes préfèrent couvertures et vêtements de laines non traitées chimiquement (teintures végétales).

Pour développer cette consommation, la Chambre syndicale des producteurs de fils à tricoter a créé, en juillet 1976, le Centre national des arts de laine (1) pour former un nouveau public, notamment de jeunes. Après deux ans, celui-ci resserre sa cible en faveur des *milieux scolaires* avec des stages pédagogiques pour l'enseignement du tricot, du tissage ou du macramé.

Les fils de l'hiver comprennent beaucoup de mélanges pour obtenir des effets moelleux. Le mohair et la laine apportent leur volume caressant, tandis que l'acrylique, comme la courtelle, s'affine en fils chinés ou jaspés suggérant le tweed. Le polyester et les synthétiques ajoutent leur légèreté et leur côté pratique, presque tous ces fils se caractérisant par la facilité de lavage à la main ou en machine.

Les couleurs sont douces, avec beaucoup de camaïeux de rouges, de bleus, de verts ou de violets. Les tons naturels se rapprochent du chameau, mais il y a aussi beaucoup de bruns roux ou foncés, des écrus et des blancs cassés.

Les dessins sont souvent élaborés comme les écossais mis en vedette par *le Jardin des modes* ou les points dentelés de *France-Tricots*. Les débutantes et les expertes qui cherchent des explications de vive voix apprécieront la promotion de la Woolmark dans les grands magasins parisiens au cours des prochaines semaines.

« La vie en tricot » se tiendra au Printemps du 10 au 25 octobre avec les marques Bon Pasteur, Berger du Nord, Chat botté, Marigold, Phildar, Georges Picaud, Plassard, Welcomme-Pernelle, Pingouin, Bois Joli, Schaffhouse et Anny Blatt, ainsi que les laines maison. Chacune exposera un modèle : chandail, veste ou débardeur, à acheter avec la recette.

Les Galeries Lafayette, pour leur part, ont choisi une exposition « France », du 6 au 28 octobre, avec les fils à tricoter pour la décoration, en laines des quatre principaux producteurs ainsi que celles du magasin.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 13, rue de Buci, 75006 Paris. 033-38-07.



Les carrures à la Tarzan se retrouvent dans toutes les collections d'hiver, en *manteaux*, en *vestes* et en petites pièces. Nous avons donc choisi des modèles-témoins sans oublier le *spencer* plus près du corps, réalisés en exclusivité pour les lectrices du « Monde ». Pour en obtenir l'explication, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à votre nom, à l'adresse au bas de chaque légende.

WELCOMME-PERNELLE : manteau à grande carrure d'Alain Derda dans un gros fil ébouriffé vert écume et beige, à exécuter au crochet 7 ou 8, avec 32 pelotes, soit 240 F. A Paris, chez Céléné, 33, rue de l'Annonciation, 75008. Club du Tricot Welcomme-Pernelle, 150, rue du Faubourg-Poissonnière, 75840 *Paris Cedex 10.*

CHAT BOTTE : surveste bord à bord de Marie-Catherine Brun dans un fil givré en camaïeu de rouge, à tricoter en double, 16 pelotes, 155,20 F. Chez Delon, 14, rue du Rocher pour les fils, Zénith Publicité, 36, avenue Hoche, 75008 Paris pour la recette.

PHILDAR : spencer en fil mohair, laine et acrylique gris perle, gansé de pourpre, de Catherine Darchy. 14 pelotes, 120 F env. Dans les boutiques de la marque pour les fils. Service de presse, 112, rue du Collège, 59100 Roubaix.

Voulez-vous vidéo avec moi ?

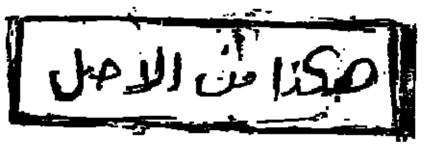
(Suite de la page 17.)

Le vidéo Interton 2800 (390 francs) offre, en plus des jeux traditionnels de base (tennis, football, squash, hockey), une piste automobile où les bolides défilent à des allures de plus en plus vertigineuses.

Dans la catégorie des six jeux avec tir à la cible, le 61-N d'Univox (240 francs), bien conçu et élégamment présenté, semble plus intéressant que le Telstar distribué par la Miro Company, dont le pistolet fait un bruit infernal... Plus complet, le télésport dix jeux d'Univox (290 francs) comprend, en outre, , basket, baby-foot et tir à la D.C.A...

Les plus fortunés se tourneront peut-être vers le Saba vidéo-play (1 370 francs, adaptable, pour l'instant seulement, sur des récepteurs de télévision munis du procédé Sécam), un jeu vidéo à cassettes (135 francs pièce) très élaboré, à moins qu'ils ne préfèrent le Mémo-Test (1 350 francs), qui leur permettra de tester leurs connaissances dans les domaines les plus divers (culture générale, musique, biologie, etc.). Les plus économes attendront, quant à eux, la seconde génération des jeux vidéo (avec circuits automobiles, batailles navales), en espérant qu'elle ne tardera pas trop...

ALEXANDRE WICKHAM.



Le Monde

culture

Variétés

La fièvre du vendredi soir

Marysa Berenson, la vedette de Barry Lindon*, téléphone :* « Rejoins-nous ce soir au Palace. Suis avec John Travolta. »

Une émeute à l'entrée du Palace, boulevard Montmartre. Remparts *de protection, remparts de journalistes à l'entrée des trois loges réservées à Marysa et à John Travolta, qui sont là. A l'orchestre, quinze cents personnes, les yeux levés vers la corbeille, dansent, extatiques.*

Il est très jeune, Travolta. Il a vingt-quatre ans, des yeux bleus, une peau très blanche, un air doux. Alors on a dansé, parqués, en l'air, on vous versait du champagne, et ça faisait « flash » par-ci par-là. Et nous, on faisait comme si on ne les voyait pas tous ces photographes. On faisait comme si nous n'étions pas agaçants, comme si nous n'étions pas en l'air, comme si nous n'étions pas parqués. Est-ce bien sérieux d'être là quand les nouveaux philosophes sont à l'Elysée à faire le baise-main ? Mais c'est gai.

Travolta, il y a six mois, lorsqu'il est venu à Paris, personne ne l'a remarqué. On dirait un enfant que la tête amuse. Le sourire est bienveillant, chaleureux. Il vient naturellement à vous. Il est curieux, « seul le bon côté des gens » l'intéresse. Il porte une chemise de fil banane avec un petit crocodile cousu sur le cœur. En bref : une chemise Lacoste.

Il voudrait danser avec liberté ! Fabrice, le maître des lieux, à qui la demande est transmise, propose le plateau du théâtre. Il organise une sortie avec sa garde habillée en rouge, épaules argent. Comme dans toutes les gardes, il y aussi des civils. On descend. Bousculades comme dans Vie privée *: les fans, les photographes. Coincé contre les haut-parleurs, Travolta, devant la marée humaine, abandonne. Mais par où repartir ? Les coulisses ? Disputes de photographes. Dans l'escalier de service, on respire. Des projecteurs braqués sur notre loge, on s'en va. De nouveau, bousculade pour sortir. Pour monter dans les voitures, six molosses nous portent. Deux photographes enfourchent chacun une moto et nous suivent à travers Paris. Photo à chaque arrêt ; ils chargent leurs appareils avec les dents. Marysa rit, Travolta sourit, j'ai chaud.*

Arrêt devant l'hôtel Plaza. Un journaliste demande à Marysa le numéro de la chambre de Travolta. *Marysa ne répond pas.*

Une chambre ? Huit qui se suivent. Mais pas de fleurs. On s'assoit comme si on allait repartir tout de suite. Arrivent trois assistantes charmantes. L'une, tirée de son sommeil, les autres étaient avec nous, mais pour s'en apercevoir...

Travolta nous sert à boire et se commande du thé. Malgré tout ce charivari, il est calme, détendu, content. Quand quelques mots me manquent, Marysa traduit. Travolta lui dit que sa première apparition dans Cabaret *est inoubliable. On dirait qu'elle ne l'a pas entendu. Elle me dit en français, vite, pour qu'il ne comprenne pas, qu'il est pur, qu'elle pourrait l'adorer. Dans le langage de Marysa, cela veut dire autre chose.*

Petite-fille de Schiaparelli, cover-girl célèbre, symbole de l'élégance et de la grâce, star courtisée par le monde entier, couvertures de Time, *de* Newsweek, *femme en instance de divorce, mère qui vient d'échapper à un très grave accident de voiture, curieusement elle se préserve, fraîche, tranquille. Apparemment une vie brillante... Ce n'est pas une vie si facile. Paraître avec ce style est un art. Et même s'il n'y avait que sa performance dans* Barry Lindon... *Peut-être est-ce parce qu'elle est si belle et si franche que sa présence ordonne le recul.*

Bonne camarade, elle est ravie que Travolta admire une autre qu'elle. En l'occurrence, Maria Schneider. Timidement, Travolta dit qu'il considère le Dernier Tango à Paris *comme un chef-d'œuvre. L'homme le plus beau au monde : Alain Delon, qu'il prononce Delan.*

Nous parlons, parlons... Il pose des questions, attentif, vif, complice. A 3 heures du matin, le téléphone sonne : Los Angeles. Il se tourne vers nous : « J'aime les bonnes nouvelles... Les bonnes nouvelles... Il a signé ? », *demande-t-il presque incrédule, comme si tout ne devait pas sourire à ce jeune homme qui sourit si souvent.* « Il a signé. » *Son regard se trouble ; alors que ses amis se félicitent, il se tait, comme si la réalité lui échappait. Puis, retrouvant sa paix, il nous dit que son rêve vient de se réaliser : Stewie Wonder a accepté d'écrire une comédie musicale pour lui. La première comédie musicale de de Stewie Wonder, le premier film qu'il produira. « Ce sera tout de suite après* American Gigolo. » *Son prochain film. Son bonheur se manifeste avec légèreté, gentillesse.*

Il a commencé à jouer, il avait douze ans. Sa mère était professeur d'art dramatique, elle lui disait qu'il faisait tout si facilement qu'aucun professionnel... Arrêtons-nous là. Le reste, tout le monde connaît, mais connaît-on des gens dont on parle tant et qui sont, dans la vie, si simples, si charmants ?

FRANÇOIS-MARIE BANIER.

Archéologie

Une nouvelle grande tombe découverte en Macédoine grecque

Une nouvelle grande tombe — royale peut-être — vient d'être découverte en Macédoine. Selon le *Times*, cette tombe serait un peu plus ancienne et moins riche que le tombeau de Philippe II trouvé dans la même région du nord de la Grèce au cours de l'automne 1977. Cette tombe daterait du deuxième quart du quatrième siècle avant Jésus-Christ, soit de —375 à —350, alors que Philippe II fut roi de Macédoine de 356 à 336. Si l'homme enterré dans ce tombeau a été roi, on aurait affaire à l'un des quatre prédécesseurs immédiats de Philippe II.

Le corps du défunt reposait dans une jarre en argent, le cou entouré d'une couronne d'or représentant des feuilles de chêne, analogue à un bijou trouvé dans la tombe de Philippe II. Le tombeau renfermait plus de trente très beaux récipients en argent, une lampe en bronze doré, diverses pièces d'armure en bronze doré, en or ou en cuir recouvert d'or. Les murs de l'antichambre du tombeau étaient décorés d'une frise représentant une course de chars.

Des informations supplémentaires sur la tombe de Philippe II ont été données récemment, toujours d'après le *Times*. Les os étaient ceux d'un homme de quarante à cinquante ans — ce qui correspond à l'âge auquel Philippe II fut assassiné. Dans le tombeau du personnage enterré dans l'antichambre, vraisemblablement Olympias, épouse de Philippe II, on a trouvé ce que le professeur Manolis Andronikos a qualifié de plus beau bijou grec ancien connu : un diadème fait de délicates fleurs en or dont des abeilles d'or butinent le nectar.

Festivals

LES MUSIQUES DE GAUDEAMUS

(Suite de la première page.)

Avec une bibliothèque riche de plus de dix mille partitions et d'environ mille cinq cents disques, la Fondation, qui, vue de l'extérieur, ressemble à une petite villa à toit de chaume dans le quartier résidentiel de Bilthoven, est peu à peu devenue l'un des centres les plus importants dans le monde pour la musique contemporaine.

Walter Maas, à qui revient l'initiative de sa création en 1945, y fait régner une atmosphère de bonne humeur communicative et d'enthousiasme infatigable, très appréciable quand, d'aventure, la nouvelle cuvée ne tient pas ses promesses : dans les pires moments d'ennui — lorsqu'une œuvre interminable semble vouloir tenir le plus longtemps possible — il a toujours l'air de penser : « Allons, la prochaine sera meilleure ! » Et on se sent un peu réconforté...

Les œuvres présentées ne devraient pas être si mauvaises que cela puisqu'un jury s'est réuni au printemps pour examiner les envois anonymes et inédits, suscités par le concours annuel et opérer un choix : dix œuvres « sélectionnées », dix-sept « recommandées » (selon le nombre de points obtenus). Ainsi, cette année, Louis Andriessen, Tadeuz Baird, Nicolaus Huber, Guy Reibel et Atli Sveinsson ont examiné environ deux cent cinquante partitions. Pourtant, à l'audition de certaines pièces, quatre ou cinq peut-être, on se demande comment un jury, compétent « a priori », a pu se fourvoyer aussi franchement. Au milieu des partitions non retenues, disposées sur une table à l'entrée de l'un des concerts, il s'en trouvaient quelques-unes qui paraissaient plus intéressantes.

Qui paraissaient... Et tout le problème est là, car il devient de plus en plus difficile de se faire une idée précise, à la seule lecture, de la valeur d'une composition dont le résultat sonore est presque toujours imprévisible : on peut juger au mieux ce qui saute aux yeux. Or, aujourd'hui plus que jamais, l'écriture musicale étant devenue un symbole, de moins en moins perceptible à l'audition, ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle garde une valeur en soi.

Quatre noms

Les prix, en revanche, ne sont décernés qu'après l'audition, mais la formule doit être abandonnée l'an prochain. A l'idée un peu artificielle de compétition sera substituée une politique d'information : les interprètes travailleront en liaison étroite avec les compositeurs pendant la semaine qui précède l'exécution, une « foire aux jeunes compositeurs » permettra d'entendre sur cassettes ou de lire les œuvres envoyées, mais non retenues ; un forum offrira aux auteurs sélectionnés la possibilité de présenter au public leurs idées sur la musique, de faire écouter d'autres œuvres et même de traiter d'un sujet extra musical qui les intéresserait particulièrement.

Les prix décernés cette année le sont donc pour la dernière fois, et, dès l'an prochain, le festival devrait prendre un visage nouveau, différent de ce qui existe ailleurs.

En attendant, et puisqu'on ne peut pas parler de tout, ni dégager une ligne bien précise qui serait celle de la création actuelle, il faut bien faire un choix et se limiter à quater noms : Iancu Dumitrescu (1944), Manuel Hidalgo (1956), Friedrich Jaecker (1950) et Marc Monnet (1947), un Roumain, un Espagnol, un Allemand et un Français chez qui on croit déceler quelque chose qui n'est pas seulement du métier ou de bonnes intentions.

« Le jeu de la Genèse pour deux pianos », de Dumitrescu, établit, entre les claviers, un dialogue frénétique, des poursuites avec des vagues, des contrastes. Ainsi résumé, cela peut paraître banal parce que c'est précisément la recette d'un bon duo ; mais c'est encore, avec les vieilles recettes qu'on fait les meilleurs plats. Profitant de la possibilité d'envoyer plusieurs œuvres, Dumitrescu avait également en création « Movemur pour violoncelle seul » ; plusieurs mouvements peu contrastés, joués presque exclusivement su rles sons flûtés qui naissent près du chevalet, avec une technique virtuose du glissando. Moins systématique, « Profondo », de Manuel Hidalgo, qui se présente aussi comme une cadence de violoncelle, est plus riche en oppositions, révélant un vrai tempérament dramatique malgré une forme par « moments » successifs dont le déroulement n'aboutit pas à une cristallisation conclusive.

« In Excelsis », de Friedrich Jaecker, avec ses sonorités de piano, de celesta, de clavecin et de percussions, évoque davantage « Refrain » de Stockhausen que les tendances actuelles de la « nouvelle simplicité » allemande auxquelles on serait tenté de l'assimiler. Il y a bien un côté boite à musique, mais d'un fonctionnement subtil, avec beaucoup d'économie, de fausse symétrie et des recherches de sonorité.

« Musique (s) en boîte (s) à retour A » pour haute-contre, deux pianos et percussions, de Marc Monnet, enfin, reprend la partie de pianos de « Boite en boites à musique à systèmes » (« le Monde » du 13 juillet 1978), qui forme une sorte de rideau hachuré toujours fortissimo derrière lequel transparaissent les batteries irrégulières de percussions et la voix de haute-contre récitant un poème de Heine, complètement désarticulé. C'est un peu la même pièce mais vue sous un angle tout à fait différent, en attendant une troisième exploitation, à venir, du même matériau, pour grand orchestre.

Cette partition a reçu le prix d'encouragement décerné par l'une des stations de radio ; le premier prix est allé à « la Foire », de Stephan Dragostinov (que je n'ai pu entendre), le deuxième à « Pajase », du Vénézuélien Emilio Mendoza (1953) et le troisième à Manuel Hidalgo.

GÉRARD CONDÉ.

Jazz

LE GROUPE AIR A PARIS

Brelan d'as

La série de concerts présentée par les trois musiciens du groupe Air — Henry Threadgill, Fred Hopkins et Steve MacCall — est leur premier contact avec le public français. Pourtant, cofondateur de l'A.A.C.M. de Chicago, ils ont « tourné » depuis plusieurs années maintenant dans toute l'Europe, tout comme l'Art Ensemble, Sam Rivers, Anthony Braxton. Avec ces derniers, ils font partie de ceux qui ont le plus œuvré pour faire connaître dans le monde entier une musique née dans quelques faubourgs de villes du Middle-West, et aujourd'hui établie principalement à New-York.

Concert très attendu, donc, que celui de ces trois individualités. Aussi inspirés et indépendants les uns des autres qu'ils soient, ils savent transcender la formule du trio, en équilibrer les forces, par leur intuition et leur respect mutuel.

Yenry Threadgill, aux saxophone et flûte, joue totalement en dehors du temps que marque avec une certaine nonchalance le batteur, Steve MacCall. Il nous livre des mélodies superbes où l'élan spirituel semble tenir une grande place. Par contraste avec la sobriété de son jeu de cuivres, Threadgill a mis au point un instrument de percussion fait d'enjoliveurs de roues de grosses voitures américaines. Rien n'est plus étonnant que le spectacle de cet homme passé grand maître dans cette discipline qu'il a inventée : montés sur des câbles tendus entre des tréteaux, les enjoliveurs ont été juxtaposés en fonction de leur son d'origine et Threadgill, qui en possède une jolie collection, les utilise par groupes relativement à des harmonies qu'il a mises au point. L'instrument permet une sorte d'improvisation pour bruits de ville, qui entraîne à la danse irrésistiblement.

« *Cette idée de la création globale d'un instrument, de ses lois et de son utilisation, est très typique de l'esprit de l'A.A.C.M.*, dit Henry Threadgill, *ainsi d'ailleurs que la poly-instrumentalité et l'utilisation de toutes les formes de la musique noire. Tous les concepts aujourd'hui « exportés » par les musiciens de Chicago ont été mûrement approfondis dès la création de l'organisation, même s'ils ne sont apparus au public que plus tard. Si, plus qu'à Saint-Louis, on insiste à Chicago sur l'héritage culturel, c'est que les réalités sociales y sont différentes. Chicago est proche d'un lac où vivent encore des Indiens très intéressés par ces problèmes, et la ségrégation y est particulièrement aiguë. Pour ces raisons, l'affirmation de l'idiome culturel a toujours été dans le nord de l'Illinois au cœur de l'actualité. Tous les ans, l'association organise un grand séminaire où tous les membres se réunissent, non seulement pour échanger des idées musicales mais encore pour maintenir cette expression de notre originalité.* »

L'originalité d'Air ce n'est pas uniquement la présence de l'instrument fou de Threadgill, c'est aussi la souplesse de Steve MacCall, un de ces batteurs qui savent créer une ambiance, un « beat », en deux frappes judicieuses de cymbales.

Le troisième homme, le bassiste Fred Hopkins, qui était en France au printemps, avec le quartet de Don Pullen, est peut-être l'élément de ce trio le plus passionnant à suivre en solo. Pendant près de vingt minutes, il peut s'engager sur des terrains difficiles sans qu'à aucun moment le swing tout-puissant qui l'habite et qu'il nous communique ne fléchisse.

Parce qu'il se soucie de ses rapports avec le public et à force de persévérance, Air propose une démarche honnête où les plus vives audaces trouvent leur place dans une organisation logique. Cette musique ne lâche pas ceux qui s'y aventurent.

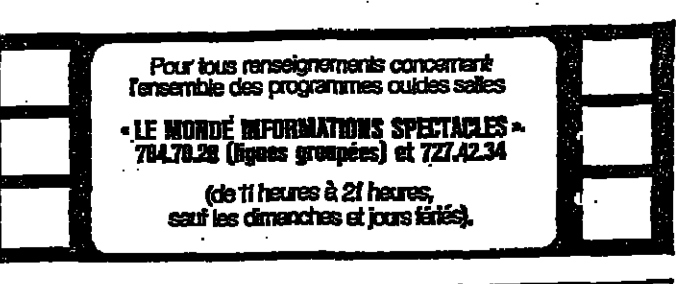
P.-E. RAZOU.

★ Dernier concert : mardi 12 septembre, à 21 heures, à la chapelle des Lombards.

■ Le grand prix du quatrième Festival du film super 8 amateur, qui s'est tenu à Bergerac (Dordogne), à été attribué le 10 septembre à M. André Poirier pour « Retour d'Anna ».

■ RECTIFICATIF. — L'aide aux compagnies dramatiques indépendantes prévue dans le budget 1979 est en augmentation de 4,5 millions de francs, soit une hausse de 16,8 %, et non de 19 % comme nous l'avons écrit par erreur dans « le Monde » du 12 septembre.

SPECTACLES



Mardi 12 septembre

théâtres

Arts-Hébertot, 20 h. 30 : Mon père avait raison.
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Prends bien garde aux zeppelins.
Cartoucherie, 21 h. 30 : Théâtre équestre.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : *Boeing-Boeing*.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
Daunou, 21 h. : les Bâtards.
Essaïon, 20 h. 30 : Sonate pour deux femmes seules et une H.L.M. ; 22 h. 15 : L'empereur s'appelle Dromadaire.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 21 h. : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : les Folies du samedi soir.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Punk et punk et colegram ; 22 h. : J. Benguigui. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : le Fauteuil ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 23 h. : la Musica.
Madeleine, 20 h. 30 : le Préféré.
Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Montparnasse, 21 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Orsay, 20 h. 30 : Harold et Maude.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
La Péniche, 20 h. 30 : la Dernière Bande.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Patate.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis resté longtemps sur les remparts de Chypre ; 22 h. 30 : Monnaie, camping, caravaning.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour de Nesle.
Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : le Grand Ecart ; 22 h. : la Femme rompue ; 23 h. 15 : S. Llado.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Nouvelle Star ; 21 h. 30 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Soliloques ; *21 h. 30 : Popeck ; 23 h.* : les Jumelles. — II, 22 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. 15 : Théâtr' en poudre ; 22 h. : Fromage ou dessert.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Hosanna.
Cour des Miracles, *20 h. 30 : M. Sergent* ; 21 h. 45 : l'Eau en poudre ; 23 h. : Grugru.
Dix-Heures, 21 h. : les Etoiles.
Fanal, 20 h. : Un coin dans le sens de la marche ; 21 h. 15 : le Président.

Le Manuscrit, 21 h. : Vos gueules, on s' marre.
Le Petit Casino, 21 h. : Du dac au dac ; 22 h. 15 : J.-C. Montells.
Les Petits Pavés, 21 h. 15 : Ça sent l'printemps.
Les Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : la Goutte ; 21 h. 30 : l'Autobus ; 22 h. 30 : Y a qu'là que j'suis bien.
Vieille Grille, I, 22 h. 30 : Poussez pas le mammifère. — II, 21 h. : Cécile Ricard.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : R. Siegel, clavecin, et P. Gabard, violoncelle (Bach) ; 21 h. : J.-C. Dalzon, flûte ; A. Bartelloni, mezzo-soprano, et P. Grapeloup-Saliceti, piano (Mozart, Alain, Baubet-Gony, Roussel, Gaubert, Ibert, Sciortino, Groblez).
Théâtre des Champs-Elysées, 21 h. : V. Borge, pianiste fantaisiste.

Festival estival

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre philharmonique et Chœurs de *Radio-France* (Schubert, *Liszt*, Beethoven, Hasquenoph).
Sainte-Chapelle, 20 h. 30 : Ensemble Parnassus, avec René Jacobs, haute-contre (de Boismortier, Telemann, Blow, Corelli, Dornel, Croft, Bach).

FESTIVAL
DE MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 21 h. : Orchestre de chambre B. Thomas et les solistes du Consort Orpheus (Vivaldi).

Les chansonniers

Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.
Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.

La danse

Palais des arts, 20 h. 30 : Kol Aviv, chants et danses d'Israël.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Benny Waters.
Campagne-Première, 18 h. 30 : Monama ; 20 h. 30 et 22 h. 30 : Sugar Blue.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 : Guest et Synchro Rythmic, jazz antillais.
Palais des arts, 18 h. 30 : Chemin blanc, country music.
Chapelle des Lombards, 21 h. : Groupe Air.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Guerre et Paix, de K. Vidor ; 18 h. 30 : An American Romance, de K. Vidor ; 20 h. 30 : le Météore de la nuit, de J. Arnold ; 22 h. 30 : la Chose d'un autre monde, de C. Nyby.
Beaubourg, relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE Mr GOODBAR (A., **) v.o. : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : St-Ambroise, 11e (700-89-16) (sauf mar.).
ANNIE HALL (A.) v.o. : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It.) v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
AROUND THE STONES (A.) v.o. : Vidéostone, 6e.
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol.) v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
BRIGADE MONDAINE (Fr., **) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LE CONTINENT FANTASTIQUE (Esp.) v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
UN CANDIDAT AU POIL (A.), v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, *20e (797-02-74)*.
LE CONVOI (A.) v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

> ### Les films nouveaux
>
> **L'EMPIRE DE LA PASSION**, film japonais de Nagisa Oshima (v.o.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36), Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bonaparte, 6e (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Balzac, 8e (359-52-70).
>
> **CRI DE FEMMES**, film américain de Jules Dassin (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), France-Elysées, 8e (723-71-11), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Madeleine, 8e (073-56-03), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

DAMIEN, LA MALEDICTION II (A., **), v.o. : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Wepler, 18e (387-50-70).
DIEU MERCI, C'EST VENDREDI *(A.) v.o. : U.G.C. Danton, 6e* (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
DOSSIER 51 (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, *14e (542-67-42)* ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
DRIVER (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
EXHIBITION II (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : *U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)* ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Bienvenue-Montparnasse 15e (544-25-02).
GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LES GUERRIERS DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22).
HITLER, UN *FILM* D'ALLEMAGNE (All., v.o.) (4 parties) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (2 parties) : Bosquet, 7e (551-44-11).
LE JEU DE LA MORT (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), à partir de vendredi ; *Athéna, 12e (343-07-48)*.
LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).
JULIA (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
LAST WALTZ (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03).
LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Nation, 12e (343-83-11) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; *Gaumont-Convention, 15e* (828-42-27) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).

(Suite page 21.)

SPECTACLES

(Suite de la page 20.)

LE MATAMORE (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
MELODIE POUR UN TUEUR (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MERCREDI APRES-MIDI (A., v.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
LE MERDIER (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
MŒURS CACHÉES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32).
MOLIERE (Fr.) (2 parties) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
MON PREMIER AMOUR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-13) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98) (sauf mardi).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PORTRAIT D'ENFANCE (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
RETOUR (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
REVE DE SINGE (It., v. ang.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88).
LES ROUTES DU SUD (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
TROCADERO, BLEU CITRON (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Lumière, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
UNE NUIT TRES MORALE (Hong., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Contrescarpe, 5e (325-78-37). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Impérial, 2e (742-72-52), Balzac, 8e (359-52-70), Colisée, 8e (359-29-46), Athéna, 12e (343-07-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : Bilboquet, 6e (222-87-23), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 6e (033-34-83), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les séances spéciales

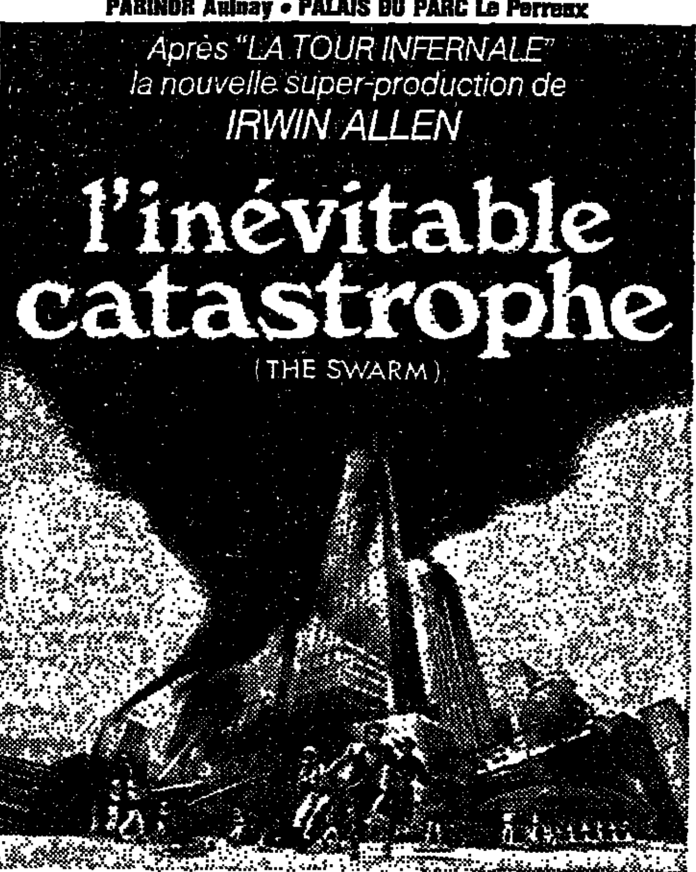
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar. 21 h.
BARBEROUSSE (Jap., v.f.) : les Tourelles, 20e (636-51-98), mardi, 21 h.
LES CHASSEURS (Grec, v.o.) : Théâtre de la cité internationale, lun. 21 h.
LA CICATRICE INTERIEURE (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33) 19 h.
LES COMPLEXES (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LES DAMNES (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) 18 h. (sf S., D.).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 23 h. 45.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.
FAMILY LIFE (Ang., v.o.) : la Pagode, 7e (705-12-15), 14 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
GROS PLAN (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).
ICI ET AILLEURS (Fr.) : Action République, 11e, 18 h.
INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sf D.).
NATHALIE GRANGER (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).
PARIS VU PAR... (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h., 24 h.
TROMPE-L'ŒIL (Fr.-Belg.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (542-67-42).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78), le Parnassien, 14e (329-83-11).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), h. sp.
LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE CORSAIRE ROUGE (A., v.f.) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75), mer., sam.
LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA FETE SAUVAGE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.f.) : Palais des glaces, 10e (607-49-93), ven., mar.
JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.f.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55), matinée.
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LE LOCATAIRE (Fr.) (**) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
MAMA ROMA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; à partir de ven : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Cambronne, 15e (734-42-96).
PADRE PADRONE (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
PARADE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE PIRATE DES CARAIBES (A., v.o.) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75), dim., mar.
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), New-Yorker, 9e (770-63-40).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), à partir de 18 h.
ROMEO ET JULIETTE (It.-Ang., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
SOLEIL VERT (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), h. sp.
LE TROISIEME HOMME (Ang., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Palais des glaces, 10e (607-49-93), mer., lun.
UN ETE 42 (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : le Parnassien, 14e (329-83-11).
LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Eldorado, 10e (208-18-76).
LES VIOLONS DU BAL (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).
LES VISITEURS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

Les festivals

CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, La Pagode, 7e (705-12-15) : Hôtel du Nord.
FILMS OUBLIES DES GRANDS METTEURS EN SCENE (v.o.), Action-République, 11e (805-51-33) : la Femme du Gange.
I. BERGMAN (v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) : la Honte.
AMOUR, EROTISME ET SEXUALITÉ (v.o.), le Seine, 5e (325-95-99). — I : 12 h. 30 (sf dim) : Je, tu, il, elle ; 14 h. : Anatomie d'un rapport ; 16 h. Dehors, dedans ; 18 h. : Cet obscur objet du désir ; 20 h. : Une petite culotte pour l'été ; 21 h. 30 : le Casanova de Fellini. — II : 14 h. 30 : le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis ; 18 h. 20 : Malicia ; 20 h. 20 : Vices privés, vertus publiques ; 22 h. : Valentino.
MARILYN MONROE (v.o.), Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), 15 h. 15, 20 h. 15 : Marilyn ; 16 h. 15 : Niagara ; 18 h. 30 : la Rivière sans retour ; 22 h. : les Misfits.
DAUMESNIL (v.o.), 12e (343-52-97), 16 h., 21 h. : Monty Python ; 17 h. 30 : Docteur Folamour ; 19 h. : Nos plus belles années ; 23 h. 30 : (V., S. + 24 h.) : Phantom of the Paradise.
H. BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-81-78) : La mort n'était pas au rendez-vous. — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Key Largo.
J. FORD (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Prisonnière du désert.
AMERICAINES STORY (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : le Démon des femmes.
COMEDIE MUSICALE AMERICAINE (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : L'amiral mène la danse.
CARLOS SAURA (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : le Jardin des délices.
J. TATI, Champollion, 5e (033-51-60) : les Vacances de M. Hulot.
BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50). I, 3 h. 10 : Frankenstein Junior ; 15 h. : la Flûte enchantée ; 17 h. 30 : le Miroir ; 19 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 21 h. 30 : Salo ; vend., sam., 23 h. 30 : The Song remains the Same. — II, 13 h. : Easy Rider ; 14 h. 35 : Panique à Needle-Park ; 16 h. 20 : Qui a tué le chat ? ; 18 h. 15 : Cabaret ; 20 h. 10 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Délivrance ; vend., sam., 24 h. : l'Ile du docteur Moreau.
CHATELET-VICTORIA (v.o.), 1er (508-94-14), I, 14 h. : Jour de fête ; 16 h. : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. : Un après-midi de chien ; 20 h. 10 (vend., sam. + 24 h.) : Cabaret ; 22 h. 15 : le Droit du plus fort. — II, 14 h. 10 (+ sam., 24 h.) : l'Année dernière à Marienbad ; 16 h. 10 : l'Enigme de Kaspar Hauser ; 18 h. 10 : Citizen Kane ; 20 h. 15 : Providence ; 22 h. (+ vend., 24 h.) : Aguirre, la colère de Dieu.
STUDIO GALANDE (v.o.), 5e (033-72-71), 13 h. 45 : Satyricon ; 15 h. 55 : Mort à Venise ; 18 h. 10 : les Fraises sauvages ; 20 h. : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 10 : Chiens de paille ; vend., sam. + 24 h. : Répulsion.
STUDIO 28, 18e (606-36-07) (v.o.) : les Yeux bandés.





RADIO-TÉLÉVISION

La nouvelle grille de France-Inter

Mme BAUDRIER : Il n'y a pas de contre-réforme

Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de Radio-France, a commenté, mardi 12 septembre, au cours d'une conférence de presse, la nouvelle grille des programmes de France-Inter (*le Monde* du 12 septembre). « *France-Inter*, a-t-elle dit, *continue de changer pour que ses auditeurs puissent mieux encore écouter « la différence ». (...) Ce que veut toujours France-Inter, c'est rester une radio vivante, attentive aux mutations de la vie sociale et aux nouvelles aspirations de ses auditeurs.* »

Mme Baudrier a contesté que la « *course aux sondages* » ait inspiré la grille mise en place en mai dernier. Les sondages, a-t-elle précisé, « *ne sont qu'un élément de la réflexion, mais ils n'en posent pas moins une question sérieuse qu'aucun moyen de communication de masse dans le monde ne saurait ignorer : une radio de service public peut-elle espérer garder une audience nationale ?* » Selon le P.-D.G. de Radio-France, les nouveaux programmes diffusés à partir du 29 mai « *n'ont pas entraîné de modifications de l'auditoire global de France-Inter par rapport aux autres années, le mois de juin accusant toujours une légère baisse par rapport à mai* ». Elle a ajouté : « *Il a toujours été prévu que ces nouveaux programmes, au banc d'essai pour six semaines, jusqu'au lancement de la radio de l'été, n'étaient qu'une première étape. (...) Aujourd'hui, l'orientation donnée le 29 mai est maintenue et même accentuée. Il n'y a pas de contre-réforme.* »

Mme Baudrier a rappelé que le public de France-Inter est plus âgé (14,5 % de jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans contre 23,8 % à Europe 1, 25,5 % à R.T.L., 26,7 % à R.M.C.), plus masculin et de statut social plus élevé (13,6 % de cadres supérieurs et 13 % d'ouvriers spécialisés contre, respectivement, 7 % et 27 % à R.T.L.). L'objectif prioritaire, a-t-elle dit, a été « *de créer des liens avec les femmes et les jeunes* » et « *d'obtenir une participation du public plus active* » : avec les nouveaux programmes, cette ouverture en direction du jeune public sera « *maintenue et même accentuée* » de 18 à 24 heures, et dans la matinée « *s'affirmera le souci de mieux répondre aux aspirations des femmes avec un programme d'information, de service et de dialogue* ».

D'autre part, M. Jean Lefèvre, directeur de l'information, a affirmé son souci de mieux « *séparer l'information du commentaire* ». Il a annoncé la création de trois nouvelles chroniques, consacrées respectivement à la politique (A. Joannès, 7 h. 15), à la société (J.-F. Kahn, 7 h. 40) et à la culture (P. Bouteiller, 8 h. 45). Gilbert Denoyan animera le journal de 13 heures et Claude Guillemin « Le téléphone sonne », à 19 heures.

LES PROGRAMMES DE RENTRÉE SUR R.T.L.

Tandis que Léon Zitrone présentera chaque matin « R.T.L. et vous », toutes les demi-heures, de 5 h. 45 à 8 h. 15 (six mini-journaux consacrés aux informations pratiques et à la vie quotidienne (*le Monde* du 9 septembre), Philippe Alexandre interrogera à partir du 18 septembre également, à 8 h. 7 de « la personnalité du jour ». Le journal de 8 h. 30 sera un « journal à deux voix », Alain Kraus répondant aux interventions d'Anne-Marie Peysson investie du rôle de Mme Tout-le-monde. Michel Clerc assurera à 8 h. 45 une nouvelle chronique qui, sous le titre « Tapis rouge » donnera la parole à ceux qui ne sont pas précisément « comme tout le monde ». La tribune de Remo Forlani sur le cinéma sera désormais diffusée après le flash d'informations.

RADIOS LIBRES ACTIVES

Radio-Verte Fessenheim reprendra le vendredi 15 septembre ses émissions vers l'Alsace et les régions frontalières de Suisse et d'Allemagne, ont annoncé les animateurs de la station le 11 septembre à Strasbourg. Chaque vendredi, à 19 h. 45, sera présentée une émission d'informations régionales avec la participation de la population et des élus locaux. Un magazine hebdomadaire, « Vivre en Alsace », sera réalisé le dimanche matin. La diffusion se fera sur une fréquence de 100 à 104 MHz à partir d'une dizaine d'émetteurs.

MARDI 12 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 2) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Reportage : Concorde... Histoire d'un avion.

André Turcat, le plus fameux des pilotes d'essai, a écrit le livre des aventures du supersonique qui sert de trame au huitième des films de la série de Daniel Costelle. Une aventure vraie.

22 h., Sports : Tennis (Flushing-Meadow). 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran : A TOUS LES COUPS L'ON GAGNE, téléfilm de P. Bogart (1975), avec S. Jones, S. Groon, L. Luckinbil.

Une joueuse acharnée, après avoir dilapidé les économies de son mari, essaie de reconstruire sa vie, aidée par les joueurs anonymes.

Vers 22 h., Débat : La passion du feu.

Le professeur Serge Leibovici, médecin psychiatre, M. Jacques Gilbert, président du Syndicat des casinos, et d'anciens joueurs guéris parlent de cette passion où l'on peut tout « flamber ».

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Le club des quatre ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : AU-DELA DU MISSOURI, de W. Wellman (1951), avec C. Gable, R. Montalban, J. Hodiak, A. Menjou, M.-E. Marques, J. Holt. (Rediffusion.)

Aventure, grands espaces et mise en scène épique. Le problème du racisme posé en termes romanesques.

21 h. 40, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « *Le croire, le craindre* », avec *F. Deligny et F. Guattari* ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : « Aller-retour, détours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Festival de Salzbourg : « Symphonie n° 27 en sol majeur », « Concerto pour piano n° 26 en ré majeur », « Airs », « Symphonie n° 28 en ut majeur » (Mozart), par le Mozarteumorchester de Salzbourg, dir. P. Maag, avec E. Tappy, ténor ; J. Demus, piano ; 23 h., Jour « J » de la musique, œuvres pour guitares classiques ; 23 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : Neusidler, Bulman, Molinaro, Besard, Bach ; 0 h. 5, Méridiens de septembre.

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 3) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes : être père, c'est parfois urgent ; 19 h. 15, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 19 h. 50, Tirage du Loto ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Jeu : L'inspecteur mène l'enquête ; 22 h., Histoire des gens, de P. Dumayet, réal. J.-M. Meurice (les Galériens du roi).

Cette émission évoque la vie des forçats dans les bagnes, à terre et à bord des galères, au XVII[e] siècle.

22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., FILM : LES ESCLAVES DE BABYLONE, de W. Castle (1953), avec R. Conte, L. Christian, M. Schwartz, T. Kilburn.

Deux Israélites, esclaves du roi de Babylone, découvrent que le berger Cyrus est l'héritier légitime du trône perse et en font le libérateur du peuple juif.

Ce mélodrame à l'antique est inédit en France.

16 h. 20, Dessins animés ; 16 h. 35, Des compagnons pour vos songes ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Sport : Football (Coupe d'Europe) : Nantes-Benfica Lisbonne (en direct de Nantes).

22 h. 15, Magazine : Question de temps (L'ordinateur et votre avenir).

Peut-on apprivoiser ce monstre inquiétant qu'est l'ordinateur ? Une série d'enquêtes et de reportages qui nous font découvrir également un autre visage de l'ordinateur au Japon et aux Etats-Unis.

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Association des chrétiens témoins dans leurs entreprises ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Téléfilm : Point commun. D'après un roman de M. Cury. Adapt. et réal. : O. Descamps. Avec : M. Dubois, A. Simono, J. Serres, A. Roux, J. Ferrière, J. Jeanson, M. Verret, F. Vercuyssen.

Adolphe voudrait être l'ami de Lucien, qui est l'amant de sa femme. Destruction d'une Maison sur fond de vie provinciale.

21 h. 55, Journal.

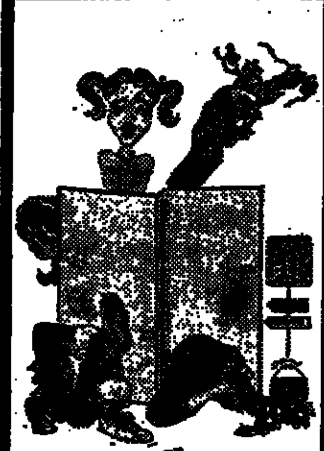
FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Un livre, des voix : « Moi, Claude » de R. Graves ; 14 h. 47, L'Ecole des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Mercredi jeunesse : L'évolution de la sexualité chez les adolescents ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 32, La musique et l'amour : Des mots qui chantent ; 18 h. 30, Feuilleton : le grand livre des aventures de Bretagne : « Merlin et Viviane » ; 19 h. 25, Jules Verne et le capital ;

20 h., Musiques de la nostalgie et de l'inachevé : avec V. Jankelevitch ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : « Aller-retour détours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du Royal Albert Hall de Londres... « Symphonie n° 8 en mi bémol majeur » (Haydn), « Concerto pour piano n° 4 en sol majeur » (Beethoven), « Symphonie n° 2 en ut mineur » (Tchaikovski), par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. W. Susskind, avec C. Curzon, piano ; 22 h. 40, Sortilèges du flamenco ; 23 h. 10, France-Musique la nuit : méridiens de septembre.









	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

SOCIETE DE SERVICE
FILIALE D'UN IMPORTANT
GROUPE BANCAIRE
recherche

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

pour occuper un poste à l'étranger dans un établissement du Groupe.

Le candidat devra :
- posséder une formation supérieure (Grande Ecole, Université, ...)
- avoir une expérience d'un ou deux ans de réalisation d'application sur mini-systèmes transactionnels
- être intéressé par l'élargissement de ses connaissances dans le domaine des activités bancaires.
- PARLER COURAMMENT L'ANGLAIS.

Il aura la responsabilité du développement de nouvelles applications, de leur maintenance et de leur exploitation.

Il lui est offert une rémunération intéressante et des possibilités d'évolution de carrière dans le domaine informatique au sein du Groupe.

Adresser C.V. et prétentions à no 77907
CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TOTAL
COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

En raison du développement de ses activités sur d'importants chantiers (Moyen-Orient, Indonésie, Sahara...)
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

MINES, CENTRALE, ARTS ET METIERS...

Les carrières proposées nécessitent :
— la capacité à s'adapter à différents métiers
— un goût réel pour les activités de chantier
— la disponibilité pour l'expatriation
— la connaissance de la langue anglaise.

Veuillez envoyer votre C.V. et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16 sous référence 78.035.

ARABIE SAOUDITE

S.E.D.
SAUDI ELECTRICAL
DEVELOPMENT C°
(Association MANGIN-EGLY FRANCE/
DITCO JEDDAH)
recherche son

DIRECTEUR

- Ingénieur diplomé, 40 ans environ
- Anglais indispensable
- Expérience : Négociation contrats
  Suivi technique
  Gestion
- Résidence Jeddah

Ecrire à E.I. MANGIN-EGLY B.P. 60
à VITRY LE FRANCOIS Cédex (51302)

P.LICHAU

EXPANSIAL

Recherche pour

ENTREPRISE ALGERIENNE DE GENIE CIVIL
Responsable du pilotage pour la construction d'une importante unité sidérurgique.

INGENIEURS

- Travaux publics - Terrassement - Génie civil — REF. 680 M
- Estimation et contrôle des coûts pour génie civil et bâtiment — REF. 681 M
- Gestion et entretien matériel travaux publics — REF. 695 M
- Planning
  chargé de l'élaboration, de la mise en place et du suivi d'un système PERT — REF. 682 M
- Génie civil
  Chargé du contrôle avant exécution des devis, cahiers des charges, plans et responsable des implantations et métrés — REF. 683 M
- Coordonnateur de travaux — REF. 685 M
- Pour Direction de travaux de génie civil — REF. 600 M

CONDUCTEURS DE TRAVAUX INGENIEURS OU ASSIMILES

- Pour génie civil — REF. 689 M
- Pour électricité — REF. 691 M
- Pour Méca-fluide — REF. 692 M

Pour l'ensemble de ces postes

Il est exigé :
- une solide formation de base
- une expérience professionnelle de plus de 5 ans

Il est offert :
- logement meublé ou indemnité de logement
- Sécurité sociale et retraite des cadres
- une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partie transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS

HAVAS CONTACT

Spécialistes de maintenance aéronautique
nous voulons développer un département
ENGINS BALISTIQUES
nous recherchons un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DE HAUT NIVEAU

Il sera le spécialiste électronique d'une équipe pluridisciplinaire chargée d'étudier un engin tactique étranger et devra, par la suite, bâtir une équipe capable d'assurer la maintenance électronique des engins de ce type.

Ce poste qui nécessite une formation type SUPELEC, une expérience très solide dans des techniques de pointe, une grande mobilité géographique, peut être un sérieux tremplin pour un candidat performant.

Envoyer dossier complet de candidature sous référence M 9241 à :



publival
70, rue du Point-du-Jour,
92100 BOULOGNE, qui transmettra

SORGEM

recherche

1) LE CONSEILLER - ORGANISATEUR

d'un établissement public commercial et financier en Afrique Centrale

Sa tâche consiste à assister le Directeur Général dans la création et la gestion de l'organisme : il définira, mettra en place et contrôlera les mécanismes d'intervention et les procédures internes de gestion.

CE POSTE NÉCESSITE :
— une double formation universitaire en économie et en gestion ;
— plusieurs années d'expérience professionnelle ;
— une expérience africaine et un sens aigu des relations humaines.

REF. DEV 16

2) L'INGÉNIEUR EN ORGANISATION

d'un organisme de développement rural important en Afrique de l'Ouest Sahélienne

Sa tâche consiste à participer à la définition et la mise en place d'une réorganisation globale de l'organisme dans le cadre d'une équipe d'organisateurs. Il sera le seul permanent dans le pays de cette équipe.

CE POSTE DE SENIOR NÉCESSITE
— une formation universitaire ;
— une expérience professionnelle importante en gestion, comptabilité et organisation ;
— une expérience africaine et un sens aigu des relations humaines.

REF. DEV 17

UN ORGANISATEUR SENIOR ET UN ORGANISATEUR JUNIOR

pour son siège à Paris

Ces postes nécessitent de nombreux déplacements notamment en France et dans de nombreux pays africains (6 à 8 mois par an).

ILS AURONT :
— une formation supérieure universitaire ;
— une expérience professionnelle de préférence en bureau d'étude au audit ;
— un sens aigu des relations humaines.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE EST APPRÉCIÉE

REF. DEV 18

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
SORGEM, 152, boulevard Pereire, 75017 Paris.

Pour un complexe de liquéfaction de gaz en ALGÉRIE
UN PUISSANT GROUPE AMERICAIN recherche un

CHIMISTE de LABORATOIRE
INGÉNIEUR OU CADRE

ayant une très bonne formation chimique supérieure, une bonne connaissance de l'anglais et au moins dix années d'expérience dans un laboratoire analytique dans le domaine de la pétrochimie ou de la raffinerie.

Très bonne pratique de l'analyse instrumentale, très bonne expérience dans la spectrophotométrie absorption atomique (A.A.) et dans la chromatographie du gaz.

Sous la supervision du chef de laboratoire, il est appelé à diriger une équipe de techniciens algériens et à en assurer la formation.

Age indifférent. Contrat de deux ans renouvelable.

Rémunération 8.000 à 9.000 F par mois versés en France + indemnités journalières en dinars. Logement gratuit. Scolarité primaire et secondaire.

Deux voyages en France par an avec famille. Avantages importants.

Priorité aux candidats ayant déjà travaillé en Algérie.

Ecrire avec C.V. à D. DANGER (référence 2.402).

CORT
65, avenue Kléber
75116 PARIS
Discrétion absolue

Directeur Administratif et Commercial

ABORATOIRE DE COSMETOLOGIE — FILIALE ALLEMANDE

n laboratoire de Cosmétologie en expansion régulière recherche pour sa filiale Allemande (10 per-
nnes C.A. 2 millions de marks) un Directeur Administratif et Commercial.
harge de la coordination des différentes activités de gestion de cette unité (administration géné-
le, finance, stock, personnel), il devra également superviser l'activité des cinq représentants.
e collaborateur, dépendra de la directrice de la filiale et travaillera en étroite relation avec la direc-
on administrative et financière de Paris.
e poste conviendrait à un homme de 35 ans minimum, parfaitement bilingue Français/Allemand,
yant exercé pendant au moins 3 ans des fonctions de gestion globale dans une petite unité du sec-
ur produits de luxe.
e lieu de travail est à Munich.
nvoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 803143 M (à mentionner sur l'enve-
ppe) à Christiane MONTEIL.
e secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

BKC

Société Française de Bâtiment
recherche
pour chantiers en cours

à RIYAD - ARABIE SEOUDITE
UN CHEF DE CAMP

our gérer une base-vie d'environ 120 personnes.

Expérience d'un tel poste en Afrique ou au Moyen-Orient indispensable.

Connaissance de l'anglais courant requise.

Poste à pourvoir immédiatement.

nvoyer C.V. et prétentions sous réf. T. 07.922 M
REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des emplois vous attendent. Demandez le mensuel spécial, MONDEMPLOIS (serv. M 73), 14, rue Clauzel, Paris-9e.

POUR EUROPE
INGÉNIEURS
POSITION II ET III
Connaiss. microprocesseurs.
Anglais indispensable
Très haut salaire.
A.C.B.I., 69, r. Maubeuge
PARIS (10e) - Mo Gare-du-Nord

P. séjour gde ville AFRIQUE NOIRE. Société recherche
CONDUCTEUR TRAVAUX
Exp. bâtiment. Rens., entrevue
HOTEL MERIDIEN
vend. 15 sept. 15 h. 30-18 h. 30
(s'adress. réception).

IMPORTANTE SOCIETE
DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour son Groupe

MÉCANIQUE DES FLUIDES

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN OUTRE-MER

Il aura pour tâche de mettre en œuvre et d'assurer la maintenance d'installations hydrauliques et pneumatiques.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience de ce domaine et de bonnes connaissances techniques et matériels nécessaires à l'exploitation de ces systèmes.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 1426 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 q. t.

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Génie Climatique et Froid Industriel

I - GENIE CLIMATIQUE

- Ingénieurs d'études et calcul d'installation de climatisation. — REF. 1100 M
- Ingénieurs responsables de projets, chargés de coordination d'études et de travaux. — REF. 1101 M
- Ingénieurs B.E. spécialisés pour l'établissement des projets d'exécution. — REF. 1102 M
- Ingénieur spécialisé en automatisation. — REF. 1105 M

II - FROID INDUSTRIEL

- Ingénieur spécialisé du froid industriel — REF. 1104 M

Il est exigé :
- une expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Il est offert :
- un logement ou une indemnité de logement
- sécurité sociale et retraite cadres
- une rémunération selon compétence nette d'impôts et en partie transférable.

Les candidatures sont à adresser avec curriculum-vitae détaillé sous référence correspondante à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois internationaux

MOTOROLA INC.

Semiconductor Group
AUSTIN, TEXAS (U.S.A.)

MOTOROLA is one of the leading companies in Microcomputer. Memory and CMOS products with the energy and technological background to keep a firm grip on the future.

At AUSTIN, in the middle of the highland lake area of the Texas hill country, we have built up our newest manufacturing facility. This is the home of our MOS LSI operations where the next generation of complex components will be born.

We are seeking for

experienced ENGINEERS

to fill the following positions:

CMOS:
Design and development of CMOS linear, Memories, digital logic and EPROMS.

Memories:
Design and development from definition through production of RAM's, ROM's, EPROM's, etc...

Microcomputers:
Circuit and logic design of NMOS Si-Gate microcomputers, including computer simulation, circuit computs transient analysis, device modelling, CAO, etc...

Candidates should have the equivalent of a BS degree, with a minimum of 2 years of applicable experience.

We offer excellent benefits, as well as an attractive relocation assistance package.

If you are interested in this opportunity in the USA, please write giving Curriclulum Vitea to
M. Arturo KRUGER
MOTOROLA SEMICONDUCTOR PRODUCTS S.A.
16, Chemin de la Voie-Creuse
1211 GENEVA 11.

METALLURGIE

Nous sommes une société établie en Amérique du Sud avec participation française et nous avons construit et mis en route une usine à feu continu.

Nous souhaitons confier la responsabilité du service entretien à un ingénieur A. et M. ou équivalent.

Cet
ingénieur entretien

aura acquis une première expérience industrielle dans la fonction et de préférence dans l'industrie lourde. La connaissance de la langue espagnole serait souhaitable.

Avantages habituels de l'expatriation avec logement, voiture et scolarisation éventuelle des enfants.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 10.67-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

Société Agro Industrielle
CAMEROUN
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

avec très bonne connaissance comptabilité, formation ESSEC Ecoles Supérieures de Commerce, D.E.C.S.

Env. C.V. et photo, référ N° T 07849 M
Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

SEDIS
(GROUPE PEUGEOT)

1.190 pers. - C.A. 150 M F
n° 1 en France, n° 2 en Europe en CHAINES MECANIQUES
TOUS TYPES, recherche

CHEF DE PRODUCTION AU PORTUGAL

Après stage actif d'un an à l'usine de 38 SAINT-SIMEON (pr. GRENOBLE), sera nommé à COIMBRA (3e ville du Portugal, 200 km de Lisbonne) :

Responsable FABRICATION et GESTION DE PRODUCTION de cette usine - Filiale de 30 personnes.

Après séjour de 4-5 ans.
Possibilité de poursuivre carrière en FRANCE.

— INGENIEUR diplômé (mécanique) : A.M., E.C.L., I.D.N., ENSI ou équivalent.
— 5 - 10 ans EXPERIENCE comme RESPONSABLE DE PRODUCTION dans unité autonome (MECANIQUE).
— Parlant PORTUGAIS ou disposé à l'apprendre.

Lettre manuscr., C.V., rémunération et photo ss réf. 2916 à

sélection conseil
6, place Maréchal Juin
75017 Paris

ECCO T.T.
DIVISION INTERNATIONALE
recherche

MOYEN-ORIENT
LABORANTIN
MECANIQUE DES SOLS
(Essais de compactage)

Téléph. : 246-09-01 ou 824-65-60 ou se pr., 5, r. Drouot, Paris-9e muni des certificats de travail et diplômes.

URGENT recherchons pour PAYS SAHELIENS

● UN INGÉNIEUR
GENIE RURAL
ou HYDRAULICIEN
grande expérience, pour étude aménagement hydro-agricole.

● INGÉNIEUR AGRONOME
exper. 5 ans min. p. mise en exploitation de périmètres irrigués — Adresser C.V. à Association internationale de développement rural, 20, rue du Commerce, 1040 BRUXELLES

SOCIETE D'ETUDES ECONOMIQUES
recherche
pour mission longue durée auprès organisme de promotion des exportations d'un pays d'Afrique du Nord

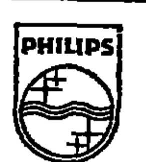
H.E.C. ou similaire
5 ans expérience minimum

Adress. C.V., photo et prétent. sous réf. OLIM (ment. envel.)

EMPLOIS ET CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Data Systems

Vous avez : - soit un diplôme ESC, une licence ***SCIENCES ECONOMIQUES*** *ou une formation supérieure comparable,*
- soit une formation supérieure ***SCIENTIFIQUE*** *que vous envisagez de compléter par une expérience au contact des réalités commerciales et des responsabilités de gestion.*

PHILIPS Data Systems

poursuivant le développement de son réseau de vente
vous propose de participer, dans le cadre d'une carrière d'

ingénieur commercial

à la diffusion de sa gamme de produits
- Ordinateurs de gestion
- Mini-ordinateurs
- Systèmes de saisie de données
- Matériels de traitement de texte
- Systèmes de terminaux

Dans cette fonction vous devrez :
- analyser les besoins et les préoccupations de vos interlocuteurs et mettre en évidence l'intérêt d'une utilisation de l'informatique
- guider les utilisateurs vers les solutions les plus efficaces
- conseiller les responsables lors des décisions qui jalonnent la mise en place de tout processus informatique
- coordonner les interventions de spécialistes au cours de ces différentes étapes.

Un programme complet de formation commerciale vous permettra d'acquérir les bases nécessaires à l'exercice de ces responsabilités, au moyen de cours et de stages pratiques sur:
- le marché de l'informatique
- les produits PHILIPS Data Systems
- *les applications.*

Durant cette période, votre rémunération tiendra compte de votre niveau de formation et de votre expérience éventuelle.

Les postes répartis entre les grands centres de Province et la région parisienne, seront pourvus dès la fin de la formation commerciale.

Adressez votre candidature à :
Direction du Personnel, PHILIPS DATA SYSTEMS,
5, Square Max Hymans, 75015 PARIS.



marketing-développement

AGRO-ALIMENTAIRE

La fonction est à créer, dans une Moyenne Entreprise, au niveau de l'équipe restreinte de Direction, autour du Président. Le poste est directement opérationnel.

Il implique un redéploiement et une organisation de la politique commerciale dans l'optique Marketing.

● un très bon niveau est requis ● une ampleur et une précision dans la préparation des projets ● une capacité de réalisation au niveau de l'équipe commerciale et du terrain.

Base : petite ville Sud Ouest.
Mobilité nécessaire pour des déplacements en France et éventuellement à l'étranger.

Merci d'adresser au Cabinet R.C.C., lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération actuelle, photo, en précisant la réf. 824-M.

Toute discrétion à l'égard des candidatures est assurée.

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

INGÉNIEUR très confirmé
(Niveau A.M.)

Une Société industrielle recherche, pour son usine (350 personnes), décentralisée dans le Nord-Ouest, région agréable, un ingénieur très confirmé capable d'assurer après période d'adaptation, la direction de l'usine.
Personnalité dynamique, il devra apporter une très bonne compétence technique dans les domaines de l'emboutissage, usinage, émaillage, fonderie et montage.
Logement assuré.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. + photo (retournée) et rémunération souhaitée à n° 78.054 CONTESSE, 20, av. de l'Opéra, PARIS 1er, qui transmettra.

CHEF DE PROJET études électroniques
ESE-TELECOM-INPG
5 ans d'expérience — POITIERS

Nous sommes une Société multinationale française, leader mondial spécialisé dans l'étude, la fabrication et la vente de produits industriels de biens d'équipement.
Nous recherchons un ingénieur ESE, TELECOM, INPG, ayant une expérience sérieuse dans l'étude et l'industrialisation de matériel électronique de grande série, utilisant les circuit logiques et analogiques, connaissant l'ANGLAIS, pour lui confier :
- De grandes responsabilités dans la conception de produits électroniques nouveaux de haute performance.
- Une projet qu'il devra mener à son terme.
- Une équipe à animer.
- Un budget à gérer.

● La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.
● Pour un candidat de qualité, il y a de larges possibilités d'évolution à l'intérieur du Groupe dont fait partie notre Société.

Les personnes intéressées doivent envoyer un C.V. et indiquer leurs prétentions sous référence 7208 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

PS Conseil

Filiale d'un puissant groupe national, une importante société spécialisée dans les sous-ensembles électroniques, recherche pour ses usines implantées en Bourgogne, quatre

INGÉNIEURS MÉCANICIENS OU ÉLECTRO-MÉCANICIENS

1 - Un Ingénieur Etudes et Développement
(AM + option électronique...) possédant une première expérience industrielle, qui sera chargé de la conception, de la mise au point et du développement de sous-ensembles destinés à la télévision, à l'électro-ménager et à l'automobile.

2 - Ingénieur Etudes et Développement "Petits Transformateurs"
(AM ou équivalent débutant) qui étudiera ses produits à partir du cahier des charges technico-commerciales et les développera jusqu'au stade de la pré-série.

3 - Un Ingénieur "Optique Electronique"
(SUPELEC, SUPAERO, ISEP...). Il sera demandé à ce jeune diplômé de posséder un goût prononcé pour la recherche théorique et le calcul scientifique, et de poursuivre jusqu'à l'industrialisation, des produits qu'il aura conçus et réalisés. Solides connaissances mécaniques notions d'informatique et bonne connaissance de l'anglais sont indispensables pour réussir dans ce poste.

4 - Ingénieur Technico-Commercial "Allemagne"
Dépendant de la Direction Commerciale basée à Paris, ce jeune diplômé (ENSAIS, INSA...), bilingue allemand-français, assurera la liaison entre les laboratoires situés en Bourgogne et la clientèle, allemande pour l'essentiel. La connaissance d'autres langues sera un atout pour *l'évolution de carrière. Les réponses seront traitées confidentiellement par M. BUHLER.*

Adresser C.V. sous réf. A/338M *en précisant le numéro du poste choisi à*

PS CONSEIL
9, rue Jacques Moyron - 69006 LYON
Tél. (78) 52-90-63

Strasbourg

Chef des fabrications

BACO, en progression dans sa branche, l'appareillage électrique, renforce et réorganise ses structures et cherche le responsable de ses ateliers de fabrication : usinage, moulage, montage, comprenant plus de 500 personnes.

Ce poste hiérarchique important convient à un ingénieur électro-mécanicien expérimenté (5 à 10 ans) dans la direction d'ateliers, intéressé par l'évolution des méthodes de production d'articles standards et par l'amélioration des conditions de travail.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, sous réf. 23510/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS, 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES.



responsable service informatique

recherché par **Importante Société Agro-Alimentaire**, région **ANGERS (1000 personnes).**

Responsable de l'évolution et des applications du système actuel (IBM 3/8) et d'un matériel IBM 34 dont il assurera à court terme la mise en place, il sera également chargé de la coordination entre les différents départements de l'entreprise et de travaux d'organisation interne.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant en plus d'une expérience d'Analyste-Programmeur, une réelle aptitude à concevoir et à diriger un service.

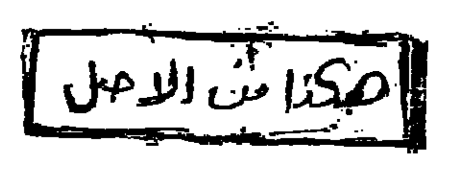
Adressez votre dossier de candidature sous référence 80/M à

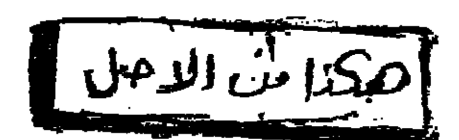
ouest recrutement
B.P. 2281 - 49022 Angers Cedex.
Les dossiers ne seront transmis à l'entreprise qu'avec l'accord des candidats.

UN DIRECTEUR D'AGENCE SERVICES INFORMATIQUES

Nancy - Strasbourg

C'est la fonction que notre société spécialisée dans le conseil et le service en informatique, jouissant d'une grande renommée, souhaite confier à un diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou scientifique. Agé d'au-moins 30 ans, il justifiera d'une expérience acquise, de préférence, soit chez un constructeur d'ordinateurs en tant que commercial, soit au *sein d'une SSCI. Bénéficiant d'une grande autonomie d'action, le directeur* d'agence gère un budget de plusieurs millions de francs, organise sa prospection commerciale (dans ce poste, 9 départements), négocie la vente de contrats d'assistance, assure le suivi des chantiers en cours. Réellement «patron» de son agence, il est responsable de la gestion de ses collaborateurs (ingénieurs, analystes, programmeurs) qu'il recrute, forme et dont il assure la promotion. C'est donc à la fois un commercial, un gestionnaire et un animateur. Sa rémunération dont une partie est sous forme de commissions, atteint un niveau élevé en rapport, bien entendu, avec l'étendue de ses responsabilités. Compte tenu de la dimension de ce poste, vous comprendrez que nous sommes obligés de donner un caractère confidentiel à cette annonce et dans un esprit de réciprocité vous pouvez en écrivant s/réf.2109 à INTER P.A. - BP 508, 75006 Paris cédex 02 qui transmettra, mentionner le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF

Division Télécommunications
DÉPARTEMENT RADIO-TÉLÉPHONE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN Technico-Commercial

Responsable de l'agence régionale de

LYON

Cé poste conviendrait à un cadre diplômé d'une école d'ingénieurs de 30 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience commerciale.

GESTIONNAIRE EFFICACE

Homme de contacts et de décisions, il animera une équipe de commerçants - techniciens administratifs d'environ 30 personnes et devra pouvoir assurer l'ASSISTANCE TECHNIQUE au niveau de la vente, de l'installation et de la maintenance de notre matériel.

Les candidats intéressés par cette offre devront :

a) se présenter le jeudi 14 septembre en prenant R.-V. au (15-78) 49-54-46, chemin des Pivolles, 69150 DECINES-CHARPIEU, de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

b) ou présenter leur candidature en écrivant avec C.V., photo et prét. à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS, les candidatures seront traitées avec discrétion.

Importante Société de Services (Transports), leader sur son marché, C.A. 200 MF.

Province : 100 kms nord-est de Paris, recherche le

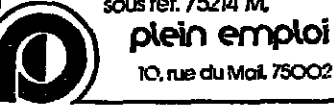
MOTEUR DE SON DÉPARTEMENT COMMERCIAL 100.000 F +

Sa mission :

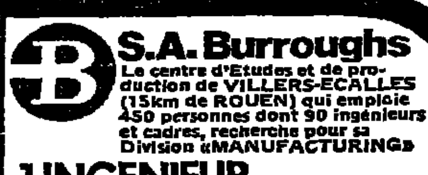
- il forme, anime et conseille sur le terrain, une équipe de 5 attachés commerciaux et assure personnellement les contacts et négociations à haut niveau,
- au niveau de l'État-Major, il participe à l'élaboration de la politique commerciale et assume la responsabilité de la réalisation et du contrôle des objectifs.

Ce poste opérationnel sera confié à un jeune cadre de formation supérieure (ESC, ESSEC, ESCAE...), possédant une expérience confirmée d'encadrement et d'animation d'un service commercial acquise dans la vente de services aux entreprises.

Écrire avec C.V. détaillé à Solange MONTEIL, sous réf. 75214 M,



plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.



S.A. Burroughs

Le centre d'Etudes et de production de VILLERS-ECALLES (15km de ROUEN) qui emploie 450 personnes dont 90 ingénieurs et cadres, recherche pour sa Division «MANUFACTURING»

1 INGENIEUR CHEF DE PROJET

De formation électronique, il sera placé en position II ou III A (suivant expérience) et dépendra directement du Directeur Manufacturing.

Il sera chargé du pilotage de tous les nouveaux produits (et responsable des résultats obtenus).

Une expérience du contrôle qualité ou des méthodes est nécessaire pour ce poste, ainsi que la pratique courante de la langue anglaise.

Ce poste offre une réelle possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à l'attention du Chargé de Recrutement BP 5 76360 BARENTIN.

SOCIETE LIGNES TELEGRAPHIQUES ET TELEPHONIQUES
78702 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
recherche pour la Division Câblerie de son Etablissement de

LANNION (22)

UN INGÉNIEUR DE FABRICATION

ELECTROMECANICIEN
Quelques années d'expérience souhaitées.

Restaurant d'entreprise - Avantages sociaux

Adresser curriculum vitae au Service du Personnel. B.P. 5 - 78702 CONFLANS-SAINTE-HONORINE.

BEAUVAIS

JEUNE INGÉNIEUR

FORMATION TYPE A.M. - I.C.A.M.

— voulant se préparer à exercer des responsabilités étendues ;

— sachant que dans les années à venir l'animation des hommes sera la tâche la plus intéressante, mais aussi la plus difficile (il faut de la personnalité).

Vous êtes favorable à la voie de la Production
A CONDITION DE NE PAS ETRE COUPE DES RESPONSABILITES DE « MANAGEMENT » :

budgets, études d'investissement, diminution des coûts, amélioration de la qualité en liaison avec les clients, etc.

Vous pouvez trouver un poste complet et vivant

en secondant le Directeur

d'une verrerie réputée pour la qualité et la diversification de ses produits (leader du marché pour les bouteilles de luxe - 25 millions d'unités par an).

INTERET : entreprise à taille humaine (300 personnes). Nécessité de traiter tous les problèmes sans cloisonnement stérilisant.

Si vous avez 2 à 3 ans d'expérience de fabrication, de préférence dans une usine à feu continu (verrerie, sidérurgie, fonderie, céramique, etc.), vous pouvez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT en demandant une documentation sous référence 1242 M à F. Dozol Delta Conseil, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

S. F. E. N. A.

recherche

POUR SERVICE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

A CHATELLERAULT

1) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grande Ecole (ESE - ENSERG ou équivalent)

Pour conception et mise au point équipements aéronautiques, ayant bonne connaissance en asservissements et microprocesseurs (réf. 1.004). Expérience souhaitée

2) INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Grande Ecole (CENTRALE - ARTS et METIERS ou équivalent).

Pour conception et mise au point dans le domaine des gyroscopes et petits électro-mécanismes. Bonnes connaissances en mécaniques théorique et appliquée ainsi qu'en asservissement. Formation électronique complémentaire appréciée (réf. 1.005). Expérience souhaitée.

Envoyer C.V. et photo à S. F. E. N. A. - B.P. 59 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

SCHNEIDER LADEN

VOUS ETES :

jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou économique

VOUS SAVEZ :
qu'une première expérience de la vente et de l'assistance clientèle sera un tremplin pour le développement de votre carrière commerciale.

NOUS PENSONS :
que l'expansion continue du marché de l'électronique, la notoriété et la qualité de nos produits vous permettront de valoriser rapidement vos diplômes et vos connaissances.

NOUS VOULONS :
vous confier dans un 1er temps la responsabilité d'animer et de développer notre réseau clientèle sur un secteur géographique déterminé.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- de vous joindre à notre équipe de LILLE.
- Salaire annuel de départ 52/59.000 F.

Adresser votre C.V. détaillé à notre Département du Personnel, 12, rue Louis Bertrand 94200 IVRY S/SEINE.

---

la ruche méridionale

dans le cadre de son expansion

RECHERCHE

un responsable gestion des ressources humaines

Ce poste dépend du DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES et aura pour mission :

- de recenser les besoins en formation de l'Entreprise,
- de concevoir les stages, le budget et le plan de formation,
- d'organiser le recrutement et tenir à jour un répertoire des postes et du potentiel humain de l'Entreprise.

Expérience terrain souhaitée (direction Supermarchés, Hypermarchés).

Adresser C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines
LA RUCHE MERIDIONALE
2, rue Jean-Baptiste Pérès 47001 AGEN.

PS Conseil

Une entreprise moyenne fabriquant des matériels à technologie avancée et particulièrement bien placée dans son secteur d'activité grâce à sa position sur le marché du nucléaire, renforce son département Assurance Qualité, elle crée un poste de :

TECHNICIEN CONTROLE QUALITÉ

Appareils sous-pression — 55.000 F

Adjoint à l'ingénieur responsable du service, il aura à veiller à l'application des normes d'un manuel d'Assurance Qualité propre au nucléaire, ce qui entend : gestion des dossiers techniques, analyse, sélection, et contrôle au niveau des fournisseurs et des sous-traitants, et coordination du contrôle et des essais non destructifs. Nous recherchons un ou une candidate titulaire d'un BTS de mécanique, dessin, contrôle qualité par exemple, ayant acquis une expérience des appareils sous-pression soit en bureau d'études, méthodes ou contrôle, de préférence à l'intérieur d'une société travaillant pour le nucléaire. Il est impératif de posséder une bonne connaissance de la langue anglaise, courante et technique. Une rémunération annuelle de départ de 55.000 francs environ est prévue, c'est un ordre de grandeur qui pourra être négocié. Le poste, qui est à pourvoir en banlieue de Lille, suppose des déplacements fréquents mais courts, en Europe. Les candidatures seront traitées confidentiellement par Dany MONNIER.

Adresser C.V. sous référence A/443M à :

PS CONSEIL
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX
Tél. : (20) 72-52-25

Nous sommes des LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES IMPORTANTS en pleine expansion et nous recherchons

UN RESPONSABLE PLANNING FABRICATION

POUR NOTRE DIVISION PHARMACIE

Le titulaire du poste sera chargé entre autres :

- de l'établissement et du suivi du planning fabrication ;
- du calcul des charges des ateliers et détermination des moyens en personnel et matériel ;
- de la gestion des stocks et matières premières, etc

Le candidat devra être titulaire d'un D.U.T. de GESTION et avoir 2 à 3 années d'expérience.

Lieu de travail : PITHIVIERS

Avantages sociaux - 13e mois - 5e semaine - Congés d'ancienneté - Prime de vacances - Participation...

Ecrire de toute urgence au Service du Personnel, LABORATOIRES RIKER avenue du 11-Novembre. — 45300 PITHIVIERS.

TOULOUSE

Important Centre Informatique crée un poste de

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- modification, adaptation, mise au point du matériel et des automatismes existants,
- création de prototypes pour applications nouvelles.

— Expérience pratique des micro-processeurs et circuits intégrés avec si possible connaissance des transmissions de données.

— Environ 35 ans - Formation SUP ELEC, ENSEEIH, INSA, etc...

Pour inf. compl. adresser C.V. sous référence 8160 R à

ORES
54 Bis, rue d'Alsace
31000 TOULOUSE
Groupe BOSSARD

sperar



UFB LOCABAIL

Postes à pourvoir : METZ, MARSEILLE, CAEN.

jeunes commerciaux

Notre rôle :
Financer l'équipement des PME et leur permettre ainsi de se développer.

Votre activité :
Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants et artisans, la meilleure formule de financement (crédit et leasing).

Votre formation :
Débutant ou 1ère expérience, un niveau Bac + 2 années d'études commerciales, comptables ou juridiques nous permettra, après une période de formation, de vous confier le développement et le suivi de notre clientèle sur un secteur géographique donné.

Envoyer C.V. + photo en précisant le lieu de travail souhaité sous référence 529 à Michèle CHIRON - Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement - 25, avenue Kléber 75116 PARIS.

compagnie bancaire

Nous n'avons pas connu la récession et notre réussite a été de maîtriser une expansion rapide.

Notre société (1000 personnes) est reconnue mondialement dans le domaine des TRANSPORTS grâce à sa HAUTE TECHNICITE et à la QUALITE de son MATERIEL ELECTRONIQUE.

Pour pouvoir jouer un rôle majeur face à la croissance de la demande mondiale de TRANSPORT EN COMMUN, nous cherchons à renforcer notre DEPARTEMENT D'ETUDES par des

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

dans l'un des domaines suivants :

- MICROPROCESSEURS
- ELECTRONIQUE et AUTOMATISME
- ELECTRONIQUE de PUISSANCE
- TRANSISTORS de PUISSANCE en COMMUTATION

et par des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

désirant se spécialiser dans l'un des domaines suivants :

- MICROPROCESSEURS
- ELECTRONIQUE de PUISSANCE
- ELECTRONIQUE et AUTOMATISME

Lieu de travail : LYON.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions au n° 19.151 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME SEMI-PUBLIC REGION DU LIMOUSIN
recherche un

assistant en gestion industrielle

Missions :
- Détecter et analyser les besoins actuels des P.M.I., en vue d'aider soit au développement, soit au redressement des entreprises de la circonscription
- Aider à la création d'entreprise plus spécialement dans le milieu rural
- Coopérer avec tous les organismes de développement régional en vue d'actions collectives (sous-traitance - Exportation).

Profil:
- 28 ans minimum
- Formation supérieure de préférence commerciale et de gestion
- Expérience réelle de l'entreprise d'au moins 3 ans
- Goût des contacts et facultés d'adaptation.

Rémunération :
- 65 à 78.000 Francs selon l'expérience
- Formation complémentaire prévue.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 659 au

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Société de transformation, recherche pour l'une de ses usines, 300 personnes, proche banlieue ROUEN

COMPTABLE confirmé

GENERALE ET ANALYTIQUE

— Nécessaire : Bonne formation générale avec B.T.S. ou I.U.T. Gestion ou D.E.C.S.
— Dix ans d'expérience.

Env. C.V. détaillé, prét., date de disponibilité, ss n° JD/339 à Havas, B.P. 907, 76002 Rouen cedex.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNE CADRE
RELATIONS HUMAINES

Une filiale (4800 personnes) d'un des premiers groupes industriels français souhaite développer son équipe Relations Humaines en y intégrant un nouveau collaborateur

Celui ci sera pendant un an l'adjoint du Responsable Relations Humaines d'une usine de 1100 personnes située à 80 Kms au Nord de Paris. Il sera plus spécialement chargé de la formation. Ensuite, il passera deux ans à la Direction Relations Humaines au siège parisien. Après, il lui sera proposé un poste de responsable R.H. dans une unité industrielle de la société.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis 2 ans d'expérience dans la fonction en milieu industriel. Il désire maintenant intégrer un groupe dans lequel la fonction personnel est particulièrement développée et qui lui offrira de nombreuses possibilités de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4212 J, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

Importante Entreprise Métallurgique de Strasbourg (2.500 personnes)

recherche son futur

RESPONSABLE DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Il assumera, à titre opérationnel, les fonctions d'animateur de sécurité et sera chargé des relations avec le C.H.S.

Il dépassera toutefois, rapidement, ce cadre d'action pour prendre en charge l'amélioration des conditions de travail au sens le plus large du terme. Il devra, à ce titre, développer de nouvelles formes d'organisation du travail : suppression du travail au rendement, enrichissement des tâches, groupes autonomes, etc.

Rattaché au Responsable du Personnel et des Relations Humaines, il disposera d'une large autonomie dans sa fonction.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une première expérience professionnelle et possédant une bonne culture en psycho-sociologie.

Envoyer C.V. + photo et prétentions au n° 990, HAVAS STRASBOURG.

Le Directeur de la région Sud-Est d'une Importante Société industrielle recherche pour **MARSEILLE**

HEC, ESSEC, Sup de Co Paris

débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

En liaison directe avec le Directeur, il sera chargé d'effectuer dans un premier temps, des études financières, commerciales, d'organisation, de gestion...

La connaissance d'une langue étrangère et la mobilité géographique sont indispensables, ce poste devant évoluer vers une activité operationnelle en France ou à l'étranger.

Toutes Informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par INFORMATION CARRIERE SVP 11-11 qui fixera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière

Réf 453.

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
UN CADRE COMMERCIAL
pour région
EST DE LA FRANCE

- minimum 30 ans,
- études secondaires et commerciales,
- anglais courant exigé, allemand apprécié,
- expérience 10 ans dans le milieu maritime particulièrement dans la consignation de lignes régulières de navigation et dans la prospection commerciale frêt,
- nombreux déplacements à l'étranger,
- voiture de service,
- rémunération annuelle de 78.000 à 110.000 F suivant valeur du candidat.

Envoyer C.V., photo sous n° 43996 B à

bleu 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES qui trans.



INFORMATIQUE
SG2
SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

offre dans le cadre du développement de ses filiales

en Bretagne et dans le Nord

des postes d'

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

chargés de suivre, conseiller, prospecter une clientèle sérieuse de P.M.E. dynamiques pour leur apporter une gamme de services très complets correspondant à leurs BESOINS REELS EN INFORMATIQUE ET ORGANISATION à court, moyen et long terme.

Si vous avez une expérience réussie de vente de petits systèmes, d'équipements informatique ou de service bureau à des entreprises de la région.

Si vous avez une bonne connaissance de l'informatique de gestion. Et si vous voulez pouvoir vous appuyer sur tous les matériels, toutes *les techniques pour apporter la meilleure solution à votre client.*

Vous pouvez en savoir davantage, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, en demandant une documentation sous référence 1.239 M en précisant la région désirée à F. Dozol Delta Conseil, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

Ingénieur commercial export
110 000 F BILINGUE ESPAGNOL

Les caractéristiques de nos métiers à tisser sans navette, leur qualité et notre dynamisme commercial permettent à notre société, filiale d'un très important groupe suisse, d'occuper sur le marché mondial une des premières places.

Ayant le sens de la négociation, il aura de préférence une formation textile qui pourra éventuellement être assurée par nos soins.

Il se verra confier en priorité le développement de notre implantation en Espagne, au Portugal et dans certains pays du continent américain.

Il devra suivre et développer nos ventes, élaborer les projets techniques et commerciaux sur ces marchés qui connaissent actuellement une forte progression.

Fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.

La pratique courante de l'espagnol est indispensable, la connaissance d'une deuxième langue (anglais ou portugais) serait appréciée.

Résidence région lyonnaise.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.

APPRECIATION REMISE APRES PREMIER ENTRETIEN

FRANCE MARKETING Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (retournée), sous réf. 808 L 21, place Tolozan, 69001 LYON

DELEGATIONS : PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE

ELECTRICITE INDUSTRIELLE

MANGIN-EGLY

recherche pour VITRY-LE-FRANÇOIS

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS
EXPÉRIMENTÉS

— M.T. ;
— B.T. ;
— AUTOMATISME.

Ecr. B.P.60 à VITRY-LE-FRANÇOIS Cedex (51.302)

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
CHARLEVILLE - MEZIERES
développe son service promotion des PMI de sa circonscription et recherche un

ASSISTANT A L'INDUSTRIE

Il aura pour mission :
- d'animer des actions collectives destinées à favoriser l'innovation.
- d'aider l'implantation sur de nouveaux marchés à l'exportation.
- d'assister les créateurs d'entreprise.
- de rechercher des solutions avec les chefs d'entreprise pour l'amélioration de leur gestion.

Profil recherché :
- 30 ans minimum.
- formation supérieure technique ou commerciale.
- expérience de 3 ans minimum dans l'Industrie, acquise dans des fonctions de gestion ou technico-commerciales.
- une langue étrangère parlée couramment.

Rémunération: 80.000 à 100.000 Francs annuels.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 658 au

CEFAGI 87-89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
de moyenne importance spécialisée dans le travail du Métal à Froid

recherche

son DIRECTEUR

Il sera rattaché hiérarchiquement au Président et devra assurer la préparation de la stratégie de la Société, ainsi que sa mise en œuvre et son suivi.

Il sera responsable de la gestion vis-à-vis du Président et aura autorité sur tous les services de la société.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation A.M.

Age minimum 35 ans.

Ayant si possible expérience professionnelle dans la branche.

Lieu de travail : situé à 200 km de PARIS Région SUD-OUEST.

Envoyer C.V. et prétentions n° 77.642 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er)

PS Conseil

Un groupe métallurgique (CA 530 millions de francs) connaissant un développement régulier sur ses marchés, recherche pour son aciérie située en région Rhône-Alpes un :

JEUNE INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Rattaché au Responsable du Service, il aura pour mission la mise en exploitation d'un procédé nouveau d'élaboration de l'acier sur un outil de production automatisé et performant. Ce poste convient à un jeune ingénieur (Mines, *Centrale, AM...) possédant une spécialisation en métallurgie* et pratiquant couramment l'anglais. Une première expérience d'aciérie électrique en production ou en maintenance serait appréciée. Compte tenu du développement régulier du groupe, un candidat de valeur pourra évoluer rapidement. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 65.000 francs, et tiendra compte de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Les réponses seront traitées confidentiellement par A. RICHARD.

Adresser C.V. sous Réf. A/339M *à*

PS CONSEIL
9, rue Jacques Moyron - 69006 LYON
Tél. (78) 52-90-63

MPI dynamique secteur textile d'ameublement environs Amiens recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour :
Prendre en charge, après période d'initiation,
— comptabilité générale et analytique,
— administration financière, gestion,
— traitement de l'information.

Le candidat fera partie du Groupe de Direction de l'Entreprise.

Envoyer C.V. détaillé, salaire annuel actuel et prétentions à :
J.-M. RINET
B.P. 02
80380 VILLERS-BRETONNEUX.

---

directeur commercial et marketing

recherché par GROUPE ALIMENTAIRE pour une Filiale Province.

En relation étroite avec la Direction Générale, il sera responsable de la Politique Commerciale et de la Force de Vente.

Son rôle sera double :
- conceptuel par la pensée marketing dont il devra faire preuve,
- opérationnel par son expérience du terrain, des circuits de distribution et des biens de grande consommation.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

De formation commerciale, il doit être âgé de 35 ans minimum et pouvoir faire état d'expériences réussies dans des fonctions identiques.

Adresser C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 2854-M à I.C.A. qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

responsable commercial
100.000 + NORMANDIE

Société d'Elaboration et de Distribution de Produits Alimentaires d'Epicerie sèche (CA 8 M de F, 35 pers.), nous créons, en dépendance directe du PDG, le poste de DIRECTION COMMERCIALE.

Avec pour objectifs le développement des ventes des produits existants et la recherche des voies de diversification, le collaborateur recherché devra concevoir, appliquer et rentabiliser ses programmes marketing-ventes de façon très opérationnelle. Il disposera, au départ de son activité, d'une structure de VRP Multicartes couvrant 70 % du territoire national.

De formation commerciale supérieure et introduit dans les milieux de la Distribution, le candidat est prêt à assurer la polyvalence d'attribution que revêt l'animation commerciale d'une PME.

Pour information, écrire sous référence 10.681-M, à
CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

---

directeur général

est demandé par *P.M.E. en développement* (PROVINCE).

La fonction requiert une large autonomie assortie d'un plan de carrière motivant et d'une rémunération en rapport avec les responsabilités à assumer.

Il est exigé quelques années d'expérience dans le Marketing et le Commercial des produits de grande consommation.

Le sens de l'innovation est indispensable avec une ouverture sur les problèmes de fabrication industrielle et un souci constant de rigueur dans la gestion.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 2855-M à I.C.A. qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ENTREPRISE D'ÉLECTRICITÉ BATIMENT
(Travaux neufs, entretien, régie de personnel)
Filiale d'un important Groupe Français
propose un poste de

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
RÉGION EST

Des qualités personnelles (animation des hommes, autorité naturelle) liées à une expérience de 5 à *10 ans de la prospection et négociation des affaires* en bâtiment et industrie, de la gestion des contrats et du suivi des chantiers permettront au candidat retenu de prendre rapidement la responsabilité complète d'un centre de profit (30 personnes - C.A. prévu : 4 millions de francs).

Une formation d'ingénieur électricien est souhaitable, mais le poste peut convenir à un autodidacte très expérimenté.

Ecrire avec C.V. et prét. sous la réf. 1.413 M à ... 09, qui tr.

BANQUE PRIVÉE
Région RHONE-ALPES, recherche

ADJOINT à DIRECTION GÉNÉRALE
Minimum 48 ans

Possédant sérieuse expérience professionnelle et de gestion.
Qualités morales exigées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à O.C.P.B., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS - Sous référence 8005 M.

L'un des premiers Laboratoires de
PRODUITS PHARMACEUTIQUES VÉTÉRINAIRES
Situé en région EST
recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION

qui aura la charge :

● ordonnancement ● fabrication ● conditionnement
● expédition ● méthodes ● investissements

Formation souhaitée : Ingénieur chimiste de préférence, ayant plusieurs années d'expérience.

REMUNERATION INTERESSANTE

Adr. lettre manuscrite avec CV, photo et prétent. à n° 77.171, Contesse Publicité. 20 av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE recherche pour Etablissement de VILLEURBANNE

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Niveau I.N.S.I. ou I.N.S.A. ou équivalent

Préférence sera donnée à candidat ayant expérience quelques années d'entreprise électrique.

Env. C.V. précisant réf. et prét. à no 77.893 Contesse Publicité, *20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS* Cedex 01, qui transmettra.

Ch. vendangeurs (euses) début oct., durée 15 jours, tarif synd., nourri, logé. Ecr. Dussauge Roger. Bussières, 71960 Pierreclos.

Important constructeur matériel filature forte position exportatrice recherche

INGÉNIEUR TEXTILE
Technico commercial

Mission : Etudes de projets et relation avec clientèle France et étranger.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur débutant de Roubaix, Mulhouse, ou similaire ou à un technicien supérieur textile ayant quelques années d'expérience pratique filature, fibres longues.

Anglais courant indispensable.
Situation : Ville de l'Est.
Possibilités de logement.

Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en recrutement,
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 829 D

UNE SECRETAIRE ET UN COMPTABLE QUALIFIES sont demandés pour Savoie. Possibilité logement. Place stable. Adresser C.V., photo et prétentions no 663 PPH, 17, boulevard de la Colonne, 73 - CHAMBERY.

CENTRE DE RECHERCHE PHARMACEUTIQUE région RHONE-ALPES

recrute

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
en SYNTHESE ORGANIQUE

Envoyer lettre manuscrite et C.V. ss no 764.360 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

BOURSEUIL S.A.

Leader Distribution Matériel de Laboratoire dans l'Ouest recherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL

30 ans minimum
bonnes connaissances en chimie et biologie ou quelques années de pratique en laboratoire vivement souhaitées.
Expérience prouvée de la vente en clientèle et de l'encadrement d'une équipe de vente.
Rémunération adaptée au poste.
Adresser C.V. + photo et prétentions à :
BOURSEUIL S.A.
73, route de Loches
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS (TOURS)

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

POUR IMPORTANT GROUPE VINICOLE GRANDS CRUS CLASSES

Attaché de Direction

100.000 F an ±

disposant de 2 à 3 ans d'expérience professionnelle et de formation type ESC. Il devra apprendre à connaître toutes les facettes d'un milieu très particulier («le Monde du Vin»), avant de prendre, après quelques années dans le Bordelais, la responsabilité de la filiale de distribution française située à Paris. Sérieuse évolution de carrière pour personnalité dynamique et très adaptable. réf 623M

POUR LA DIVISION FROMAGERE D'UN IMPORTANT GROUPE LAITIER

Directeur Commercial

150/200.000 F an

35 ans minimum, de préférence de formation supérieure, c'est d'abord un homme de terrain, mais sa responsabilité couvrira également la fonction Marketing. Il devra s'intégrer à une équipe de direction dynamique et homogène et disposera d'une large autonomie d'action. Il choisira sa résidence entre une ville moyenne du Centre Est et Paris. réf 630M

POUR IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Chef de Produit Senior

100/130.000 F an

28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, il est déjà chef de produit depuis environ 3 ans. Pendant 1 à 2 ans, il pourra faire ses preuves soit comme chef de produit, soit à un poste commercial sur le terrain avant de prendre une responsabilité complète de Marketing Manager. Les candidatures féminines sont acceptées. Siège Paris. réf 596M

POUR FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Trésorier

110/140.000 F an

Il dispose d'une solide expérience dans les domaines suivants : relations avec les banques, leasing, recouvrements, contentieux. De bonnes bases d'Anglais sont nécessaires. Siège Banlieue Parisienne. réf 640M

Envoyer C.V. en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser - aux consultants du GFC qui vous garantissent une réponse et une discrétion absolue - Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

POUR UNE SOCIETE D'OPTIQUE ET DE PRECISION ELECTRONIQUE (C.A. 250 Millions de Francs)

Chef du Personnel

USINE DE DIJON - 500 Personnes -

110/130.000 F an

32 ans environ, c'est avant tout un homme de terrain qui dispose déjà d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel acquise de préférence en usine. Il couvrira l'ensemble des problèmes humains, sociaux et de gestion du personnel. Une sérieuse évolution de carrière est à prévoir à moyen terme pour un candidat d'envergure. réf 594M

POUR FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INFORMATIQUE AMERICAIN

Directeur Comptable

130/160.000 F an

Il aura la charge d'animer une équipe d'une trentaine de personnes et couvrira l'ensemble de la fonction comptable, le contrôle interne, les relations avec les auditeurs et avec la Direction Européenne. La maîtrise de l'Anglais et l'expérience de la comptabilité Anglo-saxonne sont indispensables. Siège Banlieue Parisienne. réf 631M

Contrôleur de Gestion

120/150.000 F an

Il aura la charge d'analyser les résultats de la société. Il mènera sa mission tant pour le compte de la direction Française que pour celui du Groupe. La maîtrise de l'Anglais et l'expérience de la comptabilité Anglo-saxonne sont également indispensables. Siège Banlieue Parisienne. réf 632M

POUR IMPORTANTE SOCIETE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION 2500 Personnes - C.A. 1, 4 Milliard FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Conseiller Juridique Interne

140/180.000 F an

35ans min., c'est un professionnel du droit des affaires. Son expérience a été acquise au sein d'une grande entreprise internationale ou dans un cabinet de Lawyers. Ce poste de chef de service implique une conception très opérationnelle de la fonction et la connaissance de l'Anglais. Les candidatures de spécialistes âgés de 50ans environ seront également examinées avec attention. Siège Région Parisienne. réf 638M

Envoyer C.V. en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser - aux consultants du GFC qui vous garantissent une réponse et une discrétion absolue Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

ingénieur de haut niveau

RECHERCHE APPLIQUEE 130.000 F

Une importante Société française de METALLURGIE FINE, recherche pour Paris un Ingénieur de formation Grande Ecole ou Université, 30 ans environ, ayant des connaissances poussées en physique, électricité, électronique, avec une expérience industrielle en RECHERCHE APPLIQUEE de plusieurs années.

Appelé à terme à seconder le Directeur de la Recherche, il sera chargé dans un premier temps d'animer une équipe dont la mission est de concevoir et de mettre au point des éléments thermosensibles de haute technicité.

Les candidats devront allier à une grande capacité d'innovation le sens du concret et de la réalisation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 7146 à ORGANISATION et PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. (Mentionner sous double enveloppe le nom des Sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise.

ingénieurs de développement

La Compagnie Internationale pour l'Informatique, Cii HONEYWELL BULL recherche des

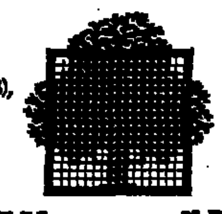
ingénieurs grandes écoles

ou de formation supérieure pour les associer au développement de ses nouveaux produits (grands et moyens systèmes).

Les postes à pourvoir s'adressent de préférence à des débutants et concernent les domaines suivants : logiciel, micro-programmation, développement logique et téléinformatique.

Lieux de travail : Paris 20e, Louveciennes (78), Les Clayes-sous-Bois (78).

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la réf. M/05, à Cii HONEYWELL BULL, Direction du Personnel, G.T.I./R.P. 1L054D, 94, av. Gambetta, 75020 Paris.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

REGION RAMBOUILLET

INFORMATICIENS

MAITRISE D'UNIVERSITE — ECOLE D'INGENIEURS . . .

Filiale d'un important groupe américain, nous recherchons pour notre CENTRE EUROPEEN de TRAITEMENT de l'INFORMATION (50 personnes) équipé de :
IBM 370/135 (3031 en 1979) et TERMINAUX LOURDS
ASSEMBLEUR — COBOL — DL1 - CICS
DES

ingénieurs-programmeurs

DEBUTANTS OU AVEC 1 A 2 ANNEES D'EXPERIENCE pour participer à la réalisation technique de SOFTWARES évolués, applicables à l'ensemble des sociétés Européennes du Groupe.

La pratique de l'ANGLAIS est un atout important.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à F. RAMON - Société GRACE - B.P.10 - 28230 EPERNON - Tél. 83.59.59

GRACE

DIRECTION FINANCIERE

F 200.000 +
PROCHE BANLIEUE OUEST (R.E.R.)

Une Société française de fabrication et de distribution de biens d'équipements industriels, plus de 150 millions de C.A., recherche un DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

La fonction : il définit et met en œuvre la politique financière la mieux adaptée aux objectifs de développement de l'entreprise et de ses filiales étrangères.

Il maîtrise tous les moyens de gestion financière de l'entreprise : comptabilités, trésorerie, contrôle budgétaire, crédits et contentieux ; développe et anime ces services, dont il assume la responsabilité, en relation avec l'informatique.

Il procède à tous calculs et analyses financières sur le plan prévisionnel et du suivi des réalisations.

Il oriente et conseille les directions opérationnelles sur tous problèmes relevant de sa compétence et participe aux actions de planifications et de développement d'un système de contrôle de gestion.

Il prend en charge les aspects juridiques et fiscaux du groupe et conduit toutes les négociations avec les banques et les administrations.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé d'études supérieures financières et comptables, et ayant acquis une solide expérience de la fonction dans une société industrielle.

Les personnes intéressées envoient lettre manus., C.V., photo (retour.) et rémunérat. souhaitée sous réf. 20.55 M à CLSP 3, av. Percier, 75008 Paris



IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche
pour une de ses divisions (C.A. 250 MF)
leader sur ses marchés
SECTEUR ELECTRO-HYDRAULIQUE, son

Directeur Marketing

qui en liaison directe avec le Directeur Général de la Division, aura pour mission :

- de définir la stratégie Produits/Marchés,
- d'élaborer le Plan Marketing,
- d'animer les Chefs de Produits, et des Services Etudes et Publicité-Promotion,
- de contrôler la réalisation des objectifs de ventes et de profit.

De formation Ingénieur Grande Ecole, le candidat aura 35 ans minimum et une expérience de la fonction de 3 à 5 ans acquise dans une société fabricant des biens industriels.

Pour réussir dans le poste, il faut avoir une personnalité dynamique et le sens de la diplomatie.
Maîtrise de l'Allemand et/ou de l'Anglais.

Adresser votre C.V. sous référence 3750 à Mme BORDES qui traitera confidentiellement votre dossier.

GAMMA Sélection
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

recherchons

2 Attachés ciaux

PARIS et REGION PARISIENNE

Expérience de la vente de produits industriels ou de services - 5 ans minimum.

Envoyer C.V., photo et prétent. s/réf. 5378/S à M. GUIGNARD - 3, rue Pierre Mille 75015 PARIS

C.A. 3,5 milliard, 40% hors de France, effectif 18.000, implantations : 100 agences en France et plus de 25 à l'étranger.

Entrepreneurs débutants

Ingénieurs grandes écoles, X, P et C, Centrale, Mines, ESTP; A et M.

- Ils seront formés au métier d'ingénieurs travaux avant d'évoluer à moyen terme vers la responsabilité complète d'une agence.
- La fonction implique un goût marqué et des aptitudes pour les contacts humains, les relations commerciales et la gestion d'affaires, nos chefs d'agence étant avant tout de véritables entrepreneurs.
- Les postes à pourvoir et les possibilités de carrière se situant tant en France qu'à l'Etranger, nous attendons de nos cadres, une grande disponibilité géographique.
- Si vous privilégiez les responsabilités, les réalisations concrètes, mais aussi le risque, la mobilité, la disponibilité, faites nous part de vos motivations et adresser CV, photo et prétentions à :

SOCIETE ROUTIERE COLAS - Département du Personnel - 39, rue du Colisée - 78008 Paris.



directeur informatique-paris

Un très important groupe multinational de construction mécanique recherche pour diriger les Services Informatiques (70 personnes) de sa filiale française

RESPONSABLE INFORMATIQUE

chargé d'élaborer le plan informatique de l'Entreprise en étroite relation avec la Direction Informatique Europe, de contrôler le développement et l'exécution des projets et de prévoir et organiser les moyens nécessaires (matériels et hommes).

Les candidats devront être âgés au minimum de 35 ans, posséder une formation supérieure (Ingénieur ou équivalent) et prouver une expérience réussie de direction d'un service informatique en entreprise industrielle (si possible construction mécanique) avec applications à la gestion de production.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la réf. 490 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de Vaugirard - 75015 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT recherche :

ingénieur(s) électronicien(s)

Grande école (ESE - ENST - ENSTA...), débutant ou quelques années d'expérience pour étude et développement de systèmes électro/optiques et électroniques. Référence 177

ingénieur(s) grande école

(ESE - EST) pour ingénierie de systèmes de télécommunications. Référence 178

Adresser C.V., prétentions et photo en précisant la référence du poste à HAVAS CONTACT - 156 boulevard Haussmann - Paris - 30354

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi



THOMSON-CSF

recherche pour sa filiale

THOMSON-CSF COOPERATION

.INGENIEURS BILINGUES

FRANCAIS-ANGLAIS et/ou ESPAGNOL
dans les spécialités suivantes :

• INGENIEUR ELECTRONICIEN *confirmé*

très bonne expérience de l'utilisation des circuits analogiques modernes et de la pédagogie des adultes.

• INGENIEURS ELECTRONICIENS RADAR

expérience des chaines de réception et traitement du signal radar. Bonnes connaissances des problèmes de maintenance souhaitées.

• INGENIEURS MATERIEL INFORMATIQUE

expérimentés en maintenance des
- MINI-CALCULATEURS et PERIPHERIQUES
- VISUALISATION et TRANSMISSION des DONNEES.

Bonnes connaissances Logiciel et Système souhaitées.

• INGENIEUR FORMATION ELECTRONIQUE

solides connaissances des caractéristiques, performances et structures des matériels de détection électromagnétique et de télécommunication.

Expérience en matière de support logistique, *d'étude et de mise en œuvre des opérations de* maintenance de systèmes électroniques complexes.

- aptitude à la conduite d'équipe
- Qualités pédagogiques
- Mobilité PARIS - PROVINCE - ETRANGER.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, 3, av. Galliéni - 94250 GENTILLY.

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHEF D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

IL DEVRA :
— s'occuper du matériel informatique mis à sa disposition (OS - MFTZ avec prochain passage MVS-RJE avec terminal DATA-100, SAISIES 3742) *et faire respecter le planning* d'exploitation.

— Encadrer et diriger dans l'immédiat une petite équipe. Il aura à travailler en étroite collaboration avec les services études et informatiques européens. Sa responsabilité pourra évoluer selon ses capacités et la mise en œuvre de nos futurs systèmes.

— Le candidat devra être âgé de 30 ans environ et connaître parfaitement les techniques d'un matériel de télétraitement.

L'ANGLAIS courant PARLE EST INDISPENSABLE.

Envoyer C.V., photo, prétentions et disponibilité à AVIS, 19, rue Albert, 75013 PARIS sous n° 426-21

FILIALE EXPLOITATION DE CHAUFFAGE
GRAND GROUPE PETROLIER recherche

1° UN CADRE THERMICIEN

35 ans env. Ingénieur diplômé gde école, poss. gde expér. chauff. climat. et exploit. Orient. poss. vers poste à respons. impte à court terme.

2° UN CADRE TECHNICO-CCIAL

35 ans env. BAC + spécialisé ds exploit. de chauff. *Evolution rapide de carrière si dynamique* et compétent.

Ecr. avec C.V., photo et prét. s/réf. 2104 à INTER PA - BP 508, 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.

Leader sur le marché national
de la téléphonie privée

Filiale d'un des plus puissants groupes français. Nous construisons des matériels téléphoniques entièrement électroniques, pilotés par microprocesseurs, qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Souhaitant renforcer notre équipe technique nous recherchons

DEUX INSPECTEURS DE MAINTENANCE

Ils seront chargés du conseil et de l'assistance technique auprès d'installateurs professionnels.

Les candidats retenus devront posséder une solide expérience des circuits électroniques digitaux. Des connaissances en micro-informatique seraient fortement appréciées.

Basée à PARIS, cette fonction implique de fréquents déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. et prét. sous n° 991 Havas Strasbourg.

---

offres d'emploi

etap

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DANS SA BRANCHE, UN DES LEADERS SUR LE PLAN INTERNATIONAL *recherche pour étoffer ses structures de Direction*

DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE

Le titulaire du poste, 32 ans minimum, devra disposer :
- D'une formation supérieure (grande école d'ingénieur ou de gestion Agro appréciée) ;
- D'une solide expérience au niveau d'une direction tant sur le plan gestion qu'animation d'une équipe étoffée.

Ses fonctions :
- Dans un premier temps, il assurera des missions d'audit auprès des différentes filiales du groupe;
- Dans un avenir proche (un an environ) il prendra la direction générale d'une filiale importante.

Poste : grande ville province.

Traitement **180.000 +**

Ecrire sous référence SL 127 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE - TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX OFFRE SITUATION INTÉRESSANTE DE

DIRECTEUR D'AGENCE

Il s'agit de diriger avec dynamisme et initiative une agence importante (effectif cent cinquante personnes) en assumant l'ensemble des responsabilités : gestion, développement commercial, exploitation.

Ce poste implique :
- Une très solide expérience professionnelle dans le domaine des transports internationaux et nationaux ;
- Les qualités d'un réel chef d'entreprise.

Poste : grande ville EST FRANCE.
Environnement agréable.

Anglais et/ou allemand nécessaire.

Ecrire sous référence KD 128 CM.

GROUPE LUWA (3.900 PERSONNES DANS LE MONDE ENTIER) RECHERCHE POUR SECONDER LE RESPONSABLE DES MATÉRIELS *DE GÉNIE CHIMIQUE - PARIS*

INGÉNIEUR ENSIC OU GRANDE ÉCOLE

(option chimie)

**pour poste
TECHNIQUE ET COMMERCIAL**

ayant acquis, au cours d'une expérience de trois ans environ en fabrication, entretien ou bureau d'études, de bonnes connaissances matériels génie chimique.

Bonnes *bases d'allemand.*
Possibilités de stage de courte durée à l'étranger.

Ecrire sous référence WP 131 CM.

TRÈS IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL, PLAN NATIONAL - PARIS
offre un poste intéressant d'ÉTUDES et de CONSEIL à

JEUNE INGÉNIEUR AM - ENSI - IDN...

très intéressé par le secteur de la FORMATION *et disposant de deux à quatre ans d'expérience* industrielle (expérience formation appréciée).

Le titulaire du poste devra :
- Etudier la mise en œuvre de la formation continue dans les entreprises (déterminer les indicateurs sociaux, dégager les problèmes ou orientations nouvelles) ;
- Suivre les évolutions générales de l'enseignement universitaire et technique (politique, fonctionnement, besoins...).

Ce poste implique un goût marqué pour les problèmes socio-économiques et les relations sociales.

Ecrire sous référence PW 108 CM.

---

etap

CENTRE TECHNIQUE FILIALE ORGANISMES AGRICOLES (AMÉNAGEMENT RURAL ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT)

importante ville région AUVERGNE recherche son

DIRECTEUR

Sa mission est d'animer et de gérer un centre autonome :
- Supervision des problèmes techniques (étude et suivi des travaux) ;
- *Relations extérieures avec les clients* et les administrations ;
- Gestion et animation du personnel (une quinzaine de techniciens).

Ce poste conviendrait à un ingénieur T.P. ou équivalent, ayant l'expérience bâtiment et des qualités de gestionnaire.

La connaissance du secteur agricole est souhaitable.

Rémunération **90-100.000 F**
+ voiture de fonction.

Ecrire sous référence RK 126 AM.

IMPORTANT GROUPE ÉDITION RECHERCHE POUR USINE 350 PERSONNES PORTE SUD PARIS

CHEF DU PERSONNEL

Formation supérieure : droit, sciences Po, E.S.S.E.C., psychologie, trente-deux ans minimum, cinq ans expérience minimum en usine.

Rattaché au Directeur de l'usine et en liaison avec la Direction Centrale du personnel, il animera :
- La gestion du personnel ; recrutement, formation, promotion ;
- Les relations sociales ;
- Les actions de sécurité et d'amélioration des conditions de travail ;

dans une perspective moderne et dynamique.

Traitement suivant expérience
90-120.000

Ecrire sous référence HO 101 AM.

TRANSPORTS URBAINS
IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS SPÉCIALISÉ DANS LA GESTION ET LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS URBAINS
recherche pour une ville du Val de Loire

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur Général du réseau il sera chargé d'effectuer des études, expérimentations et réalisations visant à l'amélioration des « moyens » du réseau (expérimentation de matériels roulants nouveaux, plans de circulation, infrastructures, etc.) en liaison avec les constructeurs, les autorités locales et les organismes officiels.

Poste très intéressant, impliquant nombreux *contacts* et *mise en œuvre* de techniques variées, pouvant convenir à un jeune ingénieur diplômé grande école (E.C.P., A.M., I.D.N. ...) ayant quelques années d'expérience (études et essais de matériels, travaux neufs, ingénierie...) ou éventuellement débutant, témoignant de très solides qualités de dynamisme et de contact.

Ecrire sous référence AT 134 AM.

SOCIÉTÉ PRODUCTION ET VENTES DE P.V.C.
Filiale d'un important groupe chimique français

offre d'intéressantes possibilités de carrière à

INGÉNIEUR DE VENTES

Diplômé grande école, ingénieur chimiste, ayant environ deux ans d'expérience professionnelle (acquise de préférence mais non obligatoirement dans le domaine des matières plastiques) intéressé par l'activité commerciale et témoignant de solides aptitudes pour réussir dans cette voie.

Poste basé au siège à PARIS.

Ecrire sous référence YR 132 CM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
recherche

COLLABORATEUR

POUR SA DIRECTION DU PERSONNEL

Il sera chargé au niveau international :
— de concevoir, organiser et réaliser des actions de formation avec les services de formation nationaux ;
— de participer à la mise en place d'un système moderne de gestion de personnel : analyse de postes, évaluation - appréciation.

Le candidat ayant une pratique parfaite de l'Anglais, devra justifier d'une expérience de la fonction Personnelle et de la Formation.

Ce poste doit permettre au candidat une évolution de carrière intéressante.

Env. C.V., photo et prétent. sous le n° 10.873 à :
JRP 39, rue de l'Arcade. - 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Z.I. LA VERRIERE près de TRAPPES

recherche

TECHNICIENS F.P.A.

BTS ou DUT ELECTRONIQUE

- Ils assureront la mise en service et la maintenance de systèmes informatiques.

  Connaissances en INFORMATIQUE et en ANGLAIS souhaitées.
- Contacts clientèle, déplacements de courte et moyenne durée France et Etranger.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions (avec photo) sous référence 78.110, à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

---

offres d'emploi

DIRECTEUR DE L'EXPORTATION

150/200.000 F

Nous sommes un important groupe industriel français et nous estimons que nos ventes à l'étranger (environ 20 % du chiffre d'affaires) ne sont pas en rapport avec la notoriété du groupe et de ses produits.

Notre objectif est de doubler nos ventes à l'exportation.

Il s'agit donc pour nous de repenser notre département Export.

Pour ce faire, il vous faudra prendre en charge la réorganisation de nos marchés et de nos structures à l'exportation.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous faites la preuve d'une expérience réussie dans ce type de fonction.

Par ailleurs, vous parlez anglais et allemand et vous maîtrisez parfaitement l'une de ces deux langues.

C'est un poste de haute responsabilité où il faut faire preuve de mobilité et de beaucoup d'esprit d'initiative et de décision.

De notre côté, nous sommes en mesure de vous offrir un challenge à la mesure de votre volonté de réussite.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.810,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS **IBD**

à qui nous avons confié cette recherche.

Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur commercial

- Vous venez de terminer vos études, et
- Vous désirez mettre rapidement en pratique vos connaissances dans une activité commerciale.

Burroughs

DEUXIEME CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE
recrute des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

*pour ses 14 Agences de PARIS
et ses 30 Agences de PROVINCE*

- Nous vous proposons des postes qui vous permettront d'acquérir une solide expérience du terrain.

— Vous devrez :
- Rencontrer et conseiller les chefs d'Entreprise dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
- Commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.

— Nous vous assurerons une formation complé*mentaire dès votre entrée dans la Société et tout* au long de votre carrière ;
— Nous vous proposerons d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Si cette proposition répond à votre ambition, envoyer lettre, curriculum vitae, photo, à la Direction du Personnel,
BURROUGHS S.A.
230-242, av. L.-Cély, 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche, un

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Pour participer à l'action commerciale de l'une de ses filiales spécialisée dans la GESTION et le PLACEMENT de PORTEFEUILLES de VALEURS MOBILIERES.

PROFIL :
— Diplômé d'une Ecole de Commerce.
— 2/3 ans d'expérience dans la vente.
— L'aptitude à la négociation sera le critère déterminant du choix.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions n° 7.182 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

DIRECTEUR DES VENTES

Un Groupe anglo-saxon de réputation internationale par la haute technicité de ses produits dans le domaine engineering recherche pour sa filiale française, C.A. : 5 millions, bien implantée sur le marché, spécialisée dans les machines utilisées dans les industries automobile, minière et de la construction, un DIRECTEUR DES VENTES.

La fonction consiste à prendre en charge la direction marketing et ventes et à développer la clientèle de la société dans les industries concernées.

Il faut être âgé de 40 ans minimum, pratiquer couramment l'anglais. Un diplôme d'études supérieures *(M.B.A.) serait apprécié* ou une formation technique complétée par plusieurs années d'expérience de direction des ventes en milieu industriel, de préférence avec les sociétés d'engineering.

Les personnes intéressées envoient lettre manus., C.V., photo (retour.) et rémunérat. souhaitée sous réf. 30.25 M à CLSP 3, av. Percier, 75008 Paris

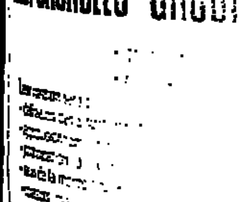












	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

documentaliste scientifique — Réf. JC 03

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un (e) documentaliste confirmé(e), pour participer à la création puis assurer le fonctionnement d'un service central de documentation destiné aux 15 centres de recherche ou laboratoires d'application de son secteur alimentaire.

Sa mission principale sera de gérer le fonds documentaire et d'effectuer des recherches bibliographiques rétrospectives, essentiellement en consultant des fichiers internationaux par voie de télé-informatique.
Cette personne collabore, de façon étroite, avec les services de documentation des différentes sociétés du secteur alimentaire.
Ce poste intéresse un(e) candidat(e) de formation supérieure (de préférence scientifique) ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans dans un service de documentation scientifique. Des connaissances en informatique documentaire et une pratique de l'interrogation en conversationnel sont des atouts.
Anglais indispensable.
Ce poste est à pourvoir à Paris.

ingénieur chimiste débutant — Réf. JC 04

La Société des Eaux Minérales d'Évian, filiale du Groupe BSN-Gervais Danone, souhaite confier à un(e) ingénieur chimiste débutant(e) le poste de Responsable des Contrôles dans le laboratoire du Centre de Recherche et de Développement à Évian.
Les fonctions du poste sont les suivantes :
- assurer les contrôles chimiques et bactériologiques dans les divers secteurs d'activités du laboratoire (eaux, produits sucrés, cosmétiques),
- exploiter les résultats,
- animer l'équipe chargée de la réalisation des analyses de contrôle.

Ce poste conviendrait à un(e) ingénieur débutant(e) ayant une solide formation en chimie analytique. Des connaissances en bactériologie et des stages de contrôle, dans le domaine alimentaire ou des plastiques, seraient des atouts. Anglais indispensable.

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE recherche pour sa filiale alimentaire DIÉPAL-JACQUEMAIRE (C.A. 300 MF, 1.100 personnes, marques principales : Blédina, Phosphatine, Cracottes),

jeune chef de produits — Réf. J 22

Il sera responsable de la gestion et du développement de deux familles de produits, l'une sur le marché de l'alimentation infantile, l'autre sur celui des desserts.
C'est l'opportunité offerte à un jeune diplômé d'Études Supérieures, de concrétiser dans la fonction de chef de produits, le capital de formation et d'expérience marketing acquis pendant 2 ans environ au sein d'une Société de produits de grande consommation.

chef de produits diversification — Réf. J 21

Il contribuera aux objectifs de diversification de la Société :
- par la recherche et la recommandation des marchés à étudier,
- par la création et le lancement de deux nouveaux produits majeurs dans les 5 ans.

Cette fonction, qui joue un rôle important dans le développement de Diépal, conviendrait à un chef de produits ayant au moins 4 ans d'expérience du marketing grande consommation, acquise chez l'annonceur.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ces postes, à pourvoir à Villefranche-sur-Saône, capitale du Beaujolais, à 30 km de Lyon, offrent la qualité de la vie en province, sans négliger les perspectives d'évolution liées à la taille et à la diversité du Groupe BSN-Gervais Danone.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, en précisant la référence du poste et la rémunération actuelle pour réf. JC 03, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

Une importante Banque Française recherche, pour effectuer des missions de contrôle dans ses agences et filiales,

AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure financière et comptable (Écoles Supérieures de Commerce – D.E.C.S. souhaité –), le candidat retenu est âgé de 25 ans minimum et peut justifier d'une expérience d'un à deux ans de l'audit ou du contrôle, acquise de préférence dans un cabinet spécialisé.
Outre une compétence professionnelle affirmée, il possède le sens des relations humaines et du travail en équipe.
Le poste est à pourvoir à Paris, mais requiert des déplacements importants en Province.
Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, comportant une lettre de candidature et un c.v. détaillé, sous réf. 30326, à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.
Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

HAVAS CONTACT



Directeur Administratif et Commercial

LABORATOIRE DE COSMETOLOGIE

Un laboratoire de Cosmétologie en expansion régulière recherche son Directeur administratif et commercial.
Rattaché au Président de la Société, il sera responsable de la coordination des différentes activités de gestion et chargé de poursuivre la politique de développement.
Ce nouveau collaborateur, âgé de 35 ans minimum et de formation commerciale supérieure, aura choisi l'option gestion et fait ses preuves dans ce domaine.
Il est souhaitable d'avoir une expérience du secteur produit de luxe.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 806239 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Christiane MONTEIL.

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



recrute

RESPONSABLES GROUPES DE PRODUITS

- gros électro-ménager
- radio-son

Leur mission sera :
- définition des assortiments
- approvisionnement et suivi des stocks
- participation à la définition et au suivi des actions commerciales
- suivi de la marge brute
- contacts avec les fournisseurs et les magasins (leur action s'appliquera sur tous les magasins de la Région Parisienne).

Ils devront avoir des qualités de :
- gestionnaires et négociateurs ainsi que le goût du commerce.

Ces postes conviendront à des candidats (es) ayant une formation supérieure et ayant acquis une expérience de quelques années.

Lieu de travail : BONDY.

Les candidatures avec C.V. et photo sont à adresser à Mr le Directeur du Personnel — 123-155, Avenue Galliéni — 93140 BONDY.

CABINET INTERNATIONAL

recherche

FISCALISTE

DE HAUT NIVEAU

(Futur associé)

Outre le défi professionnel, nous offrons un salaire de départ en rapport avec les qualités et compétences recherchées et la possibilité d'accéder après une période initiale au rang d'associé.

Il faut : • avoir un diplôme d'une grande école et une qualification ultérieure en Droit • pratiquer l'anglais • avoir acquis une expérience en fiscalité française et internationale de 5 ans minimum au sein d'une grande société française ou internationale, ou dans un Cabinet juridique ou d'avocats de haute renommée.

Les aptitudes pour diriger et motiver nos autres spécialistes en matière fiscale, la qualité de jugement, le sens des relations avec les clients et la volonté de développer l'activité sont des critères impératifs pour réussir.

Les candidatures des personnes en congé seront prises en considération.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous référence 10.100 M à CLSP 3, avenue Percier, 75366 Paris Cedex 08.

CLSP

---

directeur général - Paris Sud

Un groupe international fabriquant des matériels industriels utilisés par l'industrie, la distribution et les services, cherche le D.G. de la filiale française qui distribue ses produits et en assure le service après-vente. Ce D.G. a pour tâches essentielles de développer les marchés, d'animer et de renforcer les équipes de vente et de services (montage, services après-vente). Ses responsabilités comprennent également les questions administratives et financières de l'entreprise (100 salariés, 50 MF, agences en province).
La technicité des produits et le caractère industriel de la partie prépondérante de la clientèle exigent un ingénieur qui doit être en même temps un animateur commercial et un gestionnaire d'entreprise.
Le poste convient, par exemple, à un responsable d'agence ou de division d'un constructeur d'engins T.P. ou d'appareils de levage et de manutention, parlant bien anglais.
Ecrire à J.E. LEYMARIE, réf. 3431 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Nous commercialisons des biens d'équipement destinés aux Entreprises.
Notre filiale française lance 4 nouveaux produits et recherche des

ATTACHÉS COMMERCIAUX

pour PARIS et la RÉGION PARISIENNE.

Nous proposons des postes opérationnels de terrain. Il s'agit d'avoir une action de Vente et d'assurer la gestion de notre clientèle sur un secteur.

Nous vous formerons à nos produits (13 produits différents dont 4 nouveaux) et aux techniques de vente ainsi qu'au suivi d'un secteur.

Si vous êtes débutant, nous souhaitons que vous ayez une réelle motivation pour une carrière commerciale.

Une première expérience réussie est un atout supplémentaire.

Nous souhaitons que vous ayez au minimum le niveau Bac. et, si possible, un diplôme de l'Enseignement Supérieur (commercial de préférence).

Nos conditions de travail sont motivantes (fixe + variable + frais), 13e mois, participation, formation rémunérée, dans une structure solide décentralisée permettant une réelle autonomie.

Merci d'adresser vos candidatures, sous Réf. X. 195 à :

INFRAPLAN Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 PARIS qui traitera les candidatures.

Plein Champs

La Direction de l'Information et du développement commercial de L'UNION NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE DE FRANCE recherche

assistant de direction

Exigences :
- Diplôme d'une Ecole supérieure de commerce ou équivalent.
- Connaissances en Economie et Marketing.
- Bonne maîtrise de l'Anglais.
- Sens du contact.
- Facilité de travail en équipe.
- Première expérience bancaire souhaitée.

Fonction : participation aux tâches suivantes :
- Animation commerciale d'un réseau décentralisé.
- Etudes et analyses marketing.
- Suivi commercial des produits.

Déplacements éventuels.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 7215 à UNCEF 5, rue Masseran - 75007 PARIS

Nous sommes la Filiale Française, mondialement connue, d'un puissant groupe industriel Américain (45.000 personnes), leader sur son marché, employant 700 personnes et réalisant un CA de 160 millions de francs, nous recherchons notre

Responsable du Personnel et des Affaires Sociales

Membre du comité de direction et dépendant directement du PDG, celui-ci aura pour mission de mettre en œuvre la politique sociale de l'entreprise et d'assurer la gestion de l'ensemble du personnel, siège et usine. Il sera assisté dans sa mission par le chef du personnel de l'usine.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur ou possédant un niveau équivalent, disposant d'une réelle expérience dans une fonction similaire, au sein d'une société multinationale de préférence. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

La rémunération proposée est fonction de l'expérience du candidat, mais ne saurait être inférieure à 120.000 F/an. De fréquents, mais courts, déplacements sont à prévoir en Province ; le poste est situé à PARIS Sud Est.

Adresser votre lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 8910 à



35 rue du Rocher
75008 Paris

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

POUR L'UNE DES DEUX USINES D'UNE SOLIDE ENTREPRISE MOYENNE DE MECANIQUE GENERALE ET DE PRECISION

Directeur de Production

C'est un ingénieur de formation type AM ou autodidacte, disposant d'une solide expérience et doté d'une personnalité particulièrement dynamique. Il aura la charge de la sous-traitance, de l'ordonnancement lancement et de la fabrication. Siège Région Parisienne. réf 622M

POUR L'USINE FRANÇAISE -400 Personnes- D'UN GRAND FABRICANT DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Chef du Département Logistique

30 ans environ, c'est de préférence un ingénieur, disposant d'au minimum 4 années d'expérience professionnelle et qui couvrira :
- *La gestion des stocks (connaissances en informatique souhaitables)*
- *Le service achat*
- *Le suivi de la production (de la commande à la sortie de l'usine).*

Siège grande ville de Province (300kms S.O. Paris) réf 628 M

POUR UNE IMPORTANTE SOCIETE D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES

Chef du Service Technique MECANIQUE

30 ans minimum, c'est un ingénieur AM ou équivalent, qui dispose d'une forte expérience en mécanique fine, machines outils de précision et gestion informatisée de production. Il animera une équipe de 70 personnes couvrant l'ensemble de la préparation des fabrications, des méthodes et de la conception et réalisation des outillages.
De grandes qualités de commandement et de diplomatie liées à une solide compétence technique lui permettront de réussir dans ce poste.
Siège agréable ville de Province (300Kms S.O. de Paris) réf 627M

Envoyer C.V. en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser - aux consultants du GFC qui vous garantissent une réponse et une discrétion absolue - Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris.

POUR UNE IMPORTANTE SOCIETE D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES A TECHNOLOGIE AVANCEE

Responsable des Méthodes de Production

32 ans environ, ingénieur, son expérience a été acquise en production de matériel électronique. Il connait bien les machines de production et la technologie d'assemblage. Il aura pour charge d'animer les actions permettant une amélioration des techniques et des moyens tendant à la réduction des coûts de production. Le sens du détail et une bonne faculté d'adaptation feront sa réussite dans un poste à partir duquel il pourra sérieusement évoluer.
Résidence banlieue Parisienne Sud Ouest. réf 626M

POUR SOLIDE ENTREPRISE D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES

Ingénieur Marketing Industriel

Il sera l'homme produit de la principale gamme de l'entreprise. De formation ingénieur, doté d'une personnalité très ouverte, intéressé par les questions commerciales, il analysera et suivra objectivement son marché, préparera les stratégies d'actions, choisira les approches et vérifiera les résultats.
Siège Seine et Marne. réf 625M

POUR L'UN DES PLUS IMPORTANTS CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DE MATERIEL DE CHAUFFAGE

Chef du Département Recherche et Développement

35 ans environ, de formation ingénieur, c'est à la fois un homme de bureau d'études et de laboratoire, créatif et pratique.
Il aura la charge d'animer une équipe solide couvrant l'ensemble des problèmes de recherche, études, mise au point et développement des produits. Une bonne expérience en thermique et en mécanique (éventuellement alliée à l'électronique) est nécessaire pour réussir dans ce poste. Un élément de valeur pourra évoluer ultérieurement vers l'équipe de direction générale de l'entreprise.
Siège Région Parisienne. réf 598M

Envoyer C.V. en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser - aux consultants du GFC qui vous garantissent une réponse et une discrétion absolue - Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

GOODYEAR CHEMICALS
EUROPEAN CHEMICAL DIVISION
département peintures

Nous recherchons un jeune

ingénieur commercial chimiste

Ingénieur ou Technicien Supérieur Chimiste de formation, âgé d'au moins 28 ans, il sera chargé pour la France, la Belgique et le Maghreb, de promouvoir nos produits auprès d'une clientèle de fabricants de peintures et revêtements de surfaces, ainsi que d'animer notre réseau de distributeurs.

Il aura une première expérience de la vente, acquise dans la profession et possédera de solides connaissances de l'Anglais.

Ce poste, basé dans la Banlieue de Paris, permet de s'intégrer dans une équipe jeune, très performante et évolutive.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière SVP 11-11

Réf. 445

On peut aussi adresser son dossier à
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

GÉNÉRALISTE INFORMATIQUE DE GESTION

PARIS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE

Vous avez l'habitude de négocier avec d'importants utilisateurs informatique des contrats de conseil, d'études et prestations diverses.

Vous aimez les grands projets, les applications nouvelles, vous ne vous bornez pas à vendre mais savez conseiller utilement des interlocuteurs de rang élevé en réfléchissant avec eux à tous les paramètres (techniques, économiques, technologiques, etc.) pour aboutir aux meilleures solutions.

Vous pouvez trouver un poste à votre mesure et comportant une large part d'initiatives personnelles chez

SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION
qui vous propose de prendre en charge les négociations avec les administrations et services publics en vous appuyant sur des moyens techniques importants, notamment des
REALISATIONS D'AVANT-GARDE A L'ECHELON EUROPEEN
et sur une organisation efficace parce que très décentralisée.

Si vous voulez en savoir davantage, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous réf. 1238 M à F. Dozol-Delta Conseil, 27, rue Dombasle 75015 PARIS.

CARBORUNDUM

Dans le cadre de sa restructuration et du renforcement de son équipe financière, la filiale française du Groupe CARBORUNDUM recherche un

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Produits appliqués industriels et Grand Public

Le titulaire du poste devra mettre en place la comptabilité analytique d'une ligne de produits employant 200 personnes et représentant un chiffre d'affaires de 40 millions.

Ce poste requiert une expérience de 4 à 5 années dans ce domaine et la capacité de travailler de *façon autonome en faisant preuve d'initiative* et de rigueur. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

La fonction dépendra opérationnellement du Directeur Financier Européen - Produits et fonctionnellement de la Direction Générale Française.

Le lieu de travail sera **VILLENEUVE-ST-GEORGES**

Adresser C.V. et prét. à la Direction du Personnel, CARBORUNDUM FRANCE S.A. 231, rue de Versailles - 92410 VILLE-D'AVRAY.



SOCIETE spécialisée dans la Commercialisation de terminaux téléphoniques
recherche en vue du lancement d'un produit nouveau
Pour la région Parisienne et Marseille

des attachés commerciaux

28 ans minimum. SUP de CO ou équivalent

Ayant :
- *une bonne expérience en techniques de commercialisation*
- le goût des contacts et de la négociation
- si possible des connaissances en matière de terminaux téléphoniques

des secrétaires commerciales

intégrées à l'action Commerciale de l'équipe

Ayant :
- un excellent contact téléphonique
- de bonnes connaissances commerciales
- le sens de l'initiative et de l'organisation

Envoyer C.V. détaillé + Photo à
E.G.T. 66, avenue du Maine 75682 PARIS CEDEX 14

P.LICHAU

Contrôleur de Gestion

Le Directeur Financier d'un groupe industriel important (11 000 personnes, 12 usines en France), veut s'adjoindre un spécialiste en gestion industrielle capable de mettre en place les éléments de contrôle nécessaires au suivi systématique des résultats d'exploitation, d'analyser les évolutions et d'en tirer les conclusions utiles à l'amélioration des centres de gestion avec l'aide de l'outil informatique.
Ce poste nécessite une très solide formation comptable.
Il peut convenir soit à des diplômés E.S.C.P. ou Sciences Eco, ayant au moins cinq ans d'expérience par exemple dans un cabinet d'expertise, soit à des ingénieurs ayant une pratique solide en comptabilité et gestion industrielle. La connaissance des biens d'équipement serait un atout.
La langue allemande est vivement souhaitée.
La réussite dans ces fonctions doit permettre d'occuper dans l'avenir des responsabilités opérationnelles au sein du groupe.
Le poste est à pourvoir au siège à Paris mais requiert de se déplacer environ deux jours par semaine en province.
Maryse PERCHE vous remercie d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 804170 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

COMPTABLE DE GESTION

PARIS — **F 70.000 +**

Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un Groupe international, recherche pour renforcer son équipe un comptable de gestion.

Sous l'autorité du contrôleur de gestion, il devra : * effectuer les calculs et préparer les états nécessaires au reporting destiné à la maison mère * veiller au respect des procédures du Groupe et suivre leurs évolutions * assurer le contrôle interne * participer à l'élaboration des budgets * assurer les liaisons avec l'informatique.

Il faut avoir 28 ans environ, niveau B.T.S., pratiquer couramment l'anglais et avoir acquis 2 à 3 années d'expérience dans un contexte anglo-saxon.

La rémunération sera négociée à partir de F 70.000 en fonction des compétences du candidat.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous référence 22.220 M à CLSP 3, avenue Percier, 75368 Paris Cedex 08.

CLSP

---

nicholas angell

Une société américaine, fabriquant dans de nombreux pays européens, recherche, pour démarrer ses fonctions d'audit, son :

INTERNAL AUDIT MANAGER

EUROPE

Environ 120.000 Francs

Basé à Paris, avec des déplacements fréquents de courte durée (jusqu'à 50 %), il jouira d'une grande autonomie dans la planification et l'organisation de ses audits financiers et opérationnels. Rattaché directement au Siège américain, il sera responsable de la création et de la formation de son service.
Les candidats devront posséder : • une expérience de Senior dans un cabinet d'audit anglo-saxon • la maîtrise parfaite de l'anglais, parlé et écrit • une bonne formation supérieure (chartered accountant ou équivalent).
Veuillez adresser votre C.V. indiquant progression de salaire et numéro de téléphone, sous référence 78108, à : NICHOLAS ANGELL s.a.r.l.
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

conseil en recrutement financier

AREA MANAGERS wallcovering

Our client is a leading international manufacturer of quality wallcovering materials. We are seeking two Area Managers, each responsible for one half of Europe. Most likely locations will be France and Germany. Nationality is open but fluent English and good French and/or German is a must. These executives will be self-starters and good organizers, able to work independently and willing to accept a fair amount of travel. Minimum age is 30. They will work with existing distributors, and appoint new ones where needed, arrange trade shows, conduct seminars, all this with strong involvement in merchandising.

Qualified candidates should write in confidence, in English, giving full information on business experience, current earnings, home adress and telephone number, box number 7915, RSC Carrières - 92, rue Bonaparte - 75006 PARIS - FRANCE -

As a leading international firm of management consultants retained by our client to select these executives, we undertake that no information will be released without prior consent, and after a personal interview.

CABINET INTERNATIONAL D'INGÉNIEURS CONSEILS

recherche pour renforcer son équipe basée à Paris

INGÉNIEUR en ORGANISATION

ayant acquis 2 à 3 années d'expérience dans l'organisation des systèmes et procédures comptables en liaison avec l'informatique. Anglais apprécié. *Déplacements à prévoir.*

Bon niveau de rémunération. Perspectives intér.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retourn.) et rémunération souhaitée ss réf. 10-165 M à CLSP, 3, avenue Percier, 75008 Paris.

TEMPS PARTAGE

INGENIEUR COMMERCIAL

La Division des services réseaux d'une des premières sociétés de TÉLÉCOMMUNICATIONS et d'INFORMATIQUE se développe à un rythme constant et propose une opportunité à deux ingénieurs commerciaux.

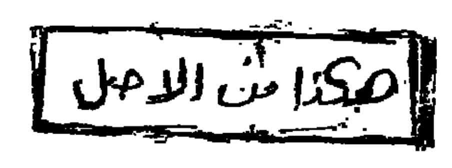
Dans le cadre d'une politique commerciale définie par secteur d'activité, ils seront chargés de développer une clientèle avec des «produits» et des applications «Temps Partagé» adaptés.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur dans le domaine de la gestion ou des techniques mathé*matiques appliquées à la gestion, possédant* déjà une *expérience* significative de 2 à 3 ans acquise dans la vente aux grandes entreprises. Une formation complémentaire aux applications du Temps Partagé sera fournie par l'Entreprise.

La rémunération proposée permet d'intéresser de très bons professionnels et l'expansion de la société peut offrir de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV complet, photo et prétentions à François Sanchez, sous référence M 6267 A, à

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

PROMODATA

GROUPE LOCAFRANCE

cherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Responsable de la commercialisation des matériels type I.B.M. 3, 34, ...

— Expérience commerciale de quelques années sur matériel similaire nécessaire ;
— Fréquents déplacements de courte durée.

Ecrire en joignant C.V et prétentions à : M. AUBRON - PROMODATA, 43-47, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris. Discrétion assurée.

CHEF DE PRODUITS développement & nouveaux produits

Notre client, filiale d'une société multinationale spécialisée dans les produits pharmaceutiques de grande consommation et très bien implantée en France crée le poste de chef de produits développement et nouveaux produits, rattaché au Directeur du Marketing. Ce jeune cadre (âge minimum 25 ans) sera chargé d'assurer la gestion d'un nouveau produit de grande consommation lancé récemment avec succès dans le circuit pharmaceutique et disposant d'un puissant soutien publicitaire.

Il aura également à assurer le suivi de produits en cours de développement et, d'une manière plus générale, la poursuite du programme de développement par des apports de nouveaux concepts produits dans les domaines hygiène/santé et parapharmacie.

Le candidat retenu pourra justifier d'une expérience marketing (chez l'annonceur ou en agence) de deux ou trois ans et alliera au sens marketing des capacités d'initiative et de créativité.

Anglais indispensable.

Adresser CV avec rémunération actuelle, sous référence 7920 à M.R.I. Conseil 13 rue Madeleine Michelis - 92522 NEUILLY, à l'attention de Danièle Chapuis. Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE REGION PARISIENNE

recrute pour son Département Recherche

UN TECHNICIEN CONFIRMÉ

pour Synthèse Organique

Horaires personnalisés

Adresser curric. vitae sous n° 78.323 à CONTESSE Pub., 30, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui tr.

le "hard" est-ce dur ?

Le S.I.C.O.B., c'est une date pour les commerciaux de l'informatique. C'est également l'occasion de faire le point de sa carrière.

Nous sommes l'un des tout premiers constructeurs mondiaux de MINI ORDINATEURS et de systèmes de gestion. Notre développement dépasse nos espérances les plus optimistes grâce à des matériels particulièrement adaptés au marché, à une technologie de pointe, à une qualité de service et à une équipe commerciale de haut niveau, motivée et convaincue.

Nous proposons à de réels professionnels de la vente de venir rejoindre une équipe qui gagne. Nos ingénieurs, véritables conseils et «leaders» d'une clientèle exigeante, sont autonomes et capables de résultats qui répondent à leurs aspirations.

Nous garantissons une formation à nos techniques, en France et aux Etats-Unis, de réelles opportunités d'évolution de carrière, à Paris ou en province, et des rémunérations individualisées liées à l'expérience des candidats retenus, à leur potentiel et à leur ambition.

Merci d'adresser CV complet sous réf. M 6260 B, à François Sanchez à qui nous avons confié cette recherche et qui étudiera confidentiellement votre candidature.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

2 spécialistes recrutement

Une importante Société internationale en croissance constante et régulière recherche en vue de l'accroissement conséquent de sa FORCE DE VENTE deux spécialistes du recrutement.

Basés à Paris, ils auront pour mission d'assurer les entretiens et de présenter à la Société les meilleurs candidats. Une formation supérieure, de bonnes notions de psycho et de graphologie sont souhaitables. Déplacements fréquents en semaine. Notions d'anglais. Poste évolutif. Salaire motivant x 13 - Voiture de fonction. Poste à pourvoir rapidement.

Discrétion absolue.

Ecrire avec C.V. et photo sous la référence 7212 à

OP organisation et publicité, 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

Formation et progrès technique

Lorsqu'il s'agit de vendre des produits techniquement sophistiqués : machines de bureau, matériel informatique..., les actions de formation sont la dimension nouvelle de la réussite commerciale. Ces actions, qui concernent le personnel de l'entreprise et ses clients, peuvent être de nature commerciale, technique, générale... Le

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT FORMATION

en a l'entière responsabilité au niveau de :
- l'étude des besoins réels, internes et externes,
- la conception de la politique générale de formation,
- la formulation et la coordination des programmes,
- l'évaluation des résultats.

Tout à fait conscients de nos exigences, nous souhaitons trouver un candidat qui ait tout à la fois l'expérience de la formation, une approche concrète des problèmes de la vente et les connaissances techniques inhérentes à cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3256 à PLAIN CHAMPS, 5 rue du Helder, 75009 Paris.

Plain Champs

société d'électronique

de moyenne importance mais leader sur son marché et faisant 30 % de son C.A. à l'exportation, recherche le

Responsable d'un nouveau service

créé pour assurer le développement et l'industrialisation de ses produits nouveaux.

Ce poste, susceptible d'évolution rapide, conviendrait à un

ingénieur A & M

ou équivalent, 35 ans minimum, ayant une expérience de la fabrication dans le domaine de l'Electronique Industrielle.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 1565M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

INGENIEURS GRANDES ECOLES A VOCATION MECANIQUE pour service après vente automobile

Vous êtes débutants ou avec quelques années d'expérience et vous êtes intéressés par les problèmes de réparations automobiles et d'après vente en général.

Une formation très complète sera assurée à travers les différents services de notre société.

Notre politique est de considérer que l'après vente est un élément essentiel de la satisfaction du client. C'est pourquoi nous désirons recruter des collaborateurs de potentiel élevé.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence 8500 au service du personnel, bureau 44 133, Quai A - Citroën - 75747 PARIS Cédex 15.

CITROËN

Important groupe chimique Français

recherche pour l'une de ses divisions (CA division : 100 millions de Francs)

ingénieur commercial chimie

pour seconder le

CHEF DE DIVISION

34 ans minimum — Anglais parlé

Ingénieur chimiste ou diplômé d'une école supérieure de commerce ayant une réelle pratique commerciale dans l'industrie chimique notamment à l'exportation. Il sera conduit à assister le Chef de division tant au plan de la conduite des études et des actions commerciales qu'à celui de l'animation des hommes.

La fonction sera confiée à un homme d'expérience alliant à la pratique du terrain et de l'encadrement le sens de la gestion et celui de la synthèse.

Poste évolutif basé en proche banlieue parisienne.

Adresser résumé de carrière avec indications de rémunération sous référence 314 à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
65 avenue de Wagram 75017 Paris

Groupe de PROMOTION IMMOBILIERE à caractère SOCIAL

nous souhaitons confier la responsabilité de l'animation et du développement de notre activité 1 % au Logement à un (e)

directeur (trice) C.I.L. — 130.000 F +

Bénéficiant de l'éventail des prestations d'un Groupe en pleine expansion et s'appuyant sur une organisation administrative rodée dont il assume la coordination et le suivi, son action concerne principalement :
- l'accroissement de la collecte,
- la politique d'investissements des fonds recueillis.

Professionnel (le) expérimenté (e) du 1 % au Logement, le (la) collaborateur (trice) que nous recherchons est motivé (e) par le travail en équipe.

Pour information sur le poste, écrire sous référence 10.258 M. à

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

Chef de Produit Junior

GRANDE CONSOMMATION

Société Alimentaire performante, filiale d'un groupe Européen puissant (CA 200 M/an) offre à un assistant chef de produit, l'opportunité de prendre en charge la gestion d'une gamme de produits après une période de formation - 6 mois - "sur le terrain".

Par la suite, il devra concevoir un plan d'action et une stratégie commerciale, qu'il mettra en oeuvre tout en assurant la réalisation des actions promotionnelles destinées à dynamiser le marché de ses produits.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce le candidat doit avoir au moins 2 ans d'expérience dans le marketing d'un produit de grande consommation, de préférence alimentaire.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 806237 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures et garanti par :

BKC — BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEAUX

recherche

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

niveau DUT ou équivalent
expérience minimum 1 an sur matériel IBM

PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

niveau DUT ou équivalent

Les candidatures et prétentions sont à adresser à M. le Directeur du C.A. - B.P. 205 77101 MEAUX

chef du service du personnel

Une importante Société Métallurgique recherche le Chef du Service du Personnel de son Siège Social dont dépendent les Services Commerciaux et Techniques.

Il est chargé de l'ensemble des aspects de la fonction pour un effectif de 600 personnes et anime une équipe d'une dizaine de Collaborateurs.

Les candidats, de formation supérieure, âgés d'environ 30 ans, ont acquis une expérience de plusieurs années préparant à une telle responsabilité.

Les dossiers de candidatures complets (photo) doivent être adressés à l'attention de Madame DANTIN — B.P. 40 — 60260 LAMORLAYE

PHARMACIEN

Une Société internationale fabriquant et commercialisant une ligne étendue de produits dermatologiques recherche un

PHARMACIEN

RESPONSABLE ET GERANT de sa nouvelle filiale de distribution implantée dans la proche banlieue ouest de Paris.

Le candidat retenu aura une bonne connaissance de l'anglais, et un tempérament commercial ; il sera ambitieux, dynamique et capable de diriger une nouvelle entreprise.

La rémunération sera déterminée en fonction des compétences acquises.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retourn) et rémunération souhaitée sous réf. 51.20 M à CLSP 3, av. Percier, 75008 Paris qui transmettra.



chef de département commercial

DEMI-PRODUITS INDUSTRIELS — 140.000 F

Un important Groupe Industriel recherche le Chef d'un Département représentant plus de 70 millions de C.A. Dépendant du Directeur Commercial, il devra mettre en œuvre la stratégie commerciale en France et à l'Etranger arrêtée avec celui-ci. Il dirigera une équipe d'une vingtaine de personnes (vendeurs, commerciaux - administratifs) et travaillera en liaison avec les usines et les différents services techniques. Ce poste conviendrait à un cadre (Ingénieur de préférence ou grande école commerciale), âgé d'au moins 33 ans, justifiant d'une expérience confirmée du commerce international (et national) acquise dans un domaine de demi-produits très techniques. La pratique de l'anglais est indispensable ; l'allemand est très souhaitable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence CDM à M. HUON 40 bis, avenue de Suffren - 75015 PARIS, qui transmettra.

(Mentionner sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE PREMIER PLAN
recherche

3 JEUNES ESSEC
DES Sciences Eco ou Droit et S.C.P.

ou équivalent, pour :

1) Résolution de problèmes immobiliers sur le plan commercial, juridique, technique et fiscal posés par le transfert, ou l'extension d'une entreprise en région parisienne.

Le poste peut convenir à un collaborateur ayant achevé ses études, ou ayant 1 ou 2 années d'expérience commerciale.

2) Résolution, dans une région de France, à partir de Paris, des problèmes immobiliers industriels et de bureaux posés par le transfert ou l'extension d'une entreprise.

Le poste, qui implique 2 à 3 déplacements de la journée par semaine, en province, doit intéresser un candidat ayant 1 ou 2 années d'expérience professionnelle bancaire ou commerciale.

3) Recherche, montage et vente d'investissements immobiliers à une clientèle d'investisseurs privés ou institutionnels, français et étrangers.

Le poste conviendra à un jeune candidat ayant une expérience d'une ou 2 années dans un groupe bancaire ou une direction financière d'entreprise.

Larges possibilités d'avenir. Bonne rémunération.

Envoyer curriculum vitae avec photo et prétent., en précis. le numéro du poste souhaité à n° 22 300 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

---

steria

recherche des :

ingénieurs informaticiens

intéressés pour les outils modernes de la gestion et désireux de collaborer à :

- la conception de systèmes temps réel dans la Banque et l'Industrie,
- la mise en œuvre de réseaux automatisés de transfert de données à l'intérieur de l'Entreprise.

Les postes offerts conviendraient à des personnes ayant quelques années d'expérience ainsi qu'à des débutants.
Ils présentent un intérêt technique fréquemment renouvelé dans un milieu d'informaticiens où les possibilités de carrières sont grandes.

Adr. CV. et prétentions à J.C.BERTAUT

steria 26, av. de l'Europe 78140 VELIZY

P.LICHAU

IMPORTANT HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE

recherche
pour poste à Paris (temps complet)

SECRETAIRE de REDACTION confirmé (JOURNALISTE)

ayant l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités et de l'organisation, possédant une solide formation universitaire et professionnelle, susceptible de s'insérer dans une équipe rédactionnelle structurée, et capable de coordonner toutes les tâches de réalisation d'un hebdomadaire important.

Appointements annuels bruts
65.000/90.000

Adresser lettre manuscrite et CV sous référence 7895 à : RSC Carrières - 92, rue Bonaparte - 75006 PARIS - qui transmettra

rsc carrières

MEDECIN

La Direction Médicale d'un important Laboratoire, Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International (située à Paris Nord-Ouest), recherche un MEDECIN. Le poste : • suivre et mener à terme des programmes d'Etudes Cliniques de phases III et IV, • être le Conseiller Médical du Département Marketing pour les produits de sa gamme, • participer à la formation des Délégués Médicaux lors du lancement de nouveaux produits. Ce confrère devra avoir : • une expérience de 2 ou 3 années de la Recherche Thérapeutique, • de bonnes connaissances en Antibiothérapie, • de bonnes notions d'anglais et de statistiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente sous réf. 355-M au Docteur R. de CHIEVRES qui étudiera confraternellement chaque candidature.

sēlor
72, rue Anatole France
92300 Levallois Perret

Ingénieur développement

REGION PARISIENNE

Nous sommes une importante Société française dans le secteur du caoutchouc industriel.

Nous recherchons un INGENIEUR Grande Ecole pour prendre en charge le suivi complet des nouvelles applications dans les grandes réalisations d'engineering : étude, définition de la pièce jusqu'à la réalisation du prototype.

Il travaillera en équipe avec l'ingénieur commercial et en liaison avec nos services techniques et ceux du client.

Une première expérience industrielle est indispensable : bureau d'études, fabrication... et une connaissance de la mécanique et du caoutchouc serait appréciée.

Bonnes notions d'anglais nécessaires.

L'importance de notre Groupe offre de réelles perspectives de carrière.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 77410, CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

AYANT RÉALISÉ AVEC SUCCÈS SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT

TELIC STRASBOURG

poursuit son recrutement et recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

EXPERIMENTES

Les candidats devront avoir une formation du niveau maîtrise en informatique ou école d'ingénieurs avec spécialité informatique.
Une expérience professionnelle entre 5 et 10 ans sera demandée.
Ils participeront à l'étude, au développement, à la maintenance de systèmes électroniques de pointe utilisant les microprocesseurs.
Dans ce cadre, ils auront pour mission de faire l'analyse détaillée, la programmation, le support du logiciel de ces systèmes.
Expérience dans la conception et la programmation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs, et utilisation des langages évolués.
Ces postes sont à pourvoir à PARIS et STRASBOURG.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer curr. vitae avec photo et prétentions à :
TELIC - 206, route de Colmar
67023 STRASBOURG CEDEX.

GROUPE INTERNATIONAL:
HAY-GAMMA
(700 consultants; 200 Européens dont 100 Français)
recherche

Ingénieurs en Marketing Industriel

De formation X, Centrale ou équivalent, ils auront acquis une expérience industrielle technique (5 ans minimum) en Electronique, Mécanique, Chimie...

Intégrés à des équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés d'études internationales de stratégie de développement, de recherche de produits nouveaux, etc...

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Adresser votre C.V. sous réf. 3740 M à Mme BORDES qui traitera confidentiellement votre dossier.

GAMMA Sélection
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

GÉRANT D'IMMEUBLES

Vous êtes de formation supérieure, après avoir assuré quelques années la gestion d'immeubles, la négociation n'a plus de secret pour vous.

Votre expérience dans ce domaine et vos compétences en électricité, climatisation et sécurité vous permettent aujourd'hui d'envisager un poste plus important.

Nous sommes un important GROUPE FINANCIER NATIONAL (se décentralisant dans la région de Trappes), et nous vous proposons de devenir Responsable de locaux équipés d'ateliers informatiques.

Adr. C.V. dét. photo prétent. et salaire à no 77.801 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er qui tr.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

ÉQUIPÉE DE 2 IBM - 370 - 158 MVS
TÉLÉTRAITEMENT
IMS - VTAM

Pour faire face à son expansion recherche

programmeurs

• Formation B.T.S., D.U.T. ou équivalent.
1ère expérience ou débutant.

Envoyer C.V. à S.P.I.
Service du Personnel
98, Boulevard Victor Hugo
92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

CENTI

Une des sociétés de LOGICIEL les plus anciennes et les mieux établies dans la profession

recrute

INGÉNIEURS Grandes Ecoles
ANALYSTES PROGRAMMEURS

Pour développement de logiciel de base, de CAO, appliqués aux ordinateurs et de transmission pour applications aérospatiales et de gestion.

Sur IBM 370 - HB 6000, CYBER, ICL 2980 CRITERION, DATA GENERAL.

Envoyer lettre avec C.V. et prétentions CENTI 128, rue de Rennes, 75006 PARIS.
Discrétion assurée.

La filiale française d'une importante société américaine de l'industrie chimique
recherche

CHEF D'AGENCE

pour le quart nord-ouest de la France, basé dans région parisienne

et

TECHNICO COMMERCIAUX

pour région Paris normandie, basés dans région parisienne, possédant une expérience de 3 ans environ de la vente des produits chimiques organiques destinés aux industries cosmétiques, détergents, textiles, phyto-sanitaires, etc... anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite + photo + prétentions sous référence 1891 à P.LICHAU S.A. 18, quai Jean Moulin 69002 Lyon qui transmettra

---

DAKOMEX HYTORC

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF FRANCE BELGIQUE DE CLEFS DYNAMOMETRIQUES HYDRAULIQUES
recherche

INGÉNIEURS DE VENTE

POUR DIFFERENTS SECTEURS

LES CANDIDATS DOIVENT AVOIR UNE FORMATION TECHNIQUE ET COMMERCIALE, UNE EXPERIENCE DE LA DEMONSTRATION ET DE LA VENTE AUX IMPORTANTS CLIENTS POTENTIELS
(Production et distribution, électricité, nucléaire, pétrole, chimie, sidérurgie, chantiers navals, constructeurs de machines, chaudronnerie, offshore, etc.)

Ce poste sera rémunéré par une Commission de Vente importante sans plafond avec minimum garanti pendant la période de lancement.

Si vous avez 30 ans environ, êtes agressif, recherchez un revenu de 200.000,00 F et plus, adressez votre candidature à A.I.C., n° 2101, 22, rue des Martyrs 75009 PARIS, qui transmettra.

PREMIER GROUPE FRANCAIS EN ELECTROMENAGER
recherche

inspecteurs commerciaux

NOUS OFFRONS :
- position cadre
- rémunération attractive
- indemnités de déplacements
- possibilité de promotion ultérieure.

NOUS DEMANDONS :
- âge minimum 25 ans
- formation Sup. de Co, HEC ou similaire, désirant commencer une carrière commerciale sur le terrain
- goût du commerce, de la négociation et des responsabilités
- grande disponibilité et voiture personnelle en bon état.

Envoyer CV., photo s/réf. 2087 à P.LICHAU SA BP 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTS LABORATOIRES

recherchent pour leur laboratoire de contrôle

UN ANALYSTE

MAITRISE ou D.U.T.

Deux ans d'expérience dans un laboratoire de contrôle pharmaceutique.

Le candidat sera chargé de l'analyse qualitative et quantitative des principes actifs, essais, etc.

Avantages sociaux. 13e mois, primes de vacances, 5e semaine, participation, cantine...

Adres. C.V. détaillé et photo à : Sce du Personnel, LABORATOIRES RICKER, aven. du 11-Novembre, 45300 - PITHIVIERS.

Société CAMP
Mécanique de Précision
recherche pour assurer son développement

ingénieur de projet

A.M., ENSCMB ou équivalent

ayant 2 à 3 années d'expérience. Il participe aux études, projets et réalisations d'appareils électromécaniques et de matériels de péri-informatique.

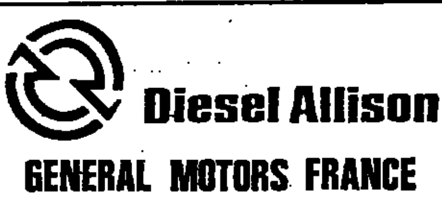
Référence 461

ingénieur de développement

Il sera chargé d'assurer le démarrage du montage en série des prototypes conçus par le Bureau d'Études.
Assurant la liaison entre la production et les études, il dépendra de la Direction Générale.
A ce poste, 5 ans au moins d'expérience dans la Production, sont nécessaires.

Référence 462

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence, à
SVP RESSOURCES HUMAINES
65 avenue de Wagram 75017 Paris



Diesel Allison
GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

un ingénieur technico-commercial

Formation : Officier mécanicien marine marchande 1ère classe ou équivalent.

Il sera chargé de la promotion et de la vente auprès d'un réseau de distribution de moteurs diésels marins de 40 à 1600 CV.

Courts déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo et prétentions
Service Personnel YM
5, Boulevard Galliéni
92231 GENNEVILLIERS

ASSOR CONSEIL

Société d'Ingénieurs-Conseils en Organisation recherche

conseils en organisation

(Diplômés Grande Ecole ou Enseignement supérieur) :
- UN INGÉNIEUR DÉBUTANT
- UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ,

ayant acquis une solide expérience professionnelle de 4 à 6 ans dans l'organisation ou la gestion industrielle.

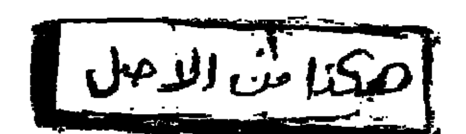
Notre métier : l'évolution cohérente des objectifs, des mentalités et des dispositifs d'organisation dans la gestion de l'entreprise.
Déplacements possibles.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à
ASSOR CONSEIL
94, rue La Fayette - 75010 PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

Une société française spécialisée dans la fabrication de structures gonflables - hautes performances - veut développer sa croissance dans le secteur «ESPACE»
Elle souhaite rencontrer de jeunes candidats ayant bénéficié d'un enseignement supérieur et doués d'un grand sens commercial, ou bien, de personnes plus âgées, déjà introduites au niveau des Services d'Etudes ou d'Achats, traitant des marchés d'Etat.

Prendre contact avec notre Conseil
G.R.BESSON - Tél. 657.13.00
(Documentation sur demande)
senna selection 16/18, rue Barbès
92126 MONTROUGE
Discrétion assurée



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

Franlab informatique

recrute :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX Réf. IC

— Formation scientifique supérieure.
— Expérience de deux ans dans la vente de Services ou de système informatique.

Rémunér. motivante composée d'un fixe + comm.

Adr. lettre de candidature avec C.V. dét. et photo à M. FORESTIER-FRANLAB INFORMATIQUE, 4, av. de Bois-Préau, 92503 Rueil-Malmaison Cedex, en précisant la date de disponibilité.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL

SECTEUR ASSURANCES

IBM 370/138 et 148/VM/CMS (IBM 3031 fin 1979) + TP

recherche pour postes stables dans ses locaux

PROGRAMMEURS - ANALYSTES

pratique du PL/I. Si possible connaissance CICS/DL 1

PROGRAMMEURS

expérience PL/I ou GAP II

Les postes conviendraient à des candidats de niveau DUT informatique ou équivalent.

Envoyer C.V. et prétentions annuelles à M. Deryck, A.G.S.A.A. 118, rue de Tocqueville, 75850 PARIS, cedex 17.

---

gestionnaire

Un Important Laboratoire Pharmaceutique recherche pour 2 de ses Filiales spécialisées dans les domaines Vétérinaire et Parfumerie de Luxe, un **GESTIONNAIRE.** Nous voudrions rencontrer un **HOMME JEUNE**, de formation supérieure : Ecole Supérieure de Commerce option comptabilité, finance (**un DECS serait très apprécié**) possédant, si possible, une première expérience de 3 à 5 années de la Gestion acquise dans une Société d'importance moyenne. Il se verra confier des responsabilités très variées allant du Contrôle de Gestion aux Approvisionnements en passant par la Distribution et l'Administration du Personnel. Ce poste dépend directement du Président du Groupe. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente, sous référence 354-M, à

sélor
72, rue Anatole France
92300 Levallois Perret

ANALYSTES CONCEPTEURS

Une importante Société de distribution équipée d'un I.B.M. 370-158 (application de gestion et télétraitement sous CICS VS) recherche

2 ANALYSTES CONCEPTEURS chargés :
- du suivi opérationnel d'importantes applications de gestion,
- de leur maintien au plus haut niveau de service,
- de l'étude et de la réalisation de développements nouveaux.

Les hommes que nous recherchons seront titulaires d'une maitrise informatique ou équivalent, et auront au moins 3 - 4 ans d'expérience dans un poste similaire.

Si ces postes vous intéressent, adresser votre curriculum vitae manuscrit en précisant vos prétentions No 78.352 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

Sté Matériel de Stockage
et mobilier métallique
Saint-Cloud 92 recherche :

chef service export

Diplômé Ecole supérieure de commerce,
Min. 5 ans d'expérience export.
Connaissance parfaite anglais + autre langue
Libre très rapidement

tél. pour R.V. Service du Personnel
602.50.15 ou 602.52.65

SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUES ET DE PARFUMS DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

(proche banlieue Ouest)
recherche pour
sa Direction Financière

UN ASSISTANT - CONTROLEUR DE GESTION

chargé d'assurer le suivi complet d'un des centres de profit de la Société.

Préférence sera donnée à candidat de formation supérieure HEC, ESSEC ou équivalent, pouvant justifier d'une première expérience réussie de 3 ans minimum, à un poste similaire, dans une entreprise de taille moyenne (200 à 700 millions de F de C.A.), pratiquant les méthodes anglo-saxonnes de gestion.

Adr. lettre manuscr., C.V., photo et prét., n° 78.037, CONTESSE Publicité, 20 av. de l'Opéra, Paris-1er.

SG2 Société Générale de Service et de Gestion

Compte tenu du développement de l'activité de sa filiale

S2i TELSYS FORMATION

recherche

ANIMATEURS

pour : - stage analyse.
- correspondant informatique.

ANIMATEURS

pour : - système OS IBM
- langage COBOL.

ANIMATEURS

pour : - CII - HB
- IIDS TDS

Expérience souhaitée

Adresser C.V. et prétentions à
S2i TELSYS FORMATION
à l'attention de M. BROCKER
62, rue de Miromesnil – 75008 PARIS

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS AYANT IMPLANTATIONS INTERNATIONALES recherche

inspecteurs comptables

GRANDES ECOLES ou DECS COMPLET. Ayant déjà, si possible, une bonne expérience d'audit. Anglais souhaité.

POUR ASSUMER DES RESPONSABILITES DIVERSIFIEES :
- contrôle comptable
- définition et mise en place des procédures
- contrôle de gestion
- conseil juridique, financier et fiscal auprès des filiales et agences dont ils auront la charge en FRANCE et à l'ETRANGER.

Postes basés à Paris (Quartier Défense) COMPORTANT 50% DE DEPLACEMENTS dont une partie importante à l'étranger (séjours de 1 à 3 semaines selon pays concernés).

Possibilités d'avenir étendues.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 18 M 110 69, rue de Monceau 75008 PARIS.



Grand constructeur automobile

recherche
pour son service Relations Publiques

attaché de presse

La Fonction nécessite de très bonnes qualités de rédacteur, une pratique courante de l'anglais et exige une grande disponibilité.
Le meilleur candidat alliera une expérience de quelques années dans la presse à une bonne connaissance du secteur automobile.

Libre assez rapidement

Adresser sous réf. A 962 votre lettre manuscrite de candidature, accompagnée d'un C.V. et d'une photo à OLYMPE S.A., 1 rue Rabelais 75008 Paris qui transmettra.
Le Responsable du Recrutement s'engage personnellement à répondre à tous les candidats.

Société outillage de bricolage recrute un AGENT pour son service

APPROVISIONNEMENT

Gestion des Stocks - Achats

ayant 3 ans d'expérience dans la fonction. Nous recherchons : homme jeune, organisé, efficace, capable d'évoluer dans fonction aux larges possibilités d'avenir, disponible rapidement. Poste à PARIS (Nation).
Env. CV, photo et lettre man. ss réf M7 à Luc MARCUS **CLE 128 S.A.**
9bis, rue Lable 75017 PARIS.

---

informaticiens

Notre Division Systèmes Informatiques recherche pour la direction d'importantes réalisations clés en main :

CHEFS DE PROJETS

dans les domaines suivants :
- Télétransmission (Réf. DSI/CP 16)
- Simulation Temps réel (Réf. DSI/CP 17)
- Téléphonie et commutation de messages (Réf. DSI/CP 18)
- Logiciel de base rompu aux techniques de réalisation de produits programmes portables (Réf. DSI/CP 19)

Ces postes demandent toutes les qualités humaines d'encadrement et la parfaite maitrise des techniques sur mini-ordinateurs.

REALISATEURS

Confirmés et Débutants

pour d'importants projets sur mini et micro de type (Solar, DEC, Mitra, ...Intel, M 6800...) dans les techniques citées ci-dessus. (Réf. DSI/R 15)

Ecrire sous référence correspondante à

answare SÉLECTION
135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

METALLURGIE 1.100 PERSONNES

Machines spéciales : 50 % (+) à l'Export
ENTREPRISE FRANÇAISE (un seul Etablissement : banlieue S.E. PARIS) rech.

DIRECTEUR PERSONNEL & R. S.

pour succéder au D.P. partant en retraite en Mars 1979. DEFINITION LA PLUS LARGE DE LA FONCTION : gestion courante, relations avec les partenaires sociaux, Restaurant d'Entreprise,... et GESTION PREVISIONNELLE.

HOMME DU METIER
- Formation générale solide + Droit social
- EXPERIENCE DE LA FONCTION « PERSONNEL » (5 à 10 ans mini) DANS L'INDUSTRIE, de préférence METALLURGIE/MECANIQUE.

(SINON S'ABSTENIR)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 3900 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

---

promotion des ventes

100.000 + + voiture

Société d'importation et de distribution de VOITURES DE MARQUE ETRANGERE (CA 260 M de F, 65 pers.) recherche pour assister la Direction Commerciale dans le développement des Ventes et du renforcement de l'image de marque, le (la) Responsable :
- DE LA PUBLICITE,
- DE LA PROMOTION DES VENTES adaptée au réseau de concessionnaires.

Il lui incombera de définir les moyens, les outils et le budget de la politique promotionnelle.

De formation commerciale supérieure, parlant anglais, le (la) collaborateur (trice) recherché (e) justifie d'une première expérience professionnelle soit en agence soit dans un service marketing d'une société de distribution.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8623-M, à
CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

---

fonction personnel

Vous avez 30 ans environ et une certaine *expérience de la fonction personnel*, vous avez l'esprit ouvert, une solide culture générale (formation supérieure) et une personnalité affirmée,

vous croyez aussi que les problèmes humains sont les plus importants,

alors vous pouvez nous intéresser en entrant dans l'équipe d'hommes de personnel d'un important Groupe Métallurgique français pour y tenir un poste soit dans la gestion, soit dans la formation ou la sécurité du personnel (formation technique appréciée).

Ces postes sont à pourvoir rapidement dans des Etablissements de 500 à 700 personnes, situés à Paris et dans la région parisienne.

Envoyez-nous lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. 7153 à :

OP organisation et publicité

Le service informatique d'une administration recherche

POUR CONCEPTION ET REALISATION D'APPLICATIONS AVEC BASES DE DONNEES ET TELETRAITEMENT

DIPLOMÉS (ES) EN INFORMATIQUE

(Grande Ecole ou Université) ayant des connaissances en gestion et organisation administrative.
Expérience souhaitée — Lieu de travail : Paris.

Adr. C.V., av. photo et prét. ss réf. n° T 764.658 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Burroughs

2e Constructeur Mondial en Informatique recherche :

UN ASSISTANT

pour sa Direction du Personnel

— Le candidat, diplômé de l'Enseignement Supérieur Juridique ou économique, sera particulièrement motivé par l'aspect JURIDIQUE de la FONCTION PERSONNEL.

— Le poste, basé au siège, lui permettra d'être, au sein d'une équipe jeune, le SPECIALISTE en matière de :
- Droit du travail.
- Relations avec les partenaires sociaux.
- Communications au sein du groupe.

— Une expérience de 1 à 2 ans dans un poste similaire lui sera nécessaire pour mener à bien ses actions de conseil auprès de la Direction Générale.

Si vous avez le goût des contacts, le sens de la négociation et la volonté de réussir dans cette fonction, envoyer lettre, CV, photo et prét. sous référence M 13 à :

S. A. BURROUGHS/Direction du Personnel
230-242, av. Laurent-Cély — 92230 GENNEVILLIERS

UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS D'ENGINEERING A VOCATION INTERNATIONALE

recrute :

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT INFRASTRUCTURES ET GÉNIE CIVIL

Il est chargé par la Direction générale du Groupe d'assurer l'exploitation et le développement de ce secteur d'activités.

Ce poste de haut niveau conviendrait à un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (X, E.N.P.C., E.C.P., E.T.P.) ayant des références exemplaires dans la réalisation de ponts, de routes, d'ouvrages maritimes et industriels.

Une disponibilité permanente à l'action commerciale en France et à l'étranger est nécessaire pour l'attribution du poste.

Adr. C.V. et rémun. souh. ss le n° 78.374 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris-Cedex 01 q.t.

JEUNES GENS
(Libérés des obligations militaires)
et JEUNES FILLES

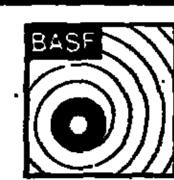
winterthur assurances

dans le cadre du développement de son département informatique vous propose après une formation assurée par l'entreprise (COBOL - DOS/VS - CICS/VS - DL1) de devenir

programmeurs

pour les diplômés IUT informatique ou équivalent

Salaire évolutif suivant potentiel des intéressés.
Adresser C.V. manuscrit sous référence 147 à J-C DIDON - Tour WINTERTHUR - Cedex 18 92085 PARIS LA DÉFENSE



recrute sur
PARIS

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

Niveau mimimum AT2 + 1re expérience sur matériel informatique + si possible connaissance INTERFACE IBM

Bonnes notions d'anglais souhaitées.

Adresser votre candidature

CIE FRANÇAISE BASF
Service de Maintenance
35, rue Morice - 92110 CLICHY

GRANDE BANQUE FRANÇAISE

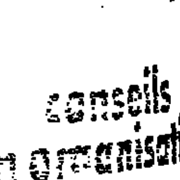
recherche pour sa
DIRECTION ÉTRANGER

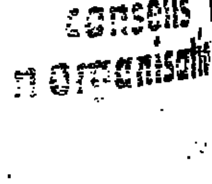
RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC L'U.R.S.S.

Agé de 35 ans environ, le candidat devra :
— obligatoirement parler couramment la langue russe.
— avoir une bonne expérience des relations financières et commerciales avec l'U.R.S.S.

Le poste implique de fréquents déplacements en U.R.S.S.

Adresser lettre manusc., c.v., photo et prétent. no 63.187, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

Société d'Etudes et Conseils
A. E. R. O.
(Automation - Electronique Recherche opérationnelle)
recherche

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
OU EQUIVALENT
pour études techniques et technico-opérationnelles dans les domaines suivants :

- Analyse, conception et développement de systèmes techniques complexes (transports, systèmes d'armes télécommunications, etc.).
- Recherche opérationnelle (études coût-efficacité techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique).
- Analyse de systèmes, relations homme-machine ;
- Traitement statistique des données.
- Optique théorique et électromagnétisme.

QUALITÉS D'IMAGINATION et CRÉATIVITÉ PARTICULIÈREMENT APPRÉCIÉES

Env. C.V. détaillé, 3, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

Société secteur pétrolier rech. pour chantiers France, étranger techniciens géologues ou électroniciens ou de mesures (B.T.S., DUT ou équivalent). Anglais indispensable, libéré O.M. - Ecr. à 22.264 P.A. SVP, 37, r. Gén.-Foy, 75008 PARIS.

Recherchons
ENSEIGNANTS
de PROGRAMMATION ou PUPITRE, COBOL, GAP, BASIC. 60.000 F/an.
BAP, 22, rue de Douai, Paris-9e. Téléph. 285-23-78.

ORGANISME PARA-PUBLIC PARIS-14e recherche

FORMATEURS

— Formation supérieure maîtrise ou équivalent.
— Connaissances en bâtiment et travaux publics.
— Ayant si possible une expérience professionnelle en formation des adultes.

Sera responsable de la conception et de l'animation de programmes de formation dans les domaines hygiène et sécurité du travail.
Fréquents déplacements en province.

Adres. C.V., prétentions et photo s/réf. 1.412 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

CAISSE RETRAITE recherche pour son SIEGE A PARIS

CHEF COMPTABLE

Diplôme exigé : certificat comptable du D.E.C.S.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référ. 43.316.

APSIDE
40, rue de Ponthieu, 75008, recherche :
SPÉCIALISTES IMS DOS/OS
ou DL 1 + CICS
ASM + COBOL ou PL 1
INGENIEURS SYSTEME
Analystes-Programmeurs.
Prestations et postes fixes.
Envoyer C.V. confidentiel ou Téléphone : 225-12-46, 359-27-08.

BRION LEROUX AERONAUTIQUE
Division de la Société d'électricité MORS recherche

INGÉNIEUR
pour travaux des laboratoires dans le domaine de la mesure électrique et de la mécanique de précision.

Envoyer candidature et C.V. à Société d'Electricité MORS, 2 e 4, rue Newton, 93155 LE BLANC-MESNIL.

Paris, Société édition technique, trente personnes, recherche :
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
expérim., de préfér. connaisant presse ou édition ou imprim. ou publicité. Ecr. (indispensable) avec C.V. det., photo et prét., I.N., 39, r. Barrault, 75013 Paris.

STÉ ÉDITIONS MUSICALES
rech. pour DEPARTEMENT EDITORIAL CLASSIQUE d'œuvres orchestrales et pédagogiques UN (E)
RESPONSABLE ARTISTIQUE ET ADMINISTRATIF

Capable gérer catalogues orchestral et pédagogique candidat (e) pourrait provenir milieu éditorial ou musical.

Adresser lettre d'offre et C.V., no 73.026, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cédex 01.

Moyenne entreprise rech. URGENT
COMPTABLE HOMME 3e échelon
ayant bonne expér. si possible bâtiment. Poste pouvant évoluer à terme vers position cadre.
Ecrire avec C.V. à : L.M.R., 29, avenue Hoche, 75008 PARIS

SOCIETE INTERNATIONALE Paris-Elysée - recherche :

UN(E) TRADUCTEUR(TRICE)
FRANÇAIS - ANGLAIS ALLEMAND - ESPAGNOL.

pour traductions techniques juridiques et médicales. Débutant s'abstenir.

Répondre avec C.V. sous référ. 5.040, à T.A.S., 77, rue La Boétie, Paris-8e, qui transmettra, ou tél. pour R.-V. M. WEBER. Téléphone : 261-51-07.

Société d'études électroniques et de développement de matériel périphérique banlieue sud-est recherche :

A.T. 3 ou A.T.P.
ELECTRONICIENS
pour exploitation et maintenance important système informatique 3e génération

A.T. 2 - A.T. 3
pour intégration dans groupe études de terminaux
Envoyer C.V. et prétentions ss référ. 7.928 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra

---

VITA
recherche
Société suisse d'assurances
GROUPE ZURICH
Cadres débutants
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.
Dégagés obligations militaires
Pour fonctions
CADRES COMMERCIAUX
Après formation très complète, ils exerceront des responsabilités d'organisation, d'animation des réseaux et de promotion des ventes en France.
Cette activité implique une grande disponibilité géographiq.
Très large perspective de carrière.
Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à :
Direction Commerciale
VITA
1, rue Vernet, 75008 Paris

SOCIETE FRANÇAISE filiale d'un important groupe étranger recherche

TECHNICIEN-CHIMISTE
TITULAIRE D'UN DUT GENIE CHIMIQUE

Le candidat doit être capable d'assurer seul la conduite d'un atelier de condensation de résines synthétiques.
Connaissance de la langue anglaise lue, écrite, parlée, exigée.
Lieu de travail : BANLIEUE NORD DE PARIS.

Env. C.V., prétent., no 77.927 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

CHAUSSURES MANFIELD
recherchons
JEUNES GENS, 25 ans environ. Intéressés par formation commerciale en magasin vente et vitrine. A terme direction succursale Paris ou prov.
Ecrire avec C.V. et photo, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris.
— Ne pas se présenter.
— Ne pas téléphoner.

Près de Versailles. Service de CHIRURGIE CARDIO-VASCUL. recherche
SECRÉTAIRE MÉDICALE
même début. Sal. 3.000 F mens. Tél. p. R.-V. 326-29-70, 8 à 12 h.

Bureau d'Etudes, PARIS (7e) recherche
COLLABORATRICE
55 ans minimum
pour assurer Secrétariat général Poste requérant initiative, décision et responsabilité. Libre rap. Téléph. 551-35-82, Mlle Buguet.

SOCIETE recherche pour conception de systèmes temps réel à microprocesseur
INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN
(minimum 2 ans d'expérience)
Env. C.V. ELECTRONIQUE C.K.D. - B.P. 437 95005 CERGY-PONTOISE

La Caisse Nationale assurance vieillesse des travailleurs salariés rech. pour ses services informatiques implantés à PARIS
PROGRAMMEURS SYSTÈME
Titulaires d'un maîtrise informatique ou MIAGE ou d'un diplôme d'ingénieur informaticien et/ou ayant expérience minimale de 2 ans dans la fonction. Connaissance du système soit SIRIS 3 soit DOS VS soit GECOS 66.
Salaire annuel brut y compris les avantages de salaire différé de 61.850 F à 77 640 F selon références professionnelles.
Horaire variable à la journée. 40 heures par semaine, déplacements en province. Nationalité française. Libéré des obligations militaires.
Env. C.V. à la Sous-Direction du Personnel C.N.A.V.T.S., 110-112, rue de Flandre, 75951 PARIS CEDEX 19.

Fabricant international de machines à imprimer cherche pour sa succursale française
SECRÉTAIRE
TECHNICIEN SUPÉRIEUR
(pour service après-vente)
REPRÉSENTANTS
Envoyer C.V. et prétentions no 6.098 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

Emplois de l'artisanat du plein air, des loisirs et du tourisme social. Demandez une documentation gratuite sur la revue FRANCE-ANIMATION, (B 3), B.P. 402-09 PARIS.

Organisme d'Et. d'Urbanisme et aménagements recherche pour ETUDES concernant les activités économique et l'emploi dans une grande agglomération
JEUNE ÉCONOMISTE ou SCIENCES PO
ayant 3 à 4 années d'expérience professionnelle effective des études économiques ou des réalisations d'urbanisme.
Adresser C.V. et prétentions ss référ. 7.937 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

DEPARTEMENT IMMOBILIER d'une IMPORTANTE BANQUE PARISIENNE
recherche pr sa filiale de « Courtage immobilier »
des COMMERCIAUX
éprouvés dans la vente de :
— Immobilier ancien, occupé, libre ou rénové ;
— Parts S.C.P.I. ;
— Valeurs refuge.
Très forte expér. de la vente aux particuliers de haut niveau. Ecr. no T 07.916 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INGÉNIEURS I/II
POUR MISSION 1 AN :
études fiabilité de fonctionnement sur circuit analogique. Débutants acceptés (réf. OD 90).

INGÉNIEUR III/A
responsable qualité d'affaires. Mission : assurance qualité produits militaires et espaces (réf. OD 91).

INGÉNIEURS III A/B
responsables logiciel qualité programmes militaires et espace. Expér. informatique. Anglais indisp. (réf. OD 92).
Ecr. ss réf. respective à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

IMPORTANTE CABLERIE
proche banlieue Ouest de Paris, recherche

UN INGÉNIEUR MÉTHODES
Formation ECL, IDN, ENSI ou Ecoles de Chimie (3 ans minimum d'expérience industrielle).

Responsable gammes, matériels et atelier de fabrication de mélanges - Expérience câblerie appréciée.

Adress. C.V., photo et prét. à 77.860 CONTESSE PUBLICITE, 20 av. Opéra, 75040 cedex 01.

Pour industrie Electronique
RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT
PERI-INFORMATIQUE
Ingénieur avec spécialisation en électronique, 30 ans env., 6 ans expérience en électronique, technologie moderne, microprocesseurs L.S.I. 130.000 F/an.
Ecr. s/réf. 1.333 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

ORGANISME NATIONAL de RETRAITES des PROFESSIONS LIBERALES cherche pour son siège à PARIS

ADJOINT ou DIRECTEUR

— Homme, 30 ans minimum.
— Formation juridique.
— Quelques années d'expérience dans une des branches suivantes : contentieux, gestion immobilière, notariat.
— Cette situation est évolutive avec possibilité de promotion à moyen terme.

Adresser C.V. détaillé avec prétentions, par lettre manuscrite à HAVAS CONTACT no 43.315, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

JACQUES BOREL INTERNATIONAL
UNE DIVISION DU GROUPE
+ 40 % en 1976 et
+ 20 % en 1977
LEADER SUR SON MARCHE EN FRANCE ET EN EUROPE
recherche

Trois attachés commerciaux

2 en REGION PARISIENNE + 1 base PARIS sur Normandie-Orléanais.

Après formation (2 à 6 mois), prise en charge du secteur pour MISSION DE DEVELOPPER ET SUIVRE UNE CLIENTELE D'ENTREPRISES toutes dimens.

RÉMUNÉRATION STIMULANTE
(4.000 F garantis pendant trois trois premiers mois + frais), POSSIBILITE DE CARRIERE en PROVINCE et à l'ETRANG.

JEUNES GENS AMBITIEUX
- Libérés O.M., avec auto.
- Formal. commerciale E.S.C., E.D.C., I.S.C., IDRAC, I.U.T.
- Courageux et impatients de REUSSIR DANS GROUPE DYNAMISANT.
- Sans complexes, même si DEBUTANTS.

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire, photo, ss réf. 3 924 à
sc sélection conseil
6, place Maréchal Juin 75017 Paris
6, place Mar.-Juin, 75017 Paris.

Ayant plusieurs postes à pourvoir, important groupe électronique recherche pour domaine physique électronique et domaine circuits transistorisés :
INGÉNIEURS
diplômés grande école, exclusivement débutants, libérés service national ou un an d'expérience.
Adres. C.V., photo, prétentions no 78.280, CONTESSE PUBL., 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

Niveau PUBLIC RELATION pr situation grand standing. Ecrire référence 376 M, M. Meunier, 149, rue St-Honoré, 75001 Paris.

CALBERSON
recherche
pour REGION PARISIENNE
AGENTS COMMERCIAUX
CONFIRMES
possédant bonnes connaissances VENTE ET TRANSPORTS
Adresser C.V., photo et référ. à Grafa Publi ss réf. 19.196, 11, rue Laugier, 75017 PARIS.

INFORMATIS
pour projets internationaux SUR MITRA 15 - 125 SOLAR
INGÉNIEURS LOGICIELS
3 à 4 ans expér. temps réel.
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
X, ECP, ESE, SUP-AERO, etc.
26, r. Daubenton-5e - 337-99-22.

Ecole technique privée sous contrat rech. UN PROFESSEUR d'anglais. Titulaire licence ou maîtrise. - Tél. 222-83-60.

CCERET engineering rech. ing. analyste programmeur confirmé pr mise au point programmes calcul structures sur C.D.C. 7600 et IBM 34, connaissant FORTRAN et anglais. - Env. C.V. et prétentions au 8 bis, rue Jules-Ferry, 92100 BOULOGNE.

SOCIETE CHIMIQUE FRANÇAISE poursuivant son expansion

recherche pour région parisienne

RESPONSABLE
DEPARTEMENT COMMERCIAL

susceptible de prendre en charge son département Produits et Accessoires pour la recherche.

— Formation ou expérience chimique nécessaire ;
— Formation ou expérience commerciale nécessaire ;
— Références dans une activité similaire appréciées ;
— Anglais souhaité.

Ecrire candidature avec C.V. à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 64.056.

Société Française d'Etudes et Réalisations recherche

EMPLOYÉE DE BUREAU
DACTYLO

ayant au moins un an d'expér. en dactylographie.
5 × 8, cantine, mutuelle.
2.400 à 2.700 F × 13.
Adresser C.V. sous référ. 2.077 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Pour société produisant du MATERIEL ELECTRIQUE région PARIS
INGÉNIEUR DE RECHERCHE
Electricité physique du solide, diplôme ingénieur, minimum 25 ans, expérience au moins un an dans l'industrie en laboratoire, contrôle ou fabrication.
60.000 à 100.000 F/an selon expérience.
Ecr. sous réf. 1.340 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

DIRECTEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
Ingénieur expérimenté pour animer ou créer service administratif publicité et réseau de vente France et export.
Préférence construction électromécanique.
Très sérieuses références pour poste de confiance.
Ecr. no 64.025, Havas Contact, 156, bd Haussmann, PARIS (8e).

Société spécialisée importation textile rech. pour compléter son service import. :
J.F. ou J.H. 3-4 ans min. expér. L/C - Banque - Licence D.L. - Transitaire. - Connaissances de l'anglais et dactylo indispensab. Salaire très intéressant.
Se prés. : CAREL S.A. 52-54, r. de Cléry, PARIS (2e).

Pour développer vente produits d'entretien sur nouveaux marchés et assister direction auprès réseau commercial entreprise région parisienne crée poste
RESPONSABLE COMMERCIAL
Convient à jne dipl. école cciale, dynam., désireux de prouver ses capacités de création. Compét. acquise en stage chez grossistes ou gdes surf. apprée. Rémunération départ fixe. Ecr. av. C.V. et photo à COGIT FORESTAL, 66, rue Coulmiers, 94130 Nogent, chargé recrutement.

capitaux ou proposit. com.

Pour tout problème financier, consultez E.F.I.C. - 500-41-98. 15, rue Le Sueur, 75016 Paris.

Vds, urgt. cse difficulté financ., petite entrepr. à dével. située banl. ouest Paris. Conviendr. à cadre Ccial ou gestion. 50.000 F. Ecr. à T 07.904 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

enseignem.

COURS DE GESTION
Promotion sociale
Formation grat. en cours du soir sur 1 an : rentrée déb. octobre. Ec. M. LE MOAN L.E.P. Curial 19, rue Curial, 75019 PARIS.

Ecole de langues Paris rech. professeurs d'anglais. Langue maternelle exigée. T. 236-22-10.

occasions

EN SOLDE. Moquette et revêtements muraux 1er et 2e choix. 100.000 m2 en stock. Téléph. : 355-66-50.

propositions diverses

Vds coll. coquillages du Pacifique et de Nouv.-Calédonie. Qual. exceptionn. T. 16 (77) 56-62-70.

secrétaires secrétaires secrétaires

assistante du président

La Président d'une Société Internationale, recherche son ASSISTANTE.

D'excellente formation, elle devra être Secrétaire de Direction confirmée.

Son rôle polyvalent demande disponibilité, esprit d'initiative, sens de l'organisation, sens psychologique et très grande discrétion.

Elle doit maîtriser totalement l'anglais et connaître, si possible, d'autres langues étrangères.

Ses fonctions sont larges : tenue et suivi des dossiers, compte-rendus des conseils d'administration et des réunions de direction, planning de l'emploi du temps, tâches diverses de coordination, ...

Une expérience dans un poste similaire est indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 2856-M à I.C.A. qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

I.C.A. International Classified Advertising 2, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

BANQUE PRIVEE PARIS
recherche
SECRETAIRE DE DIRECTION

Ce poste conviendrait à une femme de 30 ans environ, ayant une expérience de 5 ans au minimum à un poste équivalent, si possible dans la profession bancaire.
La pratique de la sténographie est indispensable ; la connaissance de la langue anglaise est souhaitable.
Les candidates doivent adresser leurs dossiers (C.V., photo, prétentions) sous la référence 7148 à :

OP organisation et publicité 2, RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

ETABLISSEMENT FINANCIER - PARIS (8e) spécialisé dans l'affacturage (factoring) à l'exportation - recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
POSITION CADRE

Poste exigeant initiative, sens des contacts, sténodactylographie convenable - anglais exigé
Adr. C.V., photo et prétentions ss réf. 1.127, à Axial Publ., 91, fg Saint-Honoré, 75008 PARIS, q. transm.

Recherche
SECRÉTAIRE DIRECTION
Parfaitement bilingue
Français-Anglais Sténodactylo

Pour assurer secrétariat particulier
Candidate devra faire preuve d'une grande discrétion, avoir de grandes qualités d'organisation, de méthode et d'initiative. Niveau études supérieures. Capable travailler seule. Aisance contacts à haut niveau

Position Cadre
Salaire en rapport avec expérience et capacité

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, référ. et prétentions à PUBLI-INTER, 75, r. Voltaire 92300 LEVALLOIS, s. réf. 23.421 qui transmettra

---

PS Conseil

Une entreprise de taille humaine très performante, fabriquant des biens d'équipement à technologie avancée exportés à travers le monde, recherche, pour son siège situé en banlieue de Lille, une :

SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE
anglais 50.000 F

Assistant le Directeur Commercial elle aura à prendre toutes responsabilités en l'absence de celui-ci appelé à de fréquents déplacements. Elle aura, outre le secrétariat de Direction classique, à prendre en charge l'organisation de tous les voyages professionnels. Ce poste convient à une candidate de niveau BTS parfaitement bilingue (anglais : lu, écrit, parlé et dactylographié, couramment) possédant au moins une première expérience lui ayant permis de prouver son sens des responsabilités et de l'organisation. Le salaire annuel de départ pourrait être de l'ordre de 50.000 francs pour une candidate justifiant d'un sérieux acquis. Les candidatures seront traitées confidentiellement par Dany MONNIER.

Adresser C.V. sous réf. A/442M à :
PS CONSEIL
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX
Tél. (20) 72.52.25

URGENT
Organisation Internationale PARIS (8e)
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
TRILINGUE
Expérience français - anglais-allem. courants, sténo française et anglaise.
Env. C.V. av. photo sous réf. S.D. à Mlle DAUDIN, 1, rue Charles-Gounod, 78530 BUC.

INTÉRIM NATION
Très longues missions. Postes intéressants.
5 SECRÉTAIRES BILINGUES
Langue maternelle anglaise.

347-19-38
61, bd de Picpus (Mo NATION)

755-76-41
13, av. Mac-Mahon (Mo ETOILE)

322-56-54
63, rue du Montparnasse (Mo MONTPARNASSE)

337-54-52
14, rue Sophie-Germain (Mo MOUTON-DUVERNET)

540-53-62
49, rue Boulard (Mo DENFERT-ROCHEREAU)

SOCIETE IMPORTATION
PRET A PORTER PARIS (11e) recherche SECRETAIRE DE DIRECTION bilingue anglais, connaissant import, pour poste polyvalent comportant entre autres contact clientèle et notions comptabilité.
Cinq jours + 13e mois.
Téléph. TEXIMPORT, 805-22-29.

DIRECTION GROUPE SOCIETES EST-PARIS recherche
UNE SECRÉTAIRE JURIDIQUE STÉNODACTYLO
— Plusieurs années expérience exigées ;
— Bonne connaissance des fonctions administratives ;
— Sens de l'organisation et méthode.
Env. C.V., photo et prét. à no 45.335 B BLEU, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

Importe Sté Japonaise imp-exp. Quartier Opéra recherche libre de suite :
SECRÉTAIRE
BON ANGLAIS av. notions comptabilité pour facturation. Expér. min. 2 ans. Horaire 7 h. 30 par jour × 5. 13 mois 1/2 salaire par an, cantine gratuite, mutuelle pour R.V. Tél. 261-84-64 (poste 210).

Société industrielle Véhicules de Loisirs située dans l'Aisne recherche
UNE SECRÉTAIRE
Bilingue anglais-français pr sa Direction des Achats niveau B.T.S. minimum Age 30-35 ans environ Salaire en fonction des compét. Adresser C.V. sous référence no 07,878 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

GK CONSEILS recherche secrétaire sténo anglaise, secrétaire sténo allemande, 39, Champs-Elysées. — 225-63-84.

SECRET. sténodact. exp. rech. pr CONSEIL JUR. Paris cons. droit et anglais seraient apprc. Place stable, bonne rémunérat. Ecr. à 7.918, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

demandes d'emploi

Professeur certifié d'anglais éduc. nationale, av. 7 a. expér., cours d'adultes, assurerait heures formation permanente dans entreprise ou école de langues. Tél. : 607-82-60.

H. cél., 30 a., maîtrise lettres class. 1 admis. CAPES, 9 ans enseig. en milieux divers dt 5 à l'étranger (Asie, Afrique) ayant assumé resp. ctre culturel, étud. ttes propos. postes à responsab. Tours ou rég. paris., biblioth., librairie, ctre culturel, foyer de travailleurs ou étrans., enseig. handic. physiques ou sociaux.

(Formation complémentaire souhaitée si nécessaire.)

Havas Blois no 140.714.

J. Fme, 23 a., excell. présentat. parlant anglais, italien, notions allemand, expér. 2 a. ds banque internat. DACTYLO, ch. place secrétaire. Tél. : 322-33-07.

J. F., 27 ans, licenciée ès lettres (espagnol), anglais courant, portugais, dipl. CREDIF, référ., b. connais. dactylo. Anglais commercial, ch. emploi stable à Madrid et ttes propositions. Ecr. no T 7.884 M Régie-Presse, 85 bis, rue Reaumur, 75002 Paris

---

ANIMATEUR FORMATION CONFIRME
ch. vacation marketing ccial, relations humaines psyco.
Libre tous les jours et w.-end. Ec. no T 807866 M. Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H., 27 a., Maîtrise Droit, Anglais, espagnol, connaissant cinéma, expér. de la voile, gde disponibilité et ttes prop. Tél. : 366-19-04, ap. 18 h. ou 46-99-26-79.

J. F., 32 a., 6 a. de pratique, responsab. comptab. et secrét. Bonne culture. Secondaire et universitaire recherche emploi dans serv. comptab. commerc. ou secrétariat direction. Libre de suite.
Ecr. no 84170 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre commercial, 33 ans, 8 ans d'expérience dans société de distribution (supermarché), secteur textile. Etudierait toutes propositions, poste à responsab., préférence région parisienne. Ec. no T 007932 M. Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur Sup. Elec. - 38 ans + Sciences Economiques + Marketing. Conseil en gestion, organisation, structure avec spécialisation dans le redressement d'entreprises.

Facilité de contact, de dialogue, de négociation, quel qu'en soit le niveau. Grande adaptabilité. Beaucoup de rigueur et d'objectivité dans l'analyse des problèmes et dans la recherche de solutions.

Recherche
DIRECTION D'UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

240.000 F + intéressement aux résultats.

Ecrire à CLIP - 80, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS, qui transmettra.

CADRE HOMME 36 ans
INGÉNIEUR E.P.F.
+ gestion + I.A.E. + marketing + publicité
ANGLAIS - ESPAGNOL
expérience 7 ans direction P.M.E., 3 ans conseil
ETUDIE TOUTES PROPOSITIONS.

Ecr. no T 07734 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL
Responsable d'un complexe touristique de grands hôtels recherche un poste similaire en France.

- Diplôme de l'École Hôtelière de Paris, il a 25 ans d'expérience d'hôtellerie et de restauration.
- Son esprit créateur et son sens de l'organisation l'ont toujours amené à des résultats performants.
- Il étudierait toutes propositions.

Ecrire sous réf. 1408 à SWEERTS BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Epouse enseignant, 30 ans, 7 ans expér. secrétaire et professeur secrétariat. Etudie ttes prop. av. congés scol. T. 015-78-43.

Diplômée d'études supérieures 27 a., lic. Sc. Eco. + D.E.S.S. dévelop. agricole + nbrx stages exp. coop. agric., ch. poste de bur. études ou entrep. dynamique mobile et disponible de suite. Ec. no T 07917 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Hme, 30 a., maîtrise sociologie 77, bnes connaiss. statistique et psycho, rech. 1er emploi. Ecr. no T 07896 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Fme, 28 a., maîtrise Sc. Eco. niv. D.E.S., cherche emploi. Mlle HOUSSAYE, 3, allée de la Bièvre, 94260 FRESNES.

Jne. fme, MAITRISE DROIT PRIVE, 2 a. expér., étudie ttes propositions. Tél. : 340-19-38.

EDITION : Jne Fme, 29 ans, MAITRE ES LETTRES, niveau agrégé, stages dactylo et secrét. de fabrication à Asfored, expér. rédaction compte rendu de lecture pr grand club de livres cherche poste édition :
SECRETAIRE D'EDITION ASSISTANTE LITTERAIRE ou autre. Ecrire référence no T 7.829 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Hme, 25 a., cél., s-lt. réserve TRANS, anglais parlé et écrit, maîtrise sciences et techniques + DEA phys.-chimie + stages Creusot-Loire, British Steel Co. cherche emploi dans PHYSICO-CHIMIE-METALLURGIE.
Ecr. no 7.943 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hme, 35 a., exp. cciale, 12 a. représ. biens équip DEUG droit juin 78, lic. en cours, rech. sit. corresp. à capac. act. et futures Ecr. no 3.063 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 26 a., dipl. études supér. angl., russe (traduction), espagnol courant, expér. maison de couture (export), cherche place stable et intéressante. Ecrire no T 07897 M. Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE EXPORTATION
46 a., 20 a. expér. produits div. apporterait collabor. à entrep. fortem. motivée p. exportation. Ec. no T 07889 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

demandes d'emploi

CADRE BANQUE

ans, formation supérieure et ...nique. Expérience professionnelle 18 ans. Secrétariat général, service juridique, personnel formation, engagements. Service étranger. Spécialiste Règlements des changes. cherche situation stable et d'avenir. ...r. nº 76462 Contesse Publicité, ...avenue de l'Opéra, Paris-1er

...dre 31 ans, lic. droit + IAE, ...ns expérience prof., ch. poste responsable ...u conseil en **FORMATION** ...r. nº 7.820 « le Monde » Pub., ...rue des Italiens, 75427 Paris.

... CELIBATAIRE - 25 ans ... maîtrise de gestion 78, ... espagnol, stages d'entrep., ...rche situation en rapport. ...r. Mlle Dominique COMBES, ...villa Cerre 94300 Vincennes.

26 ans, maîtrise de maths ... DEA de géophysiq. spatiale ...ion environnement, docteur ...cycle en physique, cherche ...ploi de professorat, documentation ou recherches. Etudie toute proposition ... nº T 007931 M, Régie-Presse ...bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR AGRONOME

OPTION ECONOMIE ... expér. ds un organ. profes. ...icole, rech. empl. sect. banc., industriel, administratif

EN BRETAGNE

... nº T 84169 M, Régie-Presse ...bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE

... de Co + école journalisme ... maîtrise droit, ch. emploi dans presse écrite PARIS ou PROVINCE. ... nº 84.153 M, Régie-Presse, ...bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR D'AGENCE

...., second œuvre MAGHREB, ...ans, format. métreur, expér. ...nique et commerciale en ...miroiterie alum., isolation, ...menuiserie et importation, ...re situat. région parisienne, ...s. déplac. étranger, province. ..., nº T 7.918 M, Régie-Presse, ...is, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE DE BANQUE

...RVICE ÉTRANGER Cl. VI

... 32 a., tr. bonne connais. ...lementation des changes et opérations internationales. Sens responsabilité. ...ech. emploi similaire dans ...que ou organisme financier. ..., nº T 07941 M, Régie-Presse ...bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR CHIMISTE

C.N.A.M. 32 ans.

...ns de recherches caoutchouc. ... année enseignement. ...e responsable de formation. Etudie toutes propositions. ... nº T 007867 M, Régie-Presse ...is, r. Réaumur, 75002 Paris.

M. B. A.

(major in finances) 34 ans.

... gestion + psycho-socio., ...xpert en DIAGNOSTIC. ...che emploi ccial ht niveau ...dans l'INFORMATIQUE. ...on centre de préférence. ... nº T 007865 M, Régie-Presse ...ls, r. Réaumur, 75002 Paris.

...ROFESSEUR (35 ans)

...ans expér. pédagogiq. bi-...issible à l'agrégation de ...sophie, recherche poste en

PHILOSOPHIE

...15 ou proche banl. Sud. ... nº T 07905 M, Régie-Presse ...s, r. Réaumur, 75002 Paris.

...IARMACIEN BACTÉRIO

..., 5 a. expér. milieu hospi-..., ch. emploi en recherche ...contrôle bactério. Not. de ...(IAE), étud. ttes propos. ...mpris étranger. Ecr. référ. ... T 07998 M, Régie-Presse, ...s, r. Réaumur, 75002 Paris.

..., 34 a., célib., nat. allem., ...l. prés., sens accru des ...pons., dynam., ambitieux, ...8 ans expér. confirmée d'aiguilleur du ciel. ...Sup. traduct. interprète, ...ne franc., allem., anglais ...ingue, notion d'électron. de ... rech. poste se situant à ...n haut niveau tel que :

...CHNICO-COMMERCIAL

Tél. 528-30-38 ou écrire ... 84.167 M, Régie-Presse. ..., r. Réaumur, 75002 Paris.

...NFIRMIÈRE EXPÉR.

...ollaboration av. infirmière installée à Paris. Ecrire : Vermersch, 6 rue Tholozé, 75018 PARIS.

CADRE SUPÉRIEUR

... cinquantaine, spécialiste ...IRTATION, mets son exp. ...ynamisme au serv. stés ...uses dévelop. leurs export. ...º T 07817 M. Régie-Presse, ..., r. Réaumur, 75002 Paris.

...l ans, maîtrise de gestion ...ite-crédit, recherche poste ...stant à directeur financier ...ntrôleur de gestion. Ecrire ...56, « le Monde » Publicité, ...les Italiens, 75427 Paris-9e.

...E, 35 ans, 4 ans d'expé-... africaine dans Société ...t-export, formation ban-... connaissances immobili-...rande mobilité et disponi-... cherche poste commercial ...ponsabilité dans tout pays ...que ou autres. Anglais et ...iol. Ecrire sous nº 7.942, ...le Monde » Publicité, ...les Italiens, 75427 Paris-9e.

... 18 a., ch. empl. stable ...ompt. Ecr. Mlle P. Evert, ... P.-Broca, 95 Argenteuil.

...ac E. BTS phys., 21 a., ...M., ch. empl. stab. Ecr. ...lbert Canovas, 3, allée ...ousseau, 95200 Sarcelles.

...E DIRECTION. — Expé-... des hommes, relations ...ues, humaines, du com-...ment sur trois continents, ... membre d'un comité ne-... désireux retour privé, ...de 1 objectif net, défini ...rté d'action. — Ecrire à : ...4.116, HAVAS-CONTACT, ...1 Hausmann, 75008 Paris.

..., 3... ans, lui expérience ...abilité, elle bibliothécaire, ... cherche situation libral-...sse province préférence. ... de suite. Ecrire sous le ...2, « le Monde » Publicité, ...es Italiens, 75427 Paris-9e.

...E, 30 a., lic. SC. ECO., NIVEAU D.E.C.S. ...3 a. ds organisat. banc., ...ituat. rel... en rapport, Marseille et région. ...erait toutes propositions. ...º 3.065, « le Monde » Pub., ...des Italiens, 75427 Paris-9e.

INFORMATIQUE ET GESTION

J'ai 42 ans

Une formation :

- En Informatique (Doctorat 3e cycle).
- En gestion (Institut de Contrôle de gestion).
- Connaiss. de l'Allemand et de l'Anglais.

Une expér. de 15 ans en Informatique de gestion. Conception et mise en place de systèmes de gestion : Comptabilité générale et Analytique (française et américaine) ; Contrôle Budgétaire ; Paye ; Base de données gestion du Personnel...

Je rech. un poste de responsabilité en Informatique (de préférence Direct. Informatique d'une P.M.E.) ou dans une Direction administrative et financière.

Ecrire nº 3.028, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

CADRE SUPÉRIEUR

Act. directeur société financière (factoring) 32, nat. française, suisse E.S.C., expérience étranger, dynamique, parl. anglais, allemand, italien, recherche

POSTE A RESPONSABILITÉS

dans Sté commerce international, banque, finance, import-export.

Lieu de travail : Afrique francophone, Maroc, Paris ou grande ville de province. Etudie toutes propositions.

Ecrire nº 7.876 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune femme, possédant 8 ans expérience de la vente de services à haut niveau, des relations publiques, ainsi qu'une bonne connaissance de la PRESSE et de la PUBLICITE.

étud. tte proposition ds les domaines suivants :

- Relations publiques, animation d'une équipe de vente, promotion d'un produit.

Concernant :

- le prêt à porter, les produits de luxe, les loisirs, les voyages, etc.

Lieu de résidence LYON, avec possibilité de déplacements ponctuels si nécessaire.

Ecrire nº T. 07.915 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

JURISTE INTERNATIONAL

NIVEAU GROUPE

ayant l'expérience des Travaux publics internationaux et de l'offshore pétrolier, spécialisé dans les contrats et les filiales.

recherche

Poste à responsabilités dans groupe ou banque internationale.

Ecrire nº T 007800 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur — 75002 PARIS.

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

38 ans Sup. de Co - I.C.G.

Expér. internationale export ensembles industriels et clefs en main

- Financements France + Etranger.
- Négociations contractuelles.
- Création et animation filiales et succursales.
- Secrétariat Général et Organisation Administ.
- Comptabilités Générales et analytiques.
- Mise en place des outils de gestion.

recherche poste à responsabilité haut niveau

Ecrire nº 3.014, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

DIRECTION ACHATS/APPROVISIONNEMENTS

47 ans ESA - I.A.E. Grenoble en cours Anglais courant

- Achats/ventes. 5 ans responsabilité d'un Dépôt de matériaux de construction.
- Approvisionnements. 11 ans Chef de Service d'un Groupe de Société d'Extraction et de Production.
- Gestion industrielle. 2 ans Dir. Adm. d'un Département du même Groupe.

CHERCHE POSTE EN FRANCE

Y. LAMBERT, 18, av. Claudel. 91100 Saint-Germain-lès-Corbeil.

H. 38 ans FORMATION

EXPERTISE COMPTABLE

12 ans d'expérience (Bilans. Budgets. Contr. Fiscalité Inform. OCAM) cherche Poste à Responsabilités FRANCE ou ETRANGER Accepte toute proposition.

Ecrire nº 3.012, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 PARIS-9e, ou tél. 412-08-64.

Breveté de l'état-major de langue espagnole, ch. emploi de Traduct., Interpr., Correspond., en franç et esp., disp. 1er-10-78. Ecr. nº 3.064, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hme, 31 a., tril. fr., all., angl., exp. ciale, voyag., ch. sit., dépl. souh. et ttes prop. T. 206-74-25.

J. H., 32 ans, ingénieur chimiste, EPCI, responsable labo colométrie usine de peinture, très bon anglais, allemand scolaire, étudierait toutes propositions région parisienne. Ecrire nº 78.515, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CHIMISTE, 35 ANS, PhD, MS (Canada), D.E.A. chim. analyt. (France), exp. méth. phys.-chim. et électrochim. d'analyse, exp. traitem. eaux, déchets industr. Lib. oct. 78, rech. poste resp. labo contrôle ou rech et dévelop. ou technico-commercial. Ecrire, nº 7.934, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 26 a., maîtrise de gest. Paris-IX - Dauphine, D.E.A. Sc. des organisat., angl. et hongr., 4 a. enseign. gest., étudie ttes proposit. sur rég. Rhône, Alpes. Ecrire Mlle Szendro, 35, avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble.

Femme Cadre, célibataire, Adjointe Directeur Personnel, bnes not. allem., goût des cont. hum. et init. Etud. ttes propos. Paris. Nº 3.035, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Principal clerc huissier, plus de 20 a. expér., ch. empl. similaire service content. ou domaine juridique, étud. toutes propositions. Ecr. nº 3.029, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., cadre, 58 a., techn.-comm. expér., ch. poste import-export ou création-inspection rés. vtes ou interprète-traducteur-dactylographe finlandais, anglais et russe. — Ecrire à SOLISYO, 56, avenue Paul-Doumer, 75016 PARIS.

SECRETAIRE collaboratrice administrative et financ., 47 ans, expér. 10 ans import-export et 18 ans agences publicité, bonnes connaissances anglais et comptabilité. Active, organisée, efficace, habitude des responsabilités, recherche poste Libre de suite. Téléphone : 526-45-74.

Cadre 32 a., com. et adm., ESC, expér. transports maritimes, ch. poste à responsab. à Marseille dans shipping ou export. Ecrire à HAVAS, nº 30.257, MARSEILLE.

Femme, 56 ans, études supér., dynam., excell. présent., parf. connais. angl., espagn., bon all., libre de voyag., expér. comm., administr., organisat., relations extérieures, recherche un poste de collaboratrice. Téléphone : 579-05-57, matin.

Original, plein d'idées, cherche travail. G. A. Molloff, 117, rue Saint-Martin. — 75004 PARIS.

H., 32 a., niv. exp. compt., ch. poste à responsabilité, gestion, comptabilité, fiscal., exp. compt. anglo-saxonne. — Ecrire sous le nº 84.142 M, REGIE - PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Homme, dég. O.M., sérieux, volont., 3 a. dessin bâtim. pet. étud., expér. électricité et B.A., cherche France ou préf. étrang. empl. dessinateur bâtim. ou aide métreur. Prêt à sacrifices si emploi intéress. offrant de réelles possibilités. Ecrire Yannick NEVEUX - 65, rue Desmaret, 49400 SAUMUR.

Cadre, 54 a., 25 a. expérience branche textil., ch. empl. direct. ciale ou poste grosses respons. Ecr. nº 3.053, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

FRANÇAIS LANGUE ETRANG. lang., littér., civil., direct. péd., J. H., 31 a., dipl. enseign. sup., expér. France et étrang., ch. un poste en rapport. Tél. 575-31-18.

Jeune Homme (D.E.A. mathém.) rech. emploi dans ce domaine. Ecr. nº 3.058, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR ELECTRONICIEN 34 a., 9 a. expér. industr. circ. et systèmes anal. et digitaux. Libre de suite. Ecrire Fabrizi, 15, rue du Petit-Musc, Paris-4e.

A la recherche d'une SECRETAIRE BILINGUE appelez G.K. Conseils - 225-63-84.

INGENIEUR BIOCHIMISTE 42 a., long. expér. lyophilisation, analyses aliment., biochimie clinig., fabricat. sérums de contrôle, ch. poste de responsab. Ecr. à 3.052, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ATTACHE DE DIRECTION GENERALE Cadre supérieur, 44 ans. A exercé pendant 16 ans dans une direction générale à responsabilité de problèmes juridiques, administratifs, assurances, gestion immobilière, relations sociales, servic. généraux, achats, sécurité. Libre immédiatement. Rech. fonctions similaires. Ecr. à 3.045, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PROFESSEUR PHYS.-CHIMIE

F., 32 a., 4 a. d'expér., sér réf. sect. pub. et privé, rech. empl. PARIS, 10 à 14 h./sem., classes 1re et 2e de préfér. Tél. 842-07-23

DOCUMENTALISTE

Haute qualification (8 a. responsabilité d'un serv. spécialisé) promotion INTD 1969. Cherche situation organisation et animation de service documentation ds équ. agro-alimentaire. Ecr. nº 7875 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

SPÉCIALISTE CHIMIE ORGANIQUE PHARMACEUT.

Docteur ès-sciences 40 a., actuell. direct. de labor. de rech., exp. universit. et ind. Ch. poste direct. techniq. ou non Ecr. nº 3025 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

P. M. E.

Je peux créer ou développer votre activité à l'exportation. 12 ans d'expér. et de voyage au Moyen-Orient, Amérique du Sud, Extrême-Orient. J'ai 43 ans, je suis actif. Anglais, Espagnol. Ecr. nº 3024 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

Ingénieur en Informatique et Organisation

41 a., maîtris. ttes techn. d'ét., d'analyse de programm. et de gestion, 15 a. d'expér. de direc. l'cr. de serv. (y comp. implant. et démar.) étudier. tte propos. à niveau de responsabilités élev. Ecr. nº 3001 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

travail à domicile

Demande

DESSINATEURS. Ouvr, techn. et scient., archit., archéol., ts trav. de mise au net, rapidité, soin. Prix intéressant. T. 976-17-07.

information divers

POUR

TROUVER UN EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) Extraits du sommaire :

- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

autos-vente

divers

LANCIA AUTOBIANCHI 13, Bd Exelmans - 16e OUVERT SAMEDI TOUTE LA JOURNEE • 524.50.30 •

BMW OCCASIONS

316, 320, 520, 525, 528, 1. Ex TT 78, peu roulé, garanties. Auto-Paris XV, téléph. 533-69-95, 63, rue Desnouettes, Paris (15e).

LANCIA AUTOBIANCHI Expos. tous modèles 11, rue Mirbel - Paris 5e 336.38.35 +

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive gauche

BD ST-MICHEL. Imm. pierre de t. standg, 3 P., gd balc., état nf. 725.000 F. - 322-61-35

ATELIER ARTISTE, tout cft, 60 m2, sur place mercredi 13, 13 à 15 h., nº 1 bis, r. Vaneau.

Mº GENTILLY. Récent, gd cft 3/4 P. Balcon. Verdure. Tél. 250.000 F. 535-56-92

CHEVALERET. Très bel imm. 3 P., cft, chff. cent. Calme. Balc. 195.000 F. - 535-56-92

14e, RUE BEAUNIER Imm. rénové, 6e ét. ascens., liv., s. à manger, 3 chambres, tt confit. Balc. - 337-88-14

ITALIE. Charmant 2 Pces, cuis. bains, imm. 1930, 7e ét. asc. Calme. 165.000 F. - 535-56-92

DUROC liv. + chambre, cuis., bains, 53 m2, bel imm. - 567-22-88

3 Pces STAND., GD BALCON. Etat neuf. Me voir 22, bd Saint-Michel, 12 et 13 de 14 h. à 18 h. 30.

Vends Paris-13e, 2 Pces rénové, 36 m2, tout aménagé. Près Pitié, Salpêtrière, kitch, s. de bns, + cab. toilette. Tél. 720-39-49, ou écr. nº 6095 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

VUE CHAMP-DE-MARS réception + 2 chbres, tt cft. 500.000 F MARNIER. 222-69-50

TRES BEL IMMEUBLE pierre de taille, ascenseur. — Liv. + 1 chambre, 65 m2. — Liv. + 2 chambres, 83 m2. ETAT NEUF. - 325-28-77

SAINT-GERMAIN-DES-PRES ravissante maison, 180 m2, état impeccable, réception, 4 chbres, 3 bains, calme, soleil. 544-11-87

JARD. des PLANTES, r. POLIVEAU, STUD. 20 m2. Kitchen. S. de bns. 120.000 F. 535-86-37

SAINT-GERMAIN-DES-PRES ENTIEREMENT SUR PARC 3 Pces, tout à refaire, 90 m2 Px 700.000 F. Buron. RIC. 02-44

BON 15e, imm. récent. 2 Pces, tt cft, 4e étg. Balcon. Prix à débattre. URGENT. Mercredi 13, 13 à 19 h. 10-12, r. FRANQUET

SAINT-MÉDARD

128, RUE MOUFFETARD Restauration de grande qualité

DU 2 P. AU 5 PCES

VUES SUR RUE ET COUR OU COUR ET JARDIN PLUSIEURS DUPLEX. Sur place mardi et mercredi, de 14 h. à 18 h., ou 755-98-57.

PONT MIRABEAU

Imm. pierre de t., étage élevé, GD 4 P., TT CFT + chbre de serv. Vue sur Seine. 620.000 F. COTIMO, Mme Toppo, 783-62-74.

VIe - SAINT-PLACIDE

Imm. récent, très grand standg, 4 P. TT CONFT, terrasse, park. COTIMO, Mme Toppo, 783-62-74.

15e - Mº LOURMEL

Réc., gd living, loggia, 2 chbres, calme, soleil, parking. 455.000 F. Téléphone 554-54-68.

AFFAIRE A SAISIR

MAUBERT, 119.000 F. BEAU STUDIO CARACTERE, tout confort. — Tél. 325-75-42.

RUE CASSETTE - Imm. ancien BON PLAN **6 P.** TERRASSE, ASC. CHARME ET JOLIE VUE 633-29-17 - 577-38-38

CONVENTION Immeuble bourgeois Beau 2 p., entrée, cuis., w.-c. Possib. bains. A SAISIR. 189.000 F. - 325-77-33.

ST-GERMAIN 2 p., park., à voir, calme, vraie cuis., 3e ét., b. cour **BARBIER** Exclusivité 563-17-27

15, RUE CLEF Du studio au 6 pièces 325-32-77 et 271-72-80

DUPLEIX Très bel immeuble pierre de taille **4 P.** 1er étage, calme, tt cft - 579-75-80.

24, RUE TOURNEFORT **5e** Studio, kitch. + s. de bains, BON ETAT. Avec 60.000 F. Vis. s/place le 13, de 13 à 17 h.

SEVRES-BABYLONE **5 P.** APPT AU CALME sur cour fleurie 633-29-17 - 577-38-38

Mº ODEON 16, rue DAUPHINE 4 pièces + entrée, cab. toilette, w.-c., tél., 4,15 m plafond. Usage commercial ou habitation PRIX INTERESSANT Mardi, mercredi, 15 à 18 h.

Paris Rive droite

REUILLY-DIDEROT, récent sél. 3 chbres, cuis., tt cft, balc. vue splendide, calme, soleil. 465.000 F. 344-71-97

Général-DELESTRAINT 100 m2, liv. dble + 2 chbres, chbre de service, 5e étage, tt cft. - 567-22-88.

20e, PLACE DES FETES 2 Pces, entrée, cuis., gd débarr. 50 m2, soleil, 2e ét., prévoir travaux. 80.000 F. - 266-19-00.

PLAINE-MONCEAU Gde classe, 230 m2, très belle réception, s. à manger, 2 chbres, 2 bains, chbre serv. parking. 578-88-11.

PORTE DES TERNES Sél. dble + 3 chbres, cuis., bains, toilette, 7e ét., ascens., 140 m2, 2 chambres service. 567-22-88

Mº CHAMPERRET, gd 4/5 p., tt cft, 4e étage, asc., balc. sol. 630.000 F. - 267-18-33

13, PLACE DES VOSGES STUDIOS à l'appt de prestige. 325-32-77 et 271-72-80.

MUETTE - SUCHET, dernier étage, terrasse, s/verdure, gd standing, 70 m², living + chambre, parking. Prix 695.000 F. « TAC », 329-33-30.

VRAI MARAIS

5, 7, 9, R. DES TOURNELLES. Rénovation de grande qualité. 2, 3, 4, 6 PIECES en duplex. Du mardi au samedi, 16 à 19 h., ou téléph. hres bureau 359-30-85.

ÉTOILE - FOCH

5 PCES A RENOVER, 500.000 F. JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

CHARDON-LAGACHE

PPTAIRE VEND 1 GD APPT 112 m², refait neuf + terrasse 90 m², dans petit immeuble confort. Cadre exceptionnel. TELEPH. 723-38-58.

BOIS VINCENNES

Magnifique appartem. bourgeois, gd living double + 2 chambres, bains + jardin privatif.

FACE BOIS - 344-07-13

MONCEAU - 6 PIÈCES

240m², somptueux immeuble gde classe, sur square. — 266-27-55.

PRÈS AV. FOCH

Très bel immeuble, pierre de t., stand. BEAU 5-6 Pces, 2 s. de bains, w.-c., cuis., asc. v.o., escal. service, tél., balcons, SOLEIL, CALME. 1.290.000 F 567-01-22

Pte AUTEUIL EXCEPTIONNEL Vue imprenable Etage élevé. Imm. récent. 3 P. 80 m2. Balcons 25 m2. 650.000 F. 743-96-96

A RENOVER 120 m2 + balc. 13 m2 RARE. 390.000 F. — 325-77-33.

NATION Particulier vend dans résidence standing 3 p., 76 m2 + 11 m2 balcon, dernier étage, sud, parking, cave. 430.000 F. Tél. 357-40-23.

ST-AUGUSTIN 3 et 5 pièces, gd standing. 325-32-77 et 271-72-80.

9e 5 pièces, 140 m2, plein soleil, sur verdure. Tél. propriétaire, 11-17 heures : 526-30-54

REPUBLIQUE 7 boul. Voltaire Gd 5-6 p., bains, 4e ét., tt cft, 180 m2. Ch. serv. Idéal pour professions libérales. Mercredi, 14 - 17 h. - 265-90-05.

Région parisienne

PRES LYCEE ENGHIEN résid. de luxe, quartier ultra résid. Appt 121 m2, sél. dble, 3 ch., 2 bns + box, parkg, 2 caves. 750.000 F. 989-31-74.

Résidence neuve, sél. 3 chbres, 106 m2 + 16 m2 terr. 550.000 F. 989-31-74.

NEUILLY-SAUSSAYE Bel imm. moderne, 3-4 Pces, jard. privatif. 1.050.000 F. 757-13-96 matin.

Mº CRETEIL UNIVERSITE Studio 1974, 30 m2, cft, calme, tél., 88.000 F + C.F. px coûtant, gar. en sus. Tél. 589-63-06 perm.

PARC DE ST-CLOUD, grande classe, récept. 67 m2 + chbre, dépend. balc., box. 559.000 F. Tél. 229-52-98.

VERSAILLES, Gd siècle, 5 P. 120 m2, 5e ét., asc., cave, park. parfait état. Urgent. 590.000 F. MAT IMMOBILIER. 953-22-27

SENLIS

Sur jardin dans la ville, SOMPTUEUX DUPLEX 6-7 pièces, 133 m², 320.000 F. — De 14 h. à 19 h. : 16 (4) 453 - 19 - 64.

MEUDON - BELLEVUE

IMMEUBLE RECENT, GENTIL 4 P. tout confort, vue dégagée. Prix intéressant. — MARTIN, Docteur en Droit, 742 - 99 - 09.

ANTONY PRES R.E.R. 9e (DERNIER ET.) 3 P. Tt cft. 200.000 F. 757-96-32.

625 APPARTEMENTS DANS LE **92** 4.000 PARIS et AUTOUR SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR VENEZ, TEL. ou ECRIVEZ : MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.** 27 bis, av. de VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

ST-CLOUD PARC DE BEARN 4 p., cave, park. 602-70-10, h. b.

ORSAY près Mº, petite résidence sur jardin, beau 2 pièces, tout confort, grand balcon, park. Prix 180.000 F. - 387-27-60.

MONTROUGE limite 14e Beau 3 pièces, étage élevé, box. 320.000 F. - Tél. 253-61-61.

Province

CABOURG PRES CASINO VUE MER vds appt 2 pces, 45 m2, 4e étage, petit imm., état neuf, 210.000 F. Tél. heures repas : 567-44-95.

appartem. achat

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e), 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Rech. appts 2 à 4 pces PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. Paiement comptant chez notaire. Tél. : 873-23-55.

appartements occupés

RUE BOBILLOT 2 C. Appts occupés gens âgés ou non. A partir 1.420 F le m2. 1, 2 ET 3 PCES PRINCIP. Surfaces de 18 m2 à 57 m2. Tél. 758-12-40 poste 348.

XIe, FG DU TEMPLE Imm. entièrement restauré, sur cour-jardin. Façade élégante, avec statues, 3 Pièces, confit. 46 m2, 3e étage, parfait état. Occupé couple soixantaine, remarquable placement différé. 110.000 F. 227-22-62

MAIRIE 18e Bel immeuble pierre de taille Tapis escalier, 2 p., cuis., w.-c., s/rue, 85.000 F, avec 15.000 F. Occupé dame seule, Propriétaire sur place mercredi, 17-19 h : 91 bis, rue du MONT-CENIS

4e MARAIS. Bel imm. restauré Appts occupés 2-3 PIECES PRIX INTERESSANTS 266-57-06 JOUBERT & ANDRE

constructions neuves

LES TERRASSES DE NEUILLY

Petit imm. de GD STANDING du STUDIO au 7 PIECES SUR JARDINS. Visite de notre appt décoré, ts les jours, 10-12 h. et 14-18 h. 30 117, boulevard BINEAU ou renseignements : 624-39-49

immeubles

MURS LIBRAIRIE PAPETER. avec gd appt, belle artère 13e, surf. tot. 194 m². Reste 4 ans de bail à courir. Prix 225.000 F. 758-12-40, poste 348.

12, rue CAMILLE-ST-SAENS COURBEVOIE, près Seine. Imm. 1962, 26 APPART., cft. Px : 2.850.000 F - 500-54-00.

Ach. comptant IMMEUBLES, LIBRES ou OCCUPES Tél. : 878-95-86.

hôtels-partic.

INVALIDES (Unique) DELICIEUSE MAISON 1850 NOYEE dans les JARDINS 300 M2 et dépendances FEERIQUE JARDIN 650 M2 PLEIN SOLEIL Baroo, 92, rue Richelieu, Paris.

locations non meublées Offre

Paris

8e, EUROPE luxueux 6 Pces, cuis. équipée, 3 bains, moquette, tél. 5.000 F + charges. - 567-22-88

Mº JASMIN. Imm. recent CHARMANT STUDIO 910 F - TEL. 266-92-15

Square HENRI-PATÉ. Etage élevé, 4 Pces tt cft, + serv. 3.000 F. TEL. 266-92-15

PRES AV. FOCH, double living, 2 chambres + garage + chbre de serv. 3.750 F + charges. Tél. 256-13-72

PARIS 3e Grand studio petite cuis., s. bains 1.250 F mensuel. Tél. 566-59-01.

15e BEAU 2 P. Imm. neuf. 1.400 F T.C. Mercredi 13, 13-19 h : 10-12, R. FRANQUET.

PASSY 1, rue de l'Alboni Appart. 240 m2 environ, belle réception, 3 chbres + 3 chbres service. Poss. prof. lib. 6.200 F ch. comp. Sur place mercredi, 16 à 18 h.

Région parisienne

NEUILLY-PLAISANCE dans secteur rénové, près bus, R.E.R., grande surface, écoles, etc., très beau 2 Pces, conft. Park., 7e ét., asc. 1.300 F + charges. Tél. le matin : SEGECO. - 522-69-92

locations non meublées Demande

Paris

Pour P.-D. G. et DIRECTEUR **Cie SUISSE** 4 à 6 pièces standing rech. DIRECT par Propriétaire. Heures bureau : 555-84-23.

Région parisienne

Etudes cherche pour CADRES villas, pavillons, ttes banl. Loy. garanti 4.000 F maxi. 283-57-02

locations meublées Offre

Paris

INVALIDE, Très grand studio parfaitem. décoré, vue tt conft. 2.100 F. - Tél. 229-52-98

MONTPARNASSE 3 pièces, cuisine, s. de bains, w.-c., entrée, balcon. 2.200 F mensuel. - Tél. 566-59-01.

bureaux

INVESTISSEUR DOIT ACHETER

AVANT LE 31-12-78

IMM. DE BUREAUX vide ou occupé

K.F.R. - 260-67-53

AV. VICTOR-HUGO Proche Etoile 135 m2 - Excellent état MARTIN Dr Droit - 742-99-09

1 à 20 BUREAUX tous quartiers Locations sans pas-de-porte AG. MAILLOT ST-LAZARE **293-45-55**

locaux commerciaux

PALAIS-ROYAL

A LOUER Deux bureaux de 13 m² chacun, srt. exception., tél., possib. sal. conférences, télex et pet. équipement bureau. 260-37-17, poste 37.

5e - Mº CENSIER POUR INVESTISSEUR A vendre local commerc. 98 m². Imm. récent. Loué bail 3 X 6 6X9, rentabilité 10 %. GIP : 260-39-11, poste 220.

fonds de commerce

Affaire linge de maison, Paris 16e, tenue depuis 25 ans, à céder, aucun intermédiaire. Renseignements : T. 567-95-80.

Vends avec facilités ou échange contre propriété magnif. restaurant, murs et fonds plein centre gde ville Ouest, 200 places assises, bon chiffre d'affaires, superficie 900 m². - Ecrire M. SANTONI, 20, avenue Emile-Sari, 20200 BASTIA.

Cède à crédit - 50.000 F Bail neuf, confection féminine, département 93, près marché. Tél. 927-71-49, après 19 heures.

92 - Particulier vend boutique CADEAUX de LUXE, GADGETS gros C.A. Loyer 3.350 F. Px : 480.000 F. Ecr. à T 07.882 M Régie-Pr., 85 b., r. Réaumur-2e.

locaux indust.

Z.I. Chennevières 94. Leasing 10 ans, à céder locaux industr. neufs, terrain 5.100 m², Entrepôts 1.000 m². Bur. 500 m² Tél. : 933-90-52.

pavillons

RUEIL Vends 6 pièces + gar. 900 m2. Proche forêt - 778-34-54 et 967-74-52 après 18 h. 560.000 F.

CONFLANS Beau pavillon pierre, s/756 m², Caves, chauff. centr. 4 p. p. Cft. Gar. 395.000 F. - Tél. 031-13-99. Cabinet VERMAILLE - 919-21-27

villas

Limite ENGHIEN, près LAC, villa, sél. 50 m² + 4 ch., 4 bs, ss-sol tot. Jardin - 989-31-74.

MONTMORENCY

Villa MANSART bon état, hall, 9 pièces, cuisine, bains, jardin, 400 m2, CALME. 735.000 F avec 150.000 Cpt. PLACOR, 989-60-60.

JOINVILLE. LUX. VILLA 7 p., 200 m², jard. + gar. + dépend. Port privé direct sur Marne. 1.250.000 F. 322-61-35.

maisons de campagne

ISOLÉE

Au Nord de la Creuse, BORDURE RUISSEAU, SUR 5 HA TERRAIN atten., clos de haies, mais. constr. pier., toit. tr. bon ét., 2 bel. pces, gren. aménag., cave, dépend., eau et électr.

PRIX 180.000 F

CREDIT 80 %. PROGECO, 107, rue Nationale, 36400 LA CHATRE. Téléph. 16 (54) 48-10-66.

BANLIEUE MONTAUBAN Intéress. MAISON ancienne sans étage. Jardin. 220.000 F. VAYSSIE, 82 Lafrançaise.

Dans hameau sud Ardèche, maison indép. ancienne, typiq., vue superbe, rivière, soleil. Px 60.000 F - Tél. (91) 73-07-55.

fermettes

YONNE (89) 150 km Paris, calme, pêche, chasse, jolie fermette propre compr. 1 gde cuis., 1 gde salle, chem., poutres appar., 1 ch., s. d'eau, w.-c., gaz, tél., habit. sans frais, grenier amén., sur 1.100 m² clos, légumes, verger, dépendances, Px 160.000 F. Tél. : 206-39-31.

propriétés

Propriétaires vendent belle maison bourg., non meubl., 2 étag. (1.200 m²), eau, électricité, 1 ha. de parc et pelouses, av. bâtiment de ferme, située à 100 m. de D 54, à 3 km. à l'est de Mâcon. Libre à la vente. Renseignements : (85) 38-20-27.

Maison à vdre Bretagne Nord, 20 km mer, 5 p. à rénover, terrain 15.000 m², riv., 750.000 F T. Gestion Marceau. 544-60-20.

A VENDRE environs MOULINS 03

BELLE PROPRIÉTÉ

d'une superficie de 4.300 m² avec villa F6, tout confort, état neuf, libre, terrain et grand parc

CABINET BOURBONNAIS 20, r. Girodeau, 03000 MOULINS Tél. (70) 44-13-20

manoirs

40 km sud Paris dans bourg, gentilhommière 17e, milieu parc 4 ha., bon état, tout conft, décoration discrète, 9 chbres, 5 s. de bains, 2 salons, boiserie époque bureau + pav. gardien + dépendances + tennis. A vendre. Prix justifié ou à louer meublée ou nue. Propriétaire : 739-78-12.

terrains

3 KM UZES (30), sortie village classé et tous commerces, mag. oliveraie 1.200 m² vendu avec certificat d'urbanisme, eau, électric. à 80 m., vue imprenable sur duché. EXCEPTIONNEL Prix 52.000 F (+T.V.A.), créd. possib. CATRY. T. (66) 22-25-06 après 20 heures.

A vdre terrain RIVERAIN DU LEMAN, 1.300 m², eau, électr., près THONON. Ecr. à 7.936, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Corniche des Cévennes, terrain boisé 4.000 m², eau, électricité, constructib. Vue magnifique pl. sud, 80.000 F. T. (91) 52-56-86.

Le Monde

régions

Alsace

« VENEZ ASSISTER A LA FIN D'UN CANARD BOITEUX »

Sélestat est à son tour touchée par le marasme qui vient des Vosges

Sélestat. — Les ouvriers de la filature de Sélestat (Bas-Rhin), qui a fermé ses portes à la fin du mois de juin, ont réoccupé le samedi 9 septembre, leur usine. « Vous qui êtes ouvriers, artisans, commerçants, venez assister à la fin d'un « canard boiteux », comme dit M. Barre. »

Toute la population est invitée « pour la première et dernière fois » par les ouvriers licenciés. Une ultime opération « portes ouvertes » organisée par l'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T. a eu lieu l'espace d'un seul week-end.

De notre envoyé spécial

Calmes mais non résignés, les trois cent vingt-sept revenants — ils étaient mille il y a vingt ans — veulent tirer la sonnette d'alarme sur la crise de l'emploi. Crise qui frappe non seulement la ville, mais aussi son environnement, des Vosges au Ried. Sélestat, ville moyenne de 25 000 habitants, rayonne en effet, de Marckolsheim aux vallées de Sainte-Marie-aux-Mines et Villé, sur une population d'environ 75 000 personnes.

Si les entreprises ne ferment pas, elles « dégraissent », pour reprendre l'expression des syndicats. Chez Franck, société de mécanique de quelque 120 salariés, 7 ou 8 licenciements ont lieu tous les deux mois environ depuis le début de l'année. Chez Menzer frères, industrie de la maroquinerie comptant quelque 900 salariés, 22 licenciements sont intervenus fin août, succédant à 38 autres juste avant les vacances. A Benfeld, l'entreprise Remington envisage la fermeture de son usine de rasoirs électriques au plus tard début 1979. Les 350 salariés de cette entreprise vont donc eux aussi s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi. Dans le même temps, environ 340 emplois seraient menacés aux Plaquettes industrielles, à Marckolsheim.

Les brasseries Kronenbourg, qui devaient occuper une soixantaine d'hectares dans la zone industrielle de Sélestat et y employer 400 salariés, ont renoncé, le 11 juillet dernier, à leur projet. Mais la municipalité avait dû souscrire un emprunt de 5 millions de francs auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour accueillir l'entreprise. *« Un espoir de la sorte trompé, cela désole »*, déplore le docteur Maurice Kubler, maire de Sélestat (P.R.), qui entend faire front énergiquement à la crise.

Le Ried, région d'élevage et de cultures céréalières, de même que le Piémont viticole des collines sous-vosgiennes ne se portent pas trop mal. Mais la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines subit depuis plus de vingt-cinq ans une crise permanente de l'emploi due essentiellement à la crise textile.

Sélestat, en pleine « Alsace utile », était un peu *« la bouée de sauvetage »* des deux vallées vosgiennes — val de Villé et val de Sainte-Marie. A présent, la crise frappe de plein fouet la plaine longtemps préservée. Au vieux marasme de la montagne viennent s'ajouter les difficultés récentes du Piémont.

« Depuis des générations, Sélestat et l'ensemble de la Moyenne-Alsace se caractérisaient constate le docteur Kubler, *par leur équilibre industriel et urbain. Aucune ville n'écrasait l'autre. Aujourd'hui, nous sommes « coincés » entre l'importante plate-forme d'activités de Strasbourg, avec sa zone industrielle et portuaire, et nos dynamiques voisins de Colmar. »*

Pour désenclaver Sélestat, le docteur Kubler attache un grand prix à la réalisation de liaisons transversales rapides entre le tunnel autoroutier de Sainte-Marie et l'autoroute allemande Hambourg-Fribourg-Bâle, sur la rive droite du Rhin. Le contournement autoroutier nord-sud de Sélestat, qui sera achevé en 1981, prendrait toute sa valeur si la liaison vers la République fédérale d'Allemagne, au niveau de l'échanger de Marckolsheim, pouvait être promptement réalisé

La fin des bourgeois conquérants

L'installation d'une unité de production de Kronenbourg en Alsace aurait été *« un moteur puissant accroché à l'échangeur autoroutier de Sélestat-Nord qui aurait joué un rôle d'entraînement »*. Elle aurait été également reliée au rail, indispensable dans cet ensemble de communications.

A ce propos, la ville de Sélestat estime que la S.N.C.F. néglige quelque peu la desserte de cette zone. Avant la guerre, tous les grands trains s'arrêtaient à Sélestat. Aujourd'hui, le turbotrain Lyon-Strasbourg passe sans s'arrêter.

Les salariés de plus en plus refoulés, au nord et au sud, par la crise de l'emploi vivent des journées du genre *« métro, boulot, dodo »*, soulignent les syndicats ouvriers. Par exemple, un ouvrier sorti d'une usine de Strasbourg à 16 heures doit attendre son train jusqu'à 18 h. 17 et passer ensuite une bonne heure dans un omnibus pour rejoindre son domicile dans la région de Sélestat.

Paradoxalement devant cette crise les milieux ouvriers estiment que *« les bourgeois ne sont plus conquérants »* comme ils l'étaient au début du siècle, voire dans l'entre-deux guerres. A la filature, C.F.D.T. et C.G.C. qui travaillent la main dans la main ont souvent incité leur patron à prendre des risques, à emprunter, à moderniser son matériel vétuste, à s'adapter à l'économie de marché.

Pendant des années, constate M. Louis Boltz, candidat socialiste aux dernières élections législatives, militant C.F.T.C., adversaire du docteur Kubler aux dernières élections municipales *« les dirigeants de la ville n'ont pas réellement cherché à attirer les industries. Colmar, en revanche, avec sa zone industrielle s'est révélée beaucoup plus dynamique. Nous payons aujourd'hui leur imprévoyance »*.

Sélestat qui a conservé son charme médiéval — cité de la décapole, haut lieu de l'humanisme européen du seizième siècle — fière de sa *« douceur de vivre »* est inquiète. Elle n'est pas la seule. Entre Ried et Vosges, les clignotants s'allument : toute l'Alsace a peur du lendemain.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.



Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Il y a dix ans, Pechiney installait une mine de bauxite aux Baux-de-Provence

Aux rendez-vous du moindre ma[l]

Arles. — On a encore découvert de la bauxiste au pied du célèbre rocher des Baux. La nouvelle, qui, il y a quelques années, aurait alarmé Raymond Thuillier, maire du village et propriétaire de l'hostellerie de Baumanière, a l'air cette fois de le réjouir. Il est vrai qu'il s'agit d'un modeste gisement mis au jour par une équipe d'archéologues au bas des vertigineuses ruines du château fort. Cette réserve de terre rouge fut constituée par des carriers ligures cinq cents ans avant Jésus-Christ. S'en servaient-ils comme colorant ou comme minerai pour une fonderie primitive ? On ne sait. Mais la découverte confère des lettres de noblesse aux mineurs de Pechiney qui, à 2 kilomètres de là et à 60 mètres sous la garrigue, forent le sous-sol à coups d'explosifs.

L'extraction de la bauxite remonte donc à la protohistoire des Alpilles. Elle entre dans l'héritage culturel de ce merveilleux paysage accablé de souvenirs et de soleil. Nul doute que les vestiges du prestigieux épisode ne viennent bientôt enrichir le musée municipal des Baux, où le stand de Pechiney explique déjà comment, au vingtième siècle, on peut concilier le labeur de la mine et le plaisir des yeux. Car ici, entre les intransigeants défenseurs de la Provence et les fabricants d'aluminium, la paix est enfin déclarée.

De notre envoyé spécial

Chaude affaire s'il en fut. Il y a dix ans exactement, en août 1968, une concession de 3 600 hectares était accordée à la société Pechiney. Objectif : exploiter un gisement de bauxite dont les affleurements soulignent d'un trait rouge long de 15 kilomètres le versant sud des Alpilles. L'oxyde d'aluminium avait été repéré en 1821 d'une manière tout à fait romantique par un géologue nommé Berthier. Bien que le pays soit calcaire, l'épouse de ce jeune homme avait ocré sa robe blanche en faisant, dit-on, quelques galipettes sous les oliviers au pied même des Baux. Le minerai s'était trahi. Berthier le baptisa bauxite.

A partir de 1898 des compagnies suisses et britanniques commencèrent à l'exploiter en surface. Quelques carrières sans importance. Puis, en 1958, Pechiney entreprit une exploration systématique du massif. Cinq cents forages, suivis d'une demande de concession en bonne et due forme. Le projet souleva un tollé international. La Ligue de défense des Alpilles, se référant aux horribles chantiers précédemment ouverts en Provence, cria au sacrilège. La municipalité des Baux, dont le tourisme est la seule source de revenus, se vit ruinée. Franz Weber, helvétique paladin de l'environnement, accou[rut] même pour empêcher le m[as]sacre.

Car les ingénieurs avaient [dé]cidé d'attaquer la bauxite au m[eil]leur endroit : à 3 kilomètres [de] la vue directe du belvédère [...] travailler à l'aise. Ils avai[ent] l'intention de scalper les Alp[illes,] de dynamiter à ciel ouvert [et] d'évacuer chaque année par [ca]mions 400 000 tonnes de [terre] rouge. On imagine le spectacle[.]

Vingt camions par jou[r]

Pressés par l'opinion publi[que,] les ministères ne donnèrent [le] feu vert qu'à la condition [que] Pechiney se soumette à un sé[vère] cahier des charges. Celui-ci a [été] respecté et, comme dit M[...] Mauron, écrivain et farouche m[ili]tante de la défense des Alp[illes,] *« le combat a cessé faute de [com]battants »*.

Au flanc de la montagne [la] blessure se réduit à une carr[ière] de 300 mètres de long [et] 200 mètres de large. Observé [des] Baux, cela fait une tache gr[osse] comme le pouce. Les déblais [ont] été entassés, hors des vues [du] site, en un terril de 75 mè[tres] adossé à une hauteur dont [il] épouse le profil. Sur cette coll[ine] artificielle, l'Office national [des] forêts a planté dix mille p[ins,] cyprès et oliviers qui, dûment [ar]rosés par Pechiney, ont déjà be[lle] allure.

L'exploitation elle-même [se] poursuit sous terre, au fond [de] galeries longues de plus de 1 [ki]lomètre. Le bruit des explosions [...] est totalement étouffé, et, p[our] qu'il n'y ait pas d'affaissem[ent,] les porions laissent d'énormes [pi]liers. Si bien que la veine n'[est] exploitée qu'à 40 %. Comme [la] bauxite s'est révélée finalem[ent] moins riche qu'on ne l'avait [es]puté, ce sont seulement vingt c[a]mions par jour qui sortent de [la] mine. Ils passent sous la dou[che,] puis s'égouttent sur une route [de] 1 500 mètres créée spécialem[ent] à cet effet avant de filer v[ers] Marseille.

Maussane, qu'ils traversent, [ré]clame une dérivation de la dép[ar]tementale 17, mais, comme [le dit] M. Cornille, le premier adj[oint,] *« s'il n'y avait que les p[oids] lourds de Pechiney ce ne s[erait] pas un problème »*. En tout [cas,] sur le bord des routes, les « [...]geolines », ces olives au g[oût] d'amande qui sont une spécia[lité] du pays, sont restées vertes. N[ulle] trace de poussière rouge.

Restent les eaux. La mine [se] trouve par endroits dans la na[ppe] phréatique. Il y pleut comme [aux] Indes au temps de la mous[son.] Des pompes rejettent l'eau d[ans] la plaine de l'Auge à raison [de] 40 litres à la seconde. Cette e[au,] décantée dans une succession [de] bassins, sert à l'arrosage des pr[o]priétés voisines ou se perd dans [les] marais d'Arles.

Mais pour cette raison ou [à] cause de l'insuffisance des plu[ies,] la source de l'Arcoules, qui a[li]mentait les Baux et Paradou, c[essa] un jour de couler. Pechiney, [qui] n'est pas à un trou près, s'e[m]pressa de faire un forage [de] 100 mètres de profondeur, [de] l'équiper en conséquence et de [le] remettre aux commu[nes.] A l'heure du pastis, les Prov[en]çaux ne se plaignent plus d[es] ingénieurs.

Ceux-ci, de leur côté, s'estim[ent] satisfaits. A la fin de cette ann[ée,] soit sept ans après le début [de] l'exploitation, ils auront [ex]trait 850 000 tonnes de minerai d[es] Alpilles. De quoi coule[r] 170 000 tonnes d'aluminium. A [ce] train de sénateur, ils en ont p[our] trente ans. Ce faisant, ils démo[n]trent que les mineurs peuv[ent] faire leur métier sans saccager [ce] qui les entoure.

Quant à Raymond Thuillier, [le] nouveau seigneur des Baux, [il a] pu accueillir cette saison sur s[on] rocher — et contre menue mo[n]naie — un million de visiteurs. Si ces derniers n'ont gu[ère] remarqué la mine de bauxite, [ils] ont pu admirer le relais de télé[vi]sion dont on a « orné » l'horiz[on,] d'anciennes carrières abando[n]nées qui griffent les col[li]nes et la bâtisse qu'un q[ui]dam s'est permis d'arranger [au] pied des murailles. Mais, M. le maire s'est fâché. Plai[nte,] procès : le bâtisseur pirate a é[té] condamné à démolir. Comm[e] autrefois, mais pour d'autres r[ai]sons, on reste vigilant sur [les] remparts des Baux.

MARC AMBROISE-RENDU.

TÉMOIGNAGE

LES MAUX DE CŒUR D'UN VILLAGE CÉVENOL

Un de nos lecteurs, M. Fages, nous apporte, ci-dessous, un témoignage sur le mal de vivre d'un village cévenol :

C'est un petit village de l'arrondissement du Vigan à l'extrême sud des Cévennes, à quelques kilomètres du causse de Larzac, du causse Bégon et du causse Noir. Sa rivière, qui porte son nom, creuse des gorges magnifiques, d'abord dans le granit où alternent « gours » noirs et profonds, cascades et marmites de géants, puis plus bas, dans le calcaire, jusqu'à sa jonction avec le Tarn.

Il se bat mon village pour ne pas mourir, tout comme les autres plus au nord. Il vient d'avoir à nouveau un boulanger, mais risque de perdre son instituteur.

Chaque été, les jeunes et leurs familles partis à la ville reviennent pour les vacances. Les « estivants », presque toujours les mêmes depuis des années, occupent les logements devenus vides depuis longtemps par le dépeuplement, ou les résidences secondaires construites depuis quelques années. Alors il revit — pour deux mois.

Ses attraits : son calme et sa petite taille, mais surtout sa rivière à l'eau pure et fraîche où les truites peuvent être vues comme dans un aquarium. Mais il souffre, hélas ! de deux maux : d'abord les ordures ménagères qui, depuis des années, s'accumulent juste en face du village et atteignent maintenant le bord de la rivière. Le manque d'argent ou d'imagination, ou les deux, n'a pas permis de supprimer ce spectacle sale et dangereux pour la rivière. Chaque jour qui passe augmente le risque de voir une sorte de marée noire à l'échelle de la rivière.

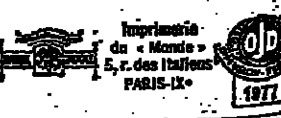
L'autre mal, c'est le bulldozer. Les petites routes sinueuses qui relient le village à ses voisins ont besoin d'être améliorées, particulièrement les ponts, et certains virages étroits sont dangereux pour la conduite des véhicules. Mais que croyez-vous que l'on fasse ? Plutôt que de réparer un mur de soutènement au rocher du Cade, qui s'effrite et se détériore depuis deux ou trois ans, on envisage à grands coups de bulldozer de dévier la route à travers la montagne. Ce sera plus coûteux, mais combien plus spectaculaire et imposant : pensez donc, ouvrir une brèche dans la montagne plutôt que de remonter un mur tel un vulgaire maçon !

On ne cherche pas à couper ou agrandir un ou deux virages dangereux ou bien un pont étroit, non, on cherche où l'on peut à moindre frais utiliser cet outil irremplaçable qu'est le bulldozer et c'est ainsi que, sur la route dite de l'aval, le seul bout de pré que la route contourne sera éventré.

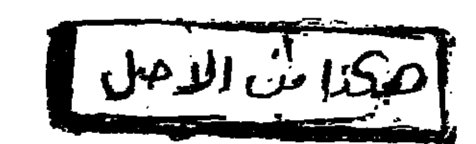
Je sais que les crédits sont rares, mais je crains que l'imagination ne fasse aussi cruellement défaut.

Combien d'autres villages, communes et petites routes sont ainsi défigurés par le manque de crédits et d'imagination !

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



Nord-Pas-de-Calais

UNE INITIATIVE EXEMPLAIRE

La région se substitue à la S.N.C.F. pour rénover le matériel ferroviaire

De notre correspondant

Lille. — Un wagon de chemin de fer tout neuf est actuellement exposé sur la grand place de Lille avant d'être présenté dans les autres villes de la région. C'est une façon de marquer un événement considérable pour le Nord-Pas-de-Calais : le 1er octobre prochain, sur la ligne Lille-Valenciennes-Aulnoye-Maubeuge, sera mise en service la première rame d'un nouveau matériel S.N.C.F.

Une convention tripartite (Etat-région-S.N.C.F.) a permis la mise en place d'un schéma de transport : en quatre années, non seulement le matériel sera renouvelé, mais des améliorations très sensibles pour les usagers seront apportées sur les grands axes.

Au cours d'une conférence de presse réunie, lundi 11 septembre à Lille, M. Pierre Mauroy, président (P.S.) du conseil régional, a qualifié cette opération d'exemplaire. « *Elle l'est*, a-t-il dit, *à plus d'un titre : d'abord dans sa rapidité : six mois après la passation du contrat avec les entreprises concernées, les premiers wagons sortent des chaînes. Exemplaire encore parce qu'elle sauve du chômage un certain nombre de travailleurs : plus de quatre cents dans le Valenciennois. Exemplaire enfin, car elle prouve qu'avec un dossier parfaitement préparé, une collaboration efficace est possible entre les régions et l'Etat...* »

M. Pierre Mauroy a ajouté : « *Une opération comme celle-ci, aucun ministère n'aurait été capable de la mener à bien, car elle n'a pas été vue de Paris sur un plan global mais de l'intérieur même d'une région...* »

M. Hector Viron (parti communiste), rapporteur de la commission sur les transports, a, lui aussi, souligné l'intérêt du schéma mis en œuvre : « *Pour les usagers, ce sera chaque année plusieurs millions d'heures gagnées qui pourront être consacrées aux loisirs au lieu d'être gaspillées pour le trajet. Ce qui signifie moins d'attente, de meilleures possibilités de correspondance et aussi plus de confort. Cette opération, qui ne coûte rien à la région puisqu'elle avance seulement les fonds, permettra de renouveler tout le matériel omnibus en trois ans, alors qu'il aurait fallu plus de quinze années à la S.N.C.F. pour y parvenir.* » — G. S.

Bretagne

Le bon côté des marées noires

Les langoustes pullulent dans l'épave de l' « Olympic-Bravery »

De notre correspondant

Brest. — *Les marins-pêcheurs de l'île de Molène font des pêches miraculeuses. Leurs filets tendus près de l'épave de l'*Olympic-Bravery, *ce pétrolier libérien échoué depuis le 24 janvier 1976 sur des récifs à Ouessant, prennent au piège des quantités jamais vues de langoustes. D'un seul coup de filet, un pêcheur a même ramené à la surface quatre-vingt-douze de ces crustacés fameux... et hors de prix.*

*Comment expliquer cette manne inaccoutumée dans les parages d'Ouessant ? La prolifération des langoustes est due à l'épave elle-même de l'Olympic-*Bravery. *A la suite du naufrage et des tempêtes, la coque du pétrolier s'est disloquée ; l'amas de ferraille qui jonche le fond de la mer sur une grande distance constitue un refuge apprécié des langoustes où elles peuvent prospérer en toute sécurité.*

*Mais la corne d'abondance que constitue l'*Olympic-Bravery *risque bientôt d'être supprimée. Le pétrolier, qui a été cédé contre un franc symbolique à un industriel marseillais, M. Braganti, est en cours de démolition. Pour hâter son travail, le ferrailleur a annoncé son intention de faire sauter une partie du navire. Son projet soulève bien sûr l'hostilité des marins-pêcheurs qui craignent l'anéantissement de leur pactole. Ils souhaitent que l'explosion n'ait pas lieu avant la fin de l'année.*

Ce point de vue n'est évidemment pas partagé par M. Braganti. L'industriel fait savoir qu'il ne peut plus retarder le dynamitage du pétrolier en raison des délais qui lui ont été impartis pour le démonter. Le litige en est là. — J. R.

CORRESPONDANCE

Les bonds de la langue

Après l'article intitulé « Les petits moyens de la charte culturelle » (le Monde *du 6 septembre), M. Yves Martin, recteur de l'académie de Rennes, nous apporte les compléments d'information suivants :*

En 1977-1978, j'ai pu satisfaire toutes les demandes d'enseignement de la langue bretonne dans les lycées et collèges de l'académie de Rennes. Ces demandes se montaient à environ cent quatre-vingts heures par semaine pendant toute la durée de l'année scolaire. Cette année, je peux disposer de sept cent vingt heures par semaine, soit le *quadruple* de ce qui a été effectivement nécessaire l'an dernier. De plus, trois instituteurs, conseillers techniques pour l'enseignement de la langue bretonne, seront mis, dès la rentrée, à la disposition des départements de Basse-Bretagne (un par département).

En outre, le Centre national de télé-enseignement de Vanves va mettre en place, à la fin de l'année 1978, un enseignement de breton par correspondance destiné aux enseignants. A cela s'ajoute l'intensification des moyens mis à la disposition des services éducatifs des archives départementales.

Picardie

[G]rève contre les mauvaises conditions de travail aux Tuileries de Beauvais

De notre correspondant

Beauvais. — Une grève illimitée [a] été déclenchée aux Tuileries [d]e Beauvais dans les usines [d]'Auneuil et de Saint-Paull (Oise), [q]ui sont employées respectivement [c]ent neuf et cent vingt-six per[so]nnes. Cette société dépend des [C]omptoirs tuiliers du Nord, [d]ont le siège est à Marcq-en-[B]arœul dans la banlieue lilloise.

En tête de leurs revendications, [le]s ouvriers ont placé « *le respect [d]e l'être humain* » et les condi[ti]ons de travail. Ces dernières [so]nt particulièrement difficiles, [e]n raison de la vétusté des ins[ta]llations, qui ont été construites [a]u début du siècle. Les syndicats [C].G.T. et C.F.D.T. de ces fabri[q]ues font remarquer qu'en plus [d]e la manipulation, sans protec[ti]on, de produits toxiques, la cou[v]erture de l'usine d'Auneuil est [e]n mauvais état, de même que les [to]itures des maisons ouvrières qui [en]tourent les deux usines. Le loyer mensuel de ces maisons, où vivent 90 % des ouvriers, est de 85 F et le propriétaire — la direction, — qui doit pourtant « le clos et le couvert », refuse d'entreprendre les réparations.

Les ouvriers sont soutenus dans leur action pr les populations riveraines. Celles-ci se plaignent de la pollution causée par la combustion du fuel lourd qui est utilisé pour le four de cuisson en continu des tuiles.

« *J'ai de nombreux malades bronchitiques* », observe le docteur Charlier, soixante-trois ans, médecin à Auneuil, où il est installé depuis de longues années. Le praticien qui, d'une manière générale, estime « *inacceptables* » les conditions de travail et de logement des ouvriers des tuileries, a remarqué que chaque nuit, entre 2 heures et 3 heures du matin, l'atmosphère devient « *irrespirable* ».

Ile-de-France

AU CONSEIL DE PARIS

• Vif incident entre M. Chirac et les giscardiens à propos de la voie express rive gauche
• Unanimité pour les mesures en faveur des personnes âgées

La reprise des travaux du Conseil de Paris lundi 11 septembre a notamment permis l'adoption d'un plan d'ensemble concernant l'aménagement des berges de la Seine et le vote de nouvelles mesures permettant d'accroître le nombre des bénéficiaires de l' « allocation Ville de Paris » versée aux personnes âgées (« le Monde » daté 10-11 septembre).

La séance a été marquée par un incident entre le maire et le groupe giscardien Paris-Renouveau (sept élus), M. Jacques Chirac ayant critiqué, en termes violents, l'abandon par l'Etat du projet de voie express rive gauche. Bien que M. Chirac se soit abstenu de nommer M. Giscard d'Estaing, ses propos ont été ressentis comme autant de critiques à l'égard du président de la République. Toutefois, dans l'esprit du maire de Paris, cette allusion ne visait pas personnellement le chef de l'Etat mais certains de ses conseiller, et notamment M. Mesmin qui revendiquait une part de responsabilité dans l'abandon de la voie express rive gauche. Néanmoins, la vivacité de ces propos illustre une nouvelle fois la mauvaise humeur qui caractérise les relations du maire avec les élus giscardiens.

Ces derniers se sentent quelque peu isolés au sein de la majorité municipale. Privés du soutien du groupe centriste Libertés de Paris, ils n'ont pu constituer un groupe U.D.F.. De plus, les amis de M. Raymond Long ont le sentiment qu'ils ne peuvent soutenir aucun point de vue original sans susciter le courroux du maire.

En revanche, les élus communistes ont quelques motifs de satisfaction. D'une part, ils ont approuvé les mesures sociales proposées par le maire, parce qu'elles apportent « des améliorations non négligeables ». D'autre part, ils ont obtenu de M. Chirac des promesses pour une future « démocratisation de la vie locale ». Les orateurs communistes ont-ils voulu éviter que l'on puisse relever l'ébauche d'une convergence avec la politique municipale du président du R.P.R. ? Toujours est-il qu'en séance ils se sont nettement démarqués du maire. Hormis les questions sociales, les votes émis lundi ont reflété le traditionnel clivage entre la majorité et la gauche, sans que puisse prévaloir la moindre concertation entre P.C. et P.S..

Enfin, les deux élus du M.R.G., qui continuent de voter avec la gauche, pourraient rejoindre les deux conseillers du parti radical au sein d'un intergroupe.

J.-M. COLOMBANI.

A l'ouverture de la séance, M. Edouard Frédéric-Dupont (app. R.P.R.) demande que les effectifs de la préfecture de police soient augmentés, car « *Paris devient un coupe-gorge* ». M. Jacques Chirac indique qu' « *il y a là un problème angoissant* » et qu'il fera « *une nouvelle démarche auprès du gouvernement pour tenter de faire aboutir cette revendication* ».

Après une intervention de M. Georges Mesmin (C.D.S.) en faveur des sinistrés du 126, boulevard Suchet, victimes de l'attentat dirigé contre M. Yves Mourousi, le maire de Paris informe l'Assemblée du délai accordé par la Ville à l'Etat pour le transfert de l'université Paris-VIII du bois de Vincennes à Saint-Denis. Ce transfert sera effectif à la rentrée de 1979 (*le Monde* du 12 septembre). La municipalité a en effet lancé un plan de remise en valeur du bois de Vincennes, qui prévoit la réduction de la place de l'automobile, ainsi que la réhabilitation et l'extension du massif forestier. Ces deux domaines ont fait l'objet d'une communication de Mme Jacqueline Nebout (rad.), adjoint chargé de l'environnement. Sont notamment prévus par ce texte la fermeture de plusieurs voies de transit dans ce bois, la réorganisation du stationnement, l'aménagement définitif de circuits cyclistes, une remise en valeur paysagère, un aménagement d'ensemble du secteur de la Cartoucherie en vue de la tenue des Floralies internationales et une mise en valeur de la plaine des sports. Ce dispositif est approuvé à l'unanimité.

Les conseillers sont ensuite saisis du plan d'ensemble concernant l'aménagement des berges de la Seine. La délibération proposée par le maire comporte un dispositif à long terme : affirmation de la vocation de lieu de promenade des rives du fleuve et reconquête des berges à l'est du pont d'Austerlitz et au sud du pont de Bir-Hakeim (la longueur des berges accessibles aux piétons passera de 10 kilomètres à 16 kilomètres) ; renforcement du rôle du Port de Paris (il s'agit de libérer les ports Henri-IV, La Bourdonnais et Grenelle et de regrouper les activités portuaires sur les autres sites ; il s'agit également de définir une réglementation rigoureuse à l'égard des bateaux-logements et des bateaux-commerces) ; enfin, mise en valeur des sites que longe la Seine.

Ce schéma, réalisable en plusieurs étapes, est assorti d'une réalisation plus immédiate : l'aménagement du bassin de l'Arsenal avec la création d'un port de plaisance entouré d'un jardin de 15 000 mètres carrés. Au cours du débat, M. Michel Elbel (C.D.S.) évoque la pollution du fleuve. M. Chirac affirme que la municipalité désire résoudre le problème en s'inspirant de l'exemple de Londres, et souhaite que les communes situées en amont de la capitale éliminent la pollution dont elles sont responsables.

M. André Voguet (P.C.) souligne la responsabilité des entreprises dans la pollution de la Seine. Il craint que le plan proposé n'ait des répercussions néfastes sur le trafic du port. Il ajoute : « *La lutte contre la désindustrialisation devrait conduire le maire de Paris à éviter que le réaménagement envisagé se fasse aux dépens des activités portuaires.* »

M. Daniel Benassaya (P.S.) juge le plan proposé « *trop partiel* » et observe que la question des concessions commerciales n'est pas abordée. Il regrette que les associations et les élus de l'opposition n'aient pas été consultés.

« Une grande erreur »

M. Georges Mesmin (C.D.S.) proteste également, au non du groupe Paris-Renouveau, contre les conditions dans lesquelles le texte proposé a été porté à la connaissance des élus. Un incident oppose alors le maire aux membres du groupe giscardien Paris-Renouveau. M. Georges Mesmin ayant fait part de sa crainte de voir la voie express rive gauche « *reconstituée clan-*aménagement, M. Jacques Chirac répond vivement en ces termes :

« *L'abandon du projet de voie express rive gauche a été une des grandes erreurs de notre temps. Ceux qui sont à l'origine de cette décision seront considérés par l'histoire comme des démagogues et des incapables. C'est une grande affaire que Paris devrait avoir à cœur de réaliser. Je suis tout prêt à réengager cette opération, car elle le sera un jour : elle est inscrite dans la géographie de Paris.* »

M. Raymond Long (P.R.), président du groupe Paris-Renouveau, quitte un instant la salle en signe de protestation. Les élus giscardiens ont, en effet, ressenti les propos du maire comme étant des critiques ouvertes à l'égard du président de la République, qui avait pris lui-même la décision de ne pas financer le projet de voie express rive gauche.

Finalement le texte est adopté, les groupes communiste et socialiste ne prenant pas part au vote.

Enfin, les conseillers de Paris adoptent à l'unanimité différentes mesures destinées à améliorer le sort des personnes âgées, telles que le relèvement de l'allocation complémentaire de la Ville de Paris, l'installation gratuite du téléphone au domicile des bénéficiaires de cette allocation et l'abandon de l'obligation alimentaire.

Les Halles : le commencement de la fin...

(Suite de la première page.)

On est tenté — et certains élus de l'opposition n'ont pas manqué de le faire — de juger l'aménagement sur ses escaliers de services et ses échelles de pompiers.

Deuxième élément de fond, si l'on ose dire : les urbanistes, et les élus qui les écoutaient, ont pris le parti, au départ, de démolir les pavillons de Baltard pour creuser, à ciel ouvert, la gare du R.E.R. Partant de là, il semblait logique d'utiliser au maximum, en plein Paris, l'espace souterrain. On mesure aujourd'hui les conséquences de cette erreur historique... et on envisage même d'y renoncer partiellement, étant donnée la difficulté à trouver rapidement, en période de crise, des utilisateurs pour le sous-sol.

Entendons-nous. Il y a deux trous aux Halles. Le premier a été « rempli » par la gare du métro régional et par les quatre niveaux du forum commercial qui ouvrira en septembre prochain : 40 000 mètres carrés de commerces dont un immense magasin de la FNAC (10 000 mètres carrés) et d'autres enseignes prestigieuses (Habitat, Cacharel, Charles Jourdan, Saint-Laurent rive gauche, etc) ; des boutiques de luxe, des cinémas, des restaurants, alignés le long des rues intérieures partiellement éclairées grâce aux verrières monumentales posées autour d'un vaste puits de lumière.

Le deuxième trou était destiné au centre de commerce international. Creusé au pied de la Bourse de commerce et de l'église Saint-Eustache, bordé de murs de soutènement, il a été — en quelque sorte — racheté par l'Etat au promoteur, M. Jean-Claude Aaron. Après avoir décidé, en août 1974, de ne pas laisser construire les 90 000 mètres carrés de bureaux du centre de commerce international, le chef de l'Etat a « payé » les conséquences de son geste : remboursement des travaux au promoteur (environ 60 millions de francs), rallonge des subventions à la SEMAH (1) et achat par les P.T.T. d'un espace souterrain de 18 000 mètres carrés pour quelque 35 millions de francs.

Le décision de créer un jardin en surface n'empêchait pas l'utilisation du sous-sol dans l'esprit des responsables qui ont prévu 2 mètres de terre sur une dalle de béton.

Alors, que faire du trou ? La piscine et les équipements sportifs promis au quartier par les conseillers de Paris ne suffiraient pas à le remplir. Les responsables de la société d'aménagement ont cherché des investisseurs tentés par ce lieu : on a pensé à un centre d'expositions, à un aquarium... Mais rien ne se dessine assez vite. Pressés d'inaugurer le jardin promis — les arbres ne poussent pas en une nuit, — les responsables politiques songent sérieusement aux moyens de hâter l'heureux événement. Avant l'élection de 1981 pour le président de la République, avant 1983 pour le maire de Paris, qui bénéficie d'un répit de deux ans.

Un « gag » coûteux

Si elle séduit les politiciens, l'idée de « reboucher » le trou sans rien y mettre d'autre que des gravats choque les urbanistes. Dans trente ou quarante ans, ne critiquera-t-on pas cette occasion manquée ? Techniquement possible, cette solution est toutefois relativement coûteuse (20 millions de francs environ) car il faudrait consolider avec des pieux le terrain reconstitué et alterner des couches de consistance différente. Le côté « gag » de l'entreprise serait accentué par le fait qu'on n'a pas tout à fait fini de creuser *sous* l'ancien carreau des Halles et qu'il faut, de toute façon, démolir une ancienne station de métro et compléter les installations souterraines côté forum. A l'exemple du sapeur Camember on se mettrait donc à creuser un nouveau trou pour combler celui-là !

Quelle que soit la décision, elle devra être prise rapidement. Les P.T.T. ont-ils l'intention de donner suite — et quand ? — à leur projet de central téléphonique ? Doit-on réserver l'espace souterrain pour un usage futur et qui financera la construction d'un « volume » vide sous le jardin ?

Tandis que la mairie de Paris, la société d'aménagement et, plus discrètement, l'Elysée commencent à penser au jardin lui-même, il faut trouver des réponses à ces questions. La ville est, très normalement, désignée comme responsable des Halles. Mais le chef de l'Etat aura un mot à dire sur « son » jardin. Et, dès maintenant, à propos du sous-sol.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(1) Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles.

Le Monde

économie

SOCIAL

MM. Bloch-Lainé et Janicot critiquent sévèrement le système actuel d'aide à l'emploi

Ils proposent de le simplifier, de l'harmoniser et de le rationaliser

MM. François Bloch-Lainé, inspecteur général des finances, et Daniel Janicot, auditeur au Conseil d'Etat, ont remis à M. Boulin, ministre du travail, le rapport sur le « Bilan des aides publiques directes et indirectes à l'emploi » *que M. Beullac leur avait demandé en 1977. Ce bilan sans concession montre que le système de distribution des fonds est à revoir dans son ensemble. Faute de sélectivité il n'atteint guère son but. Compliqué, il est souvent contradictoire. Les auteurs proposent donc plusieurs réformes visant à simplifier et à harmoniser le dispositif, tout en le régionalisant pour le rapprocher des intéressés.*

L'Etat n'a pas à dépenser plus, mais à dépenser mieux pour l'emploi, indiquent, pour l'essentiel, les auteurs du rapport. Non qu'un complément de crédits fût inutile, mais une remise en ordre des multiples organismes dispensateurs de fonds s'impose d'abord. Il manque une politique d'ensemble qui permette aux crédits à l'emploi, déjà considérables, de ne pas perturber une situation en elle-même confuse.

Or, nous disent MM. Bloch-Lainé et Janicot, c'est bien ce qui se passe ; en raison notamment de l'attitude défensive des pouvoirs publics. « *En 1977, l'Etat a davantage dépensé en faveur de l'inactivité qu'au profit de l'emploi.* » L'absence d'une politique volontariste est ici amplement démontrée : bien que près de 26 milliards de francs aient été dépensés en 1977, on constate que « *l'Etat agit plus sur la demande d'emplois que sur l'offre de travail et qu'il accompagne davantage qu'il n'intervient* ».

Ainsi constate-t-on que les actions qui « *visent à diminuer la vulnérabilité des chômeurs (protections des revenus)* » et celles qui tendent à accroître leur capacité d'emploi (formation professionnelle), représentent à elles seules près des trois quarts des dépenses. « *Les interventions directes sur l'emploi, soit pour maintenir les emplois menacés, soit pour susciter la création d'emplois nouveaux, recueillent seulement un quart des crédits.* » Selon les auteurs du rapport, les pouvoirs publics ont principalement consacré leurs efforts « *à gérer l'insécurité de l'emploi* ».

Certes, l'Etat ne fait qu'accompagner le mouvement. Si ses dépenses d'indemnisation sont passées de 0,3 milliard en 1973 à 4,1 milliards en 1977, celles du régime interprofessionnel ont été quadruplées en cinq ans pour atteindre près de 10 milliards en 1977. Gonflement qui s'explique, bien sûr, de façon mécanique par l'augmentation du nombre des bénéficiaires ; mais qui « *trouve aussi son origine dans l'amélioration de la protection du revenu des inactifs* ».

Ici, MM. Bloch-Lainé et Janicot ne se font pas faute de dénoncer le désengagement progressif des pouvoirs publics au détriment du régime interprofessionnel. « *Ce transfert de charge aboutit à laisser en 1977 à l'UNEDIC et aux ASSEDIC près des deux tiers de la charge globale de l'indemnisation du chômage total, alors que le régime interprofessionnel n'en supportait que la moitié il y a neuf ans.* »

Les auteurs critiquent longuement l'utilisation des crédits et se demandent si la priorité accordée aux jeunes a été un bon choix. Les formules employées n'ont-elles pas conforté l'idée que « *les jeunes constituaient une main-d'œuvre secondaire, difficilement intégrable dans le secteur productif, autrement que par l'intermédiaire de politique d'assistance* » ?

Quant aux interventions pour soutenir l'emploi, elles ont particulièrement manqué de sélectivité. Venant principalement au secours de secteurs en crise, l'indemnisation du chômage partiel est devenue « *l'un des instruments dont dispose la puissance publique pour accompagner la reconversion structurelle de l'appareil industriel français* ». La répartition géographique des incitations à l'emploi relevant du pacte national montre que ces mesures ont profité en premier lieu « *aux régions peu industrialisées connaissant des difficultés d'emplois moins marquées que dans les régions faiblement utilisatrices* ».

Mal orientées, les aides sont aussi acheminées à travers un maquis administratif parfois rocambolesque. Qui peut s'y retrouver ? Certaines interventions sont doublées, au plan national et au plan régional ; certaines procédures « *peuvent faire intervenir au moins dix administrations différentes* ». L'empirisme gouverne, les mesures s'ajoutant aux autres, avant même que les premières aient pu produire leurs effets. Il arrive que les objectifs soient incompatibles entre eux : « *Par exemple, n'est-il pas assez contradictoire d'encourager les travailleurs à accéder à la propriété de leurs logements par l'institution de prêts immobiliers relais, et de les inciter simultanément à changer de département ou de région, par des indemnités dites de mobilité ?* » De même, en ce qui concerne le pacte national pour l'emploi, il peut paraître contradictoire de prétendre « *dans un seul mouvement « placer » le plus vite possible des jeunes, et vouloir créer des formules de transition destinées précisément à retarder — pour mieux à préparer — leur entrée dans la vie active* » ?

Les réformes proposées

MM. Bloch-Lainé et Janicot déplorent l'absence d'un échelon territorial unique de coordination et d'impulsion, et consacrent la dernière partie de leur rapport à des propositions visant à simplifier la gestion des aides aux personnes et à coordonner davantage celle des aides aux entreprises. Il conviendrait, estiment-ils, d'harmoniser les régimes, et de distinguer davantage celui d'assurance de celui d'assistance : « *Le second, alimenté sur fonds publics, prendrait en charge les chômeurs qui ne seraient plus couverts par le premier.* » On peut également envisager de transférer à l'UNEDIC l'essentiel des responsabilités, l'Etat définissant les types de prestations et fixant le montant de sa contribution. Le mode d'allocations devrait inciter les intéressés aussi bien à reprendre du travail qu'à se former davantage, ce pour quoi les auteurs du rapport proposent deux solutions : 1) Création d'une allocation de base servie à tout chômeur au taux maximum de 60 % du salaire antérieur ; 2) Versement d'indemnités supplémentaires « récompensant » les efforts individuels soit de formation, soit de recherche d'emploi.

Qui plus est, « *le risque de chômage ne doit pas souffrir d'une sorte de « suspicion » a priori, même s'il est hors de question de faire de l'inactivité une sinécure* ». Plus subi que volontaire, le chômage devrait être assimilé aux autres risques sociaux. Considération qui amène les auteurs à proposer (autre solution) intégrer l'UNEDIC dans l'organisation générale de la Sécurité sociale. Cela dans l'intention d' « *introduire une certaine cohérence dans le maquis des revenus de remplacement* ».

S'agissant de l'aide aux entreprises, leur dispersion et les risques de surenchère régionale qu'elles engendrent justifient qu'on les réforme. A la règle de départ : « Pas d'aide sans emploi », s'est substituée une habitude inverse : « Pas d'emploi sans aide ». Il se confirme que pour coordonner les aides aux entreprises, « *il faudrait mieux localiser et mieux organiser la politique de l'emploi* ». Les arguments ne manquent pas pour démontrer que tout devrait être reporté à l'échelon régional, carrefour de la vie économique du pays. On sait que le gouvernement n'y est pas opposé qui se promet de donner une plus grande autonomie aux agences régionales pour l'emploi. En conclusion, si ces propositions, fondées sur une analyse précise de la situation « *vont toutes dans le sens de la simplification et de la coordination de l'action administrative* », elles supposent, au-delà, « *des choix de nature politique* ».

M. BOULIN : tous les courants politiques doivent rechercher des solutions au chômage.

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, souhaite que M. Robert Fabre réussisse dans sa mission. « *Ce serait merveilleux, je l'embrasserai sur les deux joues,* a-t-il déclaré lundi 11 septembre, à Bordeaux, *s'il peut contribuer à résorber le chômage en France. Si M. Robert Fabre arrive à trouver la potion d'Astérix, je suis preneur.* »

M. Boulin a d'ailleurs profité de l'occasion pour lancer un appel à toutes les bonnes volontés : « *Le problème du chômage,* a-t-il dit, *n'est pas spécifiquement français. Il existe partout. Aussi, tous les courants politiques doivent rechercher des solutions* ». Le ministre a rappelé qu'il avait entrepris de visiter, ainsi que les secrétaires d'Etat, les régions de France pour présenter le deuxième pacte national pour l'emploi. « *Je parcours la France,* a-t-il ajouté, *pour convaincre les responsables patronaux, petits et grands, d'embaucher des jeunes.* » S'il faut en croire M. Boulin, ce deuxième plan marque une évolution par rapport au premier : « *Les patrons sont en effet conscients maintenant que le contrat de formation est la bonne voie. Ils ont reconnu que l'an dernier l'effort avait été trop porté sur les stages pratiques.* »

● *Occupation d'usine à Rillieux (Rhône).* — Un établissement de Pont-à-Mousson, fabriquant des compteurs d'eau, a été occupé lundi matin par la quasi-totalité des cinquante-six ouvriers en grève depuis jeudi dernier. Leurs revendications portent sur l'emploi, les salaires et les qualifications.

Prenant prétexte de la déconfiture de Terrin

Les entreprises marseillaises de réparation navale refusent d'accorder une augmentation de 3,7 % des salaires

De notre correspondant

Marseille. — Le comité d'entreprise des Ateliers provençaux du groupe Terrin s'est réuni lundi 11 septembre pour entendre les syndics du règlement judiciaire faire part du licenciement collectif touchant 400 salariés.

Les garanties financières sont équivalentes à celles accordées aux salariés de la SPAT, mais un point reste encore à régler : celui du paiement de l'augmentation de salaires de 3,7 % accordée à la réparation navale depuis juin 1978. Mais les responsables de la Compagnie marseillaise de réparation (C.M.R.) et des établissements Paoli se sont opposés à cette revalorisation, en publiant le communiqué suivant : « *Au moment où l'effondrement du groupe Terrin paraît imminente, au moment où les entreprises survivantes de la réparation navale réfléchissent, compte tenu de leurs pertes en 1978, aux moyens de rester compétitives, une augmentation de 3,7 % des salaires demandée par les organisations syndicales apparaît comme un défi au bon sens.* »

Cette position est « inadmissible » pour les syndicats. Les représentants C.G.T. déclaraient peu après « *que l'opportunité d'une poursuite judiciaire serait envisagée si les ouvriers de la réparation navale ne recevaient pas ce qui leur est dû* ».

De leur côté, après la manifestation publique de lundi matin, les syndicats C.F.D.T. et C.G.T., ainsi que les partis politiques, se mobilisent pour préparer la journée « Marseille ville morte » du jeudi 14 septembre. Tandis que les unions départementales appellent à la mobilisation pour que cette manifestation soit celle de tous les Marseillais, la fédération départementale des Bouches-du-Rhône du parti socialiste, dans une « lettre ouverte à la population », rappelle que « *la mort de Terrin serait le déclin de Marseille et que le groupe de réparation navale peut et doit vivre* ».

La fédération du P.C. annonce que M. Guy Hermier, député, qui fait partie de la délégation qui sera reçue par M. Boulin, mercredi à Paris, remettra au ministre du travail et de la participation, un plan de sauvegarde « *sans licenciements ni renoncement aux avantages acquis* ».

Pour sa part, M. Boulin, interrogé sur sa venue à Marseille, a déclaré : « *Ce n'est pas avec une ville morte qu'on réglera le problème Terrin. Il faut savoir si l'on veut traiter une affaire ou si l'on veut se coucher sur les routes. Je répète que le gouvernement n'est pas responsable dans cette affaire. Il est prêt à apporter son concours, à condition que l'affaire puisse être sauvée et qu'un plan de redressement lui soit présenté. Ce qui n'est pas le cas au moment où je vous parle.* » — J. C.

● *Confirmation des mesures de licenciement aux chantiers navals de La Ciotat.* — Les mesures de licenciement aux chantiers navals de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) ont été confirmées lundi 11 septembre devant le comité d'entreprise. Le directeur, M. Jean-Marie D'Huart, a précisé que parmi les mille trois cent trente-quatre suppressions d'emploi, trois cents étaient des départs volontaires à la retraite. Il a aussi fait état de commandes éventuelles que pourraient recevoir les chantiers : une usine de dessalement de l'eau de mer pour l'Algérie, un car-ferry pour les lignes de Corse et trois cargos pour la Pologne.

Il ne faut pas se contenter d'actions de protestation

déclare M. Edmond Maire (C.F.D.T.)

Les divergences de stratégie entre la C.G.T. et la C.F.D.T. pourront-elles empêcher les deux principales centrales ouvrières de « passer à l'action » dans la lutte contre le chômage ? Après l'échange de lettres entre ces deux syndicats, et face aux récentes réorientations du gouvernement à propos du budget, de l'emploi et de la durée du temps de travail, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a annoncé, lundi 11 septembre, qu'une rencontre entre les deux organisations était proposée à la C.G.T. pour le 18 septembre (*le Monde* du 12 septembre). Il a toutefois souligné « *un désaccord sur les formes d'action* » entre les deux centrales, la C.G.T. proposant l'organisation d'une semaine revendicative avec des rassemblements régionaux et l'envoi de délégations au patronat et au gouvernement. La C.F.D.T. préconise pour sa part des actions au niveau des seules entreprises et des chambres patronales. « *Il ne faut pas se contenter d'actions de protestation et de démonstration dont on ne voit pas sur quoi elles pourraient déboucher* », a déclaré M. Maire, qui a rappelé comment la C.F.D.T., il y a quelques mois, s'était opposée aux grandes journées nationales d'action qui, selon lui, prenaient trop le caractère d'une protestation sans lendemain. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a tout de même noté « *avec intérêt* » que M. Séguy, son homologue cégétiste, avait aussi fait allusion, dans sa récente lettre à la C.F.D.T., à la possibilité d'actions dans les branches professionnelles.

Commentant pour sa part le projet de budget pour 1979, M. Michel Rollant, membre de la *commission exécutive* de la C.F.D.T., a déclaré que ce budget était « *la parfaite illustration de la méthode et des orientations du premier ministre* ». Il s'agit là, a-t-il dit, d'un budget conservateur. Ce budget « *libéral* » traduit aussi, selon M. Michel Rollant, « *l'absence de volonté d'agir sur les investissements et sur les structures* ».

Enfin, à propos du travail à temps partiel, la C.F.D.T. estime que « *ce n'est pas la bonne méthode pour créer des emplois suffisants* », mais que ce type de travail peut répondre à un besoin « *dans certaines circonstances* ». Toutefois, elle demande que les salariés à temps partiel bénéficient, au prorata de leurs heures de travail, des mêmes droits sociaux que les autres salariés et des avantages des conventions collectives.

TROIS BLESSÉS LÉGERS AU PUY AU COURS D'UNE MANIFESTATION CONTRE DES LICENCIEMENTS

(De notre correspondant.)

Le Puy. — Après les licenciements aux Tanneries françaises réunies, l'annonce de la suppression de cent onze emplois à l'entreprise Elastelle-Tissel (tissus élastiques), dont quatre-vingt-un licenciements, une certaine tension sociale est apparue au Puy. C'est précisément pour tenter de régler ce dernier conflit qu'une « table ronde » avait été organisée lundi à la préfecture en présence de M. Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, réélu député du Puy en mars, du préfet M. Lavigne, entre la direction d'Elastelle-Tissel et les représentants de l'intersyndicale C.F.D.T., F.O., C.G.C.

Commencée à 11 heures, la réunion devait se prolonger jusqu'à 15 heures tandis qu'environ cent cinquante manifestants scandaient des slogans et brandissaient des pancartes devant les grilles de la préfecture. A la sortie d'un délégué syndical annonçant que les négociations étaient restées bloquées, une certaine agitation gagnait les manifestants qui, bientôt, se heurtèrent à une compagnie de C.R.S. qui avaient pour mission de protéger le départ de M. Barrot. Quelques manifestants armés de bâtons furent alors chargés par les C.R.S. et il y eut trois blessés (deux manifestants et un représentant du service d'ordre), mais sans gravité. Quelques personnes se plaignaient de contusions. Trois manifestants ont, d'autre part, été gardés à vue pour être interrogés, à la demande du procureur de la République.

L'ENSEMBLE DES SYNDICATS DE SACILOR-SOLLAC APPELLENT A UNE GRÈVE GÉNÉRALE LE LUNDI 25 SEPTEMBRE

Les syndicats C.F.T.C., C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. des usines métallurgiques Sacilor-Sollac ont décidé le lundi 11 septembre, à Hayange (Moselle), de lancer aux trente-sept mille sidérurgistes du groupe un mot d'ordre de grève générale pour le lundi 25 septembre.

Les syndicats entendent protester contre la dégradation de la situation de l'emploi dans la sidérurgie, les licenciements, les mutations et les déclassements. Selon eux, les vraies solutions passent par l'arrêt des licenciements de fait et la garantie de l'emploi aux travailleurs de la sidérurgie et des mines de fer, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, la retraite à cinquante-cinq ans.

AFFAIRES

L'âpreté de la concurrence entre les compagnies d'assurances pourrait limiter les effets d'une liberté totale des tarifs

La montée persistante des cours des valeurs françaises à la Bourse de Paris a donné naissance à des rumeurs suivant lesquelles les compagnies d'assurances procéderaient à des achats nourris en échange d'une libération de leurs tarifs en 1979. Une analyse de la situation actuelle montre que la base de ces rumeurs est bien mince : les compagnies ont suffisamment de motifs pour s'intéresser d'elles-mêmes aux actions sans y être forcées ; par ailleurs, elles jouissent depuis 1972 d'un régime de « liberté surveillée » dont l'élargissement serait accueilli avec un enthousiasme mitigé en raison de l'âpreté de la concurrence.

Les organismes d'assurances, on le sait, sont tenues de prélever sur le montant des primes (67,7 milliards de francs en 1977) des « provisions techniques » destinées à garantir les paiements en cas de décès, d'accidents ou de sinistres. En matière de placements, elles ne subissent d'autre contrainte que de détenir un minimum de 33 % d'obligations et un maximum de 40 % d'immobilier. Contrainte bien douce, puisque, au 31 décembre 1977, les obligations représentaient 50,9 % et l'immobilier 18,5 % d'un encours total de 132 milliards de francs. Quant aux actions, elles ne constituent que 16,5 % de cet encours, contre 25 % en 1965, leur part des 15 milliards de francs investis en 1977 ne s'élevant même qu'à 12 %.

Des victimes ?

Or, depuis le 1er janvier 1978, les compagnies peuvent bénéficier de l'avoir fiscal sur les actions au taux plein (50 %), contre 12,5 % auparavant, et certaines d'entre elles n'ont pas encore tiré toutes les conséquences de cette disposition fiscale. Ensuite, les perspectives de la Bourse s'étant améliorées, les placements en actions redeviennent plus alléchantes (ou moins catastrophiques), notamment sur les valeurs à large marché et à rendement élevé. Dans ces conditions, le souci manifesté par les pouvoirs publics de voir les compagnies d'assurances prendre leur part des investissements en actions dans le cadre de sa nouvelle politique coïncide avec les intérêts immédiats de cette profession.

Quant à la liberté des tarifs, elle est effectivement réclamée par les compagnies. A l'heure actuelle, et depuis 1972, il n'existe plus de tarifs d' « autorité », la direction des assurances au ministère de l'économie se bornant à examiner verbalement chaque année les résultats des compagnies et leurs proposition de relèvement de tarifs. Si ces résultats sont insuffisants, et de nature à menacer l'équilibre entre les engagements et les provisions, les compagnies sont « pressées » — pratiquement obligées — de rétablir cet équilibre en majorant leurs tarifs. Si leurs résultats sont largement excédentaires, elles reçoivent des « conseils » de modération, qu'elles ne sont pas forcées de suivre, tant s'en faut. C'est, plus sûrement, la concurrence qui s'en charge.

La grande nouveauté des dernières années est qu'une certaine anarchie tarifaire s'est installée, notament dans la branche automobile, notoirement déficitaire, et dans le secteur « risques industriels », où une guerre des rabais fait rage. Dans ces conditions, l'octroi d'une liberté permettra aux compagnies de prendre leur pleine responsabilité en matière de tarifs ; mais il risque également de faire des victimes : dans la profession, certains souhaiteraient, sans le dire, travailler à l'abri de normes tarifaires imposées.

Quant à l'obligation de détenir un minimum d'actions au titre du placement des provisions, qui serait la contrepartie d'une liberté totale, elle apparaît peu compatible, pour l'instant, avec ladite liberté.

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER

Selon l'O.C.D.E.

La Belgique doit assainir ses finances publiques

La Belgique connaîtra en 1978 une évolution contrastée, indiquent dans leur étude annuelle les experts de l'O.C.D.E. Le taux annuel de hausse des prix pourrait être ramené à 4,75 % (7 % en 1977), mais le chômage (1) toucherait 7,5 % de la population active (6,6 % en 1977). Ces résultats seraient dus à une activité économique extrêmement faible : le P.N.B. n'augmenterait que de 2,75 % en 1978 (+ 1,8 % en 1977). La consommation privée progresserait seulement de 2,5 % et les exportations de 3,5 %. L'augmentation des importations resterait toutefois modérée (3,75 %), ce qui permettrait un retour à l'équilibre de la balance courante.

Aussi les experts recommandent-ils dans l'immédiat une stimulation de l'activité économique et, à moyen terme, l'assainissement des finances publiques, dont le besoin de financement représente actuellement plus de 7 % du P.N.B. En raison de sa forte dépendance à l'égard des échanges extérieurs, il serait « *difficile et probablement peu efficace pour Bruxelles de mettre en œuvre, isolément, une politique nettement expansionniste* ». Toutefois, du fait de sa situation assez favorable sur le front des prix et de la balance des paiements, la Belgique se trouve « *particulièrement bien placée pour participer au programme international de relance concertée* ».

Pour l'instant, il serait souhaitable de poursuivre l'effort de contrôle de la progression des dépenses courantes, tout en accroissant leur efficacité pour arriver, à long terme, vers une forme de financement garantissant « *une flexibilité suffisante de la politique budgétaire* ». Au-delà des mesures purement conjoncturelles, une amélioration durable de la situation de l'emploi paraît devoir passer par la poursuite d'interventions structurelles, tandis que seraient mises en place des structures d'accueil pour les investissements étrangers à haute intensité technologique.

(1) *La Belgique comptait fin août 270 532 chômeurs complets, soit 0,8 % de moins que le mois précédent. Par ailleurs, depuis le début de janvier, le nombre de chômeurs partiels est en constante diminution : 103 120 chômeurs partiels en janvier, 29 035 en juillet.*

En Grèce

LE GOUVERNEMENT VA ENCOURAGER LES INVESTISSEMENTS ET FREINER LES IMPORTATIONS

(De notre correspondant.)

Athènes. — Lors de l'inauguration de la quarante-troisième Foire internationale de Thessalonique, le premier ministre, M. Caramanlis, a souligné la nécessité d'une étroite collaboration entre le gouvernement et le peuple grecs. Si, « *dans un monde troublé, la Grèce bénéficie de la stabilité politique, du progrès économique et de la paix sociale* », il ne faudrait pas oublier « *que cette situation, au lieu de s'améliorer, pourrait fort bien se détériorer rapidement si les mentalités étroites et égoïstes prévalaient* ».

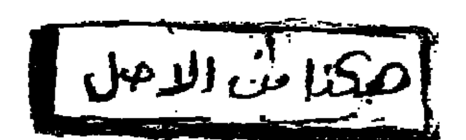
Analysant la conjoncture, M. Caramanlis a indiqué qu'en 1978 le revenu national grec progresserait de 6 % contre 3,9 % en 1977. De leur côté, les investissements augmenteront de 6 %, ce qui demeure toutefois insuffisant pour assurer l'adaptation de l'économie grecque à la C.E.E. Aussi, dès le début de l'année prochaine, le gouvernement prendra-t-il toute une série de mesures destinées à encourager les investissements productifs.

Des mesures doivent également être prises afin de freiner le rythme de certaines importations. En effet, le déficit de la balance commerciale, qui était de 1 267 millions de dollars en 1977, devrait atteindre cette année 1 500 millions de dollars. Alors que l'an dernier les importations de voitures ont représenté 400 millions de dollars durant l'ensemble de l'année, en 1978, pour le seul premier trimestre, elles ont déjà atteint 264 millions de dollars.

M. M.

CANADA

● *La Banque du Canada* a augmenté son taux d'escompte, qui passe de 9 % à 9,5 %. Ce taux avait été fixé à 9 % en juillet dernier, après être passé de 7,5 % à 8 % en mars, puis à 8,5 % au mois d'avril.



MARCHÉ COMMUN

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

II. — Les paysans espagnols à la recherche de l'indépendance

Les agriculteurs du midi de la France craignent l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Faute de pouvoir s'y opposer, ils exigent des pouvoirs publics des mesures de développement propres aux quatre régions Provence - Côte d'Azur, Languedoc - Roussillon, Midi - Pyrénées et Aquitaine (« le Monde » du 12 septembre). Plus que l'agriculture espagnole d'aujourd'hui, c'est celle des dix années à venir qui fait peur aux paysans français. Qu'en dit-on à Madrid ?

De notre envoyé spécial JACQUES GRALL

Madrid. — *« Savez-vous pour-oi les taureaux de combat ont pattes plus faibles ? C'est rc. qu'en Espagne les parcours s manades ont été réduits de itié et reconvertis en vignoble, rres à céréales ou vergers. »* tte histoire, racontée autour s arènes de Béziers, illustre sentiment des exploitants franis. L'agriculture espagnole fait ur parce que, dans l'ignorance sa réalité, on lui accorde un tentiel de développement considérable.

Pour les paysans français du di, l'agriculture en Espagne, ce nt 21 millions d'hectares cultis et 14 millions en réserve ; plan d'autosuffisance dans rtes les productions ; 3 millns d'hectares irrigués, mais 000 hectares supplémentaires r an, avec de l'eau gratuite : capacité de porter ainsi de 27 50 millions d'hectolitres le vone de la récolte annuelle de 1. C'est encore, selon les uns, système anarchique à l'itanne, où le cadastre viticole xiste pas ; pour les autres, c'est, contraire, une administration ide, d'autant plus dangereuse 'elle sera capable de faire apquer les réglementations commautaires et de se faire finan- son développement par le nds européen d'orientation et garantie agricole.

Les pays du nord de l'Europe voient dans l'entrée de l'Espagne l'occasion de se procurer une alimentation à moindre coût. Mais les Espagnols se trompent sans doute quand ils en déduisent que les Anglais, les Allemands et les Néerlandais accepteront d'accroître leurs propres charges pour le développement de l'agriculture en Espagne.

L'optimisme règne en tout cas de ce côté des Pyrénées. *« Nous avons fait un sondage auprès de nos adhérents. Ils sont en général tous favorables et attendent l'entrée de notre pays dans la Communauté européenne avec impatience. »* Le représentant de la Coordinora de agricoltores y ganaderos qui parle ainsi nous reçoit dans un appartement transformé en siège social. Depuis deux ans que la liberté d'association existe en Espagne, les organisations syndicales se sont multipliées. Les anciennes maisons des anciens syndicats officiels sont trop exiguës. Les cartes ont été redistribuées : trois organisations se partagent le terrain : la Coordinora, la plus à gauche dit-on au ministère de l'agriculture, représente les petits et moyens exploitants ; il y a un Centre des jeunes agriculteurs et aussi la Confédération nationale des agriculteurs et éleveurs, qui, selon la Coordinora, regroupe les gros producteurs.

Les craintes françaises jugées peu justifiées

Le gouvernement a mis en place des chambres d'agriculture, à l'image du système français, pour avoir en face de lui un interlocuteur unique. Les élections sont terminées au plan régional, mais il n'y a pas encore de structure nationale. Dans certaines régions, les associations d'agriculteurs ont boycotté ces élections, car elles ne veulent pas hériter du personnel des organisations franquistes, que l'Etat veut leur attribuer. Dans ces conditions, il est difficile de connaître le rapport de forces exact au sein des organisations syndicales paysannes. *« Les paysans espagnols,* reprend le représentant de la Coordinora, un agriculteur et non un permanent administratif, *veulent participer à une Europe verte forte. Nous nous attendions à la réaction des paysans français, mais nous regrettons qu'il n'y ait eu entre nous aucun contact direct. Des négociations seront ouvertes avant la fin de l'année. »*

Selon lui, les craintes françaises sont héritées de souvenirs déjà anciens, du temps du franquisme. Le coût de la main-d'œuvre augmente vite en Espagne. Les salaires auraient déjà doublé de 1974 à 1978.

Les garanties de prix, si elles sont importantes, ne sont pas les objectifs essentiels de la Coordinora. Pour elle, il s'agit, en premier lieu, d'atteindre en Espagne et en Europe une autonomie suffisante pour se dégager de la tutelle, tant américaine que soviétique, sur le plan des approvisionnements ou de la technologie. *« Nous sommes totalement contre l'intervention des entreprises américaines sur le marché espagnol, contre les importations de soja et de maïs. »*

En second lieu, la Coordinora, en s'asseyant à la table du gouvernement, veut discuter d'une réforme structurelle, de l'orientation des productions, de meilleures conditions de vie. *« Nous savons bien qu'il faut favoriser certaines régions et certains produits pour tenir compte du contexte social, du taux de chômage. Ce raisonnement, nous le tenons pour l'Espagne. Nous le tiendrons aussi pour l'Europe. »*

Pour les vignerons du Midi, par exemple ? *« Nous produisons un vin meilleur et moins cher. En Espagne, certaines pratiques, comme l'irrigation ou le sucrage, sont interdites. Pour l'avenir, il est préférable de vendre moins de vin, mais d'avoir une meilleure qualité. »* Mais les exportations ? *« A l'avenir, nous devrons essayer d'exporter le plus possible... Nous pensons que ni l'agriculture espagnole ni celle des autres pays d'Europe ne gagnera ou ne perdra. Chacun gagnera un petit peu et perdra un petit peu. Nous voulons arriver à être connu des agriculteurs des pays de l'Europe, et dialoguer. »*

« Chacun gagnera et perdra un peu »

Au ministère de l'agriculture espagnol, M. Rodriguez Molina, qui est habituellement en poste à Bruxelles, n'y va pas par quatre chemins : *« Je ne suis pas surpris par la réaction des agriculteurs du Midi de la France. Dans la région du Languedoc-Roussillon, les paysans voient les camions espagnols passer tous les jours. Par contre, je suis surpris par le manque de rigueur d'analyse que font les Français. Nous importons, en Espagne, 4 millions de tonnes de maïs ; or rien ne vient du Sud-Ouest français. Pourquoi ? Les conditions d'accès sont pourtant les mêmes pour tout le monde. Ne serait-ce pas une question de qualité ?*

» Nous importons 30 % de nos besoins en lait. Certaines années, la France nous fournit du lait liquide. Pour le lait en poudre, dont nous avons besoin pour le bétail, les producteurs français ne sont pas compétitifs par rapport au marché mondial.

» Le seul atout de notre agriculture, c'est notre agressivité commerciale. Depuis vingt ans, les paysans français ne sont pas capables d'avoir la même agressivité. Depuis 1958, le commerce des céréales s'est développé en France, et celui des fruits et légumes ne l'a pas fait. Ce n'est pas la faute de l'Espagne s'il existe un déséquilibre entre les régions françaises. La viticulture espagnole n'est pas responsable de la crise du Languedoc-Roussillon... »

Le potentiel de l'agriculture espagnole, qui fait tant peur en France, fait sourire M. Rodriguez Molina : *« Nos 2,2 millions d'hectares irrigués (et non 3), sont à comparer à vos terres labourables. Dans les documents officiels, on parle de 15 000 hectares d'irrigations nouvelles par an (et non 60 000), mais personne n'est capable de justifier ce chiffre. Pas seulement pour des raisons financières, mais techniques aussi : 25 % du territoire subissent une érosion grave. Les terres en jachère que nous pourrions récupérer ? Qu'on me les montre. Penser que nous pourrions doubler notre production de vin parce que, à superficie de vignoble égale à la France, nous produisons moitié moins est un sophisme. Les Espagnols ne sont pas si bêtes. S'ils avaient pu produire davantage, ils l'auraient fait. La vigne est située dans les terres les moins aptes à l'agriculture. Si on a de l'eau, on fera de la luzerne ou du maïs, mais pas du vin. »*

Les prix, selon M. Rodriguez Molina, ne sont pas aussi bas que les producteurs français veulent bien le dire. S'il existe un écart de un à deux entre le prix de garantie du vin espagnol et le prix d'intervention de la C.E.E., les prix du marché espagnol, après plusieurs récoltes déficitaires d'environ 25 millions d'hectolitres, sont, eux, nettement supérieurs au prix garanti. Quant aux salaires espagnols ils ne sont plus sensiblement inférieurs. Reste que, *« pour un vendangeur espagnol, l'expatriation est psychologiquement moins pénible à Montpellier qu'à l'intérieur de son propre pays ».*

De la place pour tout le monde

Des problèmes, il y en aura pour les fruits et légumes. Sans arriver à une planification — impossible pour ces produits, — l'Espagne croit que le bon sens naturel des paysans permettra d'arriver à une sorte de calendrier naturel. *« Il y a de la place pour tout le monde, un marché de 300 millions de consommateurs qu'il ne faut pas décourager par des prix élevés et des aliments de mauvaise qualité. »*

Mais, est-ce que oui ou non la politique agricole espagnole tend vers l'autosuffisance ? Les réponses sont plus floues. *« Nous attendons qu'une organisation professionnelle représentative soit mise en place pour élaborer un programme. Compte tenu de notre modèle alimentaire, avec le développement de la consommation de viande, l'autosuffisance n'est pas possible. Il nous faudrait 400 000 hectares de soja et autant de maïs. »*

Le discours du gouvernement n'est pas éloigné de celui de la Coordinatora : il faut à la fois à l'Espagne une agriculture économique et une agriculture sociale soutenue pour maintenir les équilibres régionaux et assurer l'indépendance alimentaire du pays. Pour se dégager de la tutelle américaine, on favorise la production de protéines indigènes. Le programme « soja » porte sur 15 000 hectares. En 1982, il y en aura 75 000, de quoi répondre au sixième des besoins. *« En France aussi la culture du soja est possible. Il suffit d'investir dans la recherche. »*

Cette volonté de briser la tutelle américaine n'entraînerait-elle pas des représailles ? *« C'est le risque à courir pour prouver notre volonté d'indépendance politique »*, dit-on à Madrid.

Est-ce suffisant pour rassurer les paysans français ? Il ne semble pas, car s'il n'existe pas à l'heure actuelle de volonté de développer les exportations agricoles, mais seulement *« de consolider les positions acquises »*, la menace subsiste : *« L'entrée de l'Espagne dans la Communauté va modifier les données de notre économie,* ajoute-t-on à Madrid. *Si nous ne vendons pas en Europe de l'acier, du textile, des carreaux de céramique, on fera tout ce qu'on peut pour vendre à l'extérieur nos produits agricoles. »*

Prochain article :

LES PORTUGAIS ENTRE L'INDIFFÉRENCE ET L'HÉSITATION

Les industriels du Midi et du Sud-Ouest :

« Tout de suite, mais... »

Les relations industrielles entre e midi de la France et l'Espagne sont anciennes. Elles se traduisent par une concurrence portuaire entre Bilbao et le Verdon, l'implantation d'entreprises françaises au-delà des Pyrénées et quelques installations espagnoles en deçà, plus récentes.

L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ? *« Oui, et tout de suite »*, disent l'ensemble des industriels, parce que cela mettra fin aux avantages procurés aux exportateurs espagnols par l'accord préférentiel de 1970 entre l'Espagne et le Marché commun. *« On peut estimer qu'actuellement les droits de douane perçus par la C.E.E. sont en moyenne de 3 à 5 % contre 15 à 20 % du côté espagnol »*, écrivait récemment M. Claude Moreau, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine. Derrière cet abri, l'industrie espagnole a pris son essor : le triangle Saint-Sébastien - Bilbao - Pampelune ecèle de fortes industries lourdes ou de transformation. A l'inverse, l'industrie d'Aquitaine est en décélération : difficultés dans e textile, le bois, la chaussure, a conserverie.

M. Chatillon dirige à Bordeaux me fabrique de machines à embouteiller qui emploie deux cent quarante salariés. *« Travailler vec l'Espagne, pour les industriels de la région qui le souhaitaient, c'est fait, non plus à faire. Ou bien nous avons investi directement, acheté des usines, créé les filiales, ou bien nous travaillons sous licence pour tourner les barrières douanières. Avec ces investissements français, allemands, américains aussi, e retard industriel de l'Espagne st comblé. Ce pays fabrique de out ; je suis, par exemple, en ourparlers pour acheter ma onderie à Bilbao. Les entreprises avec lesquelles nous travaillons ne font que du montage et ous-traitent l'usinage. Ici ce ne erait pas possible. »*

Les investissements espagnols n France sont, eux, plutôt discrets. *« A la Foire de Bordeaux, n invite les Espagnols comme e nouveaux oncles d'Amérique. »* Il y a eu quelques implantations autour de Perpignan en 972-1973, mais il s'agissait surtout de s'installer pour voir et e roder aux mécanismes européens ; il y eut peu d'emplois ouveaux. A l'autre bout de la haine des Pyrénées, à Bayonne u à Hendaye, on s'attendait à n phénomène identique : il n'a as joué. On prête aux capitaux espagnols l'ambition de s'investir dans une seule branche : le tourisme.

Les milieux bancaires n'enregistrent pour l'instant aucune accélération des échanges, voire des contacts, entre industriels de part et d'autre des Pyrénées. *« L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, mes clients ne m'en parlent pas. C'est un problème lointain »*, nous a dit un banquier. *« Je préfère un monde industriel partant de nos activités naturelles »*, dit le président de la chambre d'agriculture de Perpignan. *« Si nous avons une entreprise qui vend des calibreurs à travers le monde, c'est parce que nous produisons des fruits et si une autre exporte des canots, c'est parce que nous avons la mer. »* Pourtant, à travers le marché espagnol, c'est celui, immense, de l'Amérique du Sud qui est visé par les industries françaises les plus compétitives.

Régionalement, le potentiel industriel de l'Espagne, ses réserves de matières premières et de main-d'œuvre, surtout son agressivité commerciale, font peur. Nombre de chefs d'entreprises commencent à dire : *« L'Espagne dans la C.E.E., oui, le plus tôt possible, mais à condition que les règlements européens soient respectés. »* Le réflexe régional est à l'image de celui des agriculteurs : obtenir de Paris le maximum. *« C'est l'occasion,* dit M. Hourcade, secrétaire général du Comité d'expansion d'Aquitaine, que préside M. Chaban-Delmas, *d'obtenir des infrastructures considérées de Paris comme des revendications régionales, mais qui prendront un intérêt national quand l'Espagne entrera dans la Communauté. »* Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le plan de renouveau aquitain est sorti le 10 septembre. La région demande en plus des crédits nécessaires à l'agriculture (hydraulique et recherche), un effort pour l'équipement du Verdon, un autoport pour Hendaye, qui voit passer 60 % du trafic routier Espagne - C.E.E., un centre de fret international à Bayonne, un soutien technique pour les exportations, et, surtout, la réalisation de l'autoroute Irun - Toulouse - Montpellier, qui doit se faire rapidement si l'on veut éviter que cette transversale ne soit lancée derrière les Pyrénées. *« Hélas !* soupire M. Hourcade, *on nous annonce que la liaison Bayonne - Pau sera retardée... »*

CORRESPONDANCE

L'Europe et le contrôle des prix

M. Marc Somerhausen, premier président émérite du Conseil d'Etat de Belgique, nous écrit :

Je lis dans l'article de Bernard Stasi paru dans votre numéro du 1er septembre, la phrase suivante : « Ce n'est pas par » hasard... si tous les pays euro- » péens ont abandonné le contrôle » des prix, jugé partout ineffi- » cace... »

Je pense que cette affirmation est inexacte. En ce qui concerne la Belgique, un contrôle général des prix est en vigueur en vertu d'un arrêté-loi du 22 janvier 1945, dont les dispositions ont été confirmées par la loi du 30 juillet 1971 sur la réglementation économique et les prix. Tout récemment encore, le ministre des affaires économiques répondait à une question parlementaire du 28 février 1978 que les dispositions de cette loi étaient applicables aux prix et tarifs des produits, matières, denrées, marchandises et des prestations pratiqués par des personnes privées ou publiques. En conséquence, toute hausse des prix de l'eau envisagée par les régies communales ou intercommunales devait être soumise à la procédure légale.

CONJONCTURE

Les conditions d'une politique industrielle libérale

(Suite de la première page.)

Il leur faut produire à des coûts comparables de ceux des grands concurrents industrialisés et s'assurer la maîtrise de positions dominantes sur le marché mondial dans les domaines d'activité à forte valeur ajoutée.

Le temps n'est plus où il était demandé à l'industrie française de créer des emplois pour remédier à l'exode rural. Cet objectif n'est plus prioritaire. L'exportation, longtemps considérée comme un moteur auxiliaire de la croissance, se voit privilégiée. Il ne s'agit plus de se contenter de vendre à l'extérieur les surplus.

Un gouvernement libéral pourrait-il choisir une autre politique ? Non sans doute. Au demeurant, qui ne souhaiterait une industrie française forte et compétitive, s'imposant sur les marchés mondiaux ? Mais reste à apprécier les conditions dans lesquelles s'engage ce difficile pari.

Une première constation : l'industrie française accomplit cet effort de restructuration, dans une période de faible croissance, faute d'avoir su mettre à profit le « boom » des années qui ont précédé le quadruplement du prix du pétrole. Voilà qui ne facilite pas les choses.

Seconde constatation : cette révolution concerne une partie non négligeable de l'appareil de production. Dans son remarquable ouvrage, *la Grande Menace industrielle* » (1), Christian Stoffaës écrivait : « *Un tiers de l'industrie française est à l'encan.* » Quelques bons esprits ont cru pouvoir sourire. En fait, si l'on ajoute à la sidérurgie, les chantiers navals, certaines branches du textile, le cuir, le papier, quelques autres secteurs encore, on ne doit pas être loin de cette proportion.

Curieux, si l'on se souvient de l'enthousiasme que déclenchait, il y a quelques années encore, le « miracle » du développement industriel français des années 60. En fait, on découvre aujourd'hui les inconvénients de cette explosion anarchique, qui a préféré souvent le quantitatif au qualitatif et surtout a été mal localisée. Conséquence : il n'est guère de grand groupe qui ne doive aujourd'hui faire un ménage sérieux ; des régions comme le Valenciennois, la Lorraine, la Loire-Atlantique, sont menacées de mort lente industrielle par asphyxie.

Révolutions

La tâche est donc vaste. Elle risque également d'être difficile. En fait, même si le mot n'apparait pas dans les communiqués officiels, la France s'engage dans une politique de spécialisation dix ans après le Japon — et à moindre titre l'Allemagne fédérale, — sans avoir en main les atouts dont disposent ces pays. Son marché intérieur est moins important et plus perméable ; ses réseaux commerciaux à l'étranger sont notoirement inférieurs. Dans ces conditions, la loi du marché risque fort de s'avérer rude... et dommageable. Bien sûr, les pouvoirs publics ne manquent pas d'affirmer qu'il ne s'agit pas de s'abandonner à cette seule loi ; que des secteurs jugés prioritaires ou essentiels seraient protégés ou aidés. L'inflexion de la politique pétrolière qui vient d'être décidée amène cependant à s'interroger...

Pour l'heure la nouvelle politique industrielle se traduit essentiellement par des fermetures d'usines, des suppressions d'emplois et des licenciements. Rien là d'étonnant : le volet *« défensif »* de toute politique de spécialisation est industriellement le plus aisé à mettre en œuvre. Il en va autrement du volet *« offensif »*.

Il s'agit de mener à ce titre une double action : permettre aux entreprises déjà engagées dans la compétition internationale de retrouver ou d'accroître leur compétitivité ; faire accéder au marché mondial des firmes, petites ou moyennes. La réalisation de ce programme ambitieux suppose, comme on va le voir, un profond changement de mentalité des agents économiques, en premier lieu des chefs d'entreprise.

On a souvent déploré, à juste titre, qu'une trop grande part des exportations françaises soit réalisée par quelques grands groupes. Ce n'est pas le fait du hasard. La croissance du marché intérieur aidant, bon nombre de patrons français ont longtemps considéré le marché extérieur comme accessoire. On exportait le surplus de production. La politique des prix pratiquée en France depuis vingt ans et qui permettait, en fait, de gommer plus ou moins la concurrence, ne pouvait que renforcer ce comportement. Il est significatif à cet égard que les représentants des P.M.E. aient manifesté quelque inquiétude devant la politique de libération des prix.

Autre temps, autres mœurs ? Peut-être. Mais à supposer que l'on trouve nombre de candidats à l'aventure du grand large, les problèmes ne seraient pas résolus pour autant, tant il est vrai que, dans cette affaire, la bonne volonté ou la volonté tout court ne sufiront pas.

Pour se placer solidement sur le marché mondial, il faut en avoir les moyens financiers, dirait M. de La Palice. Or la structure financière des entreprises françaises n'est guère satisfaisante : endettement excessif, fonds propres insuffisants. Les pouvoirs publics en sont parfaitement conscients, qui ont engagé, ces derniers mois, une action tendant à rendre les placements en valeurs mobilières plus attractifs. Il est trop tôt encore pour savoir si les résultats répondront aux espérances ; mais on peut d'ores et déjà poser deux questions :

● Est-il rationnel d'inciter les Français à devenir à la fois propriétaires de leur logement et de leur industrie ?

● Peut-on affirmer, comme on le fait périodiquement, que *« l'industrie est devenue la priorité »*, sans réformer en profondeur les structures qui depuis vingt ans privilégient l'agriculture ?

Au demeurant, une réanimation de la Bourse de Paris ne permettrait de répondre qu'aux besoins des sociétés qui y ont accès, ce qui n'est justement pas le cas de ces entreprises petites et moyennes dont on veut faire le nouveau fer de lance de l'exportation. Comment permettre à ces firmes de naître puis de disposer de moyens financiers adéquats ? L'innovation coûte cher ; il faut pouvoir se permettre de chercher et d'échouer. Poser ce problème, c'est, pour une large part, s'interroger sur le rôle des banques.

Responsabilité

Dans un document récent consacré à la politique industrielle, l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie écrit à ce propos : « *Les rapports entre les entreprises et les banques ne sont pas toujours ce qu'ils devraient être, et l'on enregistre ici et là des tensions. Les banques s'intéressent au bilan de l'entreprise plus qu'à son potentiel technologique et commercial et à ses capacités de profit. Elles demandent p[...] fois des sûretés réelles sur [...] biens personnels de l'entrepre[...] et manquent d'audace lorsq[...] s'agit d'aider au démarrage [...] entreprises... Le pouvoir de dé[...] sion des entreprises est en [...] souvent dans les mains des b[...] ques* », constate encore l'AP[...] qui, évoquant « *l'aide aux ent[...] prises nouvelles créées à par[...] d'une innovation* », conclut : « [...] *faut que les banques revoi[...] leurs critères d'appréciation [...] risques encourus.* » Sage prop[...]

Dernière condition : il fau[...] convaincre les Français qui v[...] lent « *vivre au pays* » du b[...] fondé d'une politique qui, dans [...] premier temps du moins, se t[...] duira — se traduit déjà — [...] une augmentation du chôma[...] Il n'est pas certain que suffise [...] promesse de « *surlendemains* [...] *chantent* ». Le mieux serait [...] doute d'associer, d'une mani[...] ou d'une autre, les citoyens [...] décisions qui les concernent.

Les travailleurs de chez Bo[...] sac, ceux de Simca-Chrysler, [...] sidérurgistes qui attendent [...] l'angoisse le nouveau plan [...] peuvent témoigner que la soci[...] de responsabilité qu'on ne c[...] de célébrer dans les propos off[...] ciels s'avère, c'est le moins q[...] l'on puisse dire, une société [...] responsabilité fort limitée...

PHILIPPE LABARDE.

(1) *Le Monde de l'économie* du 18 juillet 1978.

AGRICULTURE

LE GOUVERNEMENT ANNNONCE DES MESURES EN FAVEUR DES ÉLEVEURS DE PORCS

200 millions de francs seront dégagés pour faciliter les problèmes de trésorerie des éleveurs de porcs, a annoncé récemment M. Méhaignerie, ministre de l'agriculture, à une délégation de la Fédération nationale porcine, qui réclamait *« un programme minimum de sauvegarde »*. Le Crédit agricole accordera des crédits de trésorerie de 150 millions de francs aux éleveurs en difficulté, auxquels s'ajoutera une e de l'Etat de 50 millions destinée aux professionnels ayant contracté récemment des emprunts pour construire des porcheries.

En outre, la France déposera à Bruxelles un rapport demandant de soumettre les importations de porcs des pays hors C.E.E. à la délivrance de certificats et de leur imposer un prix minimum nettement supérieur au niveau actuel. Enfin, un groupe composé de professionnels et de fonctionnaires établira dans les prochains mois un dossier sur les écarts de coût de production des porcs dans les différents pays du Marché commun.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep + ou Dép —	UN MOIS Rep + ou Dép —	DEUX MOIS Rep + ou Dép —	DEUX MOIS Rep + ou Dép —	SIX MOIS Rep + ou Dép —	SIX MOIS Rep + ou Dép —
$ E.-U. ...	4,3690	4,3710	— 70	— 30	— 125	— 80	— 310	[illegible]
$ can.	3,7630	3,7700	— 60	— 15	— 130	— 80	— 330	[illegible]
Yen (100)	2,2750	2,2820	+ 90	+ 130	+ 180	+ 220	+ 515	[illegible]
D.M.	2,1880	2,1930	+ 60	+ 90	+ 125	+ 160	+ 430	[illegible]
Florin ...	2,0180	2,0230	+ 40	+ 70	+ 70	+ 100	+ 160	[illegible]
F. B. (100)	13,9080	13,9380	— 40	+ 100	— 110	+ 70	— 250	[illegible]
F. S.	2,6900	2,7030	+ 140	+ 180	+ 290	+ 330	+ 880	[illegible]
L. (1 000).	5,2288	5,2395	— 200	— 150	— 430	— 340	—1300	[illegible]
£	8,4810	8,4J:0	— 320	— 240	— 670	— 580	—1780	[illegible]

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M	3 3/16	3 9/16	3 1/4	3 5/8	3 5/16	3 11/16	3 9/16	3 15[illegible]
$ E-U. ...	8 5/16	8 11/16	8 1/2	8 7/8	8 11/16	9 1/16	9 1/16	9 7[illegible]
Florin ...	1 7/8	2 5/8	4 1/8	5 3/4	4 3/4	5 1/4	5 7/8	6 2[illegible]
F B. (100)	4 1/2	5 1/2	7	7 3/4	7 1/4	8	7 3/4	8 1[illegible]
F S.	1/8	5/8	5/16	11/16	3/8	3/4	7/8	1 1[illegible]
L. (1 000).	7 3/4	10 1/4	11 3/8	12 1/4	11 3/8	12 1/4	12 1/4	13 1[illegible]
£	11	12	11 3/8	12 1/8	11 1/2	12 1/4	11 7/8	12 5[illegible]
Fr. franç..	7 1/8	7 5/8	7 3/4	8 1/4	8	8 1/2	9 1/16	9 [illegible]

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbanc[aire] des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une gra[nde] banque de la place.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
11 SEPTEMBRE

Toujours très ferme

Et ça continue ! Toujours appuyée par ses troupes d'élite, la Bourse de Paris, décidément en pleine forme, a continué, en début de semaine, de progresser assez rapidement et en clôture, avec une avance de 1,5 % environ, l'indicateur instantané s'établissait à son plus haut niveau de l'année et aussi depuis le début de 1975.

Tous les compartiments ont, peu ou prou, bénéficié de la nouvelle vague d'achats qui a déferlé sur le marché, le bâtiment et la construction électrique en en retirant derechef le meilleur.

Saint-Gobain, qui procède à partir d'aujourd'hui à l'augmentation de son capital en numéraire, a encore monté de 2,5 %. Au comptant, le droit de souscription s'est traité à 4,60 F.

Bref, une bonne cinquantaine de valeurs se sont détachées avec des gains s'échelonnant de 1 % à près de 6 %.

D'après les professionnels, les plus gros ordres d'achats passés durant la séance l'auraient été pour le compte du Crédit agricole et des compagnies d'assurances. En revanche, la demande émanant des investisseurs étrangers a diminué. Quant à la clientèle des particuliers, elle apparaît toujours aussi réticente, par crainte peut-être d'un retournement de tendance à court ou moyen terme, à moins que ce ne soit pour conserver des liquidités suffisantes pour acquérir des SICAV Monory.

Sur le marché de l'or, le lingot a regagné 20 F à 29 445 F ; mais le napoléon a perdu 0,50 F à 260 F. Le volume des transactions s'est élevé à 10 millions de francs contre 10,75 millions.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines et surtout des allemandes. Effritement des mines d'or.

LONDRES

Irrégulier

Le marché se calme après sa forte poussée de hausse, rendu prudent par l'ampleur des demandes d'augmentation de salaires. Les mines d'or poursuivent leur lente reprise.

Or (ouverture) (dollars) 206 70 contre 205 65

VALEURS	CLÔTURE 8 9	COURS 11 9
Beecham	740 ...	738 ...
British Petroleum	898 ...	898 ...
Courtaulds	122 ...	121 ...
De Beers	466 ...	485 ...
Imperial Chemical	413 ...	412 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	256 ...	258 ...
Shell	590 ...	588 ...
Vickers	211	208
War Loan 3 1/2 %	31 1/2	31 1/2
*West Driefontein	32 1/4	32 3/8
*Western Holdings	[illegible] 1/8	27 1/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR. — Le résultat brut hors plus-values (ou moins-values) et dividendes perçus des filiales s'élève, pour le premier semestre, à 150,2 millions de francs (+ 35 %) pour un chiffre d'affaires, hors taxes, accru de 10 %, à 3 827 millions de francs (Venette compris).

TAITTINGER C.C.V.C. — Bénéfice net du premier semestre : 1,75 million de francs contre 1,47 million.

SOMMER-ALLIBERT. — Pour l'exercice 1978 entier, les dirigeants tablent sur un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs (y compris les activités de Balamundi) contre 2,09 milliards en 1977, et une marge brute de 130 millions de francs (inchangé).

Au 30 juin, le groupe, dans sa structure actuelle, c'est-à-dire sans Balamundi, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,15 milliard de francs et une marge brute de 48 millions de francs environ.

LAFARGE. — Le conseil d'administration se réunira le 19 septembre pour fixer les conditions de la prochaine augmentation de capital de la société.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 9	12 9
1 dollar (en yens)	192 20	192 20

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 3/8 %

NEW-YORK

La fièvre de hausse qui s'était emparée de Wall Street à la veille du week-end est retombée durant la séance de lundi. Après une nouvelle progression initiale, des ventes bénéficiaires sont apparues, qui ont peu à peu grignoté tous les gains acquis au départ, et, en clôture, l'indice des industrielles s'établissait sans changement à 907,74.

L'activité s'est un peu ralentie : 39,77 millions de titres ont changé de mains contre 42,17 millions précédemment.

L'excellente impression produite par la baisse des prix de gros en août, la première enregistrée depuis deux ans, ne s'est pas démentie. Mais les événements d'Iran et les incertitudes sur les résultats des négociations Begin-Sadate à Camp David ont incité les opérateurs à se montrer prudents. En outre, l'on suit avec attention autour du Big Board le débat engagé au Sénat sur la fixation du prix du gaz, qui constitue la pièce maîtresse du programme énergétique du président Carter. De l'avis général, le résultat du scrutin, qui pourrait intervenir ce mardi soir, risque d'être serré.

Sur 1 920 valeurs traitées, 919 ont monté, 634 ont fléchi et 367 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 8 9	COURS 11 9
Alcoa	47 ...	47 1/4
A.T.T.	61 1/4	62 1/8
Boeing	73 1/2	71 1/4
Chase Manhattan Bank	36 .	35 1/8
Du Pont de Nemours	131 1/2	130 ...
Eastman Kodak	64 1/4	64 ...
Exxon	51 3/4	51 7/8
Ford	46	46 3/8
General Electric	54 5/8	56
General Foods	34 ...	34 1/2
General Motors	66 ...	66 5/8
Goodyear	17 3/8	17 3/8
I.B.M.	302 3/8	300 ...
I.T.T.	33 3/4	33 1/2
Kennecott	23 1/4	23 3/8
Mobil Oil	70 5/8	71 1/2
Pfizer	38 1/2	38 1/8
Schlumberger	92 1/2	91 3/4
Texaco	24 3/4	24 7/8
U.A.L. Inc.	44 1/2	43
Union Carbide	42	41 7/8
U.S. Steel	27 3/8	27 1/2
Westinghouse	23 1/4	23 ...
Xerox	61 1/2	61 1/4

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	8 sept.	11 sept.
Valeurs françaises	151,1	152,8
Valeurs étrangères	107,8	109

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	84,3	85,5

BOURSE DE PARIS - 11 Septembre - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	34	2 844
5 %	52 20	3 065
5 % 1920-1960	a150	3 056
3 % amort. 45-54	71	0 345
4 1/4-4 3/4 % 63	95 50	4 583

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
GAN (Sté) Centr.	616	616
Protectrice A.I.R.	260	285
S.P.E.G.	191	187 50
U.A.P.	555	556
Laffitte-Bail	160	163
Locabail Immob.	328	332
Loca-Expansion	116 20	116
Locafinancière	156	159
Marseil. Crédit	233	233
Immobail	94	94
Cie Lyon. Imm.	116	115
UFIMEG	99 50	99
U.C.I.M.O.	122 20	122 50
Union Habit.	180	180

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 7 % 1973	3889	3850
E.D.F. parts 1958	522	522
E.D.F. parts 1959		521
Ch. France 3 %	173 20	176
A.G.F. (Stb Cent.)	410	400
Ass. Gr. Paris-Vie	1710	1760
Concorde	379	379 80
Epargne France	295	294
Financ. Victoire	283	280
Fonc. T.I.A.R.D.	280	280

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
742	4,5 % 1973	738 70	738 50	738 20	738 ..
2545	C.N.E. 3 %	2578	2572	2578	2575 ..
245	Gen. Electric	237	244 20	244 20	240 30

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
a : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11 9	COURS DES BILLETS échangé de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 382	4 400	4 40
Allemagne (100 DM)	218 770	219 060	219 050
Belgique (100 F)	13 887	13 915	13 916
Pays-Bas (100 fl.)	201 550	201 870	201 87
Danemark (100 krd)	79 600	78 730	79 73
Suède (100 krs)	98 050	98 270	98 27
Norvège (100 k.)	82 940	83 160	83 16
Grande-Bretagne (£ 1)	8 476	8 428	8 49
Italie (1 000 lires)	5 227	5 260	5 25
Suisse (100 fr.)	269 550	269 890	268 89
Autriche (100 sch.)	30 295	30 323	30 32
Espagne (100 pes.)	5 898	5 908	5 90
Portugal (100 esc.)	9 580	9 610	9 61
Canada ($ can 1)	3 76	3 791	3 791
Japon (100 yens)	2 283	2 289	2 28

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11.9
Or fin (kilo en barre)	29200	29375
Or fin (en lingot)	29425	29445
Pièce française (20 fr.)	260 50	260
Pièce française (10 fr.)	204	203 10
Pièce suisse (20 fr.)	260 60	253 50
Union latine (20 fr.)	237 90	239
Souverain	259 60	260
Pièce de 20 dollars	1290 .	1258 40
Pièce de 10 dollars	685	681 .
Pièce de 5 dollars	460	
Pièce de 50 pesos	1145 ..	1141
Pièce de 10 florins	232	239 60

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 12 septembre 1978 a été tiré à 570 066 exemplaires.

A B C D E F G

En Italie

Le débat entre socialistes et communistes demeure sur le plan idéologique

Rome. — Un grand débat, commencé en plein été, agite la gauche italienne. Il est idéologique, mais cache des ambitions politiques. Cette dispute entre communistes et socialistes s'accompagne d'ailleurs de l'éclatement de plusieurs conseils municipaux — comme celui de Venise — gouvernés par des majorités de front populaire.

De notre correspondant

L'Italie n'est pas la France. Son parti communiste est plus fort que le P.C.F. (34,4 % des suffrages aux élections de 1976), mais son parti socialiste est faible (9,9 %). Et, surtout, elle compte un fort parti démocrate-chrétien dont la gauche reconnaît le caractère populaire et la nécessité de collaborer avec lui. On a assisté, ces dernières années, à une redistribution des cartes : les communistes ont quitté l'opposition et les socialistes ont quitté le gouvernement. Les premiers se sont rapprochés de la démocratie chrétienne, les seconds s'en sont éloignés. Les communistes parlent du compromis historique et les socialistes misent, à moyen terme sur l'union de la gauche tout en étant soupçonnés — comble du paradoxe ! — de devenir sociaux-démocrates.

C'est le P.S.I. qui a ouvert le feu à la fin de juillet. Son secrétaire général adjoint, M. Claudio Signorile, affirmait que le parti communiste ne pouvait accéder au gouvernement en raison de sa « *matrice léniniste* ». Il s'est attiré une réponse cinglante de M. Enrico Berlinguer, le 2 août, dans une longue interview à *La Republica*. « *La question de notre légitimité démocratique est un prétexte*, déclarait le dirigeant communiste. *On dirait que le P.S.I. tend à devenir le point de référence d'une aire néo-libérale, néo-social-démocrate et également extrémiste.* »

Trois semaines plus tard, le secrétaire général du P.S.I., M. Bettino Craxi, prenait la plume et publiait dans *L'Expresso* un article fleuve, bourré de citations, dans lequel on pouvait lire les phrases suivantes : « *Entre communisme léniniste et socialisme, il existe une incompatibilité substantielle... Léninisme et pluralisme sont des thèmes antithétiques : si le premier prévaut le second meurt... Le communisme est organiquement totalitaire... Le « socialisme réel » (des pays de l'Est) n'est pas une déviation de la doctrine... Le léninisme est une doctrine millénaristequi, une fois au pouvoir, ne peut que produire un Etat idéologique dirigé par une caste... Son objectif final est la société sans Etat, mais, pour y arriver, il faut étatiser toutes choses.* »

Le P.C.I. est-il encore léniniste ? Oui, nous le sommes, répond M. Berlinguer. Comment pourrions-nous ne plus l'être ? « *Depuis notre naissance, dans notre expérience, dans notre analyse et notre recherche, dans nos batailles, Lénine a une place importante, mais non exclusive et non dogmatique... On ne renie pas l'histoire, on cherche à la comprendre, à la dépasser, à croître et à se rénover dans la continuité.* »

Une offensive sur trois fronts

En d'autres termes, le léninisme n'est pas un « *manuel de règles doctrinales, un bloc de théories à appliquer sans esprit critique* ». Mais qu'est-il au juste ? Le secrétaire général du P.C.I. ne le dit pas. Il confirme, en revanche, que le prochain congrès révisera l'article 5 des statuts obligeant les militants à éudier et à appliquer « *les engagements du marxisme léniniste* », parce que ces deux mots accolés « *peuvent faire penser à un corps doctrinal immobile et définitif* ».

L'offensive des socialistes ne porte pas seulement sur la notion — de plus en plus théorique — de léninisme. Elle concerne aussi des thèmes très concrets : le centralisme démocratique et les liens avec Moscou. D'une part, ces trois carcans empêcheraient le P.C.I. d'être un parti comme les autres. D'autre part, ils le condamneraient à chercher une « *légitimation démocratique* » auprès des forces modérées, donc à n'avoir pour seule ambition que le compromis historique. « *Une gauche gouvernementale n'est pas une gauche qui gouverne avec la démocratie chrétienne, mais qui lui est alternative* », affirme l'un des collaborateurs de M. Craxi.

Les communistes esquivent ces questions en déclarant qu'elles sont inactuelles et d'ailleurs démenties par les faits. Depuis cinquante ans, disent-ils, notre parti a montré son vrai visage, nous n'avons pas d'examen à passer. Ils vantent leur autonomie à l'égard de Moscou et la démocratie de leur organisation interne, tout en sachant qu'ils ne convainquent pas beaucoup leurs interlocuteurs sur ces deux points.

Les amis de M. Berlinguer préfèrent surtout déplacer le débat : pourquoi le parti socialiste prend-il le risque de diviser la gauche « *à froid* », alors qu'aucun événement ne justifie une polémique ? Pourquoi M. Craxi cite-t-il si longuement Proudhon, oubliant Marx ? Veut-il vraiment « *l'alternative de gauche* » (qui est irréalisable en Italie) ou quelque chose de moins avouable ? Sait-il même ce qu'il veut, à part le renforcement du P.S.I. aux dépens du P.C.I. ?

La force des communistes est d'avoir une orientation politique : celle qui « *met l'accent sur la synthèse et non sur la conflictualité, ou sur la synthèse au cœur de la conflictualité* », comme le dit galamment M. Achille Occhetto, membre de la direction du P.C.I. au risque de faire se reourner dans leur tombe Marx, Lénine et quelques autres. Le P.S.I., lui, manque encore d'une ligne précise. Il cherche sa place dans l'échiquier politique et n'hésite pas, depuis l'élection de M. Craxi il y a deux ans, à jouer des coudes.

Le précédent secrétaire général, M. De Martino, ne semble guère apprécier tout ce bruit. En termes à peine voilés, il accuse la nouvelle équipe dirigeante — plus jeune, moins « idéologisée » — de brader l'héritage marxiste et de vouloir gagner des voix à tout prix. Mais comment parler de virage à droite du P.S.I., alors qu'une grande plume de l'extrême gauche comme M. Luigi Pintor a pris la défense de M. Craxi dans le *Manifesto* ?

ROBERT SOLÉ.

Divergences de vues sur la reprise du travail à la SPLI

Des cégétistes ont « occupé » le siège de leur union départementale

De notre correspondant

Rennes. — L'opposition entre la section syndicale C.G.T. des deux usines de la Société parisienne de lingerie indémaillable (SPLI), à Rennes et à Châteaugiron (six cent cinquante emplois avant le dépôt de bilan du 31 mai), et l'union départementale C.G.T. d'Ille-et-Vilaine, s'est sensiblement aggravée lundi 11 septembre avec l'occupation du siège de l'union départementale (U.D.) dont le secrétaire général a été « *retenu* » près d'une heure et demie dans son bureau par une quarantaine d'ouvrières de la SPLI.

Visiblement surpris, le secrétaire général, M. Yannick Frémin, a reproché aux militants de base de venir à la C.G.T. « *comme si vous étiez chez un patron* », ce qui a aussitôt été traduit par les occupants dans le slogan : « *U.D., patronat, même combat.* » Reprochant à l'union départementale de n'avoir pas remis à la section syndicale l'ensemble des chèques de soutien qui lui étaient destinés, les militants ont sévèrement critiqué le fait que l'union départementale ait entrepris des négociations, en passant par dessus la section d'entreprise avec la société Huit S.A., qui se propose de reprendre l'usine de Rennes.

Le 31 août, les ouvrières s'étaient prononcées par 102 voix contre 101 pour cette solution de reprise partielle, qui ne comportait alors que l'embauche immédiate de deux cent trente personnes à l'usine de Rennes. Depuis, l'union départementale a poursuivi les négociations et, samedi 9 septembre, elle est parvenue avec M. Alphen, directeur de Huit S.A., à un accord qui porte l'embauche à quatre cent cinq personnes dans un délai d'un an.

A partir de ce constat de négociations dans lequel elle voit un important succès syndical, l'U.D. a demandé aux ouvrières de se prononcer par lettre avant mercredi 13 septembre à 12 heures *en faveur de la reprise de l'usine* de Rennes par la société Huit S.A. Ce mode de consultation est d'ailleurs contesté par la section syndicale, qui souligne que seuls un bulletin favorable à la reprise et un bulletin blanc ont été adressés aux ouvrières.

De son côté, le conseil municipal de Rennes, qui jusqu'en juillet demandait une solution globale pour l'ensemble des cinq usines que possède la SPLI en Bretagne (1), rejoint désormais l'analyse de l'union départementale.

Par ailleurs, selon l'union départementale C.G.T., une firme anglaise, la société Golden Feld (*chemiserie féminine*), serait intéressée par l'usine de Saint-Brice-en-Cogles, où cent cinquante personnes seraient reprises, tandis que la société Oliver (maillots de bain) pourrait se déplacer à Fougères.

YANN ENJEU.

(1) La C.G.T. est implantée dans les usines de Rennes (450 emplois) et Châteaugiron (200 emplois) ; la C.F.D.T., dans celles de Fougères (370 emplois), Saint-Brice-en-Cogles (330 emplois) et Ploërmel (80 emplois).

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les hausses des salaires ouvriers ont varié de 2,3 % à 8 %

Le ministère du travail publie les résultats détaillés de l'enquête trimestrielle sur l'évolution des salaires ouvriers au cours du deuxième trimestre. L'augmentation moyenne, toutes activités confondues, a été, on le sait, de 5 % (*le Monde* du 2 septembre) ; mais on observe de fortes variations selon les secteurs, allant de + 2,3 % dans la chaussure, à + 8 % dans l'imprimerie et l'édition.

Selon le ministère, la hausse importante du salaire horaire dans certains secteurs est due à une réduction d'horaires intervenue, selon des engagements antérieurs, sans réduction de rémunération, ce qui gonfle le taux horaire. Dans d'autres branches, il y a eu intégration de primes, notamment des primes de vacances, dans le salaire des ouvriers pratiquement *tous* mensualisés. Les deux hausses du SMIC, le 1er mai puis le 1er juillet ont eu des répercussions importantes — parfois même anticipées — bien qu'en principe l'augmentation du SMIC n'ait pas à être hiérarchisée. Enfin, une politique volontariste d'accroissement des rémunérations les plus faibles s'est ajoutée à une certaine revalorisation du travail manuel, choix recommandé par M. Barre lui-même.

L'exemple de l'habillement est significatif : la hausse de l'indice d'avril à juillet y a été de 6,6 % (1,6 % de plus que la moyenne nationale) ; or, on trouve dans ce secteur une majorité de femmes, dont les salaires sont traditionnellement plus proches du SMIC que ceux des hommes, et une majorité de travailleurs manuels. En province, certaines P.M.E. ont accordé elles aussi de substantielles hausses ; dans l'industrie de la chaussure, par exemple, alors que la Fédération nationale de la branche *fait état d'une* augmentation de l'indice du salaire ouvrier de 2,5 % seulement (2,6 % selon le ministère du travail), le syndicat régional de la chaussure de Cholet (Maine-et-Loire) a décidé une hausse de 1,5 % le 1er avril et une autre de 4 % le 1er juillet ; soit, pour la période analysée, environ 3 % de plus que la moyenne nationale de la branche.

De telles évolutions sont observées dans d'autres secteurs employant, pour une grande part, de la main-d'œuvre manuelle : les services d'hygiène (1) : 6,2 % ; le commerce de gros : 5,9 % ; l'imprimerie : 8 % ; le cuir : 6,8 % ; le bois : 5,9 %.

(1) Entreprises en nettoyages de toutes sortes.



La visite à Moscou du ministre grec des affaires étrangères

Les entretiens de M. Georges Rallis se sont déroulés dans un climat amical

De notre correspondant

Moscou. — La visite en U.R.S.S. de M. Georges Rallis s'est achevée le dimanche 10 septembre après que le ministre grec des affaires étrangères se fut rendu à Leningrad et à Kiev.

La visite a eu lieu dans un climat amical dont témoigne l'invitation de M. Kossyguine au premier ministre grec, M. Caramanlis, de faire un séjour officiel en U.R.S.S. Les Soviétiques s'efforçant de pratiquer une politique « équilibrée » entre la Grèce et la Turquie, ils ne pouvaient pas moins faire que de se montrer coopératifs avec M. Rallis alors qu'au mois de juin dernier ils avaient reçu le premier ministre turc, M. Ecevit. La Grèce et l'Union soviétique ont signé une convention consulaire et un accord culturel. D'autre part la partie soviétique a proposé un certain nombre de projets d'échanges économiques et industriels qui seront étudiés par les responsables grecs.

Dans le communiqué commun, la Grèce et l'U.R.S.S. souhaitent que « *le processus de la détente soit prolongé par des démarches sur le plan militaire. La garantie de la sécurité internationale implique des mesures efficaces en vue d'arrêter la course aux armements et d'œuvrer au progrès du désarmement général et complet* ».

A propos de Chypre, la Grèce et l'U.R.S.S. ont réaffirmé qu'elles attachaient « *une attention particulière à la situation de l'île, qui met en danger la paix et la sécurité dans cette région. Elles ont insisté sur la nécessité impérieuse de résoudre dans les plus brefs délais le problème chypriote, partant des principes de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Chypre, du respect de sa politique de non-alignement et de l'application des décisions sur Chypre de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Cette formulation très équilibrée donne satisfaction à la Grèce en ce qui concerne notamment le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre mais évoque d'autre part la nécessité d'une « *internationalisation* » du problème, chère aux Soviétiques.

DANIEL VERNET.

Discussion monétaire à Bâle sur le projet européen

Depuis le début de cette semaine le dollar évolue en dents de scie sur les marchés des changes. A 4,375 F à Paris, 2 DM à Francfort, le cours change guère de niveau constaté au cours des jours précédent, après le raffermissement perceptible depuis la seconde partie de la semaine dernière.

En marge de la réunion mensuelle des gouverneurs de banques centrales au siège de la B.R.I. à Bâle, les gouverneurs des pays membres de la C.E.E. doivent tenir une séance de travail ce mardi 12 septembre. Selon une dépêche en provenance de Bruxelles, la France entrerait l'anée prochaine *dans un « serpent rajeuni »*, à condition que d'ici là des

Des dispositions nouvelles seront prises pour lui éviter de se trouver à nouveau dans l'avenir sans autre issue que de sortir du serpent. Il semble, croit-on savoir à Bruxelles, que l'on soit très avancé sur ce point entre Français et allemands. Le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt *reparleront de la* question le jeudi 14 et le vendredi 15 septembre, lors de leur réunion d'Aix-la-Chapelle.

Finalement, la construction de l'Europe des monnaies se ferait en deux étapes. La France rejoindrait le noyau des monnaies se ferait en deux étapes. La France rejoindrait le noyau des monnaies « fortes » tandis qu'autour de ce noyau (le serpent), une zone plus large, avec des mécanismes plus souples, accueillerait la livre sterling et la lire italienne jusqu'au moment où, à leur tour — d'ici au 31 décembre 1980 — elles rejoindraient le club des monnaies européennes, dont la cohésion et la force s'appuiraient sur un fonds commun de réserve puissant.

Notons encore que mardi les gouverneurs ont passé en revue la question des balances sterling (avoirs en livres détenus par des non Britanniques). Mais il ne s'agissait pas, comme certaines rumeurs l'ont fait croire, de supprimer l'accord conclu en janvier 1977, qui offrait à la Grande-Bretagne un filet de sécurité de 3 milliards de dollars pour garantir ces balances sterling, mais simplement d'étudier un rapport semestriel sur cette question, rapport désormais traditionnel.

DANS LA PRESSE ET A LA TÉLÉVISION

Le développement de l'information technique suppose une « révolution culturelle »

« *Rien n'est possible sans l'opinion publique. Et même si la presse dit qu'elle suit l'opinion publique et ne la précède pas, elle peut présenter plus largement à ses lecteurs, à ses auditeurs ou aux téléspectateurs la recherche technique.* » Ces propos préliminaires de M. Bernard Delapalme, président de l'Association nationale de la recherche technique (A.N.R.T.), ont ouvert la rencontre, le 11 septembre à Paris, d'une cinquantaine de membres de l'A.N.T.R. — une sorte de club qui groupe des responsables de la recherche technique, publique et privée — avec notre directeur, M. Jacques Fauvet, et le président de FR 3, M. Claude Contamine.

Le président de FR 3 a rappelé que sa chaîne avait diffusé avec un grand succès plusieurs séries d'émissions sur des sujets touchant à la recherche technique. Mais il a reconnu que l'information technique se heurte, à la télévision, à plusieurs difficultés :

● Comme dans toutes les formes de presse, les journalistes ont tendance à favoriser l'information sensationnelle ou au moins surprenante. Alors que le progrès technique est souvent fait de petits pas qui ne sont guère spectaculaires.

● En diffusant des nouveautés techniques, la télévision peut souvent être accusée de *faire* de la publicité indirecte. Si, en revanche, elle critique une réalisation, elle court le risque d'un procès en diffamation.

● La seule annonce d'une émission technique ou scientifique rebute de nombreux téléspectateurs qui « tournent le bouton ».

Jacques Fauvet a rappelé que *le Monde* ne néglige pas l'information technique : depuis 1962, notre journal a publié un « Courrier des sciences », transformé en 1967 en « Courrier des sciences et des techniques ». Et, depuis 1972, celui-ci s'est développé et est devenu « le Monde des sciences et des techniques ». Mais le directeur du *Monde* a expliqué la place relativement modeste accordée aux sciences et aux techniques par le retard de l'éducation des Français dans ce domaine. En 1958, l'« honnête homme », c'est-à-dire le lecteur du *Monde*, s'intéressait beaucoup à la politique et aux lettres, peu à l'économie et aux sciences. L'économie a rattrapé son retard : les sciences et *les techniques devraient combler* leur handicap, mais à la condition que les Français soient mieux formés dans ces domaines dès l'école primaire et même dès la maternelle. Une vraie « révolution culturelle ».

MM. Fauvet et Contamine ont, d'autre part, souligné que, pour développer l'information technique, les journalistes ont besoin de recevoir des... informations. Mais encore faut-il que celles-ci soient claires

M. Bailly-Dubois (ministère de l'industrie) a alors fait une suggestion intéressante : l'A.N.R.T. ne pourrait-elle demander à ses membres de sélectionner des ingénieurs qui sauraient présenter leurs problèmes. Des médecins et certains. scientifiques ont bien osé « monter sur les planches » au plus grand profit de leurs spécialités. Pourquoi les techniciens ne feraient-ils pas de même ?

En conclusion, M Delapalme a reconnu que l'A.N.R.T. connaissait mal le problème de l'information technique mais que son association s'efforcera de progresser dans ce domaine. — Y. R.

● *Reprise des négociations gouvernement-contrôleurs aériens.* — Le ministre des transports a proposé aux contrôleurs aériens deux réunions de négociations jeudi 14 et vendredi 15 septembre. La première rencontre, qui aura lieu à la délégation à l'espace aérien, portera sur la répartition du trafic entre les avions civils et militaires. La seconde, le lendemain, aura lieu à la direction générale de l'aviation civile et aura trait à l'ensemble des questions posées par les aiguilleurs du ciel concernant les salaires et les conditions de travail et de sécurité.

Un des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart

GÉRARD BUISINE A TROUVÉ LA MORT DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

M. Gérard Buisine, âgé de cinquante-deux ans, l'un des membres du commando qui avait commis l'attentat du Petit-Clamart qui visait le général de Gaulle, le 22 août 1962, a été victime d'un accident de la circulation le 25 août dernier, à la hauteur du numéro 20 de la rue Caulaincourt (18e arondissement). Alors qu'il traversait la chaussée, M. Buisine a en effet été heurté par un cyclomoteur vers 23 h 30.